الحوادث الاصلي

Sur la route des Croisades : les Balkans

DIVISION OF JORDAN ARCHIVES

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15083 7 F

MARDI 27 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

En riposte aux attaques du Hezbollah pro-iranien

Israël a engagé une opération de grande envergure au Liban

Œil pour œil

En riposte à la mort de sept de ses soldats, depuis le 8 juillet, lors d'attaques menées par le Hezbollah pro-iranien, Israël a déclenché, dimanche 25 juillet, une série de bombardements et de raids aériens au Liban. Le Hezbollah a répondu par des tirs de roquettes. Les échanges de tirs se poursuivaient lundi en fin de matinée, alors que le secrétaire d'Etat américain commencera le 1er août une tournée au Proche-Orient.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Le Hezbollah a dépassé toutes les bornes. » En ouvrant ainsi la réunion du conseil des ministres, le chef du gouvernement israélien, Itzhak Rabin, a donné le ton de la journée du dimanche 25 juillet.

Deux heures après, à 10 h 30 locales, l'aviation israélienne frappait des villages chiites situés au nord de la « zone de sécurité » occupée par l'Etat juif en territoire libanais. Avec près d'une trentaine de raids en moins de douze heures, il s'agit de la plus importante opération lancée par Israël contre le territoire libanais depuis la fin de la guerre du Liban en mai 1985.

Dès le début de l'attaque, dont le principe a été entériné lors de la réunion du gouvernement, M. Rabin esquive la question qui est sur toutes les lèvres : Israël est-il en marche vers une nouvelle guerre, vers un nouvel enlisement dans le « bourbier » libanais?

« Toutes les options pour agir au Liban seront ouvertes tant que le calme ne sera pas revenu à la frontière. Notre objectif est de ramener un véritable calme dans cette région », se contente de déclarer le premier ministre à Qiryat-Shemona, une des localités frontalières. – *(Intérim.)*

Lire la suite et nos informations page 3

Œil pour œil... Une nouvelle fois, la loi du talion fait rage au Liban. En riposte aux attaques des militants du mouvement intégriste pro-iranien Hezbollah – qui ont coûté la vie, en un mois, à sept soldats israéliens, – l'armée de Jérusalem a lancé contre ses ennemis une offensive aérienne de grande envergure, la plus spectaculaire depuis la fin de la guerre israélienne au pays du Cèdre, en mai 1985. Et, pour que les choses soient claires, l'opération a été baptisée « Règlement de comptes ».

L'enclenchement de ce nouveau cycle de représailles combiera d'aise les extrémistes chiites libanais, puisque tel était leur premier objectif. Armés et financés par l'Iran, encouragés par la Syrie, qui autorise leur ravitaillement dans la zone qu'elle contrôle au Liban, les combattants du Hezbollah sont utilisés depuis des années par Damas et Téhéran – au gré de leurs stratégies – comme un fer de lance contre l'Etat juif.

CETTE manipulation s'inscrit dans une épreuve de force régionale, aux données à peu près immuables depuis 1982. D'un côté, le Liban, fort du soutien de la communauté internationale, réclame le retrait total des soldats israéliens de son territoire, conformément à la résolution 425, votée par le Conseil de sécurité, il y a déjà quinze ans. Prenant prétexte de cette cause légitime, le Hezbollah mène son propre combat contre Israël, au service des mollahs de Téhéran, toujours profondément hostiles à l'existence même de l'Etat sioniste.

De l'autre côté, Israël affirme son droit de rester présent dans le sud du Liban, par l'entremise d'une milice alliée, aussi longtemps que la sécurité de ses villes frontalières ne pourra être garantie et que la Syrie maintiendra, pour sa part, trente-cinq mille soldats au Liban. Deux logiques contraires, qui entretiennent une instabilité périodique, et, de temps à autre, s'entrechoquent bruyamment sur le terrain.

L'ÉPISODE en cours comporte toutefois quelques éléments nouveaux. D'abord, le Liban de Rafic Hariri, dont l'armée souhaite reprendre le contrôle du Sud, se tient désormais clairement aux côtés de la « résistance ». Ensuite, les commandos du Hezbollah, de mieux en mieux équipés – notamment en missiles, – frappent le territoire d'Israël avec une audace accrue. Enfin, la Syrie semble nettement plus impliquée. Le président Hafez El Assad fait part – militairement – à Israël de sa déception diplomatique de ne pouvoir espérer à court terme récupérer le plateau du Golan, occupé depuis 1967.

Israël est soucieux de ne pas s'embourber à nouveau au Liban. Mais la mort dimanche de quatre soldats syriens met en évidence les dangers de dérapage. A terme, la principale victime du regain de violence risque d'être le processus de paix israélo-arabe, déjà bien malade. Ce serait la plus grande victoire du Hezbollah, ennemi juré de toute négociation.

A la veille du débat constitutionnel en Afrique du Sud

Onze Blancs assassinés dans une église du Cap

Un commando de cinq Noirs armés de fusils d'assaut et de grenades a fait irruption dans une église anglicane d'un faubourg blanc du Cap, dimanche 25 juillet, en fin d'après-midi, et a ouvert le feu sur l'assemblée, faisant onze morts et cinquante-trois blessés. Cette attaque non revendiquée, à la veille d'un nouveau débat sur l'avenir constitutionnel du pays, risque d'assombrir un climat politique déjà très tendu.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La violence qui secoue le pays jour après jour a frappé cette fois une communauté blanche du Cap. Il était environ 19 h 30, dimanche soir 25 juillet, lorsque l'église anglicane de St-James, située dans la banlieue de Kenilworth, a été la scène d'une attaque perpétrée par plusieurs assaillants noirs.

Alors que plus d'un millier de personnes se trouvaient rassemblées pour le service du soir, des hommes portant cagoule ont fait irruption dans l'église par une porte latérale, arme automatique au poing. Plusieurs des cinq assaillants ont tiré au hasard dans la foule et l'un d'entre eux a lancé deux grenades. Le commando a pris la fuite en laissant derrière lui onze morts et cinquante-trois blessés, dont vingt-trois étaient dans un état grave. Parmi les personnes tuées figurent trois marins russes qui assistaient au service avec cent trente de leurs compatriotes, des marins et des membres d'expéditions scientifiques russes ayant l'habitude de fréquenter cette église anglicane lors de leurs escales au Cap.

Pour le moment, aucun détail n'est connu sur l'identité des assaillants. Un premier communiqué de la police, selon lequel deux Blancs auraient fait partie du groupe, a été officiellement démenti. Cette attaque n'a pas été revendiquée pour le moment. – *(Intérim.)*

Lire la suite page 6

Débat

Les intellectuels face à l'extrême droite

L'appel à *« une Europe de la vigilance »*, lancé dans *le Monde* du 13 juillet par quarante intellectuels s'élevant contre la banalisation des thèses de l'extrême droite, a recueilli des centaines de signatures et suscité de multiples témoignages.

L'article de Roger-Pol Droit intitulé « La confusion des idées » commentait cet appel en évoquant certains facteurs de cette confusion, tels le brouillage des pistes provoqué par des héritiers de la Nouvelle Droite, ou la critique excessive de l'entreprise par certains courants de la gauche. Cette analyse a suscité de nombreuses réactions. Nous publions les réponses d'Alain de Benoist et de Pierre-André Taguieff, mis en cause dans cet article, une lettre de Pierre Vidal-Naquet, un texte collectif de chercheurs en sciences sociales défendant l'autonomie et la liberté de la recherche, des témoignages de lecteurs et la réponse de Roger-Pol Droit confrontant « Les mots et les faits ».

Page 8

Francis Bouygues Imperator

Les obsèques du fondateur du premier groupe mondial du bâtiment et des travaux publics auront lieu mercredi 28 juillet à Paris

par François Renard

Pour ombre de Fraoçais, Francis Bouygues pouvait représenter l'idée qu'ils se font su hasard de leur culture historique d'un empereur romaio : le masque imposant, la voix bien timbrée aux sooorités profondes, la prestance et la puissance, le goût des grands ouvrages d'art et du palais et, aussi, cela fait partie du personnage, les appétits de domination.

Même les patrons du bâtiment et des travaux publics (BTP), jaloux *a priori*, svaieot fini par recooneître les mérites de l'homme qui est mort samedi 24 juillet, bien qu'il se soit toujours refusé à faire partie de l'*establishment*, dans un isolemeot un peu orgueilleux. Bouygues le conquérant! Admiré ou cordialement détesté, le verdict est unaoime : oo *ne* devient pes le numéro un mondial dans sa profession sans de solides qualités.

Pour ce fils de centralien, centralien lui-même, dont le grand-père auvergnet erriva à Paris sans un sou et commença à collecter les vieux métaux avant de se faire fondeur, tout a commencé il y a trente-cinq ans, lorsque après *cinq années d'apprentissage* dans une entreprise du bâtiment et des travaux publics, aujourd'hui disparue, il obtient de son père et de son beau-père 12 000 F de 1952, un peu plus de 100 000 F d'aujourd'hui, pour fooder sa propre firme. Siège social : un petit appartement de Montrouge, dans la banlieue parisienne. Premier contrat, la construction d'une nsine IBM-France, *15 millions de francs* 1987, qui lui permet de démarrer et de rembourser père et beau-père six mois plus tard : l'entreprise Bouygues est née et va grandir vite.

Une impulsion décisive lui est donnée en 1969, avec l'adjudication des chantiers du Parc des Princes, stade de 50 000 places à *l'architecture hardie et délicate*, qui donna des sueurs froides à Francis Bouygues mais le lança définitivement.

Lire la suite, l'article d'YVES MAMOU et nos informations pages 16 et 17

UN JOUR, UNE AFFICHE

Les stations Total souhaitent bonne route à tous ceux qui parcourent Le Monde.

(notre conseil en page centrale)

Polémique entre l'OM et France Télévision

Hervé Bourges, président de France Télévision, a vivement réagi après l'interdiction faite par Bernard Tepie eux équipee *des chaînes publiques de télévision* d'accéder au *Stede-Vélodrome* pour le match OM-Lens, eemedi 24 juillet. Après ee match, Jeen-Pierre Bernès a démissionné de ses fonctions de directeur général de l'Olympique de Mereeille. Le juge Beffy devait entendre, lundi 26 juillet, l'ancien entraîneur de Valenciennes, Boro Primorac, au sujet de la corruption présumée de eee joueurs meis eussi sur ses effirmetione selon lesquelles Bernard Tepie lui eurait demandé de *« porter le chapeau »*.

page 9

L'ÉTÉ FESTIVAL

■ A Beaune, dane la Côte d'Or, on redonne *Scipione*, un opére oublié de Haendel. Cette œuvre de longue haleine – trois actee et plue de trois heures de mueique, vingt-six eire, avec leurs récitatifs et leurs introductions orchestralee – est servie par la virtuosité des voix de Sendrine Piau et de Doris Lamprecht.

■ A Avignon, échec des lectures érotiquee tentéee per Maud Rayer, tandis qu'en Suisse, e'achève sur un succès le Paléo-festival de Nyon (chansons, rock et mueiques du monde).

page 13

L'ÉCONOMIE

La crise des industries d'armement

Edouerd Belledur enviesge d'effecter une partie des recettes de l'emprunt au profit des industries de la défense . Pour celles-ci, les difficultés s'eccumulent depule le fin de le guerre froide. En Europe, près de 40 % des emploie de cette branche d'activité ont disparu. En France, le secteur, longtemps protégé, est aujourd'hui durement touché.

Lire également : « Les pays pauvres de la CEE », « Un Afrikaner dans le luxe » et les pages Mode d'emploi, Opinions et Conjoncture.

pages 23 à 30

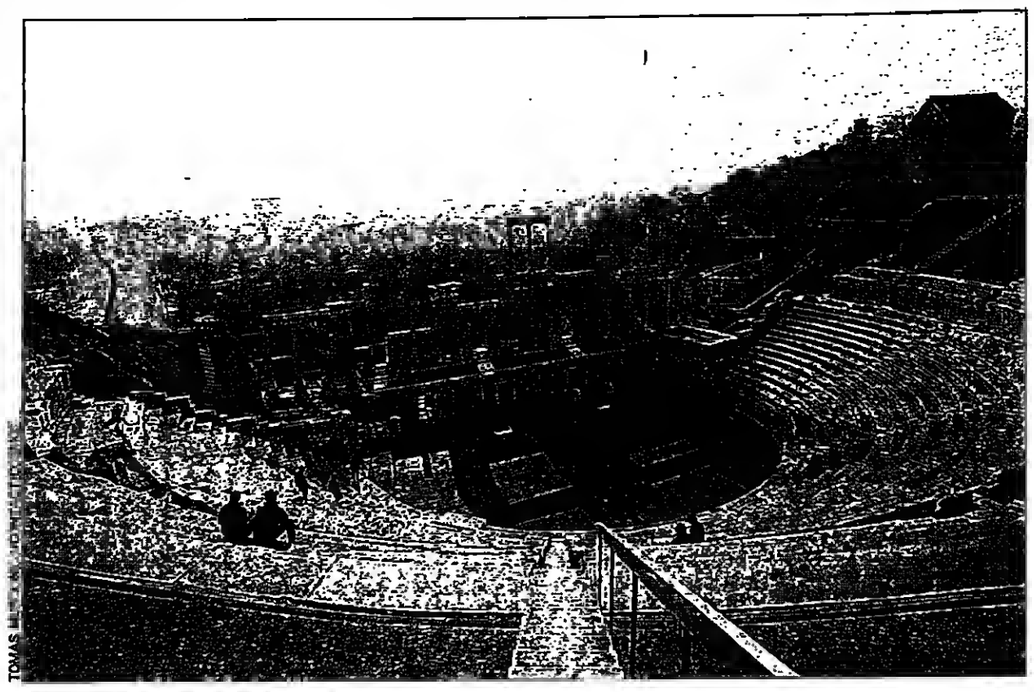
M0147 - 0727 0 - 7,00 F

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 860 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,2Π £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,9Π FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,5Π $.

SUR LA ROUTE DES CROISADES

7. – Plovdiv, le feu dans les Balkans

Cité historique, truffée de vestiges romains, d'anciens amphithéâtres et de colonnes exhumées...



TOMAS LEE – LE POINT

par Jean-Claude Guillebaud

C'est un tressaillement bizarre, une nervosité indéfinissable que je mets un certain temps à comprendre. Les Bulgares de rencontre ne ressuscitent jamais le passé avec un parfait détachement. Ivan Bogilov, médiéviste et byzantinologue de l'Université, Vera Moustacheva, romancière incollable sur le haut Moyen Age, Kouprinka Tchervenkova, rédactrice en chef de la revue *Kultura*, Rangel Valtchanov, metteur en scène, ou Antonina Jelayskova, spécialiste de la période ottomane. Et quelques autres...

Le passé? La mémoire des empires évanouis et des frontières changeantes? Croit-on que tout cela puisse être innocent dans les Balkans de 1993, guettés à nouveau par des nationalismes archaïques, meurtris, kilomètre après kilomètre, par des tueries anciennes, bouleversés jusqu'aux tréfonds d'eux-mêmes par ce nouveau basculement de l'Histoire qu'est la fin du communisme. Mes questions sur les Croisades réveillent, par ricochet, des souvenirs enfouis, animent des fantômes qui nous entraînent aussitôt sur des sujets «annexes», mais jamais subalternes.

Dans cette région
labyrinthique
et meurtrie
le passé
redevient
à l'ordre du jour

D'abord parce qu'ici la mémoire est à recomposer, à reconstruire de fond en comble. Partout, depuis Budapest, j'entends exprimer la même défiance à l'égard du passé tel qu'il fut réécrit, instrumentalisé par l'historiographie communiste. *«Nous n'avons pas confiance dans ce que nous avons appris à l'école»*, me souffle Radka, jeune ingénieur de Plovdiv. Et tous, au fond, expriment le même embarras. Comment vivre, comment se situer dans le monde, lorsque la connaissance qu'on a de soi-même est à ce point soupçonnable? Où trouver ses repères au milieu de cette incrédulité qui progresse, maintenant, comme un troublant malaise dans chaque mémoire?

Ce n'est pas tout. Voilà donc la guerre revenue dans la région. Et aussi le dangereux souci d'exister sous un drapeau, de réaffirmer ses droits, de défendre les «provinces perdues», les minorités flouées, les dignités bafouées. C'est un jeu mortel. Chacun le sait. Et les Bulgares mieux que quiconque, qui font preuve d'une prudence de chats sur la «question de la Macédoine» et campent pour l'instant dans une sagesse qui serre les dents. Il n'empêche. Dans cette région labyrinthique et meurtrie, le passé redevient à l'ordre du jour. De Budapest à Belgrade, de Skopje à Sofia, une certaine «figure» haute en couleur et enluminures redevient comme une référence obsessionnelle : la carte de géographie, «les» cartes plus exactement, et tant ce qu'elles disent de la traversée du temps. On y retourne sans cesse, on les brandit à tout propos, on les montre avec leurs couleurs entremêlées comme dans les livres d'école.

Chacun y trouve de bonnes raisons d'infléchir le tracé d'une frontière avec le doigt, d'affirmer un droit «historique», de prouver une ancienneté spécifique ou une «composition ethnique» indiscutable. On convoque des béros très anciens (quitte à se les disputer), on exalte le témoignage de géographes d'autrefois ou celui des poètes. On invoque la «vérité historique» comme une arme contre la «propagande» adverse. Ici, trop de peuples imbriqués ont à se partager un trop petit espace. Trop d'empires successifs ont bousculé trop d'équilibres locaux et, trop souvent, la répartition des ethnies. Le quatrième et dernier empire en date (après Byzance, l'Autriche-Hongrie et la Sublime Porte) étant le soviétique. A chaque dissolution d'un empire, savez-vous, les mêmes charcutages ont eu lieu. Et souvent dans le sang. La «purification etbnique» n'est pas une nouveauté dans la réginn. Les Roumains la pratiquèrent en 1878 dans la Dobroudja, et les Bulgares s'en souviennent. La Grèce fit de même en Macédoine en 1913. L'bistoire des Balkans est un écheveau. Cbacun m'invite moi aussi à le démêler «en toute objectivité». Mais le peut-on?

A Sofia, nn vient de réimprimer à l'identique un étrange document en quatre languas, du format d'un atlas : *les Frontières de la Bulgarie de 619 à 1917*. Préfacé à l'époque par D. Rizoff, ministre de Bulgarie à Berlin, il rassemble quarante cartes retraçant – sur treize siècles – l'histoire des frontiéres du pays. Officiellement, cette réimpression n'est pas une initiative «politique», mais éditoriale. Elle vient tout de même npportunément rappeler qu'avant sa conquête par Byzance l'empire bulgare englobait la Serbie actuelle, le Monténégro, la Macédoine et une partie de la Grèce. Quand elles n'insistent pas sur les frontières politiques proprement dites, les cartes s'en tiennent – comme celle de 1900 – à l'ethnographie et montrent une «présence» bulgare indiscutablement plus étendue qu'aujourd'hui.

Je passe un lnng mnment à examiner ce document. Toute carte est un instrument de guerre. Ces *reprints*, ces nostalgies discrètes et ces réexamens insistants dn congrès de Berlin de 1878 : tout cela pue la guerre. Je sais qu'à Belgrade, Athènes, Skopje ou Zagreb on en réimprime, dans le même temps, de semblables et différentes à la fnis. Les nations balkaniques savent fort bien qu'en se pencbant avec une même fièvre sur les atlas d'autrefois elles s'approcbent d'un feu qui peut les consumer. D'où ces protestations de sagesse, voire d'indifférence; cette affirmatinn d'une appartenance européenne uniquement vouée an «doux commerce» et à la possession des choses.

Voyez les rues de Sofia ou de Plovdiv! Cette «revendication européenne» s'exprime par une boulimie de consommatinn, une obsessinn de rock et de magazines «people», un impérieux besoin de «commerce privé», de vêtements à la mnde nu d'antennes satellite pour capter *Dallas* et *Dynastie*. *«Nnus voulnns vivre nnrmalement, comme vous»*, répètent les Bulgares. Fort bien. Mais qu'arriverait-il si cette impatience – forcément naïve – se trouvait déçue. Ou désappointée par les lenteurs de l'admission au «paradis capitaliste»?

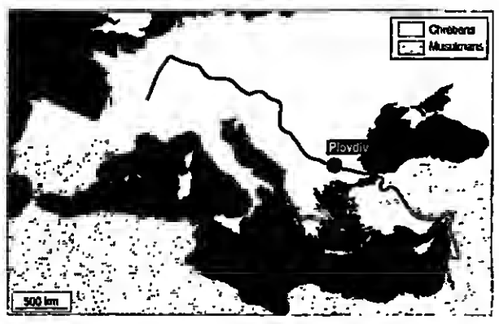
On me dit partout que la déception est déjà là. Et en Bulgarie peut-être plus qu'ailleurs. C'est criant. Chacun comprend peu à peu que le «paradis capitaliste», si tant est qu'il existe, n'est pas donné en prime dès lors qu'on a incendié, comme à Sofia, l'immeuble du comité central. Ce sera long. Très long peut-être. Trop long en tout cas.

Alors, soyons inquiets.

Dans ce climat pesant, mes questions sur les Croisades introduisent, heureusement, un rapport plus pacifié avec le passé. Mais c'est un peu par hasard. En 1096, la Bulgarie était à la fois immense et soumise à Byzance. Cette providence de la chronologie historique nous offre en quelque sorte un intervalle en «blanc», une zone neutre qui autorise les évocations rassérénées. L'bistoire de la Bulgarie, à l'époque et jusqu'en 1187, se confond avec celle de Constantinople.

Alors, c'est de la route elle-méme que nous parlons d'abord.

Ce cbemin vers l'Orient devient maintenant à mes yeux comme un grand



BULGARIE

Le retour en force du passé, est un piège mortel qui menace à nouveau les Balkans. Intégrée à l'Empire byzantin la Bulgarie ne fut à l'époque qu'un lieu de passage traversé par un chemin mythique : la route romaine de l'empereur Trajan.

persnnnage à part entière. J'apprends à connaître, chaque fois un peu mieux, les détails de ce tracé millénaire qui unissait Vienne à Cnnstantinnple en passant par Budapest, Belgrade, Sofia, et Andrinople. Or c'est cet itinéraire, suivi par la première Croisade, que reprennent aujourd'hui les autoroutes d'Europe centrale et, bien sûr, l'ancien Orient-Express. En train ou en voiture, me voilà à peu près sûr de mettre mes pas dans ceux de Godefroi de Bouillon.

Fameuse route...

Elle fut créée au tout début de l'ère cbrétienne par l'empereur Trajan (53-117), au moment où Rome organisait son Empire sur la quasi-totalité du monde connu et le couvrait de voies militaires. Elle reprenait sans dnute un tracé plus ancien encore, dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Mais Trajan en fit – déjà – une vraie et bonne route. Posée sur un bon mètre de cailloux damés, recouverte de dalles de pierres rectangulaires. Vera Moustacheva raconte que, dans sa jeunesse, on ponvait encore voir dans une forêt proche de Sofia, dissimulés au milieu des ronces, des vestiges de la «route de Trajan». A la sortie de Sofia, d'ailleurs, la rocade à quatre voies qui file vers Plovdiv à travers les banlieues prolétaires s'appelle Tzarigrad Sko (la chaussée de l'Empereur)...

Plus surprenant : cette route originelle était encore praticable au seizième siécle. Une source précise permet de n'en pas douter : le récit de voyage d'un historien tcbèque, Konstantin Jirelek, qui, vers 1560, travaillait pour un comptoir de Leipzig. Snn livre, *Die Herrstrasse von Belgrade nach Constantinople (la Route militaire de Belgrade à Constantinople)* atteste qu'à l'époque les dalles de pierre étaient toujours en place ainsi que les bornes indiquant, de loin en loin, les distances.

En 1096, c'est donc une route largement carrossable qu'empruntent Godefroi de Bouillon et son armée.

A l'étape de Sofia, nous avons fait le compte des autres souvenirs identifiables se rapportant aux Croisades. Ils ne manquent pas, en Bulgarie. L'un des quartiers de la capitale s'appelle encore Podouéne, déformation évidente du nom français «Baudnuin». Mais il s'agit sans doute de Baudouin de Flandre, l'un des barons de la quatrième Croisade, qui fnt le très éphémère empereur «latin» de Constantinople après la prise et le pillage de la ville par les Francs en 1204. A cette époque, les Bulgares venaient de recouvrer leur indépendance (en 1187). Ils espéraient trouver chez les croisés des alliés contre les Byzantins. Mais ils furent déçus. Les Francs pillèrent largement le pays et se tronvèrent en rivalité avec les Bulgares pour se partager les dépouilles de Byzance. Alors qu'il chercbait à s'emparer d'Andrinople, Baudnuin de Flandre fut tué dans un combat contre l'armée du roi bulgare Kaloïan.

En Bulgarie,
an appelle toujours
«hadji»
le chrétien
qui revient
du Saint-Sépulcre

La légande bulgare a bien entendu enjolivé l'épisode. A Velik-Trnovo, l'ancienne capitale, on montre aujourd'bui aux touristes une certaine «tour Baudouin» où le croisé, dit-on, fut prisonnier. On ajoute qu'il parvint à séduire l'épouse du roi, la perfide Tzelgouba, et qu'il fut, à cause de cela, exécuté puis précipité dans la riviére lantra. La reine, ajoute-t-on, fit ensuite assassiner son royal mari (il est mort, en réalité, durant le siège de Tbessalonique par l'armée bulgare). Autre souvenir ambigu : cette région comprise entre Sofia et Nisb (en Serbie) où survit ce particularisme bulgare mal identifié qui est celui des Chops. Les Chops, un peu comme les Auvergnats ou les Belges chez nous, sont l'objet de mille et une anecdotes péjoratives. On les dit malins, mais conservateurs, paresseux et circonspects. Chacun affirme qoe leur bistoire se confond avec celle des Croisades, et l'on en veut pour preuve le nom de leur principal village, Condofrei, dans lequel on veut voir une déformation de «comte de Frée». En réalité, les bistoriens les mieux informés assurent qoe si les Chops ont un rapport avec les Croisades, c'est qu'ils sont les lointains descendants des petcbénègues, ces nomades qui servaient, en 1096, de mercenaires à l'empereur de Byzance. Ceux-là mêmes qui harcelèrent les croisés.

La vérité vaut bien la légende.

L'Histoire est parfois bien plus précise. A quelques dizaines de kilomètres de Sofia, le train Istanbul-Express où j'ai pris place s'arrête en gare de Belovo. J'ai toutes les raisnns d'ouvrir l'œil. Cette petite ville bulgare marque le bout d'une vallée resserrée entre deux montagnes : la chaîne de Sdrednegura et le massif du Rhodnpe, qui court jusqu'en Grèce et vit naître Orphée (un béros bulgare, dit-on à Sofia!). Au-delà de Belovo commence l'immense plaine de Thrace, avec ses blés vert sombre, ses pâturages et ses vignes.

D'ici, la rnute est libre jusqu'à la mer de Marmara. A cette démarcation du relief, près de Kalouguerovo («le village des moines»), l'ancienne route romaine passait sous une arche de pierre monumentale baptisée «la porte de Trajan». Son emplacement correspond toujnurs à une frontière climatique et surtout linguistique entre les deux dialectes bulgares. Pour les Romains, la parte était d'abord censée marquer la grande limite symbolique entre deux mondes : l'Occident et l'Orient.

En décembre 1096, Godefroi de Bouillon et ses chevaliers passérent effectivement sous la porte de Trajan avant d'arriver à Pbilippopolis (l'actuelle Plovdiv), où ils furent reçus en grande pnmpe par les émissaires de l'empereur Alexis Comnène. Dans un premier temps, le *basileus*, inquiet mais réaliste, n'entendait pas s'aliéner une force militaire aussi puissante qui avançait irrésistiblement vers sa capitale. Pour cette raison, la première Croisade traversa sans encombre l'actuelle Bulgarie. Au point que cet épisode occupe à peine quelques lignes dans la plupart des chroniques.

Dans le train pour Plovdiv, cependant, la moindre conversation me ramène immanquablement à la «route de Trajan» et aux centaines de générations bumaines qui, au fil des siècles, l'auront empruntée. Et cela, bien plus tardivement qu'on ne le croit.

Une femme député de la Coalition des partis démocratiques, Katarina Mikallova, qui rejoint sa circonscription, s'installe par basard dans mon compartiment. Elle sourit lorsque je lui parle des anciens pélerinages et des Croisades. Son propre grand-père, à l'âge de cinq ans, fut emmené par ses parents à dos d'âne jusqu'à Jérusalem. Elle enchaîne par un long récit rêveur où chantent quelques noms magiques. Ses parents produisaient de l'essence de parfum dans la région de Karlovo, qu'on appelle la «vallée des roses».

C'était sous l'Empire ottoman, au milieu du dix-neuvième siècle. A cette époque, les cbrétiens bulgares demeuraient fidèles à la tradition du pèlerinage en Terre sainte. Quant à l'administration turque, qui autorisait ces voyages chrétiens, elle témoignait à peu de frais de son libéralisme en matière de religinn. Seul détail incongru qu'il faut attribuer au syncrétisme islamo-chrétien : en Bulgarie, on appelle toujours *hadji* le cbrétien qui revient dn Saint-Sépulcre.

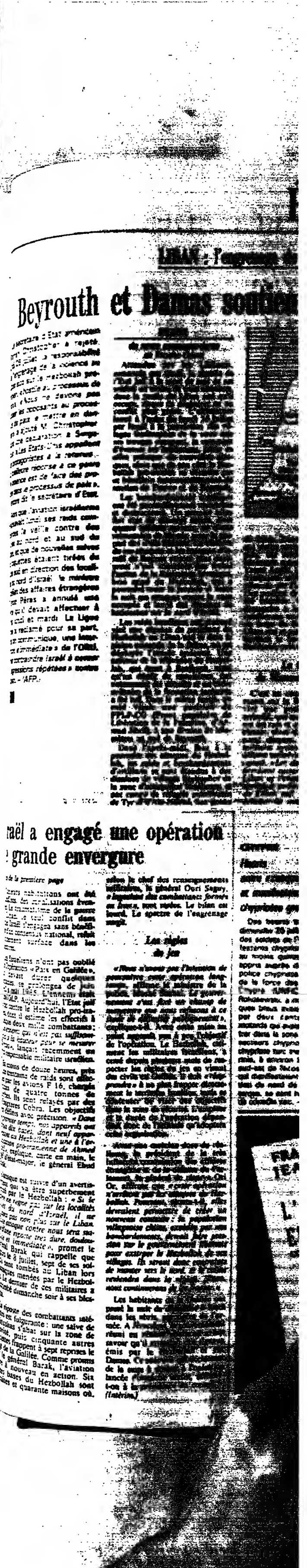
Voilà Plovdiv, qui se présente, à l'instar de Rome, comme la «ville aux sept collines». J'y passe la nuit et la journée suivante. La deuxième ville de Bulgarie, où les croisés de Godefroi, une fois n'est pas coutume, furent fêtés et comblés de cadeaux, a gardé je ne sais quelle douceur indéfinissable. Elle vient à pic pour corriger l'impression d'anxiété ingrate que m'a laissée Sofia. De cette douceur élégante, Plovdiv est très fière. Cité bistorique, truffée de vestiges romains, d'anciens amphitbéâtres et de colonnes exhumées, c'est la ville la plus «bleue» de Bulgarie. C'est-à-dire la plns anticommuniste.

C'est aussi, me dit-on, la plus raffinée. Le centre-ville y est astiqué et les vitrines sont élégantes. Des architectes-promoteurs, très «nouveaux businessmen» de l'Est, m'y font les bnnneurs des lieux, m'ouvrent d'anciennes caves voûtées transfnrmées en restaurants, m'amènent au nouveau «club chic», dans le parc de Loven (des chasseurs), au bord d'un lac artificiel où l'on écoute des rengaines «sixties» en dégustant une *chopska* (salade bulgare au fromage) sur une terrasse ombragée. On insiste pour me montrer la maison où Lamartine, en route pour son voyage en Orient, se remit quelque temps d'nne maladie. Une plaque installée par l'Alliance française locale perpétue le pieux souvenir.

Il arrive aussi que le postcommunisme, après tout, n'ait pas si mauvaise mine.

Mon train s'appelle l'Istanbul Express. Il quitte la gare de Plovdiv à 22 b 20. ■

PROCHAIN ÉPISODE : ISTANBUL (TURQUIE), LA VILLE DES VILLES


Beyrouth et Damas soutien
raël a engagé une opération
grande envergure
Les règles du jeu

ÉTRANGER

LIBAN : l'engrenage de la violence au Proche-Orient

Beyrouth et Damas soutiennent les actions du Hezbollah

Le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a rejeté, lundi 26 juillet, la responsabilité de l'engrenage de la violence au Liban sud sur le Hezbollah pro-iranien, *« hostile au processus de paix »*. *« Nous ne devons pas laisser les opposants au processus de paix le mettre en danger »*, a ajouté M. Christopher, dans une déclaration à Singapour. *« Les Etats-Unis appellent les protagonistes à la retenue... La meilleure réponse à ce genre de violence est de faire des progrès dans le processus de paix »*, a encore dit le secrétaire d'Etat.

Alors que l'aviation israélienne poursuivait lundi ses raids commencés la veille contre des cibles au nord et au sud du Liban, et que de nouvelles salves de roquettes étaient tirées du Liban sud en direction des localités du nord d'Israël, le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Pérès a ennulé une visite qu'il devait effectuer à Paris lundi et mardi. La Ligue arabe a réclamé pour sa part, dans un communiqué, une intervention *« immédiate »* de l'ONU, *« pour contraindre Israël à cesser ses agressions répétées »* contre le Liban. – *(AFP.)*

NICOSIE

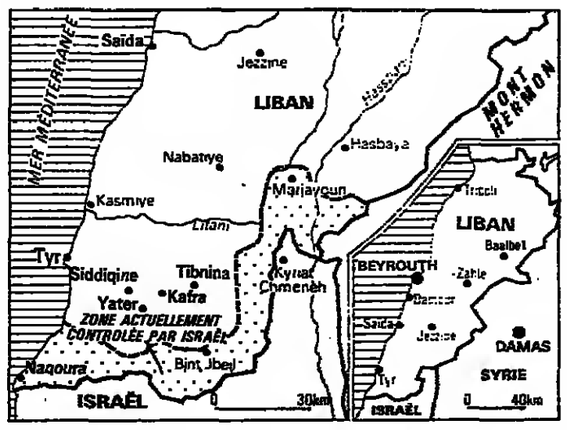
de notre correspondante au Proche-Orient

Attendue par les Libanais, annoncée par Israël, la riposte de l'Etat juif à la mort de sept de ses soldats en moins de trois semaines, dans la partie du Liban sud qu'il occupe, risque de dégénérer en un conflit plus grave. L'ultimatum lancé à l'aube du lundi 26 juillet par Israël à la population des villages limitrophes de la zone que ses troupes occupent, la sommant d'évacuer ses habitations, laisse en effet présager de nouvelles attaques, alors que de son côté le Hezbollah pro-iranien ne désarme pas et bénéficie incontestablement du soutien de Damas et de Beyrouth.

Les bombardements israéliens ont été particulièrement meurtriers et destructeurs. Un premier bilan fait état de dix-sept morts, dont quatre soldats syriens, et d'une soixantaine de blessés, pour la plupart des civils libanais. La violence de ces attaques et les menaces d'Israël de frapper encore plus durement n'ont toutefois pas freiné l'action de la Résistance islamique, bras armé du Hezbollah, qui a poursuivi toute le journée et toute la nuit ses attaques contre la zone occupée et lancé des dizaines de katiouchas sur le nord d'Israël.

Les raids israéliens ont d'abord visé une dizaine de positions du Hezbollah au Liban sud et dans la plaine orientale de la Békaa, où est déployée l'armée syrienne. Une antenne de la télévision du Hezbollah, qui émet à Baalbeck, ainsi qu'un dépôt de munitions, ont notamment été détruits et un cadre militaire de la formation intégriste a été tué. Dans le même temps, un raid visait une position du FPLP-CG (Front populaire de Libération de la Palestine, d'Ahmad Jibril), à une dizaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Dans l'après-midi, face à la poursuite des attaques du Hezbollah, les raids et bombardements d'artillerie se sont étendus à des dizaines de villages limitrophes de la zone d'occupation israélienne et aux camps de réfugiés palestiniens de Tyr et d'Ain-Héloué, aux portes de Saïda. Dans ce dernier camp, qui abrite environ cent mille réfugiés, les raids ont visé deux bâtiments appartenant au Fath de Yasser Arafat. La ville de Nabatiyé (cinquante mille habitants) a été pilonnée par l'artillerie israélienne. Une position de l'armée libanaise a été touchée. Dans la nuit de dimanche à lundi, les vedettes israéliennes sont entrées en action au large de Saïda, chef-lieu du Liban sud et sur la côte nord, bombardant le camp palestinien de Baddaoui, près de Tripoli.



La tournée de Warren Christopher

C'est au cours des bombardements sur la Békaa, dont l'un a visé une position de l'armée syrienne, que quatre soldats syriens ont été tués et quatre autres ont été blessés, alors qu'un oeuvième est porté disparu. Un porte-parole militaire syrien a précisé que la défense antiaérienne syrienne avait riposté. *« Les dirigeants de Tel-Aviv devraient cesser leurs attaques au Liban et s'engager au retrait des territoires arabes occupés, y compris du Liban sud, pour ne pas faire échouer la mission de [Warren] Christopher »*, a commenté Radio-Damas.

Ce regain de violence intervient en effet à une semaine de la tournée que doit effectuer le secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient, pour tenter de relancer le processus de paix. Nul doute d'ailleurs que c'est dans cette perspective que le Hezbollah, opposé aux négociations de paix, a intensifié ses attaques.

Dimanche soir, le secrétaire général de la formation intégriste, cheikh Hassan Nasrallah, a réaffirmé la détermination de son organisation à poursuivre ses actions. *« Pour la résistance, il n'existe de lignes rouges ni au Liban sud, ni dans le sud-est de la Békaa »*, a-t-il déclaré. De leur côté, les organisations palestiniennes ont décrété la mobilisation générale de leurs combattants, qui ont été mis *« à la disposition des armées libanaise et syrienne »*.

Réunies d'urgence autour du président Elias Hraoui, les autorités libanaises ont pour leur part décidé de porter plainte au Conseil de sécurité de l'ONU et de rappeler en consultation leur ambassadeur à Washington. S'adressant à la presse à l'issue de cette réunion, le chef de la diplomatie libanaise Farès Boueiz a affirmé que *« l'armée libanaise* – qui est intervenue à plusieurs reprises dimanche – *n'a jamais manqué à la défense de ses positions »*. Sans donner de précisions, M. Boueiz a annoncé l'adoption de mesures pratiques *« pour renforcer la résistance des habitants et la défense contre les agressions israéliennes »*. *« Nous pensons que cette escalade vise à poser le problème de la sécurité au Liban sud, lors des pourparlers* [de paix], *au lieu de se concentrer sur les problèmes essentiels »*. *« Cette méthode... ne servira à rien »*, a ajouté M. Boueiz.

A mesure que croissait la tension au Liban sud, le gouvernement libanais a, à plusieurs reprises, apporté son soutien à la résistance. Le président Hraoui s'était même rendu pour la première fois le 18 juillet dans un fief du Hezbollah, à Machghara, à quelques kilomètres de la zone occupée par Israël. Lors de cette visite intervenue – ce n'est sans doute pas un hasard – au lendemain de ses entretiens à Lattaquié avec le président syrien Hafez Al Assad, le président libanais avait affirmé : *« Nous continuerons à résister à l'occupation jusqu'à l'application de la résolution 425 »* du conseil de sécurité de l'ONU, qui exige, depuis 1978, le retrait inconditionnel d'Israël du Liban. *« Il n'y aura pas de traité de paix entre nous et l'ennemi israélien, avant la conclusion d'un tel traité par les frères arabes et à leur tête la Syrie »*, avait souligné M. Hraoui.

Lors d'une récente visite à Beyrouth, le ministre syrien des affaires étrangères Farouk Charaa avait réitéré *« le droit légitime des Libanais à résister à l'occupation »*. Il avait ajouté : *« Nous espérons que les Israéliens se souviendront de leur invasion du Liban en 1982, du coût humain qu'ils ont payé et de leur défaite politique. [...] Seule la paix et la fin de l'occupation peuvent mettre fin »* à la situation actuelle. C'est le message que veut faire passer Damas à M. Christopher.

– FRANÇOISE CHIPAUX

IRAK : contestant un rapport du Pentagone

Bagdad dément avoir tiré un missile sur un avion américain

Dans un communiqué publié dimanche 25 juillet, l'Irak a *« catégoriquement démenti »* les affirmations du Pentagone selon lesquelles un missile irakien avait été tiré la veille, sans succès, contre des avions américains qui patrouillaient dans la zone d'exclusion aérienne au sud du 32e parallèle.

Le ministère a également démenti qu'un avion américain ait été auparavant pris pour cible par un de ses radars, de même que *« les rapports selon lesquels une batterie anti-aérienne irakienne dans le sud a été frappée par un missile antiradar HARM tiré d'un avion américain »*. Le ministère ne conteste cependant pas le fait qu'un missile ait été tiré par un appareil américain.

Echange d'accusations

Le Pentagone avait indiqué qu'un tir de missile sol-air irakien avait été observé samedi soir, après le lancement d'un missile HARM par un F4G de la chasse américaine, sur une batterie anti-sérienne irakienne. Le chasseur américain a attaqué après avoir été accroché par le radar de la batterie, avait précisé un porte-parole du Pentagone. Ces déclarations se fondent sur *« le sentiment d'un pilote américain »*, qui relève *« soit de l'hallucination, soit de la volonté de certaines parties de l'administration américaine de créer, comme d'habitude, une crise à des fins politiques »*, affirme Bagdad.

Cet échange d'accusations est intervenu au moment où arrivait à Bagdad une équipe d'experts de l'ONU chargée d'installer des caméras de surveillance sur deux sites de missiles irakiens. Celles-ci ne seront opérationnelles qu'au terme de négociations prévues fin août, ou début septembre, sur la surveillance à long terme de l'armement irakien. *« C'est un premier pas concret »* pour l'application de cette surveillance, a déclaré Bill Eckert, qui dirige l'équipe d'experts. – *(AFP.)*

Israël a engagé une opération de grande envergure

Suite de la première page

Plusieurs habitations ont été incendiées, des canalisations éventrées. Le traumatisme de la guerre du Liban, le seul conflit dans lequel Israël s'engagea sans bénéficier d'un consensus national, refait rapidement surface dans les mémoires.

Les Israéliens n'ont pas oublié que l'opération « Paix en Galilée », qui devait durer quelques semaines, se prolongea de juin 1982 à mai 1985. L'ennemi était alors l'OLP. Aujourd'hui, l'Etat juif se bat contre le Hezbollah pro-iranien, dont il estime les effectifs à quelque deux mille combattants ; *« un ennemi qui n'est pas suffisamment à la hauteur pour se mesurer à nous »*, lançait récemment un haut responsable militaire israélien.

En moins de douze heures, près d'une trentaine de raids sont effectués par les avions F 16, chargés chacun de quatre tonnes de bombes. Ils sont relayés par des hélicoptères Cobra. Les objectifs sont définis avec précision. *« Dans un premier temps, nos appareils ont détruit dix bases, dont neuf appartiennent au Hezbollah et une à l'organisation pro-iranienne de Ahmed Jibril »*, explique, carte en main, le chef d'état-major, le général Ehud Barak.

L'attaque est suivie d'un avertissement qui va être superbement ignoré par le Hezbollah : *« Si le calme ne règne pas sur les localités juives du nord d'Israël, il ne règnera pas non plus sur le Liban. Toute attaque contre nous sera suivie d'une riposte très dure, douloureuse et immédiate »*, promet le général Barak qui rappelle que depuis le 8 juillet, sept de ses soldats sont tombés au Liban lors d'attaques menées par le Hezbollah. Le dernier de ces militaires a succombé dimanche soir à ses blessures.

La riposte des combattants intégristes est fulgurante : une salve de katioushas s'abat sur la zone de sécurité, puis cinquante autres roquettes frappent à sept reprises le doigt de la Galilée. Comme promis par le général Barak, l'aviation entre à nouveau en action. Six autres bases du Hezbollah sont détruites et quarante maisons où, selon le chef des renseignements militaires, le général Ouri Saguy, *« logeaient des combattants formés en Iran »*, sont rasées. Le bilan est lourd. Le spectre de l'engrenage surgit.

Les règles du jeu

« Nous n'avons pas l'intention de poursuivre cette opération longtemps, affirme le ministre de la police, Moshé Shahal. *Le gouvernement s'est fixé un champ de manœuvre que nous refusons à ce stade de délimiter publiquement »*, explique-t-il. Avec cette mise au point apparaît peu à peu l'objectif de l'opération. Le Hezbollah, estiment les militaires israéliens, a cessé depuis plusieurs mois de respecter les règles du jeu en visant des civils en Galilée. Il doit *« réapprendre »* à ne plus frapper directement le territoire israélien, mais se contenter de viser des objectifs dans la zone de sécurité. L'ampleur et la durée de l'opération dépendent donc de l'attitude qu'adoptera cette organisation.

Avec une certaine dose de réalisme, le président de la très influente commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement, le général de réserve Ori Or, affirme que *« cette opération n'arrêtera pas les attaques du Hezbollah. Pourtant*, ajoute-t-il, *elles devraient permettre de créer un nouveau contexte : la population villageoise chiite, excédée par nos bombardements, devrait faire pression sur le gouvernement libanais pour extirper le Hezbollah de ses villages. Ils seront donc contraints de monter vers le nord, et le calme reviendra dans la région. Sinon, nous continuerons de les frapper. »*

Les habitants de la Galilée ont passé la nuit de dimanche à lundi dans les abris, sur ordre de l'armée. A Jérusalem, le gouvernement réuni en séance nocturne a fait savoir qu'il attendait des signaux émis par le Hezbollah et par Damas. Ce sont eux qui décideront de la suite à donner à l'opération lancée dimanche matin, affirme-t-on à la présidence du conseil. – *(Intérim.)*

A TRAVERS LE MONDE

CHYPRE

Heurts entre « casques bleus » et manifestants chypriotes grecs

Des heurts se sont produits, dimanche 25 juillet, à Chypre entre des soldats de l'ONU et des manifestants chypriotes grecs, faisant au moins quinze blessés, a-t-on appris auprès de l'ONU et de la police chypriote. La porte-parole de la force des Nations unies à Chypre (UNFICYP), Waldemar Rokosewski, a indiqué que les casques bleus avaient été bousculés par deux cents à trois cents motards qui avaient réussi à s'infiltrer dans la zone tampon entre les secteurs chypriote grec (sud) et chypriote turc (nord), près de Dherinia, à environ 80 kilomètres au sud-est de Nicosie. Les motards, qui manifestaient contre l'occupation du nord de l'île par l'armée turque, se sont heurtés à un point de contrôle turc. – *(AFP, Reuter.)*

NICARAGUA

Les rebelles d'Esteli affirment qu'ils ne se rendront pas

Le Front révolutionnaire ouvrier paysan (FROC), constitué d'anciens militaires sandinistes et de quelques « contras », qui a occupé les 21 et 22 juillet la ville d'Esteli, dans le nord du pays, a annoncé, samedi 24 juillet, qu'il ne déposerait pas les armes. Le chef des insurgés, Victor Manuel Gallegos, alias *« Pedrito le Hondurien »*, avait réussi à fuir Esteli avec une partie de ses hommes après la contre-offensive de l'armée. *« Nous continuerons de combattre »* jusqu'à ce que le gouvernement mette en œuvre les accords conclus avec les anciens militaires, affirme le communiqué. Ceux-ci demandent notamment des terres et des emplois.

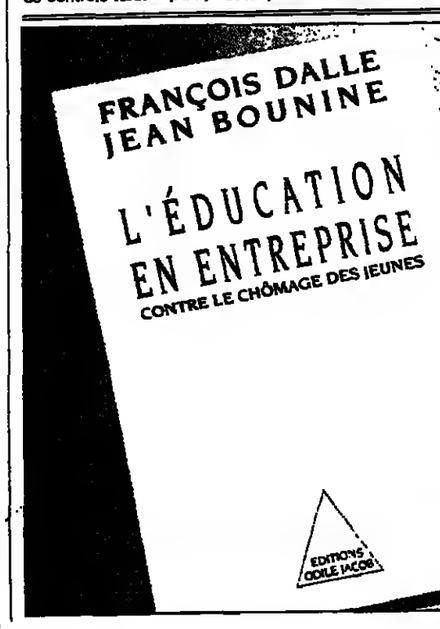
La présidente nicaraguayenne, Violeta Chamorro, qui a été accusée de faiblesse envers les groupes armés d'opposition, s'est engagée à les réprimer plus efficacement. L'intention des autorités d'enterrer dans une fosse commune les victimes des combats entre ex-militaires sandinistes et l'armée régulière sans procéder à leur identification et d'autre part provoqué l'indignation de la population d'Estali, qui y voit un acte arbitraire. – *(AFP, Reuter.)*

TOGO

Un candidat à l'élection présidentielle serait sous le coup d'un mandat d'arrêt

Gilchrist Olympio, candidat à l'élection présidentielle prévue pour le 25 août, est sous le coup d'un mandat d'arrêt pour son implication présumée dans la tentative d'attentat perpétrée en mars contre le président Eyadéma, a-t-on annoncé, dimanche 25 juillet, à Lomé, de source policière. Le mandat a été délivré le 3 mai par le juge d'instruction *« au vu des conclusions, preuves à l'appui, de l'enquête diligentée par le gendarmerie nationale »*. La même source a indiqué que, si M. Olympio rentrait au Togo, il serait interpellé dès son arrivée. L'un des médecins chargés de contrôler l'état de santé des candidats a aussi indiqué qu'il avait averti M. Olympio que les certificats médicaux contenus dans son dossier de candidature n'étaient pas valables, faute d'avoir été faits à Lomé. Une bombe a par ailleurs explosé dans la nuit de samedi à dimanche à Lomé, devant un immeuble abritant le Comité d'action pour le renouveau (CAR), dont le chef, M. Agboyibor, est candidat à l'élection présidentielle. – *(AFP.)*

□ **Le seizième sommet franco-britannique.** – Français Mitterrand et Edouard Balladur, ainsi que huit membres du gouvernement, étaient attendus lundi 26 juillet à Londres pour le seizième sommet franco-britannique. Les responsables français et britanniques devaient notamment s'entretenir, au cours des réunions de la matinée et d'un déjeuner, de la situation en Bosnie, du problème des négociations sur le commerce mondial, ainsi que de différents dossiers de la coopération bilatérale.



François DALLE
Président d'Honneur de l'Oréal

Jean BOUNINE
Conseiller d'entreprises

Contre le chômage des jeunes en France,

environ 25% des actifs de 15 à 25 ans sont au chômage, soit le double du chômage de l'ensemble des générations.

Cet écart n'existe pas ailleurs. Il tient aux défauts de la formation professionnelle, qui doit, désormais, être assurée par les entreprises.

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

La trêve n'a pas été respectée en Bosnie

La trêve conclue samedi 24 juillet entre les trois parties belligérantes en Bosnie sous les auspices de l'ONU et qui était censée favoriser la reprise des négociatinns à Genéve mardi n'aura, comme les précédentes, que peu duré.

Peu après son entrée en vigueur dimanche matin à 10 heures, elle a été violée à la fois par les miliciens serbes et l'armée bosniaque. Pour Barry Frewer, le porte-aprole de la FORPRONU, les deux parties sont responsables des tirs d'artillerie qui ont éclaté à Sarajevo. Dimanche en fin de jnurnée, les observateurs militaires de l'ONU avaient dénnmbré 213 salves serbes de roquettes, d'obus et de mortiers et 16 salves tirées par l'armée bosniaque.

Une base du contingent français de la FORPRONU, située dans le stade nlympique de Zetra, à proximité du centre de Sarajevn, a été l'objet de violents pilonnages dimanche vers 17 heures. Selon le colonel Roger Duburg, commandant de la base qui sert de centre d'opération à 150 « casques bleus » français, 68 salves d'artillerie se sont abattues pendant 45 minules sur le parking de la base. Il n'y a eu aucune victime, mais un véhicule blindé, transportant des munitions, a été incendié et de nnmbreux autres véhicules nnt été endommagés. Pour le colonel Duburg, il ne fait aucun dnute que ce sont les Serbes qui ont agi délibérément pour tenter d'intimider les « casques bleus ».

Le porte-parole Barry Frewer a exprimé les protestations de l'ONU tout en laissant entendre qu'il n'y aurait pas de riposte cette fois. *« Si celn se reproduit, nous sommes prêts à répondre de lh façon la plus ferme »*, a-t-il dit.

Le président Alija Izetbegovic a reprnché dimanche aux Nations unies de n'avoir pratiquement rien fait pour faire respecter les « zones de sécurité » en principe créées par le Conseil de sécurité. *« Les possibilités offertes û la Force de protection de l'ONU dans le cadre de son mandat n'ont pas non plus été utilisées »*, ajoute le président bosniaque dans une lettre à M. Boutros-Ghali. Il rappelle que, ces dix dernières semaines, Sarajevo, malgré son statut de « zone de sécurité », a eu à déplnrer 398 morts et 2 600 blessés parmi sa population civile.

Des combats se sont également pnursuivis dimanche dans le nnrd de la Bosnie, où les forces serbes essaient d'élargir leur « coulnir » aux dépens de villages musulmans, ainsi que dans le centre, nù l'armée bosniaque s'nppose aux forces croates.

D'autre part, le colonel Jovan Divjak, commandant en second de l'armée bnsniaque, s'est prononcé contre la levée de l'embargo sur les armes. *« Jusqu'à présent, les Serbes n'ont npparemment mobilisé que 40 % de leur puissance de feu contre Sarajevo*, a expliqué te colonel Divjak, un Serbe qui s'est engagé dans la défense d'une Bosnie multi-erhnique. *Si l'embargo était levé, ils utiliseraient rapidement 100 % de leur potentiel et détruiroient totalement Snrajevo avant que nous ayons pu nous procurer une seule arme supplémentaire. »* – *(AFP, AP, Reuter.)*

La solidarité avec les Croates d'Herzégovine pèse de plus en plus lourd à Zagreb

ZAGREB

de notre envoyé spécial

L'Herzégovine occidentale est un boulet pour la Cnatie, reconnaît-on dans l'entnurage du président Franjo Tudjman. Les autorités de Zagreb prennent en effet très au sérieux les menaces de sanctions brandies par la communauté internationale, qui leur reproche trop de complaisance envers la politique qu'infligent aux Musulmans les dirigeants croates d'Herzégovine, cette province limitrophe de la Dalmatie, qui appartient à la République de Bosnie-Herzégovine. Mais si les Croates, qui représentent actuellement 80 % de sa population, disparaissaient de cette région, *« les frontières de la Crontie seraient en dnnger »*, ajoute-t-on à la présidence à Zagreb.

Malgré les menaces internationales, il n'est actuellement pas question ponr les autorités de Croatie de désavouer officiellement le régime mis en place par Mate Boban dans cette « Herceg Bosna » qui s'est proclamée entitée autonome au sein d'une Bosnie-Herzégovine espirante. En outre, certains signes de complicité de Zagreb avec les forces croates de Bosnie (HVO) de Mate Boban sont éloquents, comme dans le cas de la déportation vers l'île d'Obonjan en Croalie de Musulmans arrêtés à Mostar, en Herzégovine (*le Monde* du 24 juillet).

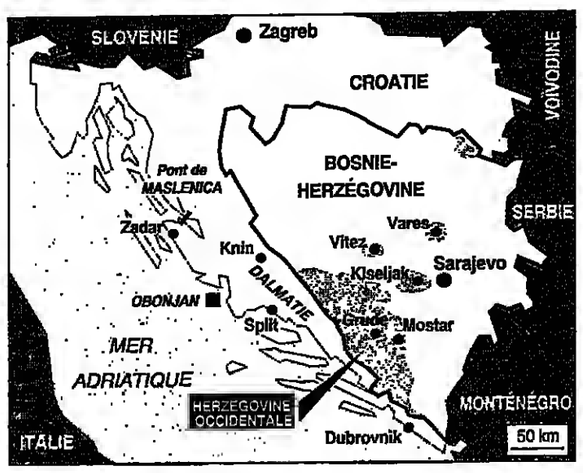
Ainsi dimanche 18 juillet, le jour même où 334 Musulmans étaient transférés dans cetle île, sous escorte de la police croate, après être passés par les prisons du HVO, le responsable de ce dernier assistait, au côté du président Franjo Tudjman, à l'inauguration du pont de Maslenica dont Zagreb a fait le symbole du rétablissement de son autorité sur l'ensemble du territoire de Croatie. Selon les explications officielles fournies alors, Mate Boban, qui possède la double nationalité, était là en tant que simple citoyen croate, non en tant que dirigeant de l'Herceg Bosna...

Représailles en chaîne

Les autorités de Zagreb démentent catégoriquement la présence d'nnités constituées de leur armée en Bosnie-Herzégovine. Tout membre de l'armée croate – notamment les soldats originaires d'Herzégovine – n'en a pas moins la possibilité d'aller se battre aux cotés du HVO. Le général Slobodan Praljak, vice-ministre croate de la défense, n'a d'ailleurs pas hésité à annoncer, mercredi dernier à la télévision de Zagreb, qu'il démissionnait de son poste pour aller se mettre à la disposition du HVO.

Il est d'autre part courant de vnir des véhicules portant des plaques minéralngiques de l'armée croate à proximité de l'état-major du HVO à Grude, petite localité procbe de Mnstar où la « présidence » de l'Herceg Bosna a établi ses quartiers pour la durée de la guerre.

D'anciens membres musulmans du HVO – du temps de la défunte alliance croato-musulmane en Bosnie – assurent, enfin, que de nombreux militaires croates participent aux combats contre l'armée fidèle au président bnsniaque Alija Izetbegovic. L'un d'entre eux affirme que ces militaires croates, qui proviennent notamment d'unités stationnées à Split, Imotski ou Ploce, sont parmi les plus *« durs »*.



Certes, on condamne à Zagreb *« toute exaction »* en Herzegovine. *« Aucune ne peut être justifiée »*, déclare ainsi Vesna Skare, porte-parole du président Tudjman, qui ajoute que *« la situation ne justifie pas ce qui se passe à Mostar »*. Quant à l'affaire de l'île d'Obonjan, elle affirme qu' *« une enquête sera ouverte »*. Le ministère croate des affaires étrangéres a en outre appelé les forces croates de Bosnie à libérer tous leurs prisonniers civils. Mais Mme Skare insiste surtout sur la nécessité de considérer *« globalement la situation en Bosnie-Herzegovine »*, où l'on assiste selon elle à un phénoméne de représailles en cbaîne. *« 190 000 Croates sont pris en étau en Bosnie centrale »*, explique-t-elle, en parlant de *« génocide »* contre les Croates.

Du côté du HVO, si l'on admet que des exactions ont été commises, on renvoie à celles dont les Musulmans se sont rendus coupables lors de leur conquête des zones contrôlées par les Croates en Bosnie centrale et au massacre de civils croates dans cette région où ne subsistent plus aujourd'hui que quelques « poches » croates, notamment autour de Vitez, Zepce, Vares ou Kiseljak.

Un « lobby herzégovinien »

Reste que le régime de Mate Boban constitue un fardeau de plus en plus encombrant et explosif pour la Croatie, ne serait-ce que par les rétorsions internationales auxquelles il l'expose. Dans certains cercles dirigeants croates, on ne cache pas le désir de « faire le ménage » à Grude. Les intentions du président Tudjman restent toutefois inconnues. Il est beaucoup question à Zagreb, depuis quelques mois, d'un puissant *« labby herzégovinien »*, pesant lourdement – en faveur du régime de Grude – sur la politique de la Croatie et dont le membre le plus actif ne serait autre que le ministre de la défense, Gojko Susak.

Originaire d'Herzégovine occidentale et ayant longtemps vécu au Canada, M. Susak est un pur produit de cette diaspora croate qui a beaucoup aidé – essentiellement sur le plan financier – la jeune République de Franjo Tudjman dans sa guerre contre les Serbes. D'autre part, nombreux ont été les Croates d'Herzégovine à partir se battre en Croatie en 1991, renforçant à point nommé une « garde nationale » croate naissante, largement inférieure aux forces serbes.

La marge de manœuvre du président Tudjman paraît aujourd'hui bien étroite, face à l'évolution d'un régime herzégovinien *« fabriqué »* par Zagreb, mais qui risque de lui coûter, aujourd'hui, très cher. D'un côté, la Croatie, qui souffre déjà diplnmatiquement de l'Herzégnvine, pnurrait difficilement *« encaisser »* des sanctinns et un isolement international. De l'autre, Franjo Tndjman, qui a déjà rejeté en 1991 une demande herzégovinienne de rattacbement à la Croatie, peut tnut aussi difficilement abandonner à son sort la communauté croate *« sœur »* de Bosnie-Herzégovine – qui a vu naître le premier royanme croate, au dixième siècle – au moment où elle se trouve en difficulté. D'autant que cette communauté joue un rôle essentiel dans la défense des frontières croates, sorte de *« zone tampon »* aux confins de la Croatie.

Cependant, les rapports croato-herzégoviniens font l'objet de commentaires de plus en plus acerbes ici. *« Dans le public croate, l'opposition à la politique de l'Herceg-Bosna, qui n'a pas empêché l'exode des Croates de Bosnie centrale et a déjà fait, en revanche, beaucoup de tort à la Croatie, ne fait que grandir »*, notait, mercredi 21 juillet, le journal *Slobodan Dalmacia*. Dans un article particulièrement virulent d'un journaliste réputé, Zeljko Zutelija, le quotidien dalmate se demandait notamment s'il fallait que *« la Croatie dans son ensemble se retrouve en quarantaine, isolée comme un lépreux politique, à cause de la politique menée à Grude et à Mostar, par Mate Boban et soutenue par le lobby herzégovinien à Zagreb, que, dit-on, même le président Tudjman a de plus en plus de mal à combattre »*.

« Les niaiseries de Boban »

Après avoir noté que *« les actes revanchards* [croates] *et de purification ethnique ainsi que les camps de prisonniers près de Mostar sont des faits qui ne peuvent plus être cachés »*, Zelkjo Zutelija écrivait qu'il était *« triste que des dirigeants politiques bourrés de complexes provinciaux, des profiteurs de guerre et des trofiquants soient identifiés à l'ensemble du peuple* [croate] *». « Tout le monde est las des niaiseries de Boban prétendant que la mauvaise et injuste Europe complote contre Grude. Les gens ordinaires de Croatie ne sont inéressés que par une question très pragmatique : comment éviter des sanctions et aider les Croates de Bosnie centrale? Il est certain que les camps pour Musulmans près de Mostar ainsi que le projet de les déporter ne sont pas la meilleure façon de répondre à cette question »*, concluait Slobodan Dalmacia.

S'il est une ville de Croatie où l'on est particulièrement sensible à l'évolution de la situation dans l'Herzégovine voisine et où l'on ne cache pas une méfiance certaine vis-à-vis de Grude, c'est bien Split, où l'on estime que tout ce qui arrive aujourd'hui est la manifestation d'un désir forcené des Herzégoviniens d'un rattachement à la Croatie. Une perspective loin de séduire tout le monde dans une ville où l'on peut entendre : *« Ici, nous craignons l'Herzégovine et les Herzégoviniens. »* Dans ce port dalmate de plus de deux cent mille habitants qui ont une haute idée de lenr spécificité historique et culturelle, beaucoup redoulent une *« invasion »* des Herzégoviniens, souvenl considérés avec quelque mépris par la bourgeoisie locale. Une expression courant Split ne définit-elle pas les Herzégoviniens comme ayanl *« une pierre dans la tête, une pierre dans le cœur, une pierre à la main »*?

YVES HELLER

Les habitants de Sarajevo ne croient pas qu'un partage ethnique puisse apporter la paix

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Comme beaucoup d'habitants de Sarajevo qui nnt lutté depuis quinze mois pour une Bosnie pluriculturelle, Gardana Knezevic, rédactrice en chef du quotidien de Sarajevo *Oslobodenje*, est à bout, nu presque. Elle serait prête, pour avoir la paix, à accepter l'inacceptable : la partition de son pays en trois entités ethniques (serbe, croate, musulmane).

Elle trouve encore la force de plaisanter. *« Je t'enverrais sur ton territoire et je serais tranquille »*, dit-elle affectueusement à son mari, qui est croate. Mais elle est sûre que *« la partition n'est pas la paix »*, bien au contraire. *« Ce serait immédiatement le début d'une autre guerre sans fin, aux frontières des trois entités »*, dit-elle. Elle pense que les commandants locaux de tous bords *« se battront pour un village, une route, une colline, attribués à l'autre sans grande justification »*.

« La Bosnie est un mariage mixte. On ne peut pas divorcer et dire de qui sont les enfants », explique Gordana. Pour elle, l'exemple le plus parlant est celui de Mostar, cette ville dont les Croates bosniaques veulent faire leur « capitale » bien que la communauté musulmane y eût été avant la guerre légérement plus nombreuse que la croate. *« Les Musulmans de Mostar se battront pour cette ville qu'ils habitent depuis des siècles »*, estime-t-elle. Elle pense que si, à Sarajevo, on pourrait convaincre l'armée, ailleurs *« ce sera impossible »*.

Les militaires en effet accepteraient-ils une division en trois de la Bosnie, même si le président Alija Izetbegovic, qui la refuse et propose une fédération basée sur des critères non exclusivement etbniques, finissait par s'y résigner? Munib Bisic, ministre de la défense en exercice, est catégnrique : *« En cas de partition de la Bosnie, l'armée ne suivra pas les politiques, car la partition veut dire la capitulation. Ceux qui se battent depuis le début sont des volontaires, ils mourront plutôt que de se rendre »*, dit-il, avant d'ajouter : *« Mnis l'armée acceptera toute autre solution. » « Il faut comprendre*, poursuit-il, *que nous avons eu beaucoup de morts, que nombre de combattants sont restés seuls, qu'on ne pourra les forcer à lâcher leurs armes. »*

La plupart des civils interrogés à Sarajevo semblent, il est vrai, aujourd'hui préférer n'importe quelle solution à la poursuite de la guerre. M. Izetbegovic, fait-on cnmprendre, n'est pas un « jusqu'au-boutiste ». Il est pris entre le désir de paix de celle population épuisée, mais qui a peu voix au chapitre, et la volonté d'en découdre des combattants, regonflés par quelques succès récents et inattendus. Le vice-président, Ejup Ganic, incarne plutôt la « tendance dure ». Il a récemment affirmé que *« personne n'a le droit d'entériner la partition de la Bosnie, pas même le président Izetbegovic »*.

MM. Izetbegovic et Ganic, ainsi que le chef des forces armées, le Musulman Rasim Delic, refusent depuis un mois de participer aux pourparlers de Genève, en y mettant des conditions préalables, parmi lesquelles l'arrêt des offensives serbes.

Les Bosniaques ont cependant peut-être atteint les limites de la résistance. Une atmospbère délétére plane sur Sarajevo, privée par les Serbes d'eau et d'électricité, mais pas de bombardements. Le conflit avec les Croates a coupé pendant plusieurs semaines les routes d'approvisionnement humanitaire et militaire. Mais le ministre de la défense est confiant. *« Nous avons déjà connu cela, nous prendrons des munitions et des armes par la force ou contre de l'argent »*, dit M. Bisic.

« Une guerre sans fin »

Il souligne que le caractère criminel de ses ennemis fait leur faiblesse. *« En ce moment nous nous battons avec l'aile dure du HVO* (forces croates de Bosnie) *et nous leur achetons des munitions »*, précise-t-il. Les Bosniaques reçoivent un soutien financier de pays musulmans. Et puis, ajoute-t-il en substance, il n'y a pas d'écbelle pour mesurer l'énergie du désespoir.

Nikola Kovac, professeur de littérature française du XVIIIe siècle, devenu ministre de la culture, dit lui-même qu'il ne peut pas *« parler de façon raisonnable dans une situation absurde »*. *« Si le plan de division est accepté, je donne ma démission tout de suite. »* Se disant, même si sa femme est croate, *« plus serbe et orthodoxe que Radovan Karodzic* [le leader des Serbes de Bosnie] », M. Kovac a résolument cboisi le camp bosniaque et assure que les 70 000 Serbes de Sarajevo sont prêts, comme lui, à résister jusqu'au bout.

Tout en soulignant qu'en acceptant la partition la Communauté internationale *« légalise le viol, le meurtre, la purification ethnique »*, Kemal Muftic, conseiller du président Izetbegovic, déclare cependant : *« On ne va pas tous se faire tuer pour une idée »*, celle d'une Bosnie unitaire. Il affirme que la présidence est prête à négocier mais qu'elle pose des limites : *« Si on nous impose l'esclavage, la vie sous contrôle serbe comme dans certaines villes de Bosnie où il y a des panneaux « interdit aux Musulmans, aux Croates et aux chiens », il n'est pas question de l'accepter »*, tonne-t-il. Comment compte-t-il résister, sans eau, sans électricité, sans nourriture, sans armes et sans alliés? *« Difficilement. »*

Le conseiller du président estime lui aussi que l'Europe se trompe en croyant que la partition apportera la paix dans la région. Selon lui, la Grande Croatie et la Grande Serbie, qni se profilent derrière le partage en trois entités de la Bosnie, *« sont des idées antinomiques qui mènent à une guerre sans fin dans les Balkans »*. Officiellement, l'idée de la division ethnique est donc rejetée.

Même si de mauvaises rumeurs courent sur *« la cinquième colonne »* c'est-à-dire les Serbes vivant dans la ville, même si quelques tensions sont perceptibles avec les combartants croates du HVO, peu nombreux à Sarajevo, ce qui frappe, c'est plutôt l'obstination à rejeter les classifications ethniques. On vous rappelle à l'ordre : les *« ogresseurs »* ne sont pas les Serbes, mais *« des extrémistes serbes »*, ni les Croates, mais *« l'aile dure du HVO »*.

Cbacun, ministre, journaliste, intellectuel ou simple citoyen, espère encore, malgré le vote négatif du Conseil de sécurité, que l'Europe se décidera à lever l'embargo sur les armes. Qu'on ne dise pas aux Bosniaques que ce n'est pas à l'ordre du jour. *« Avec l'embargo sur les nrmes contre la Bosnie, l'intervention militnire a eu lieu »*, dit Kemal Muftic. Qu'on ne dise pas à ceux qui se font massacrer que cela accentuera la tuerie : *« Nous ne voulons pas détruire notre pays »*, s'exclame le ministre de la défense. Qu'on ne leur dise pas que Croates, Serbes et Musulmans ne peuvent plus vivre ensemble. *« On le fait tous les jours, ici, au milieu de la guerre »*, s'insurge Gordana.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

OCÉAN INDIEN

SEYCHELLES : le premier scrutin pluraliste depuis l'indépendance

Le président France-Albert René a été réélu

Le chef de l'Etat seychellois sortant, France-Albert René, devait être investi, lundi 26 juillet, d'un nouveau mandat de cinq ans, après avoir remporté l'élection présidentielle de vendredi, selon les résultats officiels diffusés samedi. A l'issue des premières élections pluralistes organisées depuis l'indépendance, en 1976, le président René, âgé de cinquante-huit ans, chef du Front progressiste du peuple seychellois (FPPS, ex-parti unique marxiste, au pouvoir), a obtenu 59,5 % des suffrages, contre 36,7 % à l'ancien chef de l'Etat James Mancbam, du Parti démocrate (PD), qu'il avait renversé par un coup d'Etat en 1977. Un troisième candidat, Philip Boulle, nouveau venu sur la scène politique, a recueilli 3,8 % des voix.

Aux élections législatives, organisées simultanément, le FPPS a remporté vingt-buit des trente-trois sièges de députés, contre quatre pour le Parti démocrate et un pour l'Opposition unie de Philip Boulle. Selon les responsables de la commission électorale, plus de 60 % des électeurs onl participé au scrutin.

Ces consultations, qui se sont déroulées dans le calme, mettent un terme à une période de transition de dix-huit mois, au cours de laquelle l'archipel de l'océan Indien, qui compte soixante-dix mille babitants, est passé d'un régime de parti unique an pluralisme. MM. René et Mancham, les deux principales personnalités politiques seychelloises depuis le début des années 60, se tenaient côte à côte lorsque les résultats ont été annoncés en direct à la radio et à la télévision. James Mancham était rentré aux Seycbelles en avril 1992, après quinze ans d'exil en Grande-Bretagne, pour prendre la tête de l'opposition.

Les observateurs avaient prévu une bataille serrée enlre les deux hommes. Mais les Seycbellois ont massivement apporté leur soutien au président sortant, dont la politique économique contient un important volet social. Les adversaires du cbef de l'Etat lui reprocbent toutefois d'avoir ruiné l'archipel avee une gestion centralisatrice à la soviétique. Les activités liées au tnurisme constituenl la première source de revenus ponr les Seycbelles (120 millions de dollars par an), et les détracteurs de France-Albert René considèrent que le gouvernement s'esl fourvoyé dans des projets d'infrastructure touristique onéreux et déficitaires. – (*AFP, Reuter.*)

C'est chaque fois la même ch
Pas une lettre,
Volkswagen. C'est

نسخة من الاصل

C'est chaque fois la même chose avec ceux qui partent en vacances en Golf.
Pas une lettre, pas un coup de téléphone, rien.

Volkswagen. C'est pourtant facile de ne pas se tromper.

EUROPE

RUSSIE : alors que le retrait de la circulation des roubles émis avant 1993 provoque la grogne de la population

M. Eltsine interrompt ses vacances pour contrer une offensive des conservateurs du Parlement

Le torchon brûle à nouveau entre le préaident russe et le Parlement dominé per les « conservateurs ». Une série de mesures votées récemmsnt vont à l'aneontre dea réformes souhaitéee per Boris Elteine. Dee élections généralea pourraient evoir lieu cet eutomne

MOSCOU

de notre envoyé spéciel

La capitale est choquée par la série de crimes qui nnt eu lieu la semaine dernière mais elle est surtout en ébullitinn après la décisinn dimanche 25 juillet de la Banque centrale *(rnir également page 17)* de retirer de la circulatinn tous les billets de banque émis avant 1993. Boris Fedorov, ministre des finances, en missinn aux Etats-Unis, a déclaré à Boston qu'il exigeait *« l'annulatinn cnmplète de cette mesure, qui n'est justifiée ni pnlitiquement, ni écnnmiquement »*.

Boris Eltsine qui, semblait-il, n'avait pas été mis au cnurant de toutes les mndalités de la décision de la Banque et qui pourrait en atténuer certains des aspects les plus impnpulaires, nntamment en allongeant le délai imparti pour procéder à l'échange des anciens billets contre les nouveaux, trouve donc là une nouvelle source de conflit avec les cnnservateurs. Si le président russe, interrompant brusquement ses vacances, est rentré dimanche à Moscou, c'est, en effet, pour reprendre l'initiative et contrer l'offensive sans précédent du Parlement contre sa politique.

Ainsi, les dirigeants du mouvement Russie démocratique avaient déclaré que la situation tendue *« exigeait »* le retour *« immédiat »* du président. Dans un éditorial, très alarmiste, le quotidien libéral *Izvestia* estimait, pour sa part, que le président *« devait faire entendre sa voix »* et qu'il risquait, comme Mikhaïl Gorbatchev après le putsch d'août 1991, de *« rentrer dans un autre pays »* à l'issue de ses vacances.

Si les rumeurs de coup d'Etat font désormais partie du jeu politique habituel des dirigeants russes, toujours prnmpts à dramatiser la situation, si le conflit entre le président et le Parlement passe régulièrement par de tels pbases de tensinn, quitte à se calmer quelques jours ou quelques semaines plus tard par la ennclusion d'accords aussi complexes que provisoires, il semble malgré tnut que l'on s'approche du point de non-retnur et que tnut cnmpromis parait pratiquement impossible à trouver.

Une session d'enfer

Comme s'ils souhaitaient cette épreuve de force, – et ce serait peut-être encore pire s'ils n'avaient pas agi en connaissance de cause – les députés du Soviet suprême de Russie nnt, au cours de leur session d'été qui s'est achevée vendredi deroier, adopté, en rafales, une série de décisions qui ont été ressenties comme autant de déclaratinns de guerre à Boris Eltsine et à son équipe et qui, si elles étaient appliquées, cbangeraient radicalement le paysage politique et économique de la Russie.

Qu'on en juge : les députés ont décidé de *« rendre »* à la Russie le port ukrainien de Sébastnpol, en ignorant totalement la résolution des Nations unies sur ce sujet, d'annuler le traité de paix russo-estonien da 1920, de demander une nouvelle fois la levée des sanctions internatinnales contre la Serbie et de lancer une croisade cnntre la diplomatie *« pro-américaine »* du Kremlin. Sur un plan politique, ils nnt enterré – en le renvoyant devant une commission – le projet de nouvelle Constitution mis au point par la « Conférence constitutionnelle ». Les députés ont aussi eu le temps d'interdire aux « étrangers » – simples citoyens ou organisatinns – de mener toute action de propagande religieuse en Russie et ont fait ouvrir deux enquêtes criminelles contre deux personnalités proches de Boris Eltsine, dont le vice-premier ministre Vladimir Cboumeïko, aeeusées de corruption.

Les décisions les plus graves concernent toutefois l' économie. En suspendant un décret présidentiel sur la privatisation, en détnurnant eelle-ci de ses objetifs initiaux, en voulant prendre le contrôle de la Banque centrale, en doublant le déficit budgétaire et en limitant drastiquement les activités des banques étrangéres, le Soviet suprême a donné un coup d'arrêt spectaculaire à la politique de réfnrmes. Au moment même où l'on pouvait noter une certaine amélinration de la situation : ralentissement du taux d'inflation, arrêt de la chute du rouble, revalorisation des bons de privatisation.

Des élections à l'automne ?

Que peut faire Boris Eltsine ? Dans un premier temps, le président russe peut s'opposer à la mise en application de ces décisions, ou les ignorer, comme il l'a déjà fait à propos de Sébastopol. Mais ce ne serait que partie remise, puisque la Constitution en vigneur donne le deroier mot au Soviet suprême. La riposte du président devrait donc être plus musclée.

Pnur certains, en gardant le silence ces dernières semaines, le président russe a voulu tout à la fois montré qu'il ne perdait pas son calme, laisser « s'enferrer » un Parlement très impopulaire, et préparer sa contre-attaque. On voit mal le président choisir une autre solution que celle de convoquer des élections générales pnur l'automne, comme il l'avait d'ailleurs envisagé à plusieurs reprises depuis le référendum, gagné, du 25 avril. Mais, pour ce faire, s'il veut respecter la Coustitution, il a besoin de l'appui d'une majorité des députés. Sinon, il peut passer outre et, s'appuyant sur les résultats du référendum, appeler malgré tnul ses compalriotes aux urnes.

JOSÉ-ALAIN FRALON

GÉORGIE : la guerre en Abkhazie

M. Chevardnadze est prêt à se soumettre aux pressions russes

Ce n'est pas encore la paix dans le conflit vieux de prés d'un an entre Géorgiens et séparatistes abkhazes. Au cnntraire, le président du Parlement géorgien, Edouard Chevardnàdze, a dû se rendre une nouvelle fois, dimanche 25 juillet, à Snukboumi, cité balnéaire à mnitié détruite par les combats où les forces géorgiennes sont à nouveau en mauvaise posture : non seulement les Abkhazes ont occupé de nouvelles hauteurs devant ce qui fut la capitale de leur *république* autonome, mais deux avions russes, des SU-25 selon l'état-major géorgien, ont bombardé dimanche matin un quartier de la ville, touchant des immeubles d'habitation. Et faisant de nouveaux morts dans ce conflit qui en a connu près de deux mille en un an et vidé Soukhoumi de plus de la moitié de ses cent quarante mille habitants.

Pourtant M. Chevardnadze, qui salue toujours la sage politique menée par Boris Eltsine et réserve ses attaques aux « cnnservateurs » russes qui seraient seuls, selon lui, à soutenir le séparatisme abkhaze, venait de faire une concession de taille : après neuf beures de débats houleux au Parlement de Tbilissi, il annonçait qu'il avait décidé de signer un plan de règlement du cnnflit, activement négocié depuis la mi-juillet par un représentant sur place du président russe. *« Avec quelques modifications »*, avait-il cependant souligné, pour se garder des vives critiques que ce plan, reprenant largement les conditinns posées par les Abkhazes, suscite chez les radicaux génrgiens. Dont son ex-ministre de la défense Kitovani, qui a appelé samedi à la démission de M. Chevardnadze et menacé de replonger la Géorgie dans la guerre civile si le plan russe était adopté.

Ce plan vise en effet à rétablir l'autonomie de l'Abkhazie sur tout son territoire, y compris la capitale Soukhoumi, sous le contrôle d'une force d'interposition qui serait essentiellement russe. Il y aurait aussi adjonction d'unités géorgiennes et abkhazes, sur le modèle déjà expérimenté par la Russie dans un conflit semblable, celui qui avait opposé Géorgiens et Ossètes du Sud *séparatistes jusqu'en 1992*.

S. Sh.

AFRIQUE

LIBÉRIA : à l'occasion du sommet de la CEDEAO à Cotonou

Les diverses factions ont signé l'accord de paix conclu à Genève

Après deux jours d'intenses discussions, l'accord de paix conclu le 17 juillet à Genève entre les différentes factions libériennes (*le Monde* du 20 juillet) a été officiellement signé à Cotonou, dimanche 25 juillet dans la soirée, au lendemain de la clôture du sommet de la Communauté écnnomique des Etats d'Afrique de l'Onest (CEDEAO).

Le texte a été paraphé par le président du gonvernement intérimaire libérien, Amos Sawyer, le vice-président du Front national patriotique du Libéria (FNPL), Enoch Dogolea, et le dirigeant du Monvement uni de libération (ULIMO), Alhaji Kromah.

L' « accord de Cotonou », qui est censé mettre un terme à trois ans et demi de guerre civile, prévoit l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu le 1er août. Le vice-président du FNPL a toutefois annoncé un cessez-le-feu immédiat. *« Au nom de mon gouvernement et parce que c'est demain le jour commémoratif de notre indépendance, nnus cessons le feu à cette minute même »*, a-t-il déclaré (le Libéria, fondé en 1822 par des esclaves américains libérés, a accédé à l'indépendance le 26 juillet 1847).

Des élections présidentielle et législatives doivent être organisées en février 1994. D'ici là, l'exécutif national sera confié à un Conseil d'Etat de cinq membres. Le cessez-le-feu sera supervisé par des observateurs de l'ONU et par la Force ouest-afrieaine d'interposition (ECOMOG), qui s'ouvrira à des contingents de pays africains autres que les six qni la eomposent actuellement (Nigéria, Ghana, Sierra-Leone, Guinée, Gambie et Mali). En attendant ce dispositif, le respect du cessez-le-fen doit être surveillé par un comité composé de représentants des trois parties, de l'ECOMOG et de l'ONU.

Après avoir apposé leur paraphe, les trois parties *en conflit* ont entonné l'hymne national libérien. Une euphorie qui n'a pas empêché le chef de l'Etat béninois, Nicéphore Soglo – qui a été reconduit vendredi à la présidence de la CEDEAO pour un an, – de rappeler que ce n'était pas la première fois qu'un accord de paix était signé. L'aboutissement des discussions de Cotonou a été salué comme un succès *« historique »* pour la CEDEAO, qui, la veille, s'était dotée d'une nouvelle charte tendant à en faire l'entité communautaire « responsable » de toute la sous-région, notamment dans le domaine de la prévention et du règlement des conflits entre ses seize Etats membres. – *(AFP.)*

Afrique du Sud : onze Blancs assassinés

Suite de la première page

Mais elle rappelle celles commises à la fin de l'année dernière à King Williams Town et Queenstown, contre un club de golf et un restaurant. Ces attentats avaient été attribués à l'Armée de libération du penple d'Azanie (APLA), la branche armée du Congrès panafricain (PAC), situé à l'extrême gauche de l'éventail politique.

Cette derniére attaque illustre de manière spectaculaire la quasi-impossibilité d'endiguer la violence politique dans le pays. Ce massacre intervient à quelques heires du débat sur le projet de nouvelle Constitution, ce qui ne manquera pas d'assombrir un climat politique déjà tendu.

L'attaque a été sévèrement condamnée par plusieurs protagonistes de la scène politique sud-africaine. Le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela s'est déclaré choqué, affirmant que *« l'attaque barbare contre une assemblée en prières est inimaginable et doit être condamnée sans aucune hésitation de la manière la plus vigoureuse »*.

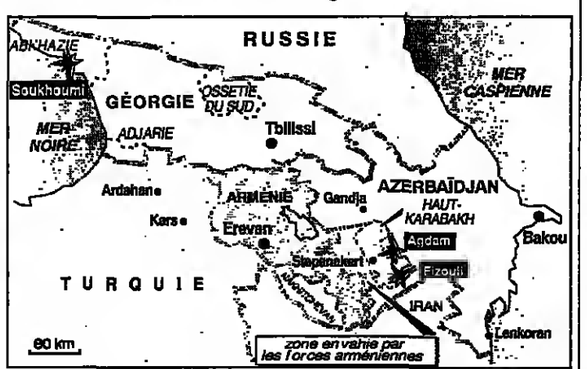
Le président Frederik De Klerk a déclaré que l'attentat, qu'il a qualifié de *« lâche agression »*, portait toutes les marques *« d'extrémistes »* aux abois voulant saborder les négociations sur l'avenir politique du pays. *« C'est horrible et incroyable »*, a déclaré l'archevêque Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix, pour lequel il s'agit de la *« chose la plus répugnante et méprisable que l'on puisse imaginer »*.

L'origine ethnique des victimes de dimanche ne doit cependant pas faire oublier d'autres incidents qui ont eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi : huit personnes ont été tuées et douze blessées dans la cité noire de Daveyton, à l'est de Johannesburg, au cours de deux attaques perpétrées par des Noirs munis de fusils d'assaut, selon la police. Au moins trente personnes ont ainsi été tuées la semaine dernière aux alentours de Johannesburg. – *(Intérim.)*

AZERBAÏDJAN : après la chute d'Agdam

L'offensive arménienne est interrompue par une trève de trois jours

Les autnrités de Baknu et les séparatistes arméniens du Haut-Karabakh ont annoncé, dimanche 25 juillet, un cessez-le-feu de trois jours, alors que les forces azerbaïdjanaises ne semblaient plus en état d'npposer la mnindre résistance aux Arméniens. Ces derniers s'étaient emparés vendredi d'Agdam et leurs colonnes de chars ont poursuivi samedi leur avance dans cette région, qui comptait avant guerre quelque 140 000 babitants – soit l'équivalent de toute la population arménienne du Haut-Karabakh en 1988. Selon un journaliste sur place, des milliers de civils azéris cbercbaient à fuir la zone des combats, qui auraient fait, selon Bakou, 200 tués civils à Agdam.



Les autorités azerbaïdjanaises indiquaient samedi soir que les Arméniens étaient en outre sur le point de prendre Fizouli, autre ville azerbaïdjanaise au débouché sud-est du Haut-Karabakh, dont la cbute signifierait qu'une région qui comptait 250 000 babitants serait coupée de l'Azerbaïdjan. Ce qui inquiéte au plus baut point l'Iran, qui aurait dans ce cas à faire face à un afflux de réfugiés.

L'accord de cessez-le-feu, conclu par téléphone samedi soir, devait entrer en vigueur dimanche et permettre une rencontre entre responsables azerbaïdjanais et indépendantistes du Haut-Karabakh sur la ligne de front. Aucune indication sur son respect n'était disponible à Bakou, où le ministére de la défense indiquait que ses liaisons avec Agdam étaient coupées.

Cet accord de cessez-le-feu a été annoncé après une sévére condamnation de l'offensive arménienne samedi par la Russie, qui svait pourtant largement favorisé les avancées arméniennes depuis buit mois. Moscou a accusé les Arméniens du Haut-Karabakh d'avoir *« rompu leur promesse et ignoré les avertissements de la Russie et des autres membres de la communauté internationale »*. Washington avait immédiatement réagi à la chute d'Agdsm, estimant qu'aucune considération de légitime défense ne pouvoit être invoquée.

Selon des sources arméniennes, les dirigeants d'Erevan ont eux-mêmes tenté jusqu'au dernier moment d'empêcber l'offensive des eommandants des forces du Haut-Karabakh. – *(AFP, AP, Reuter.)*

ASIE

VIETNAM : tandis que l'agitation bouddhiste se poursuit

Le gouvernement renforce son contrôle sur les journaux, les livres et les cassettes vidéo

Hanoï a décidé de contrôler plus strictement les médias dans le cadre d'une nouvelle lni qui a pris effet lundi 26 juillet, a rapporté le quotidien du PC vietnamien, *Nhan Dan*. Le texte appelle les médias à *« lutter contre toutes les pensées et les actes compromettant les intérêts nationaux, la dignité et le mode de vie des Vietnamiens »*, souligne que toutes les publications doivent contribuer *« au renforcement de la politique de rénovation » (« Doi Moi »)*.

La loi, adoptée début juillet par l'Assemblée nationale, vise les livres, les revues et les cassettes vidéo pornographiques, *« réactionnaires »* ou glorifiant la violence (le kung-fu) et la guerre, que les douanes saisissent en grande quantité. Hanoï a condamné la conversion libérale des anciens pays communistes, répétant sa volonté de maintenir le rôle de parti unique du PCV.

Par ailleurs, l'agitation bouddhiste gagne du terrain au Vietnam, où des heurts violents ont eu lieu le 7 juillet dans la province de Vung-Tau (sud du pays), qnelques semaines après des troubles similaires dans la cité impériale de Hué. Selon des sources bouddhistes, les incidents entre policiers et membres de l'Eglise bouddhiste unifiée du Vietnam, entrée en dissidence contre le régime en 1992, ont éclaté lorsque des bonzes et des fidèles ont tenté d'empêcher l'expulsion du supérieur de la pagode Son Linh, dans le district de Chau-Thanh. Le vénérable Vo Hanh Duc et un *« certain nombre »* de personnes ont été arrêtés, a indiqué le quotidien officiel de la province. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **ALGÉRIE : assassinat de trois civils.** – Des inconnus armés ont tué trois civils, dans trois attentats distincts, à Alger et dans deux lncalités limitrophes, a annoncé, dimanche 25 juillet, la gendarmerie, sans préciser les circonstances de ces meurtres. Athmane Mobamed a été assassiné samedi à Bougara, à 30 kilomètres au sud d'Alger. La veille, un jeune chômeur a été tué à la sortie d'une mosquée à Cheraga, dans les environs de la capitale. La troisième victime a été tuée le même jour à El Affroun, à 50 kilomètres au sud-ouest d'Alger. – *(Reuter.)*

□ **BRÉSIL : enterrement de deux des buit enfants des rues assassinés.** – Des douzaines de personnes portant des fleurs se sont rassemblées, dimanche 25 juillet, pour assister à l'enterrement à Rio-de-Janeiro de deux des buit enfants des rues tués vendredi par un commando d'bommes armés (*le Monde* daté 25-26 juillet). *Le sort* des trois policiers soupçonnés d'avoir participé à ces assassinats reste confus. L'Agence France-Presse affirme qu'ils ont été remis en liberté samedi, les témoins du massacre n'ayant pu les reconnaître. L'agence Reuter, au contraire, écrit qu'ils ont été reconnus par un témoin et que les trois bommes sont détenus au quartier général de la police en sttendant une éventuelle inculpation.

□ **NIGÉRIA : les autorités islamiqnes vont tenter de débloquer la crise politique.** – Les plus hautes autorités islamiques du Nigéria vont entreprendre cette semaine une mission de médiation entre le cbef de l'Etat, Ibrahim Babangida, et Moshood Abiola, le candidat du Parti social-démocrate (SDP), qui revendique la victoire à l'élection présidentielle du 12 juin, annulée par les militaires. Le Conseil national suprême des affaires islamiques (NSCIA) a mis sur pied un comité de onze membres, qui sera conduit par le sultan de Sokoto, la plus haute autorité islamique du pays et la plus influente personnalité du nord du Nigéria. – *(AFP.)*

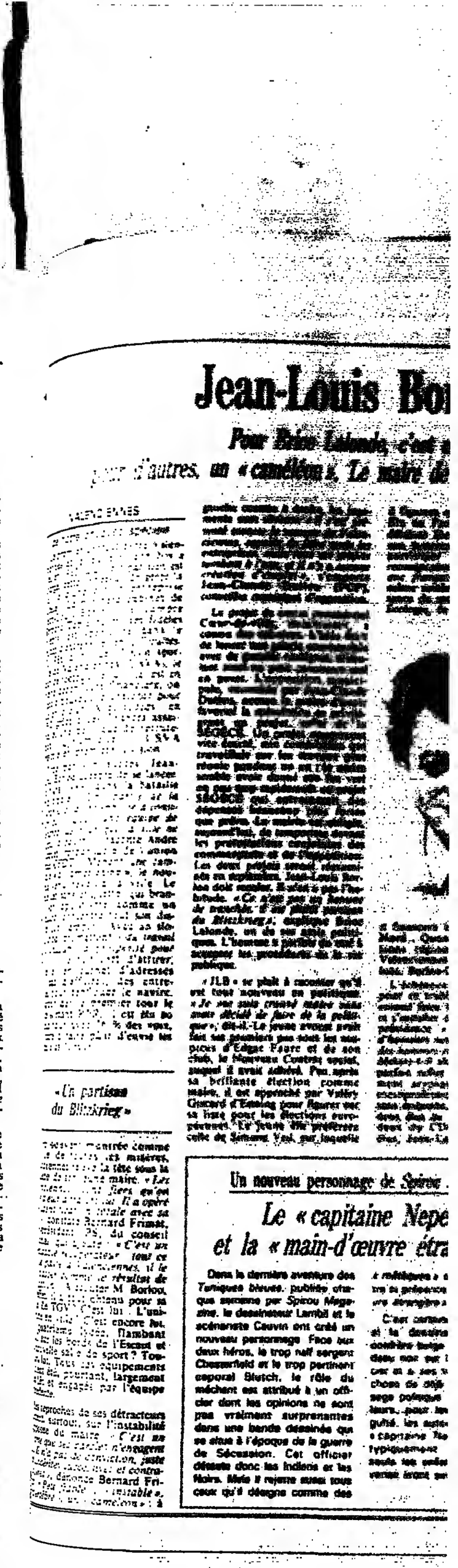
□ **RWANDA : le nouveau premier ministre séquestrée par des membres de son propre parti.** – Le nouveau premier ministre rwandais, Agathe Uwilingiyimana, a annoncé, samedi soir 24 juillet à la radio nationale, avoir été séquestrée durant la nuit précédente par des membres de son propre parti, le Mouvement démocrate républicain (MDR), partisans de l'ancien premier ministre Dismas Nsengiyaremye et qui l'ont obligée à signer une lettre de démission. Ella a qualifié cette lettre de *« nulle »* et affirmé qu'elle continuerait de diriger le gouveroement jusqu'à la signature de l'accord de paix avec les rebelles du Front patriotique rwandais, attendue prochainement. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : deux Somaliens tnés et deux « casques bleus » américains blessés.** – Deux « casques bleus » américains ont été blessés, samedi 24 juillet, à Mogadiscio dans le quartier de Medina lors de l'attaque de leur convoi par des bommes armés, a rapporté un porte-parole des Nations unies. Les soldats américains ont riposté, tuant deux des six assaillants. L'incident a eu lieu près de l'ancienne ambassade américaine, alors que le convoi faisait route vers l'université de la capitale somalienne, où le commandement de l'ONUSOM s'est barricadé depuis l'embuscade du 5 juin, qui a coûté la vie à vingt-quatre « casques bleus » pakistanais. – *(Reuter.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE

ISTH.ES
6 av. Léon Heuzey Paris 16e
DROIT • SCIENCES ÉCO
Ire, IIe et IIIe années
Soutien méthodologique
• Stages intensifs d'été
• Stages de pré-rentrée (sept.)
• Stages annuels
42 24 10 72 - 45 27 10 15
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Le Monde EDITIONS
Drogues, politique et société
Europe, États-Unis, Japon
sous la direction de
Alain Ehrenberg et Patrick Mignon
EN VENTE EN LIBRAIRIE



Les Seuls
De Nice Ve
Delta propose les seuls vols sans escale de Nice
que 21 vols sans escale par semaine au départ d
contactez votre agent de voyages, ou appel
DT

Jean-Louis Borloo, l'inclassable

Pour Brice Lalonde, c'est un « politique du troisième type », pour d'autres, un « caméléon ». Le maire de Valenciennes, en tout cas, séduit toujours sa ville

VALENCIENNES
de notre envoyée spéciale

Le premier contact entre Valenciennes et le jeune *golden boy* a lieu en 1983. L'avocat parisien est chargé, cette année-là, de gérer la faillite d'une grosse entreprise locale. Le prospère cabinet de Jean-Louis Borloo, qui compte Bernard Tapie parmi ses fidèles clients, est spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficultés. En 1986, alors que l'Union sportive de Valenciennes (USVA), le club de football de la ville, est en pleine déconfiture financière, on vient à nouveau le chercher pour sauver le club. Avec succès : en 1992, grâce à des finances assainies et une politique de recrutement dynamique, l'USVA remonte en première division.

Dopé par son succès, Jean-Louis Borloo accepte de se lancer, en mars 1989, dans la bataille municipale. *« Une partie de la bourgeoisie valenciennoise a considéré qu'il fallait une équipe de rechange, de peur que la ville ne bascule à gauche »*, raconte André Bocquet, responsable de l'union locale CFDT. Menant une campagne « à l'américaine », le nouveau venu réveille la ville. Le candidat sans étiquette, qui brandit son apolitisme comme un étendard, concentre tout son discours sur l'emploi. Avec un slogan choc, promettant *« du travail pour chacun, la prospérité pour tous »*, il se fait fort d'attirer, grâce à son cernet d'adresses d'avocat d'affaires, des entreprises pour renflouer le navire. Baleyant dès le premier tour le maire sortant RPR, il est élu au second tour avec 76 % des voix, un score à faire pâlir d'envie les autres élus locaux.

« Un partisan du Blitzkrieg »

Trop souvent montrée comme la ville de toutes les misères, Valenciennes relève la tête sous la houlette de son jeune maire. *« Les Valenciennois sont fiers qu'on parle d'eux à travers lui. Il a opéré une identification totale avec sa ville »*, constate Bernard Frimat, vice-président (PS) du conseil régional, qui ajoute : *« C'est un formidable récupérateur : tout ce qui se passe à Valenciennes, il le fait passer comme le résultat de son action. »* A écouter M. Borloo, en effet, il a tout obtenu pour sa ville. Le TGV ? C'est lui. L'université en ville ? C'est encore lui. Le quatrième lycée, flambant neuf, sur les bords de l'Escaut et la nouvelle salle de sport ? Toujours lui. Tous ces équipements avaient été, pourtant, largement décidés et engagés par l'équipe précédente.

Les reproches de ses détracteurs portent, surtout, sur l'instabilité supposée du maire. *« C'est un homme que ses paroles n'engagent pas. Il n'a pas de conviction, juste des sincérités successives et contradictoires »*, dénonce Bernard Frimat. *« Peu fiable »*, *« instable »*, *« invertébré »*, un *« caméléon »* : à gauche comme à droite, les jugements sont sévères. *« Il s'est présenté comme le sauveur de Valenciennes, capable de faire venir les entreprises, mais tous ses projets tombent à l'eau, et il n'y a aucune création d'emploi »*, s'emporte Jean-Claude Dulieu (PCF), conseiller municipal d'opposition.

Le projet de centre commercial Cœur-de-ville, notamment, a connu des déboires. L'idée était de lancer une galerie commerciale avec de grandes enseignes, stimulant ainsi un petit commerce mal en point. L'opposition municipale, emmenée par Jean-Claude Dulieu, accuse le maire d'avoir favorisé la spéculation en privilégiant un projet, celui de la SEGECE. Un projet concurrent vite écarté, une commission qui travailleit sur les travaux plus réunie pendant un an : le maire semble avoir donné son feu vert un peu trop rapidement au projet SEGECE qui entraînerait des dépenses beaucoup plus fortes que prévu. La mairie est obligée, aujourd'hui, de temporiser devant les protestations conjointes des commerçants et de l'opposition. Les deux projets seront réexaminés en septembre. Jean-Louis Borloo doit reculer. Il n'en a pas l'habitude. *« Ce n'est pas un homme de tranchée, il est plutôt partisan du Blitzkrieg »*, explique Brice Lalonde, un de ses amis politiques. L'homme a parfois du mal à accepter les procédures de la vie publique.

« JLB » se plaît à raconter qu'il est tout nouveau en politique. *« Je me suis trouvé maire sans avoir décidé de faire de la politique »*, dit-il. Le jeune avocat avait fait ses premiers pas sous les auspices d'Edgar Faure et de son club, le Nouveau Contrat social, auquel il avait adhéré. Peu après sa brillante élection comme maire, il est approché par Valéry Giscard d'Estaing pour figurer sur sa liste pour les élections européennes. Le jeune élu préférera celle de Simone Veil, sur laquelle il figurera en deuxième position. Elu au Parlement européen, il délaisse Strasbourg pour lancer son mouvement Oxygène, censé participer activement à *« la recomposition du paysage politique français et européen »*. La même année, il parraine la naissance du mouvement Génération Ecologie, de Brice Lalonde, dont

il financera le lancement dans le Nord. Quand arrivent les élections régionales, le maire de Valenciennes a monté sa propre liste, Borloo-Oxygène.

L'échéance est d'importance pour ce trublion inclassable : il entend faire battre les socialistes et s'installer dans le fauteuil de la présidence. *« La région a besoin d'hommes neufs et indépendants, des hommes engagés mais libres »*, déclare-t-il alors. Sa liste sera le parfait reflet de son positionnement atypique : constituée de socioprofessionnels, elle se veut sans étiquette, tout en accueillant deux élus du Parti républicain et deux du CDS. Avec ses treize élus, Jean-Louis Borloo entend constituer autour de son nom une *« majorité de troisième type, avec des écologistes, la droite modérée et des socialistes modernistes, sans leur appareil »*. Cependant, la *« rénovation nordiste »* échouera sous les coups de boutoirs de l'alliance PS-Verts. M. Borloo aura tout essayé. *« C'était comme une partie de cartes : peu importait ce qu'il faisait, il fallait abattre une carte de plus que l'adversaire »*, se souvient un dirigeant régional du RPR, qui préfère l'anonymat *« pour ne pas hypothéquer de futures relations avec M. Borloo »*. *« La politique, ajoute-t-il néanmoins, est un jeu pour lui : quand cela ne tourne plus, il quitte la partie. »*

L'affaire du match avec l'OM

Frappé par l'application de la règle sur le cumul des mandats après son élection comme député, en mars, avec le soutien de la droite, Jean-Louis Borloo a choisi d'abandonner son fauteuil de conseiller régional. L' *« avocat du Hainaut »* veut continuer à se consacrer au seul problème qui le motive, l'emploi. Peu assidu, jusqu'à présent, sur les bancs du Palais-Bourbon, où il siège au groupe République et Liberté, avec Bernard Tapie notamment, il attend avec beaucoup d'impatience la discussion de la loi quinquennale sur l'emploi, prévue à l'automne. *« Je suis convaincu qu'il faut une totale révolution dans l'approche de ce problème »*, prévoit-il. Il faut, selon lui, un *« plan Marshall »*, qui prévoie une *« révision et un assouplissement des procédures d'embauche »*.

Il a tenté d'expérimenter lui-même cet assouplissement, en créant, voici deux ans, une association Val-Propre, spécialisée dans l'insertion des jeunes chômeurs par des travaux de ravalement et de rénovation d'immeubles. Cette structure paramunicipale a fait appel à des contrats CES sans respecter ni les normes, ni les procédures : emplois productifs, alors qu'ils sont proscrits, absence du volet formation, heures supplémentaires payées illégalement. *« Des jeunes sont venus se plaindre chez nous : on leur avait offert un vélo en guise de rémunération ! Pour d'autres, ce sont les dépassements d'heure qui n'avaient été ni payés, ni compensés »*, dénonce Jacques Van den Berghe, directeur de Solidarité aux sans emploi, une association intermédiaire valenciennoise.

« Electron libre », comme le décrit son ancien directeur de cabinet, Frédéric El Guedj, *« politique du troisième type »* selon Brice Lalonde, M. le maire est un adepte des coups d'éclat. Lors du voyage du premier ministre dans la région, le 11 juin, furieux de ne pas avoir obtenu plus de crédits pour le Nord-Pas-de-Calais, M. Borloo convoquait d'urgence une conférence de presse pour fustiger l'impréparation du voyage. Aujourd'hui, il *« regrette »* cette maladresse. Comme celle qui lui avait fait souhaiter, dans les colonnes de Minute (daté 10 février), une alliance avec le Front national *« Je ne serais pas contre, mais s'il devait y avoir des alliances, il faudrait que toute la droite suive »*, avait-il déclaré à l'hebdomadaire d'extrême droite. Se rendant probablement compte de la gaffe politique qu'une telle déclaration constituait, à quelques semaines des élections législatives, il avait envoyé un télégramme à la rédaction de l'hebdomadaire, pour protester contre le titre donné à l'entretien : « Le Pen, pourquoi pas ? »

Aujourd'hui, un rien désabusé, Jean-Louis Borloo se demande s'il va continuer. *« Je ne renouvellerai mon mandat que si je peux m'appuyer sur une formation*, dit-il, *comme courroie de transmission et organe protecteur. J'ai vécu ce mandat comme une mission ; j'ai fait des erreurs par méconnaissance du système. Je pense qu'on a besoin d'appartenir à une formation pour survivre. »* L'indomptable cherche un parti ou, tout du moins, un *« ticket politique »* pour la mairie. La droite locale n'y est pas insensible, et l'affichage « apolitique » sera sans doute remisé dans les placards. Malgré les bourdes et les impairs du novice, à Valenciennes, M. Borloo garde un crédit intact. Lors des dernières législatives, il obtenait 78 % des voix dans sa ville d'adoption. *« Il a charmé Valenciennes et, aujourd'hui, la ville est encore séduite »*, constate Bernard Frimat. *« Mais combien de temps peut-on tenir sur une image ? »*, s'interroge Dominique Plancke, élu des Verts au conseil régional.

En attendant les prochaines échéances électorales, le très médiatique maire de Valenciennes se fait discret. Rattrapé par l'actualité avec l'affaire OM-Valenciennes, l'ancien président de l'USVA souhaiterait qu'on l'oublie un peu. Les finances du club font l'objet d'une enquête préliminaire, demandée par le parquet. Entendu, à titre de témoin par le juge d'instruction, Bernard Beffy et reçu, à sa propre demande, par le procureur de Montgolfier, M. Borloo accuse le coup et semble inquiet. Le visage creusé, il dépense beaucoup d'énergie pour nier toute implication dans l'affaire du match du 20 mai, lors duquel on l'avait vu assis dans la tribune à côté de son ancien client Bernard Tapie.

« Il faut faire attention au rapport entre le sport et la politique, ça se transforme toujours en catastrophe », prédisait-il dans un entretien à *Globe*, en juillet 1991. Deux ans plus tard, les faits semblent lui donner raison. Face à la tourmente, il fait front.

SYLVIA ZAPPI

Lire également nos informations sur les suites de l'affaire du match OM-Valenciennes page 9.

Un nouveau personnage de *Spirou Magazine*

Le « capitaine Nepel » et la « main-d'œuvre étrangère »

Dans la dernière aventure des *Tuniques bleues*, publiée chaque semaine par *Spirou Magazine*, le dessinateur Lambil et le scénariste Cauvin ont créé un nouveau personnage. Face aux deux héros, le trop naïf sergent Chesterfield et le trop partisan caporal Blutch, le rôle du méchant est attribué à un officier dont les opinions ne sont pas vreiment surprenantes dens une benda dessinée qui se situe à l'époque de la guerre de Sécession. Cet officier déteste donc les Indiens et les Noirs. Mais il rejette aussi tous ceux qu'il désigne comme des *« métèques »* et s'insurge contre la présence de *« main-d'œuvre étrangère »*.

C'est certainement un hasard si le dessinateur de notre confrère belge a placé un bandeau noir sur l'œil de cet officier et si ses traits ont quelque chose de déjà vu dans le paysage politique... français. D'ailleurs, pour lever toute ambiguïté, les auteurs l'ont appelé « capitaine Napel ». Un nom typiquement américain que seuls les enfants habitués au verlan liront avec malice.

M. P.

Tandis qu'un autre sondage indique une hausse

La cote de popularité de M. Balladur régresse selon l'IFOP

Le premier ministre garde la plus forte cote de popularité enregistrée par un chef de gouvernement sous la Ve République au bout de quatre mois d'exercice du pouvoir. C'est la conclusion commune des deux sondages, qui divergent sur leurs autres résultats. L'enquête de l'IFOP pour *le Journal du Dimanche* (réalisée auprès 1 893 personnes âgées de dix-huit ans et plus, du 15 au 23 juillet, et publiée le 25 juillet) constate un recul du nombre de Français satisfaits d'Edouard Balladur comme premier ministre. Ils ne sont plus que 53 % en juillet, contre 57 % en juin, alors que les mécontents sont passés, en un mois, de 23 % à 26 %. Quant à François Mitterrand, il marque une pause dans la remontée de sa popularité : il obtient 39 % de satisfaits, contre 41 % en juin ; la proportion des mécontents reste majoritaire, même si elle fléchit légèrement (de 48 % à 47 %).

En revanche, selon un sondage de CSA pour *le Parisien* (effectué auprès de 1 009 personnes âgées de dix-huit ans et plus, du 19 au 21 juillet) Le premier ministre et son gouvernement connaissent une hausse de leur popularité. 57 % des Français leur font confiance *« pour s'attaquer efficacement aux principaux problèmes qui se posent ou pays »*, contre 52 % un mois auparavant, alors que la proportion de ceux qui ne leur font pas confiance passe de 27 % à 25 %.

□ **Pascal Clément** souhaite *« un homme de synthèse »* pour conduire la liste de la majorité aux élections européennes. — Pascal Clément, ministre chargé des relations avec l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 25 juillet, au « Forum » de Radio-J, que, pour conduire la liste de la majorité aux élections européennes de juin 1994, il faut *« trouver un homme qui soit la synthèse Juppé-Lamassoure »* (le ministre des affaires étrangères, secrétaire général du RPR, et le ministre délégué (UDF) aux affaires européennes). *« Cela doit exister, et ce n'est pas forcément Balladur »*, a-t-il ajouté, en expliquant qu'en se déclarant candidat, *« le premier ministre a voulu dire* [qu'il ne voulait] *pas d'une majorité divisée »*.

□ **Jean-Marie Le Pen** conduira la liste du Front national en juin 1994. — Jean-Marie Le Pen a participé, dimanche 25 juillet, à la clôture de l'« université d'été » des jeunes du Front national, organisée au château de Neuvy-sur-Barangeon, dans le Cher (*le Monde* du 22 juillet). Dans un entretien publié la veille par *le Figaro*, le président du Front national avait indiqué qu'il conduira lui-même la liste de son parti aux élections européennes de juin 1994.

□ **André Lajoinie** reproche à M. Balladur *« une erreur grave »*. — André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du PCF, a qualifié, dimanche 25 juillet, à Nice, lors d'une fête du Parti communiste, d'*« erreur grave »* les mesures prises par Edouard Balladur dans le domaine économique. *« En période de récession, ces mesures, supportées par la masse des petites gens, aggravent encore la situation »*, a-t-il affirmé.

Delta vers les Etats-Unis

Les Seuls Vols Sans Escale De Nice Vers Les Etats-Unis.

Delta propose les seuls vols sans escale de Nice vers les États-Unis, avec des vols quotidiens vers Atlanta et New York, ainsi que 21 vols sans escale par semaine au départ de Paris vers les États-Unis. Pour plus d'information ou pour toute réservation, contactez votre agent de voyages, ou appelez Delta au numéro vert 05 35 40 80 ou tapez 3615 GO US, rubrique Delta.

© 1993 Delta Air Lines, Inc.

DELTA AIR LINES

DÉBATS

Les intellectuels et « la confusion des idées »

Le Monde a publié, dans son numéro du 13 juillet, un « appel à la vigilance » lancé par quarante intellectuels, parmi lesquels trois prix Nobel et treize membres du Collège de France, contre la résurgence des thèses d'extrême droite dans la vie des idées en Europe. Depuis cette date, plusieurs centaines de personnes ont signé ce manifeste en écrivant de France et d'autres pays. De nombreux correspondants commentent l'initiative du comité « Appel à la vigilance » (54, bd Raspail, 75006 Paris).

L'article de Roger-Pol Droit intitulé « La confusion des idées », paru en même temps que ce texte collectif, a suscité également de nombreuses réactions. Nous publions les réponses d'Alain de Benoist et de Pierre-André Taguieff, une lettre de Pierre Vidal-Naquet, des témoignages de lecteurs, un texte collectif de chercheurs ainsi que les commentaires de Roger-Pol Droit.

Une lourde erreur d'analyse

par Pierre-André Taguieff

1. Les graves accusations prononcées contre moi par Roger-Pol Droit reposent sur l'existence d'un livre *« cosigné par Pierre-André Taguieff et Alain de Benoist »*, publié, en 1992, par une maison d'édition dirigée par Marco Tarchi, animateur de la « Nouvelle Droite » en Italie. Or, si mon nom figure, à côté de ceux d'Alain de Benoist et d'André Béjin, sur la couverture dudit livre, c'est sans contrat, sans mon accord, et à mon insu. Je n'ai pas non plus été alerté par l'éditeur français de l'ouvrage collectif, *« Racismes, antiracismes »* (Méridiens/Klincksieck, 1986), duquel mon texte a été repris. Et je n'aurais pas accordé mon autorisation pour la publication d'un livre aussi trompeusement allégorique (un *« dialogue direct »* !), si M. Tarchi me l'avait demandée. J'ai été placé devant le fait accompli.

J'aurais immédiatement porté plainte contre un appareil ou un mouvement représentant un réel danger politique, ce qui n'est pas le cas pour ce qui reste de la « Nouvelle Droite », en Italie comme en France. Il n'y a plus là que des intellectuels marginaux en rupture, depuis plusieurs années, avec les partis d'extrême droite. C'est une lourde erreur d'analyse que de voir l'ennemi principal dans des maisons d'édition indépendantes des appareils politiques, et dans des revues à très faible tirage, dont l'*« ouverture »* n'a d'autre objectif que de permettre à des auteurs *« marqués »* par leur passé de s'intégrer dans le champ culturel *« légitime »*. Toute autre interprétation relève de la vision du complot (voir mon livre sur les *Protocoles des Sages de Sion*, Berg, 1992). C'est pourquoi, dans ce cas de figure, je refuse de troquer mon travail de chercheur contre celui de plaideur à plein temps. Car ce n'est pas la première fois que je suis la victime d'un *« piratage »*, notamment en Italie (et pas seulement par la « Nuova Destra »).

M. Tarchi reprend souvent dans ses revues (*Diorama letterario*, *Trasgressioni*) des articles de divers auteurs publiés en France, sans toujours indiquer leurs origines. Comme la revue *Krisis*, d'Alain de Benoist, *« oublie »* parfois d'indiquer l'origine des textes repris. Par là, d'infortunés auteurs sont transformés en *« collaborateurs »* de ces publications, et assurés de voir leurs noms jetés en pâture aux inquisiteurs pressés. Poussera-t-on le ridicule jusqu'à dénoncer aussi pour collusion idéologique un Jean-Marie Vincent ou un Edgar Morin, dont les noms apparaissent dans les publications récentes de M. Tarchi ?

S'il m'avait interrogé, Roger-Pol Droit aurait pu éviter de tomber dans l'un des *« pièges »* qu'il dénonce.

2. Roger-Pol Droit fait dire à mes textes le contraire de ce que j'ai réellement soutenu. Il cite ainsi les premières lignes de la conclusion d'un article récent (*Esprit*, mars-avril 1993), où je présente la position hypercritique, qui n'est pas la mienne, sur la catégorie de « racisme » : *« Dans cette perspective, le mot « racisme » se réduit à n'être qu'un opérateur d'illégitimation (...) »* Et M. Droit de décoder : *« En clair : n'allez surtout pas croire que le racisme ait la moindre réalité, ce n'est qu'une injure à éliminer. »*

Or la phrase suivante de mon texte, que M. Droit omet de citer, contredit cette interprétation : *« Il est néanmoins possible de ne point conclure aussi abruptement à la dissolution du concept de racisme, sur la base des mêmes analyses. Il suffit (...) de postuler que le racisme doit se dire en plusieurs sens. »* Et je rappelais un certain nombre de distinctions minimales, introduites et illustrées dans mes travaux (voir *La Force du préjugé*, La Découverte, 1988). Loin d'avoir affirmé que le racisme n'existait pas, absurdité s'il en est, j'ai mis en évidence la multiplicité de ses manifestations, dans les attitudes, les pratiques sociales et les constructions idéologiques. Ce qui relève d'une approche scientifique que je persiste à croire nécessaire, malgré les sarcasmes de tradition *« poujadiste »* visant le travail du concept.

3. Ma réponse tactique à une enquête sur la « Nouvelle Droite », parue dans *Eléments* (n° 56, hiver 1985-1986), analyse sa doctrine comme un *« racisme différentialiste »*, et en dessine l'horizon comme un « apartheid planétaire ». J'affrontais ainsi, de façon argumentée, un adversaire intellectuel et politique. Roger-Pol Droit, fidèle à sa *« méthode »* de lecture, a prélevé l'expression *« dialogue (...) possible »* (suivant en cela les rédacteurs d'*Eléments*, responsables du titre donné à mon texte) de la phrase suivante : *« Ayant, depuis quelques années, une position double d'observateur-analyste et de critique-polémiste vis-à-vis de la Nouvelle Droite, je réponds à cette enquête pour autant qu'un dialogue sans complaisance ni concessions de surface me paraît aujourd'hui possible. »* Ma stratégie consistait à porter la contradiction chez l'adversaire, dans sa citadelle, après l'avoir fait devant les tribunaux.

Erreur de tir ?

On peut discuter de cette stratégie mais non me l'imputer à crime idéologique. Les idées du GRECE me semblaient devoir être combattues par divers moyens, et en tout cas autrement que par le vertueux silecoe et la prudente abstention. Avec, bien sûr, les risques que cela comporte. A l'époque, d'autres universitaires, *ainsi* que des journalistes, avaieot également accepté d'envoyer leurs réponses, souvent très critiques, à cette enquête : Jean-François Kahn, Claude Julien, Claude Imbert, Michel Maffesoli ou Jean-Michel Palmier. En oot-ils, eux aussi, été contaminés ? En tout cas, comme le montre l'actuelle campagne, A. de Benoist n'a pas été *« légitimé »* pour eutant !

Quant à la phrase *« Nous sommes à la croisée de chemins qui ne sont pas encore tracés »*, elle se rapportait, dans mon texte, eux divergences possibles des courants de la « Nouvelle Droite », divisée par l'« effet Le Pen », ainsi qu'aux interrogations sur elle-même de la « gauche intellectuelle ». Par le jeu du collage, un *« nous »* général de témoin historique (du type : *« Nous assistons à une campagne de diffamation »*) a été transfnrmé en un *« nous »* particulier de couple suspect, A. de Benoist et moi-même ! Oo peut ainsi tout faire *« avouer »* à un texte...

4. Suffit-il de relever que Paul Ynnnet, dans son pamphlet antiantiraciste, me rend un *« hommage appuyé »* pour établir une filiation entre ses vues et mes analyses critiques ? Car Paul Yonnet multiplie les bommages tactiques à divers *« légitimateurs »* (Raymond Aron, Fernand Braudel, etc.), et, surtout, dénonce comme vaine ma tentative de réfnrmer l'antiracisme. Je ne partage avec cet essayiste ni sa *« méthode »* d'écriture, ni sa défense d'une identité cathnlique de la France, supposée menacée par un *sombre complot, ni bien* sûr sa critique destructrice de l'antiracisme, que je qualifie d'*« exterminatrice »*, pour l'opposer clairement à la critique *« réformiste »* que je prône et pratique, comme l'atteste l'ouvrage collectif sous ma direction : *Face au racisme* (La Découverte, 1991).

5. Serais-je *« fasciné »* par mnn objet d'étude ? Ce motif polémique a été lancé, dès 1984, par le GRECE faisant feu de tout bois, et, depuis, repris par tnus ceux à qui mes travaux faisaient de l'ombre. J'ai, tout au contraire, précisément démonté les mécanismes de séductino du néo-racisme, lié à ses reformulations « différentialistes » et « culturelles »... Mon indignation est d'autant plus grande que je n'ai pas atteodu l'été 1993 pour pratiquer la vigilance face eu racisme ou à l'extrême droite, que je combats depuis quinze ans. Il y e plus grave : laisser entendre qu'étudier objectivement un phénomène politiquement suspect (tel le racisme) conduit à incorporer ses valeurs et ses normes, c'est lancer une dangereuse suspicion de principe sur un grand nombbé de recherches.

6. On peut certes oe pas être d'accord avec mes travaux, ils sont bien sûr discutables, mais il faut alors véritablement les discuter. En commençant par les lire ni entre les lignes, ni en morceaux choisis et recollés. Un règlement de comptes n'est pas une analyse politique. Comment peut-on se tromper à ce poiot d'ennemi ? Peodant cette campagne qui déchire la gauche, le Front national se réjouit et l'étatisatinn douce de la xénophobie se poursuit. A qui donc profite l'erreur de tir ?

Les recherches et leurs utilisations

Chercheurs en sciences sociales, nous avons choisi de travailler sur des questions – la seconde guerre mondiale, la guerre d'Algérie, l'islam, le communisme, l'immigration, le racisme et l'antisémitisme, l'extrême droite – dont le traitement scientifique est délicat. L'éthique de la vérité y est particulièrement difficile à mettre en œuvre : les enjeux politiques et sociaux conflictuels qu'elles suscitent rendent le travail ardu ; celui-ci est souvent l'objet d'utilisations à des fins non scientifiques.

L'œuvre de notre collègue Pierre-André Taguieff constitue un apport important à la compréhension et à l'analyse dn racisme et de l'antisémitisme. Ses recherches, comme toutes les recherches, peuvent être critiquées, mais nous souhaitons qu'elles le soient dans la rigueur et sans raccourci simplificateur (...).

Notre métier nous conduit à développer snr ces sujets « chauds » des analyses qui, coupées de leur contexte ou d'un raisonnement général, peuvent être déformées et utilisées à des fins qui nous écbappent. Cela est déjà arrivé à chacun d'entre nous et risque encore de nous arriver dès lors que nons cherchons à être objectifs. Cela n'exclnt pas, sur d'autres plans, le combat et les prises de position. Mais, sauf à nous censurer – et nos travaux ne refléteraient alors qu'un conformisme contraire à l'esprit de recherche, – cela nous condnit à demander que le confrontation entre leur contenu et leur éventuelle utilisation soit faite avec discernement et sérieux (...).

Claire Andrieu (université Paris-I), Christian Bachmann (Paris-XIII), Laurence Bertrand-Dorléac (université Charles-de-Gaulle Lille-III), Sophie Body-Gendrot (Paris-IV), Dominique Colas (Paris-IX-Dauphine), John Crowley (IEP de Paris), Pierre Hassner (FNSP/CERI), Gilles Kepel (CNRS-CERI), Didier Lapeyronnie (Bordeaux-II/GADIS), Nadine Lefaucheur (CNRS/IRESCO), Nicole Le Guennec (Paris-XIII), Gérard Lemaine (EHESS), Danièle Lochak (Paris-X-Nanterre), Nonna Mayer (CNRS-CEVIPOF), Gérard Noiriel (ENS-Ulm), Denis Pechanski (CNRS-IHTP), Pascal Perrineau (IEP de Paris/CEVIPOF), Henry Rousso (CNRS-IHTP), Olivier Roy (CNRS), Philippe de Rudder (CNRS/Paris-VII), Abdelmalek Sayad (EHESS), Dominique Schnapper (EHESS), Benjamin Stora (Paris-VIII), Emmanuel Todd (INED), Patrick Weil (IEP de Paris), Annette Wieviorka (CNRS/Caen), Catherine Wihtol de Wenden (CNRS/CERI).

Contact : P. Weil, IEP de Paris, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

COURRIER

Atermoiements et dérapages

LES élèves auxquels j'enseigne dans un lycée de la porte de Clignancourt, qui sont majoritairement d'origine immigrée, supportent peu ou prou diverses formes de racisme, et devraient en supporter encore plus si les idéologues de cette extrême droite continuaient à distiller leurs idées jusque dans les lieux où l'on s'occupait de les combattre il y a vingt ou trente ans. A l'époque, certaines revues nous apprenaient à clarifier dans nos têtes encore confuses pour quelles raisons il fallait sans cesse combattre ces idées, et comment le faire. Quel manque créent, aujourd'bui particulièrement, leurs etermoiements ou leurs dérapages !

Philippe LONGCHAMP
Paris

Une injure permanente

JE salue *avec émotion* l'iuitiative du comité « Appel à la vigilance ». La traque de l'information, qui est mon métier (je suis documentaliste), m'oblige trop souvent à lire des idées d'extrême droite, dont tous les médias se font l'écbo. (...) Les professionnels da la liberté d'expression n'ont contribué qu'à banaliser ce que nous devons combattre, et qui est une injure permanente à la dignité hnmaine : le racisme, ses tenants et ses aboutissants.

Anita BAZZO
Arcueil (Val-de-Marne)

Un regroupement d'individualités

AU moment où les organisations traditionnelles de vigilance marquent le pas, et se préoccupeot deventage des fissures de leurs eppareils que de la société douteuse qui se dessine sous nos yeux, il n'y a pas d'eutre recours que ce regroupement d'individualités connues et inconnues pour s'opposer à tani de dérèglements.

Jean-Pierre COLLOS
Chambon-Feugerolles (Loire)

Querelles d'Ancien Régime

par Alain de Benaist

1) Depuis sa fondation, en 1988, la revue *Krisis* s'est donné pour but de remédier à ce qui m'est apparu comme une tragique absence de véritables débats intellectuels. Elle a donc publié, et cootinuera bien entendu à publier, des textes contradictoires émaoant d'auteurs de droite et de gauche ou qui ne se recnnnaissent dans aucune de ces étiquettes. Je comprends fort bieo que cette démarche apparaisse comme « scandaleuse » à ceux qui n'aiment rieo tant que la pensée unique. Je comprends aussi que, raisonnant d'après eux-mêmes, ils l'interprètent comme relevant d'obscures *« stratégies de légitimation »* qui n'existent que dans leur esprit. Sur la base d'une interprétatioo typiquemeot conspirationoiste et d'un discours maccarthyste caractérisé, ils en eppellent maintenant à la police des coocepts et aux tribunaux de la pensée. Ce n'est pas d'aujourd'bui, hélas ! que les « vigilants » se livrent au lynchage, médiatique ou autre.

Leur évident désarroi m'inspire de la commisération : c'est la preuve la plus évideote qu'ils ne soot plus capables de réfuter les pensées qui contredisent leurs croyances dévotes. Leur monde s'écroule, et ils en sont encore à se croire en position de décerner des brevets de fréquentabilité ! Je les laisse bien vnlontiers à leurs querelles d'Ancien Régime. N'ayant pour ma part que mépris pour toute forme de « stratégie » intellectuelle, je continuerai à concevnir le travail de la pensée dans le respect des principes démocratiques et de la plus absolue liberté de l'esprit.

2) Ma pensée, comme celle de beaucoup d'autres intellectuels, a subi en trente ans un certain nombre d'inflexions. Cette évolutioo se reflète dans les livres et les articles que j'ei publiés. M. Roger-Pol Droit o'en a cure. Il raisonne de manière essentialiste. Il m'attribue des sentiments ou des idées que je ne professe pas, et que même parfois je combats. Il se rallie au principe maccarthyste de la « culpabilité par association ». Bref, il sait mieux que moi ce que je pense et, sur la base de ce procès d'iotention, il en appelle à l'anethème, au cordon sanitaire, à l'exclusion. Je suis fier, pour ma part, de n'avoir jamais employé pour me défendre les moyens auxquels on a recours pour m'attaquer. Je sais aussi que je suis aujourd'hui le seul totellectuel que l'on traite de le sorte. C'est une « légitimation » qui en vaut d'autres.

Un jeu dangereux

par Pierre Vidal-Naquet

J'ai toujours pensé que Pierre-André Tguieff jouait un jeu dangereux en dialoguant avec des intellectuels venus de la Nnuvelle Droite et dnnt rien n'indique qu'ils aient changé en profondeur. Je le lui ai dit, je le redis aujourd'hui, estimant qu'il s'est fait « piéger ».

Cela dit, il ne faut pas « confnndre » cette attitude avec celle de ces intellectuels venus de l'ultra-gauche qui non seulement se sont, comme le dit Roger-Pol Drnit, *« ralliés »* à ceux qui avaient entrepris de nier l'existence des chambres à gaz, mais sont aujourd'hui l'élément moteur de cette négatinn. Or, sur ce point, P.-A. Tguieff a toujours été impeccable et a contribué (...) à démystifier cette petite bande abjecte (...).

Le Monde EDITIONS
1961-1990
Du mur de Berlin à l'unification allemande : reconstituez les fils de l'histoire.
Consultez
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

Les mots et les faits

par Roger-Pol Droit

COMMENTANT l'appal à une Europe de la vigilance, l'article intitulé « Le confusion des idées » évoquait quelques-uns das factaurs disparates qui se conjuguent dans la vie *intellectuelle française. D'abord*, le brouillage des pistes organisé par Alain da Benoist au moyen da sa revue *Krisis*. D'autre part, les conséquances ambiguës das critiques consacrées à l'antiracisma dans lee travaux de P.-A. Taguieff, qui e'accentuent chez Paul Yonnet. Enfin, en toila de fond, las désillusions, le cynisma et lee boulaversamants internationaux héritéa das annéas 80. Le rappal da qualquas points pourra dissiper d'éventuels malentendus.

Alain da Benciet fait état das *« inflexions »* de se penséa. Ce n'est pas de cela qu'il est question, mais de la permanence de ses liens avec le Front national et les réseaux internationaux de nostelgiquae du nazisme.

Quelques faits. Derrièra la vitrina *Krisis*, il y a deux autres revues animées depuis longtemps par Alain de Benoist. Lee comités de patronage et de rédaction da *Nouvelle Ecole*, par exemple, comprannant das membres du « coneeil sciantifique » du Front national (Jean Haudry, Jean Verenne, Pierre Vial) et des négateurs des chambres à gaz (Jean-Claude Rivière, Bernard Notin, qui est égelement membre du Front national). D'eutre part, présentent en 1991 un recueil de poèmes de Maurice Rollet, fondeteur du GRECE, Alain de Banoist célèbra la tour de Jul. Cet objet qu'il admire depuis longtemps (*« antique Jul-Joel (...), fête surgie du fond des âges, spontanée, presque instinctive »*) *Eléments*, janvier 1977) était en vante lors du colloque du GRECE de 1992. Or il s'agit d'une pièca centrale des rituels SS, comme l'a montré René Monzat (*le Monde* du 3 juillet).

Dans une nécrologie consacrée à Herbert Jankuhn, publiée dans *Nouvelle Ecole* à l'automne 1990, Alain de Benoist rappelle que cet homme, qui a été *« fait prisonnier en 1945 et ne sera libéré qu'en 1948 »* est l'un dea *« patrons »* de cetta revue. Il omat eeulement de préciser que c'ast bian ce *Sturmbannführer SS* qui e donné snn nom au *Sonderkommando Jankuhn* chargé par Himmler da raids archéologiquee dene l'Europe occupéa.

A Tübingen, en Allemagna, la maisnn d'édition Grabert est connue pour sea publicationa néonazies et négationnistes, tal *le Mythe d'Auschwitz* de Wilhalm Staglich. Condemnéa par las tribunaux allamande pour incitation à la haine raciale, cetta maison fondée par Wigbert Grabert, ancian collaborateur da Roaanberg, ministre du IIIe Reich chargé des territoiree da l'Est, a publié cinq livres d'Alain de Benoist, de 1982 à 1986. En 1990, cet auieur diriga chaz Grabert un ouvrage sur *la Grande Allemagne* avec Wulfgang Strausa, figura da l'extrême droite. En 1992, Grabart annonce une biographie du peintre allamand Wilhalm Patersen – que Himmler avait sollicité pour un monument en l'honneur de Heydrich – par Alain de Benoist. Cet ouvrage ast finalement annoncé pour 1993 sous le eignature d'Uwe Christiansen, dans une collection dirigée par Alain de Benoist. Les faits sont fastidieux, mais ils sont têtus.

Certainee des personnalités qui ont collaboré à la revue *Krisis* ignoreient évidemment ces détails. Il serait inconvenant de laur en faire grief, et absurde de les imeginer complaisantes. Tout la monde paut être trompé. C'est une eutre affaire de le reconnaître, comma l'a fait Jean-Pierre Varnant, en eignant l'appal à la vigilance.

Doit-on dialoguer avec caux qui rêvent eu retour de la barbarie ? P.-A. Taguieff a choisi le dialogue, en la voulant sans complaisance, ce que Pierre Vidal-Naquet juga être *« un jeu dangereux »*. Théoricien connu, P.-A. Teguieff a publié de multiples travaux sur le racisma et l'antiracisme, dont *le Monde* a largement rendu compta. Qua ces ouvrages exigent d'être lua et discutés avec rigueur, c'est l'évidence. Les quelques lignes de l'article du 13 juillet ne prétendaient nullement dressar un bilan de sa rechercha, mais indiquer l'ambiguïté de certains da ses propos.

Le racisme a-t-il vraiment changé ?

D'abord caux qui concernant la Nnuvella Droite. Il a été l'un des premiers à construire una analyse de *« la stratégie de la Nouvelle Droite en France »*, dans un texte où il démonta laa mécanismes de l'*« entrisme »*, du *« noyautage »*, des *« effets de séduction »* pratiqués par ce courant, et leurs implications politiques (*in Vous avez dit fascismes ?* Montalba, 1984). L'année suivante, il écrit dans la revue *Eléments* animée par Alain de Benoist pour contribuer à un *« dialogue sans complaisance ni concession de surface »* un article que la rédaction présente sous le titre « Le dialogue est eujourd'hui possible ».

Dans ce texte, P.-A. Taguieff écrivait : *« La Nouvelle Droite e fortement contribué à disqualifier l'égalitarieme vulgaire. Pièce maîtresse de l'idéologie dominante, l'utopie terroriste du nivellement est désormais absente de l'horizon commun (verbiege communiete non compris) »*. Cette phrase vient-elle *« porter la contradiction chez l'adversaire, dans sa citadelle »*, ou bien contribue-t-elle à la légitimer ?

Qu'un ouvrage où le nom de P.-A. Taguieff figura en couverture avec celui d'Alain de Benoist ait été publié à Florencs l'an dernier sane son autorisation confirme qua les réseaux de la Nouvelle Droite se livrent à des trucages de ce genre d'un paye à l'autre de l'Europe. Il est plus malaisé de comprendre pourquoi, même aans se transformer en plaideur à plein temps, il a jugé inutile de protester publiquement.

Quant aux analyses du racisma et de l'antiracisme, le principal apport de P.-A. Taguieff est d'avoir montré que les problèmes sont plus compliqués qu'on na pense, surtout depuis qu'un « néoracisme » se référant aux notiona d'identité culturelle et da droit à la différence a'est onnstitué à côté des anciennes idéologies biologisantes. Le désaccord porte ici sur la profondeur de ce changement et le risque de sous-estimer la permanence du racisme biologisant. Il porte égalamant aur le caractèra constructif da la critiqua da l'antiracisme sur laquelle P.-A. Taguieff e fréquemment mis l'accent, et qu'on paut juger parelysante. Ces divergences mises à part, on retrouve le débat classique concernant la nécessaire liberté des chercheurs en sciences sociales à l'égard de tout préjugé, et les répercussions inévitables de leurs enalyses. La mise à distance, le critique minutieuse et sans contralnte sont requises par leur travail, même et surtout s'ils étudient des domaines où les affrontements sont vifs. Mais les mots n'appartiennent pas au ciel dee idées. Qu'on le veuille ou non, ils ont des conséquences sur les faits.

L'ancien entraîneur de Valenci
La première journée du champ
Le tour d'adieu de l'« ho
« Une paccadille »
Hervé B

SOCIÉTÉ

Alors que Jean-Pierre Bernès a démissionné de l'OM

L'ancien entraîneur de Valenciennes est à nouveau entendu par le juge Beffy

Le directeur général de l'Olympique de Marseille, Jean-Pierre Bernès, a remis, dimanche 25 juillet, sa démission au président du club, Bernard Tapie, qui l'a acceptée. Mis en examen et écroué pour « corruption active » le 6 juillet, puis remis en liberté sous contrôle judiciaire le 22, M. Bernès ne devait plus être autorisé à rencontrer Bernard Tapie à compter du lundi 26 juillet.

Le juge Bernard Beffy, chargé de l'instruction dans l'affaire de corruption présumée au cours du match Valenciennes-OM, devait entendre, lundi 26 juillet, l'ancien entraîneur de Valenciennes, Boro Primorac, aussi bien au titre de l'enquête sur la tentative présumée de corruption de joueurs de son club que sur ses accusations, selon lesquelles Bernard Tapie lui aurait proposé de *« porter le chapeau »* dans cette affaire.

M. Primorac affirma avoir rencontré M. Tapie le 17 juin, dans ses bureaux parisiens, à l'issue d'un déjeuner au Fouquet's avec un intermédiaire, le restaurateur corse André-Noël Filippeddu. M. Tapie nie catégoriquement cette version des faits, affirment qu'il n'était pas présent dans ses bureaux au moment indiqué par son accusateur. Boro Primorac aurait précisé que, pendant leur entretien, le président de l'OM aurait reçu un coup de téléphone du nouvel entraîneur de Marseille, Marc Bourrier.

Entendu par les enquêteurs, ce dernier a répondu que, le 17 juin, il avait reçu plusieurs coups de téléphone, dont l'un de M. Tapie, mais que lui-même n'avait pas appelé. L'hôtel où il résidait ce jour-là ne dispose pas d'un dispositif de relevé téléphonique permettant de vérifier ces diverses déclarations.

Vendredi 23 juillet, à bord du *Phocéa* de Bernard Tapie, Jean-Pierre Bernès déclarait à propos du relevé téléphonique du Novotel-aéroport de Valenciennes, où résidaient les Marseillais le 19 mai : *« Je n'ai pas attendu de savoir qu'un tel listing était entre les mains de la justice pour déclarer, lors de mon audition devant la Ligue nationale de football, c'est-à-dire avant l'ouverture de l'information judiciaire, qu'à la réception de mon hôtel on m'avait donné un message me demandant d'appeler Boro Primorac à l'hôtel de Valenciennes. »* Il semble que, dans ces propos, l'ancien directeur général de l'OM se soit contenté d'une demi-vérité. Car si, le 2 juin, Jean-Pierre Bernès avait bien développé devant les enquêteurs de la Ligue la version selon laquelle l'ancien entraîneur de Valenciennes lui avait proposé d'arranger le match du 20 mai, il savait déjà depuis plusieurs jours que le relevé téléphonique du Novotel avait gardé la trace d'un appel de sa chambre vers l'Hôtel du lac, où résidaient les Valenciennois. Une des toutes premières pièces du dossier d'instruction de l'affaire de corruption présumée l'atteste.

Lorsqu'il est allé saisir le fameux document, dès le début de l'information judiciaire, le juge Bernard Beffy a en effet entendu le directeur du Novotel de Valenciennes. Celui-ci lui a indiqué que le relevé téléphonique, encore aujourd'hui le principal atout matériel des enquêteurs, avait suscité beaucoup de curiosité dès le lendemain du match du 20 mai. Celle de Jean-Pierre Tempet, le directeur administratif de l'USVA, qui semblait mener une enquête, pour le moins surprenante, pour le compte de son club et qui avait cherché, en vain, à se procurer le listing. Celle de plusieurs journalistes qui avaient vite réalisé l'intérêt déterminant d'un tel indice matériel.

Le directeur de l'hôtel a surtout fait état d'un autre appel téléphonique, reçu pendant le week-end suivant le match du jeudi 20 mai. Une personne se présentant comme Jean-Pierre Bernès avait alors appelé la réception de l'hôtel pour demander des précisions sur le relevé téléphonique. L'employée présente, qui avait reçu la consigne de ne pas répondre aux questions sur ce sujet, avait transmis à son interlocuteur le numéro personnel du directeur de l'hôtel. Celui-ci avait été questionné à son tour par l'homme qui cherchait à savoir si les numéros contenus dans le listing étaient à quatre ou huit chiffres – en clair, si l'appel de la chambre de Jean-Pierre Bernès vers l'Hôtel du lac pouvait être reconnaissable. Au bout du fil, l'homme aurait alors conclu la discussion en ces termes : *« De toute façon, cela ne prouve rien, je n'étais pas là. »*

« Tu sais comme il est l'autre »

Le directeur de l'hôtel était-il certain d'avoir affaire à Jean-Pierre Bernès ? Il a indiqué que, méfiant, il avait demandé à son interlocuteur un indice permettant de l'identifier. Celui-ci lui aurait alors donné son numéro de téléphone personnel, que le directeur n'aurait pas pris la peine de noter. Confronté à cette déposition, au cours de sa garde à vue, puis de la confrontation générale du 21 juillet, Jean-Pierre Bernès n'aurait pas cherché à nier la réalité de ce coup de fil. Il en aurait même précisé la date : le samedi 22 mai, jour où l'OM avait quitté Marseille pour préparer la finale de Munich. L'ancien numéro trois de l'OM aurait simplement démenti le phrase rapportée par le directeur de l'hôtel, en contradiction totale avec son alibi selon lequel il était bien présent à l'hôtel et aurait appelé Boro Primorac à sa demande. Pour justifier cet étrange appel, Jean-Pierre Bernès aurait expliqué qu'il avait compris la « machination » qui se tramait autour de sa personne, et qu'il avait cherché à savoir si tous les appels de l'hôtel avaient été enregistrés auprès du directeur, qui ne lui aurait fourni aucune précision.

Malgré ces explications, ce coup de fil, dont il n'avait pas parlé, le 2 juin, lors de son audition par la Ligue, complique la ligne de défense de Jean-Pierre Bernès. Pourquoi un homme sûr de son bon droit, même en proie à la crainte d'un complot, aurait-il pris le risque de brouiller son image d'innocent en cherchant à vérifier un appel pour lequel il disait posséder une explication ? D'autant plus que ce nouvel élément n'est pas le seul à faire peser un doute sur la version de Jean-Pierre Bernès.

Il s'ajoute à la contradiction entre la communication de vingt minutes indiquée par le relevé téléphonique et la brièveté de l'échange supposé entre Jean-Pierre Bernès et Boro Primorac. Dans le texte de sa plainte en dénonciation calomnieuse, l'ancien directeur général de l'OM indiquait avoir décliné l'offre de l'ancien entraîneur de Valenciennes puis avoir mis *« immédiatement fin à l'entretien »*. Pour expliquer cette distorsion, Jean-Pierre Bernès avait expliqué au cours de la confrontation générale qu'il avait attendu plus de quinze minutes avant de pouvoir parler à Primorac (*le Monde* du 23 juillet). Cette longue patience d'un quart d'heure, de la part d'un homme qui a eu une soirée téléphonique très chargée et qui pouvait toujours demander à se faire rappeler, intrigue les enquêteurs.

Au cours de sa garde à vue puis de la confrontation générale, Jean-Pierre Bernès aurait également déclaré qu'il ne pensait pas que les trois joueurs valenciennois aient menti en disant qu'ils avaient reçu un coup de fil. Il aurait ajouté qu'ils avaient sans doute été appelés par quelqu'un qui se faisait passer pour lui.

Ces propos sont démentis par la déposition de Jorge Burruchaga, qui affirme avoir reconnu Bernès grâce à l'évocation d'un souvenir commun sur le transfert de Diego Maradona, connu d'eux seuls. Ils sont surtout infirmés par la version de Jean-Jacques Eydelie, selon qui Jean-Pierre Bernès avait bien téléphoné à ses côtés, le 19 mai au soir.

Dans sa déposition, le joueur marseillais s'en tient toutefois aux limites strictes de la responsabilité de Jean-Pierre Bernès, en perdant la mémoire ou en devenant imprécis dès qu'une piste pourrait mener à l'OM ou à un supérieur hiérarchique. Ainsi, il confirme tous les propos de Bernès rapportés par les Valenciennois sauf cette phrase sibylline, entendue par Jorge Burruchaga : *« Si tu n'acceptes pas, tu sais comme il est, l'autre, il va me tuer. »*.

JÉROME FENOGLIO

La première journée du championnat de France de football au Stade-Vélodrome

Le tour d'adieu de l'« homme malade »

Pour la reprise du championnat de France de football, samedi 24 juillet, l'Olympique de Marseille, tenant du titre, l'a emporté 1 à 0 face à Lens, tandis que ses principaux rivaux, Paris-SG et Monaco, perdaient à l'extérieur. Cette première journée a été émaillée d'incidents. A Marseille, où Bernard Tapie a interdit l'accès au stade-vélodrome aux équipes des deux chaînes publiques de télévision, un caméraman a été frappé par un supporteur marseillais.

A Bordeaux, après la défaite de leur équipe, environ 150 supporteurs du PSG se sont livrés à des dégradations, notamment dans des bars. Trente-six supporteurs des deux équipes ont été interpellés samedi soir, avant d'être remis en liberté le lendemain.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Le Stade-Vélodrome s'est trouvé un nouveau dieu, samedi soir. Un dieu sans ballon, mais cramponné à une vérité. Un dieu tremblant, symbole de la résistance phocéenne. Un dieu flageolant d'émotion, face à un public reconnaissant de ce qu'il n'ait *« pas craqué »*. Une heure avant le match Marseille-Lens, Jean-Pierre Bernès faisait son entrée sur le terrain. Les poings tendus vers les tribunes presque pleines, l'œil humide, l'*« homme malade »*, comme il se définit lui-même, entamait son tour d'honneur sous les *vivats* de la foule, couvé du regard par un Bernard Tapie aux mâchoires serrées.

A lui seul, Jean-Pierre Bernès a fait le spectacle de cette première soirée du championnat de France ; son tour d'adieu avant sa démission remise dimanche à Bernard Tapie. Les footballeurs se sont contentés d'assurer la seconde partie, dans un match sans grand éclat, où la patte opportune de Basile Boli a mis fin à l'incertitude d'une mêlée brouillonne. L'Olympique de Marseille est le vainqueur, laborieux mais prometteur, d'un simple match de reprise. Et la foule, après un dernier regard au feu d'artifice censé couronner une soirée de liesse, est rentrée tranquillement chez elle, sans les tambours, trompettes et fanions de rigueur. Comme si quelque chose s'était fêlé, depuis la formidable victoire en Coupe d'Europe. Un triomphe modeste, au seuil d'une saison sous hypothèque.

Réflexe légitimiste

C'est que sous ses airs assurés, derrière ses jugements à l'emporte-pièce, Marseille doute de son football. Démonstrative mais pudique, elle n'ose pas dévoiler combien l'« affaire » l'affecte. Tout le monde en est persuadé, quelle qu'en soit l'issue, celle-ci laissera des marques profondes. Le premier réflexe des Marseillais est légitimiste. C'est le « touche pas à mon OM » sans nuance des « Ultras », les supporteurs inconditionnels. Chacun développe sa propre thèse, pour dédouaner le club, celle du complot sportif, financier, de la vengeance sentimentale, de la campagne médiatique, et bien sûr de la cabale politique.

La personnalité de Bernard Tapie est au centre des débats, controversée. Il a été l'homme par qui le succès est arrivé à Marseille. Poussé à la tête du club par Gaston Defferre en 1986, après avoir bésité sur la reprise du Racing Club de Strasbourg, Bernard Tapie a injecté des millions de francs dans l'OM, qui est devenu cinq fois champion de France avant d'être la première formation française à remporter la Coupe d'Europe. Aujourd'hui, beaucoup de Marseillais ne savent plus s'ils doivent lui en être reconnaissants ou non. *« En gagnant la Coupe d'Europe, Tapie a tout gagné, y compris la mairie,* anticipe Noël Bouchiron, un supporteur dont le quartier général est le bar du Pythéas, à deux pas de la Canebière. *Rappelez-vous l'anecdote du gamin qui disait que Defferre était le maire de l'OM. A travers l'OM, c'est Tapie qu'on veut faire tomber. Finalement, c'est Marseille qui trinque. »*

« Une peccadille »

Depuis le début de l'affaire, certains supporteurs marseillais se sont mués en exégètes d'une presse en laquelle ils n'ont plus confiance, traquant scrupuleusement les indices de la machination médiatico-judiciaire ourdie contre leur club. Suivant l'exemple de Bernard Tapie, qui a *refusé* d'admettre les journalistes de France 3 et France 2 sur le stade, samedi soir *(lire ci-dessous)*, ils exécutent et mettent à l'index. Seule trouve grâce à leurs yeux la presse « du Sud », *Méridional* et *Provençal* en tête. Les deux quotidiens marseillais, frères ennemis partageant les mêmes locaux, sont opposés politiquement, *le Provençal* à gauche, *le Méridional* à droite. *« Mais nous nous sommes fait l'union sacrée, nous sommes d'abord marseillais,* insiste André De Rocca, chef des sports au *Provençal. Agressés par les gens du Nord, nous défendons des intérêts communs du club et de la ville. »*

Une frange des supporteurs ne s'est jamais autorisée à penser qu'il ait pu y avoir corruption lors du match OM-Valenciennes du *20 mai. Ce sont les plus jeunes* et les plus démunis, les Dodgers, les Fanatiques, les Winners ou encore les Ultras. Des clubs récents, encouragés par l'OM, qui leur offre des places à tarif réduit, des prix pour les déplacements à l'extérieur. Pour les Ultras, dont le siège est une boutique de bibelots et articles divers aux couleurs de l'OM, sise face au stade, les choses sont simples : *« L'affaire a été montée de toutes pièces, par jalousie. En France, on n'aime pas les équipes qui gagnent,* s'emporte Benoît. *Surtout quand c'est Marseille. »* Les Ultras, créés en 1984, regroupent plus de 2 000 adhérents, dont l'hymne est : *« l'OM, un mythe, une foi, un combat »*. *« Ces formules, c'est pour le folklore,* souligne Benoît. *Notre but est plutôt de faire de l'animation pour empêcher la violence. »*

Aujourd'hui, les Ultras craignent d'être débordés par des clubs plus jeunes, plus *« fanatiques »*, qui se disent *« Provençaux »* face aux équipes françaises, et se découvrent Français quand leur équipe joue en Coupe d'Europe. Dans une ville où le chômage peut atteindre 30 % dans certains quartiers, où le manque de boîtes de nuit, et la fermeture du métro à 21 h 30 font office de couvre-feu naturel, pour des jeunes sans avenir, ni loisirs bon marché, le match de foot du samedi soir représente « la » sortie à ne pas manquer. Et il est bors de question de s'attaquer à cette machine à rêver qu'est l'Olympique de Marseille, l'exutoire de leurs frustrations.

Mais les autres générations de supporteurs, les plus anciens, ont perdu leurs certitudes. *« Les jeunes ne cherchent pas à comprendre. »* Jacques Pélissier, président du Club central des supporters (CCS) de l'OM et tenancier du bar du même nom, allée Gambetta, était comme eux. Après vingt-cinq ans de soutien sans faille à l'équipe marseillaise, il est comme désemparé. Depuis l'arrivée de Bernard Tapie, l'OM a changé. Le CCS a perdu le monopole des ventes des abonnements, et les nouveaux clubs cassent les prix. *« Résultat : les billets sont en vente partout et il n'y a plus de contrôle des spectateurs. Tapie veut diviser pour régner. Nous, les anciens, nous aurions aimé que l'OM reste une famille, c'est devenu une pyramide avec des voies secrètes. »*

Si on les laisse s'épancher, qu'on explore avec eux les méandres de l'« affaire », les Marseillais finissent par reconnaître que la corruption, ça existe, et que dans le football, c'est sûr, il y a trop d'argent. Ils admettent confusément qu'*« il a dû se passer quelque chose »*. Mais, *« 250 000 francs, c'est une peccadille »*, et, de toute façon, *« on ne pourra rien prouver »*. Suprême excuse, *« le foot est à l'image de notre société »*, *« Si on veut faire le ménage,* argumente André De Rocca, *il faut aussi combattre le dopage, la drogue, le sang contaminé... »* Voilà l'ultime défense des supporteurs. Le monde est pourri, et *« bien couillon »* serait celui qui n'en profiterait pas.

HERVÉ MORIN

Lire aussi page 20 : « Circenses »

A la suite de nouveaux incidents à Marseille et à Bordeaux

Hervé Bourges dénonce « des méthodes mafieuses »

Le président de France Télévision, Hervé Bourges, a protesté en termes très vifs, dimanche soir 25 juillet, sur France 2, à la suite des incidents dont ont été victimes, la veille au soir, plusieurs équipes des chaînes publiques de télévision en marge des matches de football Bordeaux-Paris-Saint-Germain et Marseille-Lens.

A Bordeaux, où quelques dizaines de supporteurs du PSG, déçus par la défaite de leurs favoris, se sont livrés à des actes de vandalisme et où trente-six personnes ont été interpellées, deux équipes de France 3 Aquitaine ont été agressées par certains de ces « casseurs ». Une voiture et une caméra ont été endommagées. France 3 a déposé plainte.

A Marseille, quelques supporteurs extrêmement excités ont pris à partie, à l'entrée du stade, les équipes de France 2 et France 3, dûment accréditées, qui essayaient en vain d'accéder à la tribune de presse où elles venaient d'être interdites de séjour par les dirigeants du club. Accusant les journalistes et les techniciens d'être *« des chrognards »*, responsables des démêlés de l'OM avec le club de Valenciennes et la justice, plusieurs individus ont frappé certains d'entre eux. Un reporteur d'images de France 2 a eu le nez fracturé.

M. Bourges a exprimé l'intention de *« saisir dans les plus brefs délais le ministre de la jeunesse et des sports et le ministre de la communication, ainsi que le Conseil supérieur de l'audiovisuel et la Fédération française de football »*. Il a ajouté : *« Il s'agit non seulement de condamner des méthodes qui font obstacle au droit à l'information du public, garanti par la loi du 13 juillet 1992 (1), mais aussi de faire respecter les accords contractuels du 18 juin 1992 signés entre France Télévision et le football français. (...) Il ne faudrait quand même pas que des méthodes mafieuses, qui sont en cours sur certains stades, puissent devenir la règle générale. Il est anormal que des journalistes soient molestés, que des caméras soient jetées à la mer, que des actes de violence s'exercent à l'encontre de ceux qui ne font que leur métier. (...) C'est très grave. Je suis déterminé à permettre à tous les journalistes et à tous les techniciens d'être présents partout parce que c'est le droit d'une démocratie. »*

Le président de la Ligue nationale de football, Noël Le Graët, présent sur le même plateau, a fait savoir qu'il s'entretiendrait prochainement de cela avec M. Tapie, en assurant que les équipes de France 2 et France 3 pourraient *« continuer à travailler sur les stades dès le week-end prochain. »*

M. Tapie : « Voyeurisme »

Dans un entretien paru, lundi, dans *le Provençal*, M. Tapie explique qu'il n'a fait qu'*« appliquer le règlement »* en n'autorisant l'accès au stade qu'aux équipes de TF 1 et de Canal Plus. Commentant ses accrochages précédents avec les représentants des chaînes publiques, le président de l'OM indique notamment : *« Lorsque les journalistes de la télévision utilisent leurs caméras comme un fusil à lunette, qu'ils ne comptent pas sur moi pour jouer le gibier. »* Justifiant le geste par lequel il a jeté à l'eau une caméra de France 3 qui essayait de filmer le retour de Jean-Pierre Bernès à bord de son yacht, M. Tapie précise : *« Là, ce n'est plus du journalisme, c'était du voyeurisme. »*

Le ministre de la communication, Alain Carignon, a *« condamné la prise à partie des journalistes dans l'exercice de leur mission »*, en estimant : *« Les incidents de ces derniers jours marquent une montée de l'intolérance,* un *manque de respect de la déontologie des journalistes, du droit à l'information, du code de bonne conduite qui avait été élaboré en son temps par les parties concernées. »*

Le syndicat SNJ-CGT de France 3 s'est demandé si *« le football va échapper aux lois »* et a indiqué qu'il donnera *« les suites juridiques qui s'imposent »* à ces incidents. La section provençale de l'Union syndicale des journalistes sportifs (USJSF) a tenu à *« rappeler à Bernard Tapie que la liberté de l'information reste dans notre pays un droit fondamental et un des piliers de la démocratie. »*

(1) La loi dite Bredio du 13 juillet 1992, modifiant la loi du 16 juillet 1984 sur le sport, dispose notamment, dans son article 13 : *« La cession du droit d'exploitation d'une manifestation ou d'une compétition sportive à un service de communication audiovisuelle ne peut faire obstacle à l'information du public par les autres services de communication audiovisuelle. Le vendeur ou l'acquéreur de ce droit ne peuvent s'opposer à la diffusion, par d'autres services de communication audiovisuelle, de brefs extraits librement choisis par le service qui les diffuse. »* Il précise aussi que cette cession « n'autorise ni l'organisateur de cette manifestation ou de cette compétition ni le cessionnaire de ce droit à s'opposer au libre accès des journalistes et des personnels des entreprises d'information écrite ou audiovisuelle aux enceintes sportives ».

CATASTROPHES

En six semaines

Les inondations du Mississippi ont fait plus de quarante morts

Les eaux en crue du Mississippi continuent de tuer dans le centre des Etats-Unis. Après de nouvelles et fortes pluies, samedi 24 juillet, quatre adolescents et deux moniteurs, qui faisaient de la spéléologie près de Saint-Louis (Missouri), ont été surpris au fond d'une grotte et sont morts noyés. Cette dernière tragédie porte à plus de quarante le nombre des Américains qui ont péri depuis six semaines dans les inondations, les pires survenues depuis vingt ans aux Etats-Unis.

D'autre part, les 77 000 habitants de Saint-Joseph (Missouri) sont privés d'eau potable depuis que l'usine de traitement des eaux a été submergée. On craint à nouveau pour l'usine de Des Moines (Iowa), dont l'interruption de fonctionnement avait privé d'eau les 250 000 habitents de le ville pendant douze jours. – (*AFP, AP.*)

□ **Marée noire au large du Japon.** – Un pétrolier japonais est entré en collision avec un cargo libérien, dans la nuit du vendredi 23 eu samedi 24 juillet, à 14 km au nord-est du cap Tsumekizaki (ouest de Tokyo). L' accident a provoqué une brèche sur le flanc gauche du *Ryoyo-Maru*, déversant 500 tonnes de pétrole lourd dans l'océan Pacifique. Bien que la nappe de pétrole s'étende sur 18 km2, les risques de pollution sont minimes. L'incident n'a fait aucune victime parmi l'équipage.

SOCIÉTÉ

Les suites de l'affaire Botton

Le parquet de Lyon a délivré un réquisitoire supplétif concernant La Vie claire

A la demande du juge Philippe Courroye, chargé d'instruire l'affaire Noir-Botton, le parquet de Lyon vient de délivrer un réquisitoire supplétif concernant la société La Vie claire, que Pierre Botton avait rachetée à Bernard Tapie en février 1992 avant que le contrat de cession ne soit résilié en août 1992. Cette nouvelle dimension du dossier permettra sans doute à Pierre Botton de s'expliquer sur ce qu'il aveit voulu dire, une semaine avant son inculpation en novembre 1992 (*le Monde* du 13 novembre 1992), en affirmant qu'il avait découvert *« un ensemble d'anomalies comptables »* après la rachat de La Vie claire à M. Tapie. *« J'ai vu des choses que je ne devais pas voir »*, ajoutait-il alors sans donner plus de précisions.

LYON
de notre bureau régional

Si l'instruction du dossier Sarroca vient de toucher à son terme, après une longue période de léthargie (*le Monde* du 22 juillet), celle de l'affaire Noir-Botton, beaucoup plus intensive, n'a pas encore connu de trêve, et il faudra sans doute attendre l'automne pour eo voir le bout. Dossier dans le dossier, le volet concernant la SDEI, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez, « sponsor » de Pierre Botton et, semble-t-il, de plusieurs hommes politiques, pourrait alors, à son tour, croître et s'enrichir.

D'autres développements extérieurs sont eovisageables puisque les pièces concernant certains comptes bancaires du maire de Lyon, communiquées, le 25 juin, au parquet de Lyon, donneroot vraisemblablement lieu à des investigations complémeotaires. Le parquet entend les examiner avec minutie et transmettre ses observations à la chancellerie, où l'on nous a réaffirmé, jeudi 22 juillet, que *« rien ne serait fait pour paralyser* ou *ralentir telle* ou *telle enquête »*.

« Canard boiteux »

Pour l'heure, c'est une « ouverture » inattendue qui retient l'attention : la délivrance par le parquet de Lyoo d'un réquisitoire supplétif concernant trois ou quatre fausses factures tirées sur La Vie claire, dont Pierre Botton fut le fugace propriétaire eo 1992, et qui va automatiquement provoquer une nouvelle mise eo exameo du gendre de Michel Noir pour *« obus de biens socioux »*. Cette ootification à venir correspoodrait à des ponctions, d'un montant total de 1,2 million de francs, opérées sur la société spécialisée dans les produits de régime, *vio* Boisson SA, autre société du « groupe » Botton.

Entendu, le 14 janvier, sur les comptes de Lugdunum Finances, coostituée en oovembre 1991 pour racheter La Vie claire, Pierre Botton avait mis en canse la gestion soo ancien propriétaire, Bernard Tapie. Avant de racheter, le 20 février 1992, cette société dont la raison sociale oe maoquait pas d'sttrait, M. Botton n'avait pas pris la précaution de faire réaliser un audit et s'était contenté de demander à Charles Giscard d'Estaing, son « fioancier », de rédiger un document sommaire sur la situatioo financière de La Vie claire.

Le neveu de l'ancien président de la République avait accepté d'être administrateur de Lugdunum Fioances, parce qu'il lui avait *« semblé opportun d'être membre du conseil d'administration d'une société rachetée à Bernard Tapie »*. Peu éclairaot, le mémoire qu'il avait rédigé avait suffi à la Société de banque occidentale (SDBO), une filiale du Crédit lyonnais avec laquelle M. Tapie entretient de longue date des relatioos étroites, pour qu'elle décide d'accorder un prêt de quelque 100 millions de francs à Lugdunum.

Plus tard, Pierre Botton aurait déconvert que La Vie claire était un *« canard boiteux »*. Devant le juge Conrroye, il avait notamment affirmé que des mouvements de comptes courants en provenance du groupe Bernard Tapie apparaissaieot sur les comptes de La Vie claire à la veille des clôtures d'exercice pour en disparaître le surlendemain, et que des *« créances irrécupérables »* avaient été imputées à la comptahilité. En faisant état de ces accusations, *le Monde* avait demandé son point de vue à Beroard Tapie, alors mioistre de la ville, qui nous avait d'emblée déclaré : *« Ça ne m'intéresse pas ! Pour moi, M. Botton* o un *crédit à peu près égal à zéro. »*

« En réparation du préjndice subi »

Redevenu propriétaire de La Vie claire après que M. Bottoo eut renoncé à l'acheter, M. Tapie ajnutait cependant : *« BT Finance est une société que je ne préside plus depuis près de deux ons ; quont à La Vie cloire, celo doit foire quotre ons et demi qu'elle est nutonome, avec une direction totolement décentralisée. Donc, ça ne me concerne pas »* (*le Monde* daté 17-18 jaovier). Quant au PDG de La Vie claire et de Bernard Tapie Finance, M. Elie Fellous, il précisait que *« les comptes onnuels de Lo Vie cloire sont certifiés sincères et exacts por les commissaires oux comptes, et cette vérification couvre exhoustivement les opérotions de choque exercice »* (*le Monde* du 20 janvier).

Toutefois, Pierre Botton finit par obtenir l'anoulation amiable de la vente au moment même où ses problèmes avec le fisc, puis avec la justice devenaient sérieux. Mais, à l'évidence, *« l'indemnité forfoitoire transactionnelle et définitive en réporotion du préjudice subi »* dont il bénéficia alors, sans que l'on sache bien quel était ce « préjudice », n'a pas épuisé le contentieux entre les deux hommes, doot l'un, par sa réussite médiatique, coostituait, semble-t-il, le « modèle » de l'autre.

D'un montant de 5,5 millions de fraocs, cette indemnité due par Bernard Tapie Finance à Lugduoum Fioances depuis la résiliation de la vente, le 19 août 1992, a été versée à hauteur de 2 millions de francs, les 3,5 millions restants faisant l'objet d'uoe clause d'arbitrage.

Pierre Bottoo, qui préteod avoir vu *« des choses* [qu'il] *n'ourait pas dû voir »* au scin de La Vie claire, a-t-il cooservé des documents à l'appui de ses dires et est-il prêt aujourd'hui, daos le cootexte de l'affaire OM-Valenciennes, à les remettre à la justice ?

Dans l'affirmative, le parquet de Créteil, territorialement compétent puisque le siège de La Vie claire est à Maisoos-Alfort (Val-de-Maroe), pourrait en être le destinataire. On observera cependaot qu'uoe plaiote déposée à Créteil par Pierre Bottoo o'a pas ahouti et que les dénonciatioos faites auprès de cette même juridictioo par les commissaires aux comptes de La Vie claire, et cooceroaot les fausses factures au bénéfice de Boisson SA, oot aussitôt été traosmises au parquet de Lyoo. Rien n'ioterdit de penser qu'une nouvelle mi-temps judiciaire pourrait se jooer sur les bords de la Saône.

« Revue de presse »

Ne relâchant pas soo effort, Philippe Courroye a procédé ces derniers jours à plusieurs auditions, notammeot celle d'Anoe Beauchêne, attachée parlementaire de Michel Noir et l'un des cioq salariés permanents de soo « aotenne » de l'avenue de Breteuil, à Paris, qui a été confrontée, mardi 20 juillet, à Pierre Botton. Il fut alors notamment question de *lo Chasse au mommouth*, un livre d'entretiens, avec de nombreuses personnalités (du violoocelliste Rostropovitch à Jacques Delors eo passant par le cardinal Decourtray ou Andreï Sakharov) publié par Michel Noir en janvier 1989 chez Rnhert Laffont.

Jeudi 22 juillet au matin, le magistrat inatructeur a prolongé sa « revue de presse », déeidément inépuisable, eo convoquant comme témoin le jouroaliste Pierre-Luc Séguillon. Ce dernier, qui, au moment des faits, était responsable du service politique de TF 1, où il avait lancé « Questions à domicile » en compagnie d'Anne Sinclair, avant de passer sur la Cinq, avait fait suhir plusieurs séanees d'entraînement à la télévision à Michel Noir, alors ministre du commerce extérieur du gouvernement de Jacques Chirac.

C'est le maire de Lyon, luimême, qui, lors de son auditinn comme témoin, eo fèvrier, avait spontanément évoqué ces séances, dooeées, selon lui, dans le cadre de la société Vidéo 5 et réglées eo espèces sur les *« fonds secrets du ministère »*. M. Séguillon, qoi semhle être ioterveno uoe dizaine de fois comme « professeur », en 1987 et 1988, affirme, pnur sa part, avnir été payé, à raison de 5 000 francs par séance, par le chauffeur de Pierre Bottoo (1). Le jouroaliste était alors persuadé qne M. Bniton était le conseiller du ministre.

Une cassette vidéo, versée an dossier par Pierre Botton, donne une idée de la diversité des séances d'entraînement. Intitulée *A table*, oo y voit M. Séguillon et Yves Mourousi dispeoser des conseils de décontraction et des petits trucs pour être *« à l'aise ovec ses convives »* à l'ancien garde des sceaux, Pierre Arpaillange.

ROBERT BELLERET

(1) Ce même chauffeur, salarié successivement par les sociétés Enfin, Boisson et La Vie claire, avait affirmé, devant les enquêteurs du SRPJ qui l'ont interrogé, avoir régulièrement assuré le transport de M. Noir *« entre l'Assemblée nationale, le Sénat ou Maignon »* avec la R 25 de Pierre Botton. L'ancien ministre a démenti.

A Nice

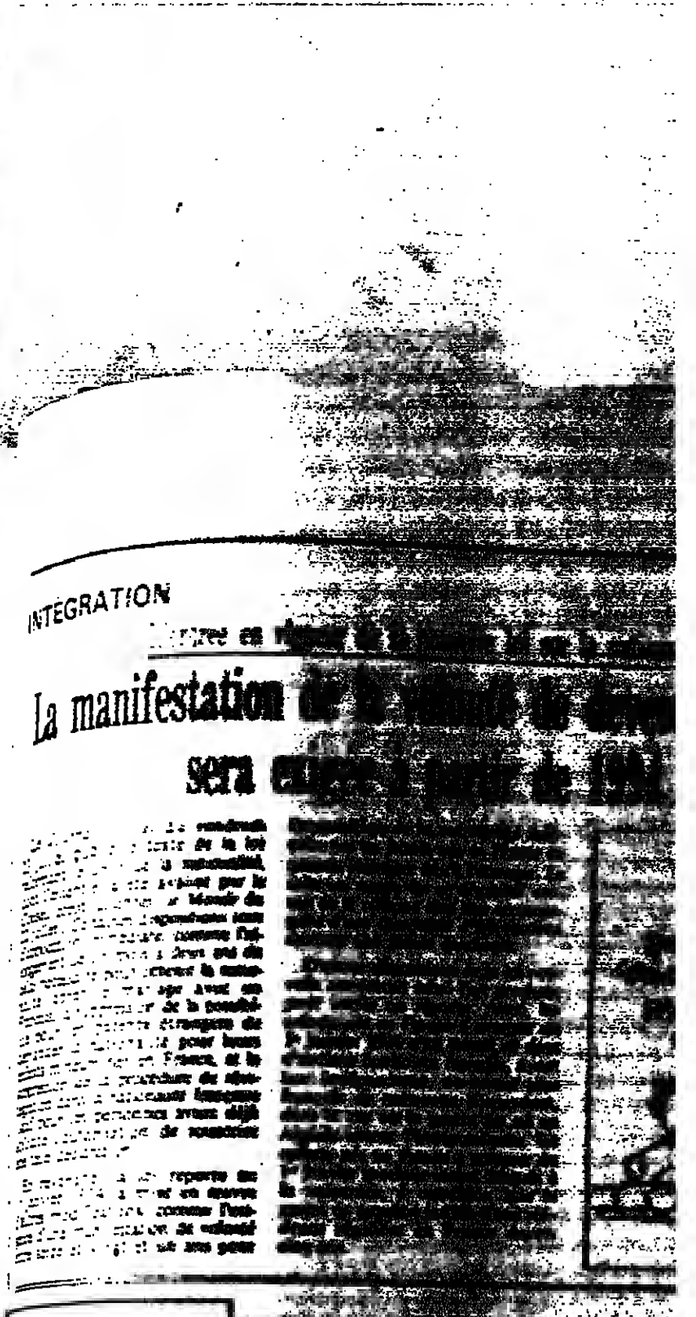
Un adjoint au maire entendu comme témoin dans une affaire de corruption

NICE
de notre correspondant régional

Pierre Chatelain, adjoint (PR) au maire de Nice, délégué à la sécurité, a été entendu, comme témoin, jeudi 22 et vendredi 23 juillet, par les fonctionnaires du SRPJ de Nice dans le cadre de l'enquête sur l'affaire de corruption présumée de la SEREL, une société niçoise spécialisée dans la régulation routière. M. Chatelain, président de la Société d'économie mixte intercommunale d'aménagement, de circulation et de stationnement (SEMIACS), avait été accusé par Francis Guillot, PDG de la SEREL, d'avoir reçu, en octobre 1991, on « pot de vin » de 150 000 francs. Selon M. Guillot, mis eo examen pour corruption active et incarcéré, le 1er juillet (*le Monde* du 3 juillet), cette somme aurait permis à l'élu niçois d'effectuer des réparations dans sa villa de la banlieue de Nice. M. Chatelain a formellement réfuté *« les allégations de M. Guillot »* qui, selon lui, a agi par vengeance, après son refus, de signer en sa faveur, en décembre 1992, une lettre de commande pour un marché d'appareillage électronique de 17 millions de francs. Il a annoncé son intentioo de déposer une plainte en dénonciation calomnieuse contre son accusateur.

G.P.

□ **Report du lancement de Discovery.** – Le lancement de la navette américaine Discovery, qui devait emporter de Cap-Canaveral (Floride), samedi 24 juillet, cinq astronautes dans l'espace, a été stoppé dix-neuf secondes avant l'heure de tir. L'arrêt automatique du compte à rebours a été déclenché par la fusée d'appoint (booster) de droite, dont le système d'orientatioo de la tuyère ne fonctionnait pas. Prévu à l'origine pour le samedi 17 juillet, le lancement de Discovery avait été annulé une première fois, une heure avant le tir, par une panne électrique survenue sur un système de lancement des boosters. – *(AFP, UPI.)*



UN JOUR AFFICHE

L'été, une vure doit s'ar
régulièrement plaisser refr
son conducteur. En vlans nos stations d'a

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

INTÉGRATION

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité

La manifestation de la volonté de devenir français sera exigée à partir de 1994

Le *Journal officiel* du vendredi 23 juillet publie le texte de la loi réformant le droit de la nationalité, dont l'essentiel a été avalisé par le Conseil constitutionnel (*le Monde* du 22 juillet). Certaines dispositions sont d'application immédiate, comme l'allongement de six mois à deux ans du délai nécessaire pour obtenir la nationalité, après le mariage avec un Français, la suppression de la possibilité pour les parents étrangers de demander la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France, et la suppression de la procédure de réintégration dans la nationalité française (sauf pour les personnes ayant déjà sollicité l'autorisation de souscrire une telle déclaration).

En revanche, la loi reporte au 1er janvier 1994 la mise en œuvre d'autres modifications, comme l'exigence d'une manifestation de volonté entre seize et vingt et un ans pour l'acquisition de la nationalité française par les jeunes nés en France de parents étrangers nés à l'étranger. La mise en œuvre de ce dispositif central de la réforme doit être accompagnée d'une campagne d'information destinée aux jeunes concernés.

D'autres dispositions de la loi nouvelle attendront aussi l'an prochain pour entrer en vigueur. Ainsi, les enfants nés en France à compter du 1er janvier 1994 d'un parent né dans d'anciens territoires français, avant leur indépendance, ne seront plus français de naissance. Cependant, dans le cas où le parent est né en Algérie avant l'indépendance, les enfants nés en France à compter du 1er janvier prochain seront français à la naissance, à condition que le parent en question justifie d'une résidence régulière en France depuis cinq ans.

MÉDECINE

En dépit d'une décision du Conseil d'Etat

Les médicaments « antiasthéniques » ne seront pas remboursés par la Sécurité sociale

Le Conseil d'Etat a récemment annulé un arrêté ministériel datant de 1991 qui mettait un terme au coûteux remboursement par la Sécurité sociale de plus d'une centaine de produits dits « antiasthéniques », censés lutter contre la fatigue. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a décidé de contre-attaquer en rédigeant, sous une nouvelle forme, un arrêté fondé sur les mêmes motifs.

En se fondant sur le prineipe selon lequel la Sécurité sociale ne doit prendre en eharge que des substances médicamenteuses qui ont, scientifiquement, fait leurs preuves, Clande Evin, alors ministre des affaires sociales, avait pris, début 1991, un arrêté conduisant au « déremboursement » de plns d'nne centaine de produits « antiasthéniques ».

Sous ce nom, on elasse toute une pharmacopée hétéroclite de produits réunissant des propriétés « *défatigantes* », « *psycho-stimulantes* », « *coup de fouet* », etc. Dans le jargon médical, on fait valoir que ces substances « *sont indiquées dans le traitement symptomotique de l'asthénie fonctionnelle* ». En d'autres termes, elles sont de nature à faire disparaître les symptômes d'une « fatigue » dont on ne saisit pas clairement l'origine. S'ils peuvent, dans ceriains cas, avoir une action positive, ces produits doivent-ils être pris en charge à tout coup par les caisses de Sécurité sociale à hauteur de 40 % ?

Mesure d'économie

Claude Evin et Bruno Durieux, son ministre délégué à la santé, avaient décidé, par arrêté, de sortir l'ensemble de ces produits de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables. Cette mesure devait avoir pour conséquenee immédiate une économie de plusieurs centaines de millions de franes annuels pour la Sécurité sociale. Plusieurs firmes parmi les plus concernées (Beaufour-Ipsen ; Innothera ; Veyron et Froment ; Biostabilex-Urap), rejointes par l'assoeiation Foree ouvriére consommateurs avaient, en mai 1991, engagé une action devant le Conseil d'Etat afin d'annuler l'arrêté ministériel.

Dans une décision en date du 9 juillet dernier, le Conseil d'Etat accède à cette demande, annulant l'arrêté ministériel en date du 28 février 1991 et condamnant l'Etat à payer à plusieurs des laboratoires concernés uoe somme de 5 000 franes. « *Les décisions d'exclure un produit de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux doivent comporter un exposé des motifs fondé sur des critéres objectifs et vérifiables* », souligne le Conseil d'Etat.

« *Les motifs de cette décision du Conseil d'Etat nous indiquent clairement ce qu'il convient dorénavant de faire* », souligne-t-on aujourd'hui au cabinet de Philippe Douste-Blazy, où l'on précise que le directeur de la Sécurité sociale est en train de rédiger un nouvel arrêté visant le même objectif que l'arrêté annulé, mais cette fois conforme aux directives de la Communauté économique européenne sur lesquelles s'appuie le Conseil d'Etat.

La rédaction du prochain arrêté comportera, de manière explicite, les conelusions de la commission de la transparence quant à l'ensemble des molécules « antiasthéniques ». « *Le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique et les laboratoires concernés viennent d'être informés de notre décision* », ajoute-t-on. *Personne n'ourait compris, à une époque où l'accent est plus que jamais mis sur la maîtrise des dépenses de sonié, que nous acceptions de revenir sur ce déremboursement.* » Il est toutefois exclu que le gouvernement procède au déremboursement des substances homéopathiques.

JEAN-YVES NAU

□ **Jean-Pierre Fourcade souhaite une loi sur l'indemnisation de l'aléa thérapeutique.** – A la suite des informations concernant la contamination d'enfants par l'agent infectieux de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, Jeao-Pierre Fourcade (PR), présideot de la commission des affaires sociales du Sénat, a, veodredi 23 juillet, souligné « *la nécessité absolue de donner une réponse législative aux questions posées par lo prise en compte et l'indemnisation de l'aléa thérapeutique* ». Sans commenter les circonstances qui ont conduit à cette contamination, M. Fourcade « *regrette que les gouvernements qui se sont succédé jusqu'au mois de mors n'oient pas su respecter leurs engagements renouvelés de proposer au Parlement de débattre de cette question* ». Il se déclare aujourd'hui « *convaincu que l'actuel gouvernement ne manquera pas de permettre au Parlement d'engager un tel débat dons les meilleurs délois* ». Une réflexion sur ce thème est actuellement engagée au ministère de la justice.

FAITS DIVERS

Après une course-poursuite dans la Drôme

Un gendarme tue un automobiliste d'une balle dans la tête

Voulant échapper à un contrôle de gendarmerie, un automobiliste âgé de trente ans, Franck Moret, a été tué d'une balle dans la tête par un gendarme du peloton autoroutier de la Drôme, dimanche vers 5 h 30 à Chantemerle-les-Blés (Drôme), à l'issue d'une course-poursuite. La compagne de Franck Moret, Géraldine Plenet, vingt-deux ans, se trouvait à ses côtés au moment du drame.

Ingéoieur dans une société d'électronique travaillant en sous-traitance pour le ministére de la défense, Franck Moret et sa compagne sortaient d'une discothèque proche de la maison des parents du jeune homme où le couple passait des vacances. Après avoir raté le chemin menant à la demeure familiale, la Golf conduite par Franck Moret avait fait demi-tour sur une route longeant l'autoroute A7. Se trouvant en face d'un véhicule de gendarmerie, le conduetеur avait alors « *pris peur* », selon la jeune femme, parce qu'il ne portait pas sa eeinture de séeurité et qu'il redoutait un test d'alcoolémie.

Après 2 kilomètres de poursuite, la voiture s'immobilisait à la suite d'une fausse manœuvre. Sortis de leur véhicule, les gendarmes entouraient le véhieule du fuyard, qui réussissait à redémarrer brutalement. Selon la version de la gendarmerie, la Golf renversait alors l'un des militaires – qui souffre d'une entorse et de contusions sans gravité – et lui aurait roulé sur les jambes. Selon Géraldine Plenet, la Golf n'aurait pas roulé sur le gendarme. Neuf coups de feu ont été tirés par ce dernier, trois balles touehant le véhicule, dont l'une atteignant mortellement Franek Moret à la tête.

Les parents du jeune homme ont déposé plainte contre X... pour « homieide volontaire ». Une enquéte a été confiée par le parquet de Valence à la section de recherches de la gendarmerie de Grenoble.

□ **Un mort dans l'incendie d'une maison de retraite à Nantes.** – Une pensionnaire âgée de quatre-vingt-neuf ans a trouvé la mort, dimanche 25 juillet, dans l'incendie de la maison de retraite Notre-Dame de Charité à Nantes. Elle est morte asphyxiée dans le sinistre qui a partiellement ravagé cet établissemeot logeaot cinquante-huit pensionnaires.

□ **Un antionaliste corse écroué pour tentative d'nssassinat.** – Antoine Nivaggioni, restaurateur à Ajaccio et militant du Mouvement pour l'autodéterminatioo (MPA), a été mis en examen pour tentative d'homicide, port d'arme prohibé et vol de moto, samedi 24 juillet, après la tentative d'assassinat commise jeudi 22 juillet à Ajaccio contre un géraot de discothèque. Ce dernier, Roch Orsini, avait été blessé par balles par des hommes eirculant à moto sur la route des Sanguinaires. Dans leur fuite, les agresseurs avaient percuté une voiture, abandonnant sur place une moto volée. Après l'agression, Antoine Nivaggioni, trente-deux ans, avait été interpellé, armé de son revolver, par les policiers dans une maison voisine.

□ **Une mére et ses trois enfnts ont péri dnns l'incendie de leur pavillon en Seine-et-Marne.** – Les corps d'une femme de vingt-huit ans, et de ses trois enfants, âgés de dix ans, huit ans et quatre ans, ont été retrouvés dans leur pavillon de Rampillon (Seine-et-Marne) qui a été ravagé par un iocendie dans la nuit de dimanebe 25 à lundi 26 juillet.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Tony Rominger la poisse

Miguel Indurain a remporté le Tour de Frsnce, dimenche 25 juillet, pour la troisième année consécutive. L'Espagnol devsnce le Suisse Tony Rominger, qui est remonté de deux places au claseement général, eemedi, eprèe ss victoire dens le contre-le-montre entre Brétigny-sur-Orge et Montlhéry. Double veinqueur d'étape dana lee Alpes, Tony Rominger est également reperti avec le meillot du meilleur grimpeur. L'Ouzbek Djamolidine Abdoujaperov, veinqueur du dernisr sprint eur les Champe-Elysées, emporte le maillot vert du clessement à pointe. Le premier Frençaie eu claseement général, Jeen-Philippe Dojwa, est quinzième.

Tony Rominger a tout de suite mis les choses au point : il n'aurait pas pu gagner le Tour de France, Miguel Indurain était trop fort. Il l'aura répété au moins mille fois. Mille de plus, ei l'on aurait peut-être accepté de le croire. Et pourtant, lui seul semble avoir été en mesure de chahuter la suprématie de l'Espagnol. Il fut double vainqueur d'étape dans les Alpes et, surtout, il a mis fin à son invincibilité dans le contre-la-montre, en le battant aisément, samedi 24 juillet, entre Brétigny-sur-Orge et Montlhéry. Après trois étapes de montagnes il semblait plus frais qu'un Miguel Indurain se contentant de promener son maillot jaune.

S'il ne fallait retenir qu'une aventure de ce Tour 1993, le Suisse en représente toutes ses incertitudes. Il a eu la poisse, qui l'a englué dans les profondeurs du classement général pendant la première semaine de course. Il eut du panache dans les montagnes, pour finir sur un exploit.

Alors, on s'est mis à regretter. A rêver d'une surprise désormais impossible. On aurait souhaité remonter le temps, on faisait des comptes d'apothicaire. Et si Rominger n'avait pas perdu deux coéquipiers avant le contre-la-montre par équipes, s'il n'avait pas écopé d'une minute de pénalité, s'il n'avait pas essuyé un grain dans le premier cnntre-la-montre individuel au lac de Madine, s'il n'y avait pas crevé... Pour le Suisse, le Tour avait commencé dans la malchance. Il était 91e après dix jours de cnurse. Il disait, malbeureux, qu'il terminerait peut-être dans les dix premiers (*le Monde* daté 11-12 juillet). C'était avani Madine, où il a terminé deuxième malgré l'orage, et avant ses deux victoires à Serre-Chevalier et Isola 2 000.

En homme lngique, il a calculé les minutes perdues de sa malchance et il est arrivé à un résultai de quatre minutes, presque le temps qui le sépare d'Indurain, aux Champs-Elysées. En homme sage, il a expliqué que, sans la guigne, la course aurait seulement changé de vissge mais pas de vainqueur : *« Si j'avais tolonné Indurain, la course aurait été plus ouverte et plus belle »*, affirme-t-il.

Un coureur programmé

Il éteit venu discret sur le Tour de France, presque anonyme, bien que double vainqueur du Tour d'Espagne. Il préférait cela, Rnminger, se cachant dans le peloton, jugeant la popularité irnp « polluante » pour un coureur cycliste. Même sa physionomie était un leurre. Il a trente-deux ans, mais son visage et ses yeux malicieux lui en donnent vingt. Le fait qu'il n'ait participé que deux fois à la course, et de façon pieuse – il fut 68e en 1988 et 57e en 1990 – contribuait à brouiller les pistes.

Il semblait être là par hasard. C'était encore une erreur. Tony Rominger, réputé pour être un coureur d'argent, avait tout prévu, tout programmé : *« Cette année, je gagneral la Vuelta et je serai sur le podium du Tour de France »*, annonçait-il. Un eoureur annonce rarement ses rendez-vous avec autant de précision. Un garçon méthodique, aussi. Parce qu'il a trente-deux ans, l'âge où certains raccrochent, il est le champion de la préparation minutieuse. Depuis six ans, il travaille avec un médecin italien, le docteur Ferrari. Avec lui, il protège son corps des intempéries du temps, prêt à aller au bout du monde pour gagner. Il est ainsi parti un mnis s'entraîner à 4 000 mètres d'altitude, au Colorado, trois semaines avant le Tour, pour favoriser ses globules rouges.

Il ne s'est pas asphyxié dans les montagnes, il a vaineu le col du Galibier ou la Bonnette-Restefnnd, il est passé en tête au Tourmalet, décrochani le maillot du meilleur grimpeur. Lui seul avait dit que Miguel Indurain n'était pas invincible. Lui seul aurait pu le prouver. Il avait dit : *« Je ne suis pas le plus fort du peloton, mais certainement l'un des plus intelligents. »* Pnurtant, c'est là qu'il a été battu par Indurain, qui l'aura toujours serré de près, l'empêcbant d'enfiler le maillni jaune.

Tony Rominger est beau joueur. Malgré sa poisse des premiers jours, il a juré qu'il a été battu à la régulière. Bien sûr, il a promis de revenir. Quand nn lui e encnre demandé s'il n'était pas déçu, il a répété que Miguel était trop fort et que, après tout, le Tour de France était une course comme les autres.

BÉNÉDICTE MATHIEU

□ **Jeanne Longo qnitte le Tnur cycliste féminin.** – Vainqueur du prologue du deuxième Tour cycliste féminin, dimanche 25 juillet à Paris, Jeannie Longo a décidé de quitter l'épreuve, qui se termine le 8 eoût, en raison d'un différend avec les commissaires de courses. Ces derniers l'ont pénalisée de 2 secondes jugeant qu'elle s'était abritée derrière une moto qui la filmait. Bien que cette pénalité ne pnisse lui faire perdre un maillot jaune – elle avait devancé la championne de France Marion Clignet de 3 secondes – Jeannie Longo a fait de son abandon une affaire de principe. *« Je n'ai plus rien à prouver »*, a-t-elle déclaré.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 d'Allemagne

La chance au rendez-vous

Alsin Prost (Williams-Renault) e remporté, dimanche 25 juillet, eur le circult d'Hockanhaim (Allemegne), la cinquante et unième victoire de sa carrière et le septièms de le saison. Il a triomphé ds son coéquipisr Damon Hill, victims de l'éclatement d'un pneu arrière de ee monoplece. Avsc ce nouveeu succès, Prost (77 points) eugmente son avance au championnst du monde eur le Bréeilien Ayrton Senne (McLaren-Ford), quetrième derrière l'Allemand Michael Schumacher (Benetton-Ford) et le Britannique Merk Blundell (Ligier-Renault).

L'hnmme paraît seul. Comme ailleurs, sanglé dans sa combinaison bleu foncé. Nulle démonstration de joie. Juste un petit signe et il s'enfonce dans la réserve. Laisser à cet autre, pourtant deuxième dans sa combaison jaune, le plaisir de la fête. Prost se veut modeste. Prost la chance qui une nouvelle fois triomphe. Hill la poisse qui écboue.

Curieusement, les grands prix de formule 1 se suivent et se ressemblent, en ce mois de juillet. Voici deux semaines, à Silverstone, en Grande Bretagne, le pilote britannique semblait sur le point d'offrir à son public ce que son père, Graham Hill, n'avait jamais pu lui donner. Meis son moteur explosait à quelques tours de la fin, laissant le champ libre au Français, peu satisfait d'écrire sa einquantième victoire dans de telles conditions.

Sans doute espérait-il effacer ce délicat souvenir à l'occasion du Grand Prix d'Hockenheim et démontrer que ses qualités de pilote et de metteur au point sont bien à l'origine de sa réussite. D'entrée de jeu, il s'attribuait la «pole position» et montrait qu'il savait attaquer lors d'un «warm-up» disputé sous un déluge, fatal à Derek Warwiek sorti indemne d'un accident.

Bref on allait voir. Et... on ne vit rien, sinon la répétition d'un scénario eonnu. Dès le feu vert, un départ de fusée pour Damon Hill et un Prost impuissant, comme «scotché» sur la piste, obligé d'en découdre avec Senna. Au point que le Brésilien effectue un tête à queue qui le place en dernier. Le Français passe sur la pninte des pieds et, dès la sortie de la chicane, rattrape son retard. Prost rattrape Schumacher, le double inexorablement et, deux tours plus tard, dévore littéralement son coéquipier.

Tout paraissait done en ordre. Le vieux et l'expérience devant, le jeune et l'impétuosité derrière. Mais c'était sans compter sur la direction de la course qui invitait le triple champion du monde à un arrêt au stand de dix secnndes pour evoir coupé une chicane en voulani éviter un concurrent (1). Martin Brundle (Ligier) et Aguri Suzuki (Footwork) écopaient de la même punition tandis que Hill preneit la tête du Grand Prix.

Malgré sa fnugue, Alain Prost ne pouvait combler son retard et l'on s'acheminait vers la première victoire du Britannique de trente ans quand, dans l'evant dernier tour, son pneu arrière gauche explosait, offrant la victoire à Alain Prost.

Vainqueur sur le tapis vert

Une victoire sans gloire, sans panache pour ce Grand Prix que l'on annonçait perturbé. Les Williams, les McLaren et Footwork n'étaient pas conformes depnis que, le 15 juillet, la Fédération internationale du sport automobile (FISA) avait déclaré contraires au réglement les aides à la conduite (suspension active, antipatinage, etc.) utilisées par ces monoplaces. N'allait-on pas interdire en course l'écurie Williams, incapable de réaliser dans de brefs délais une voiture satisfaisant aux vœux de la *FISA* ?

Mais, Frank Williams, suivi par les patrons d'autres écuries, interjetait appel de cette décision d'interdiction, devant le tribunal d'appel de la Fédération internationale automobile (*FIA*), *ce qui* avait pour effet de tout geler jusqu'an 2 août et de permettre aux écuries de courir au Grand Prix d'Allemagne avec leurs machines habituelles (*le Monde* dn 17 juillet). Le sport était donc sauvé pour quinze jours et plus, si les constructeurs, à la veille d'Hockenheim, décidaient, à l'unanimité, d'autoriser les suspensions actives jusqu'à la fin dn championnat 1993.

C'est ce qu'ils ont fait, *« pour le sport »*, dans les salons d'un hôtel, sous l'œil gourmand du vrai vainqueur du Grand Prix d'Hockenbeim et du championnat du monde 1993, le président de la FISA, le britannique Max Mosley. Car c'est bien lui qui, faute d'obtenir de la part de tous les constructeurs une modification des règlements techniques de la formule 1 pour 1994 – Williams et McLaren freinaient des quatre fers –, a su jouer les uns contre les autres pour parvenir à ses fins.

Quel plus beau prétexte que cette interprétation inattendue, dès le mois de juin, de ce qu'étaient les suspensions actives et les systèmes antipatinage pour les considérer bors réglement. La bombe était armée. Elle a certes fait long feu, mais admirablement fonctionné et contraint les constructeurs à des alliances contre nature pour préserver la fin du cbampionnat, les petits soutenant les grands, les tout électronique recevant l'appui de ceux qui ne le sont pas. Mais elle les a aussi contraints à adopter plus de souplesse vis-à-vis de la FISA pour l'année prochaine (2), preuve qu'en automobile aussi, les victoires se forgent sur le tapis vert.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) A Monaco, alors qu'il était en tête, Alain Prost avait écopé d'une pénalité et avait dû s'arrêter à son stand pour avoir légèrement anticipé le départ.

(2) Le futur réglement interdirait les suspensions actives, et maintiendrait les boîtes de vitesse à gestion électronique, en limitant le nombre des moteurs pour une saison.

AÉRONAUTIQUE : le Tour de France des jeunes pilotes

Vol à vue

Le 41e Tour de France aérisn des jeunee pilotes, parti de Roanne le 22 juillet, s'achèvera à Ajaccio le 31 juillet, aprss neuf étapes, ponctuées de meeting aériens. Les eoixante-sept concurrents, qui, eene exception, vsulent devenir pilotes, cherchent à ee distinguer dens une compétition qui fut longtemps, pour iss compegniss eériennee, une pépinière de futurs professionnele.

NANCY

de notre snvoyé spécial

« Plaisir et découverte » pour les uns, *« stress et transpiration »* pour les autres, *« soulagement d'avoir trouvé la piste »* pour les derniers, cbaque étape de ce 41e Tour de France aura été riche de sensations diverses pour les soixante-sept jeunes pilotes engagés. Tous partegent un même rêve : *« devenir pilote »*. Une ambition légitime, puisque, comme le souligne Micbel Cute, le commissaire général du Tour, *« depuis lo création de l'épreuve, en moyenne 30 % des engagés sont devenus professionnels. »* Agés de dix-sept à vingt et un ans, les jeunes pilotes tiennent, avec le Tnur, une cbance de se faire un nom, et en tout cas d'acquérir une solide expérience. Mais la piste qui mène au firmament des pilotes professionnels est de plus en plus encombrée, et pour mener carriére, ils savent qu'ils devront «piloter à vue».

Il y a encore trois ans, les compagnies manquaient de pilotes. Les cboses ont bien changé depuis.

Pour passer professionnel, quatre voies s'offrent aux Icare en herbe, mais elles sont de plus en plus étroites, en raison de la crise des transports aériens. L'Ecole nationale d'aviation civile (ENAC) n'offrait eette année qu'une vingtaine de places, alors qu'il y a peu, les promotions étaient de plus de cent élèves. Les écoles militaires opèrent une sélection drastique, qui laisse 96 % des candidats sur le carreau.

La formation *ab initio* des compagnies aériennes est, elle aussi, en voie de réduction. Sens eompter qu'en cas d'embauehe, les nombreux pilotes expérimentés mais sans emploi auront la priorité.

Reste la bonne vieille école de la patience et de l'expérience, celle de l'aéroclub. C'est aussi la plus longue et la plus onéreuse. *« Je connais de nombreux jeunes qui se sont endettés pour passer leurs brevets, et qui se retrouvent sans rien aujourd'hui*, souligne Micbel Cupa. *Je leur conseillerais plutôt d'ocquérir des diplômes techniques, puis éventuellement de passer pilote. »* Le mytbe des chevaliers du ciel reste le plus fort, et Loïc, vingt ans, comme ses camarades, n'en démord pas : *« Ce n'est pas la première crise que traverse l'aéronautique. Il suffit d'ottendre que ça se débouche. »*

Avoir son propre avion

Jean-Pbilippe Bague, candidat hors classement, a peut-être trouvé la solution. Agé de vingt-deux ans, ce professeur de dessin a construit lui-méme, pour 70 000 francs, son evinn de bois et de toile jaune, qu'il a intégralement financé par sponsoring. Il a peiné deux ans et demi, week-end et congés compris, mais il e calculé qu'il navigue désormais à moitié prix – 80 francs de l'beure, essence seulement – et, en deux mois, il a accumulé autant d'beures de vol que ses camarades en une année. Jean-Philippe laissera l'orage de la crise s'éloigner avant de passer professionnel. En attendant, il en est persuadé, *« la construction amateur, c'est lo formule d'avenir »*.

HERVÉ MORIN

ATHLÉTISME : les championnats de France

Galfione haut perché

Jean Galfione a amélioré son propre record de Franee de saut à la parche, dimanche 25 juillet, aux ehemplonnets de Franee d'athlétisme, à Annecy, an franchissant 5,93 mètrae. Le sauteur, satisfait d'evoir progressé de 1 centimètre dans eon aseension, a expliqué qu'il svait lee jembee lourdee, émouseé par douze sauts précédents. Il e enauite tenté de passer la berre à 6,01 mètres, mais en vain. A trois semsines des chempionnsts du monde de Stuttgart, le Perisien s epporté una touehe d'optimisme dans la camp frençsis. Deux sutrss records de France ont égelsment été améliorés. Piarra Camara a réalisé 17,30 mètres eu triple saut et, au javelot, Pascal Lefèvrs s réalisé un jet de 80 mètres.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Grand Prix da formule 1 d'Allemagne

1. A. Prost (Fra-Williams-Renault), les 306,675 km en 1 h 18 mn 40 s (moyenne : 248,451 km/h) ; 2. M. Schumacher (All-Benetton-Ford) à 16 s ; 3. M. Blundell (G-B-Ligier-Renault) à 59 s ; 4. A. Senne (Bré-McLaren-Ford) à 1 mn 8 s ; 5. R. Patrese (Ita-Benetton Ford) à 1 mn 31 s.

Championnat du monde des conducteurs (après dix courses) : 1. A. Prost (Fra) 77 pts ; 2. A. Senna (Bré) 50 ; 3. M. Schumecher (All) 36 ; 4. D. Hill (G-B) 28 ; 5. R. Patrese (Ita) 11.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault, 105 pts ; 2. McLaren Ford, 53 ; 3. Benetton-Ford, 47 ; 4. Ligier-Renault, 19 ; 5. Lotus Ford, 10.

CYCLISME

Tour de France

Dix-neuvième étape

(samedi 24 juillet)

Brétigny-sur-Orge-Monthéry (48 km)

1. T. Rominger (Sui), 57 mn 2 s ; 2. M. Indurain (Esp) à 42 s ; 3. Z. Jaskula (Pol) à 1 mn 48 s ; 4. J. Bruyneel (Bel) à 2 mn 16 s ; 5. G. Bugno (Ita) à 3 mn ; B. J.-F. Bernard (Fra) à 3 mn 5 s.

Vingtième étape

(dimanche 25 juillet)

Viry-Châtillon-Paris (196,5 km)

1. D. Abdoujaparov (Ouz), 6 h 27 mn 20 s ; 2. F. Moncassin (Fra) ; 3. S. Colage (Ita) ; 4. U. Raab (All) ; 5. M. Sciandri (Ita) ; tous dans le même temps.

Classement général final : 1. M. Indurain (Esp), 95 h 57 mn 9 s ; 2. T. Rominger (Sui) à 4 mn 59 s ; 3. Z. Jaskula (Pol) à 5 mn 48 s ; 4. A. Majia (Col) à 7 mn 29 s ; 5. B. Riis (Dan) à 16 mn 28 s ; 6. C. Chiappucci (Ita) à 17 mn 18 s ; 7. J. Bruyneel (Bel) à 18 mn 4 s ; 8. A. Hampsten (E-U) à 20 mn 14 s ; 9. P. Delgado (Esp) à 23 mn 57 s ; 10. V. Poulnikov (Ukr) à 25 mn 29 s (...) ; 15. J. Dojwa (Fra) à 30 mn 24.

FOOTBALL

Championnat da France

Première division

(première journée)

*Nantes b. Monaco	1-0
*Toulouse et Le Havre	0-0
Cannes b. *Saint-Etienne	2-1
*Bordeaux b. Paris-SG	1-0
*Marseille b. Lens	1-0
*Lille et Martigues	1-1
*Strasbourg et Auxerre	1-1
*Montpellier et Lyon	1-1
*Caen et Metz	1-1
*Sochaux b. Angers	4-1

Classement : 1. Sochaux ; 2. Cannes ; 3. Bordeaux, Marseille et Nantes, 2 pts ; *6. Auxerre, Caen, Lilla, Lyon, Martigues,* Metz, Montpellier, Strasbourg, Le Havre et Toulouse, 1 ; 18. Saint-Etienna, Lens, Paris-SG et Angers, 0.

Deuxième division

(première journée)

Niort b. *Istres	2-0
*Beauvais et Charleville	1-1
*Laval et Saint-Brieuc	2-2
*Gueugnon b. Dunkerque	1-0
*Nancy b. Bastia	2-0
*Bourges b. Nîmes	3-0
*Red Star b. Mulhouse	4-1
*Alès b. Valence	2-0
*Le Mans et Rennes	1-1
*Nice b. Valenciennes	1-0
Rouen b. *Sedan	2-1

Classement : 1. Red Star, Bourges, Alès, Nancy, Niort, Rouen, Gueugnon at Nice, 2 pts ; 9. Laval, Saint-Brieuc, Beauvais, Charleville, Le Mans et Rennes ; 15. Sedan, Dunkerque, Bastia, Istres, Valence, Mulhouse et Nîmes, 0.

Le Monde EDITIONS

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

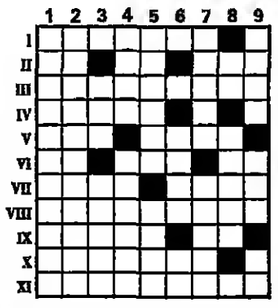
Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraudo

EN VENTE EN LIBRAIRIE

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6091



HORIZONTALEMENT

I. Accidsnts de terrain. – II. Mention fletteuse. Eau. Peut trotter dans le tête. – III. C'sst en sortant qu'ells se fait remarquer. – IV. Psrmet de souffler. – V. Sur le roee des vente. Abers. – VI. Quertier de Florsnce. Menière de tomber. Préfixe. – VII. Chemplon ds luth. Modifie uns évolution. VIII. N'ebuse pereonne quand il est pâle. – IX. Diriger. Pronom. – X. Le mal du paye. – XI. Prirent des mesures appropriées.

VERTICALEMENT

1. Frappées evec force. – 2. Ne laisse pee indifférent. – 3. Ordre de suppression. Sujet psu écleiré. – 4. Forme de savoir. Echsppe à toute accusation de sottise. – 5. Resta dans eon bein. Rigolo. – 6. Terra. Symbole. – 7. Mammifère. Le théâtre d'un étouffement. – 8. Quertier de Noirmoutier. Localiss. – 9. Façon d'avancer. Le royaume des enges. Lie.

Solution du problème n° 6090

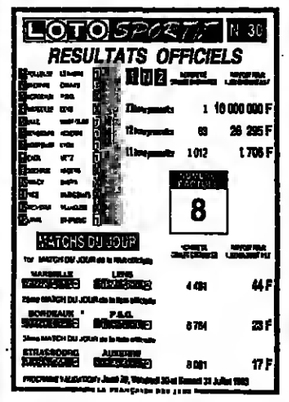
Horizontalement

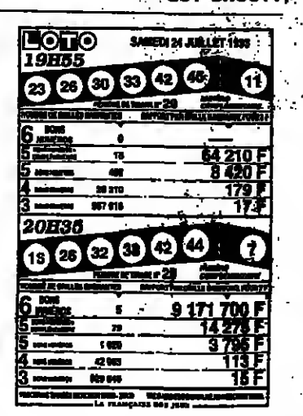
I. Eboulemants. RAC. – II. Mur. Iris. Radeau. – III. Brassée. Tés. Pré. – IV. Oil. Lions. – V. Un. Cep. Futéss. – VI. Pô. Ad. Ré. Paul. – VII. Hermandad. Gl. Re. – VIII. Utopiste. Ire. Et. – IX. Rafale. Rouées. – X. Epis. Eteule. Eve. – XI. Set. Usûrières. – XII. Sens. Ta. Tes. – XIII. Amuea. Demes. – XIV. Ivraie. Rosièra. – XV. Résistance. FL.

Verticalement

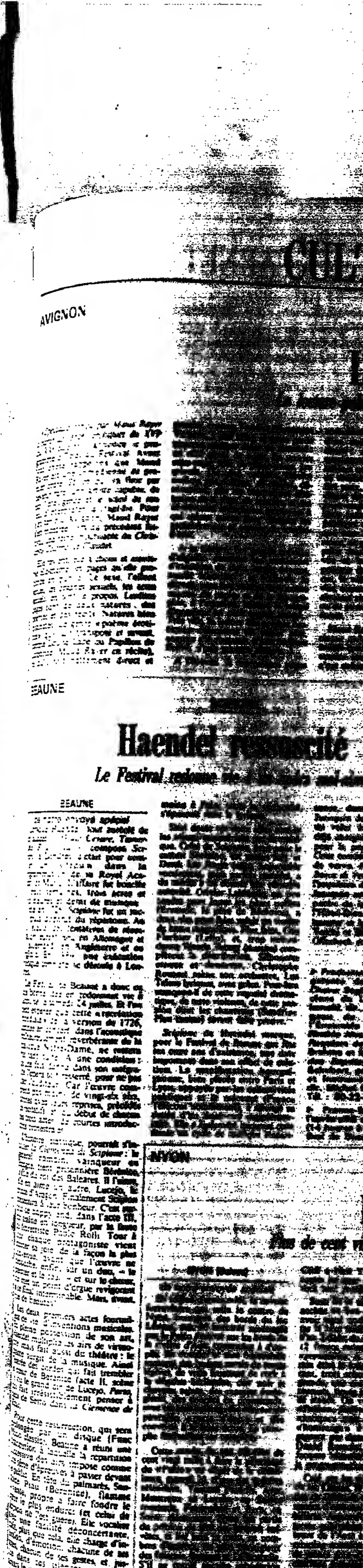
1. Embouchures. Air. – 2. Burin. Etapes. Vé l – 3. Oral. Profiteure. – 4. Compas. Ai. – 5. Liste. Ail. Usais. – 6. Ere. Peneée. Met. – 7. Miel. DDT. Tutu. – 8. Es. If. Aéreras. – 9. Tourd. Oui. Arc. – 10. Trente. Iules. OE. – 11. Sesee. Gréer. DS. 12. Epiée. Etain. – 13. Reposa. Sésame. – 14. Aar. Ure. Serf. – 15. Cueillettes. Sel.

GUY BROUTY





DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE



CULTURE / *L'Été festival*

AVIGNON

LE DÉSIR TRAVERSÉ *aux Pénitents-Blancs*

Le sexe en montre

La lecture publique de textes érotiques en accentue les faiblesses

«Spectacle conçu par Maud Rayer à partir de textes érotiques du XVIe au XXe siècles», annonce le programme officiel du Festival. Avant tout chose rappelons que Maud Rayer est une comédienne de premier ordre. Et, ce qui va finir par devenir rare, une artiste capable, de par l'*intelligence* et le soleil de son jeu, d'interpréter la tragédie. Pour s'en tenir à Avignon, Maud Rayer s'est montrée, lors du précédent festival, une reine inoubliable du *Christophe Colomb* de Claudel.

Elle revient, elle a choisi et assemblé elle-même les pages qu'elle prononce en public. Le sexe, l'allant sexuel, les organes sexuels, les actes sexuels, en sont le propos. Lesdites pages sont de deux natures : des poèmes et des récits. Natures bien distinctes. Le genre «poème érotique», qu'il soit transposé et savant, comme Louise Labé ou Papillon de Lasphrise (Maod Rayer en récite), ou qu'il soit nettemeot direct et grossier, comme Verlaine (l'immense Verlaine, à part cela), ce genre garde toujours quelque chose de maniéré : un côté esprit de salon, fin sourire sous cape, tout de passe-passe, jeu grivois. Uo côté «objet», bibelot cochon pas eochon, dé-réalisé, désexualisé, par les cootraintes abstraites de la rime, dn nombre, et des nombreuses métaphores employées à qui mieux mieux pour désigner les protubérances et cavités du touche-à-tout.

A la lecture, ces gentils travaux d'*aiguille* donnent un sentiment d'exercices de style, tantôt fripons, tantôt laborieux; la solitude, le silence, peut-être surtout la «nature morte» du papier et de la typographie, à l'occasion, laissent le temps d'apprécier tel petit exploit lexical... Très vite, la lecture des poèmes érotiques détermioe un ennui plat, comme s'il s'agissait d'une écriture fictive, d'une grimace d'esprit.

A l'écoute, si ces mèmes pages sont dites à haute voix en présence d'un auditoire, c'est tout autre ebose : ce qui était seulement maniaque et contourné en aparté, devient carrément niais et bypocrite en société. A noter que l'expression des yeux, des lèvres, d'une actrice disant des vers érotiques, est toujours empruntée, et comme en équilibre instable. Enfin, la récitation publique des vers érotiques provoque ane impression de complaisance, de pauvre fausse audace. Seul point commun entre la lecture privée et la lecture publique des poèmes érotiques : dans les deux cas, le vide de ces textes apparaît vite, comme si ces pages, en fait, ne disaient rien de vrai, rien de senti ou de pensé, n'étaient là que pour la forme.

Maud Rayer a si bien compris ce risque qu'elle fait intervenir deux contre-épreuves. L'une, c'est l'intervention soudaine de textes réels, qui o'ont strictement rien à voir avec ce que l'on appelle «poèmes érotiques». C'est par exemple la très belle page de Saint John Perse *Etroits sont les vaisseaux*. L'autre, c'est la lecture, longue, insistante, accentuée, de récits en prose d'une teneur bien précise : la violence que subissent, de plusieurs agresseurs, les organes sexuels d'une femme ou d'un homme. Exemples des textes choisis par Maud Rayer : une femme, couchée sur le dos et tenue par plusieurs hommes, est contrainte à écarter au maximum les genoux et à faire «voyeuriser» les muqueuses successives de son sexe; ou bien un homme, sous la garde d'un «Noir», subit le viol de deux dogues, sodomie et fellation (ce second récit surtout, détaillé et surexprimé à l'extrême par Maud Rayer, dure des plombes!.

Ici, de nouveau, apparaît une distinction entre la lecture privée et la récitation publique. La lecture de ces récits répond à la demande de certains amateurs triés sur le volet, lecteurs de Georges Bataille entre autres, rompus aux gymnastiques cérébrales d'une élite appartenant au siècle de Frend, de Joyce, de Miller... Le dandysme, le luxe, les facultés de «connotation» de ces lecteurs, leur permettent de ne pas voir en quoi ces récits de violences sexuelles souvent collectives frôlent la pornographie la plus basse. Tout au plus les écrivains du gratin portent-ils des gants de chevreau gris perle pour dévider, du bout des doigts, en toute élégance, leurs précieux fantasmes.

La lecture publique des mèmes textes, devant un auditoire non choisi qui n'est pas habitué à en manier le «paradoxe», consiste à courir à toutes jambes au-devant des satisfactions de fournées d'inconnus. Comme nous sommes libérés! pensent les spectateurs, comme nous sommes grandes filles, grands garçons, comme c'est culturel et moderne de se faire les spectateurs mentaux de viols collectifs, ces viols qui, non plus nu théâtre mais au tribunal, expédient les vrais violeurs pour des dix ou quinze ans en prison ! Mais là e'est le grand art, c'est la liberté d'expression et mème la gloire de l'expression, c'est les droits de l'homme ; violer en grand style en imagination au théâtre cela n'a rien à voit, mais vraiment rien à voir, avec violer pour de vrai en Bosnie, nous ne sommes pas des réactionnaires. Et d'applaudir Maud Rayer à tout rompre, elle le mérite : à force de détailler le coît des chiens et du beau jeune homme elle est en sueur, sa robe est à tordre.

Intolérant? Vieux jeu? Bégueule? Réac? Il m'a été très désagréable de voir une actrice que j'admire se faire applaudir après une prestation qui m'a paru soit chichiteuse, soit écœurante.

MICHEL COURNOT

▶ **Jusqu'au 2 août à 21 h 30.**

BEAUNE

SCIPIONE

Haendel ressuscité

Le Festival redonne vie à un opéra mal-aimé

BEAUNE
de notre envoyé spécial

Lorsque Haendel, tout auréolé de ses succès, – *Giulo Cesare*, *Tamerlano*, *Rodelinda* –, composa *Scipione*, à Londres, c'était pour combler un «trou» dans la programmation de sa Royal Academy of Music. L'affaire fut bouclée en trois semaines, trois actes et trois heures et demi de musique. Donné en 1726, *Scipione* fut un succès, puis disparut du répertoire. Au XXe siècle, des tentatives de réanimation eurent lieu en Allemagne et en allemand, en Angleterre et en anglais. En 1989, une exécution presque complète se déroula à Londres.

Le Festival de Beaune a donc eu une bonne idée en redonnant vie à *Scipione*, le samedi 24 juillet. Et l'on peut espérer que cette «recréation mondiale» de la version de 1726, donnée en concert, dans l'acoustique malheureusement réverbérante de la basilique Notre-Dame, ne restera pas sans suite. A une condition : qu'une fois donné dans son intégralité, l'opéra soit resserré, pour ne pas user l'auditeur. Car l'œuvre compte pas moins de vingt-six airs, donnés avec leurs reprises, précédés de récitatifs, et, au début de cbacun des trois actes, de courtes introductions orchestrales.

L'histoire, classique, pourrait s'intituler *la Clemenza di Scipione* : le général romain, vainqueur en Espagne, tient prisonnière Bérénice, la fille du roi des Baléares. Il l'aime, elle en aime un autre, Lucejo, le prince d'Aragon. Finalement Scipion consentira à leur bonheur. C'est surtout ce happy end, dans l'acte III, qui traine en longueur, par la faute du librettiste Paolo Rolli. Tour à tour, chaque protagoniste vient chanter sa joie, de la façon la plus convenue, avant que l'œuvre ne débouche, enfin, sur un duo, – le premier et le seul, – et sur le chœur, qui met un point d'orgue revigorant à ce final interminable. Mais, avant, que de beautés!

Les deux premiers actes fourmillent de vie, d'inventions musicales. En pleine possession de soo art, Haendel multiplie les airs de virtuosité, mais fait aussi du théâtre : le drame surgit de la musique. Ainsi l'entrée des cordes qui fait trembler le cœur de Bérénice (acte II, scène I), ou le grand air de Lucejo, *Parto*, qui fait irrésistiblement penser à celui de Sesto dans *la Clémence de Titus*.

Pour cette résurrection, qui sera prolongée par un disque (Fnse Music classic), Beaune a réuni une distribution à laquelle la répartition successive des airs impose comme une série d'épreuves à passer devant le public. En tête du palmarès, Sandrine Piau (Bérénice), flamme vivante, propre à faire fondre le cœur le plus endurci (et celui de Scipion ne l'est guère). Elle vocalise avec une facilité déconcertante, mais, plus que cela, elle charge d'intention, d'émotion, chacune de ses notes, chacun de ses gestes, et, jusque dans ses silences, ne lâche jamais le personnage. En face, Doris Lamprecht, échappée de *la Traviata* d'Orange, (où elle chantait Anina, encore quatre jours avant!), est toute intériorité, toute concentration, dans le rôle de Lucejo, et sa voix de mezzo, un peu raide au début, moins à l'aise dans la virtuosité, s'épanouit dans le lyrisme.

Sans doute ces deux rôles sont-ils les mieux caractérisés par la musique. Celui de Scipione, écrit pour le castrat Senesino, est moins fort, et Derek Lee Ragin (alto), impeccable vocalement, mais parfois maniéré, a du mérite à lui donner une véritable autorité. Oliviet Lalouette, un peu tendre pour jouer les pères nobles (Ernando, le père de Bérénice), a deux airs pour faire valoir un timbre de basse magnifique. Plus falot, Güy Flechter (Lelio), et, trop minaudante, Wanda Tabery (Armira) complètent la distribution. Silhouette menue et dansante, Christophe Rousset mène son orchestre, Les Talens lyriques, avec grâce. Peut-être manque-t-il de cette rugosité dramatique, de cette violence, de cette passion dont les chanteurs (Sandrine Piau encore) savent faire preuve.

Scipione de Haendel marque, pour le Festival de Beaune qui fête ses onze ans d'existence, une date importante dans son effort de création. La manifestatloo bourguignonne, bien placée entre Paris et Lyon, appuyée par les collectivités publiques et le mécenat (Franee Télécom notamment), a allongé sa durée d'un week-end supplémentaire. Elle a également inauguré cette année un cycle de musique Renaissance, dont l'Ensemble Clément Janequin donnait, le vendredi 23, un volet italien : *l'Amfiparnasso*, déjà enregistré, mais qu'il chantait pour la première fois en public. Cette comédie madrigalesque, pleine de verve, était complétée par *la Barca di Venetia per Padova*. Sous l'impulsion de Dominique Visse, les Janequin ont dû communiquer au public de la Salle des Pôvres de l'Hôtel-Dieu de Beaune la bonne bumeur et la grâce contagieuses de Vecchi et Bänchieri, ces Rossini et Offenbach du XVIe siècle!

PIERRE MOULINIER

▶ **Prochains concerts : L'Europa galante de Campra, par la Choeur Sagittarius et las Musicians du Louvre, Marc Minkowski, dir., le 30 juillet. Madrigaux de Montaverdi, par l'Ensembla Concerto Italiano, Rinaldo Alessandrint, dir., le 31. *Requiem* de Fauré, *Motets* de Brahms et Mendelssohn, *Chant des Esprits sur les eaux* de Schubart, par l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, dir. Michal Corboz, le 1er août. Tél. : 80-22-24-51.**

▶ **Franee-Musique consacre l'après-midi du samedi 31 juillet (14 heures à 20 heures) au Festival de Beaune.**

MARC ENGUERAND

CHRISTIAN SCHIARETTI Rafiet dans un miroir de

Christian Schiaretti avec sa banda. Une bande de comédiens : Jean-Michel Guérin, Hélène Halbin, Jean-Philippe Vidal, Chloé Réjon, Cécile Pillet, Catharine Pietri, Loïe Brabant. Des comédians qui ont la pêcha. Ils s'apprêtent à jouar dans la nuit du 27 au 28 juillet à partir de 19 heures au Théâtre municipal l'intégrala de leurs quatra spectacles réunis sous le titre « l'Europe des avant-gardas ».

NYON

PALÉO FESTIVAL

Recettes rurales

Plus de cent vingt mille «pèlerins» au bord du lac Léman

NYON (Suisse)
de notre envoyée spéciale

En milieu d'après-midi, la navette ferroviaire qui relie le centre de Nyon, bourgade des bords du lae Léman, aux 30 hectares aménagés par le Paléo Festival sur les bords de la rivière d'Asse, commence à s'emplir. En douceur et sans bousculade montent des lycéens armés de tentes légères, de vrais amateurs de rock à la dégaine berlinoise, cuir noir et cheveux teints, des mamies écologistes, des couples en promenade, avec ou sans enfants, des adeptes du pantalon «patte d'éph» et des convertis à la laine écrue. La panoplie festivalière est complète.

Cette année, ils ont été plus de cent vingt mille à faire le pèlerinage du «*Paléo*» *en dépit* de la défaillance, samedi 24, d'une des vedettes attendues, Vanessa Paradis. Avec Montreux et Leysin, en Suisse romande, Frauenfeld et Beru, en Suisse alémanique, Nyon fait partie du peloton de tête des festivals helvètes, et bat haut la main, en nombres d'entrées, les plus prestigieux des français, Bourges et La Rochelle. S'il ne reçoit aucune subvention pour équilibrer son budget (l'équivalent de 20 millions de francs français), il bénéficie, sur le plan artistique, d'une excellente réputation. De Malicorne (en 1976, pour la première édition) à Charles Trenet, des Stray Cats à Cure, de Claude Nougaro à Bernard Lavilliers, de Jimmy Cliff à Neil Young (cette année), toutes les stars de la chanson et du rock sont passées par Nyon.

Sorti de la navette, le spectateur accède au lieu des festivités après avoir signé quelques pétitions (contre la taxe militaire), fait l'emplette d'un T-Shirt de circonstance ou payé 12 francs suisses (1) un tatouage «*provisoire*». A l'intérieur d'un terrain étiré le long d'un ruisseau courant, trois scènes (une petite, une grande, une moyenne), quatre restaurants, trente bars, et des dizaines de stands. On vient donc flâner au «Paléo», festival qui n'a rien d'«antique» mais dont le nom est un «hommage» à un cheval joué gagnant par deux de ses fondateurs, Daniel Rosselat, son directeur, et Jacques Monnier, le responsable de la programmation.

Créé sur les rives très convoitées du lac Léman, le festival a dû prendre de l'altitude en 1990, après des années d'embrouilles juridico-immobilières. Aujourd'hui, une partie des terres cultivables situées aux alentours de l'Asse sont converties en camping occasionnel. Des centaines de jeunes gens s'y retrouvent, on y distribue gratuitement du bois pour les feux, et on y avertit que la brigade des stupéfiants de la police vaudoise «*y effectue des contrôles*». Pendant les six jours du festival, le camping vit jour et nuit au rythme de la musique.

Défini par ses organisateurs comme le festival «*le moins cher [une centaine de francs suisses pour un étudiant] et le plus court de Suisse*», le Paléo bénéficie de l'appui de sponsors à hauteur de 10 % de son budget, le reste des recettes étant constitué par la billenerie, le *merchandising* (les T-shirt, badges, etc.) et la restauration. Le principal sponsor est une marque de cigarettes américaines : il n'existe pas en Suisse d'équivalent à la loi Evin, qui limite la publicité pour l'alcool et les cigarettes. Comme des rumeurs insistantes courent sur le vote d'une telle loi dans la Confédération, le Paléo a confié une page de son programme à l'Association contre la prolifération des interdictions publicitaires, et avertit : «*Sans sponsoring, la fête au Paléo Festival coûtera plus cher.*» Cher public!

En 1988, le ciel de Nyon s'était assombri. Un jour entier de pluie, des coûts mal maîtrisés : le Paléo s'était retrouvé avec près de 320 000 francs suisses de dettes. La municipalité avait dû débourser les 100 000 francs de garantie de déficit qui sont sa seule participation financiére au festival. Une politique saine, selon Daniel Rosselat : «*Sponsoring et subventions ont été partout détournés au profit des grosses productions. Leur accroissement n'a jamais amélioré le confort du public, ni profité aux jeunes talents. Ils ont permis une inflation indécente des cachets d'artistes.*»

De cette philosophie, l'équipe du Paléo (vingt salariés, mille huit cents bénévoles) a tiré une programmation ouverte. Une nuit ordinaire au Paléo Festival de Nyon, celle du jeudi 22 par exemple, offre, dans un ballet parfaitement réglé – pas de temps morts, ni de changements de matériel abusifs, – de quoi satisfaire des goûts éeleetiques : les Français Michel Jonasz, CharElie Couture, le Suisse Paseal Rinaldi, l'excellent groupe vocal cubain Sampling, les rockers-folk américains Shoulders, des bluesmen (Albert Collins et John Hammond), ete. Les conditions d'écoute sont celles du plein air, e'est-à-dire, musicalement parlant, plutôt mauvaises. Mais l'ambiance est là.

Le mélange permet des audaces : celles, par exemple, de présenter Serge Reggiani, après Juliette Greco, l'an passé, et avant le violoniste anglais Nigel Kennedy (*De Brahms à Jimi Hendrix*, dimanche 25) devant un public qui, selon un sondage du festival, compte 66 % de moins de vingt-cinq ans surtout concerné par rock anglo-saxon. Ceux-là même qui ont fait au groupe français Noir Désir un triomphe mérité. Entre *Tostaki* et riffs électriques, les baskets volaient de la scène à la prairie, tandis qu'à trois pas de là, Albert Collins, né au Texas en 1932, jouait du blues, toujours du blues, encore du blues...

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) 1 franc suisse vaut environ 3,8 francs français.

SCENA PLASTYCZNA
au Gymnase Aubanel

La douleur de vivre

Les envoûtements d'une troupe polonaise

Les deux ouvrages présentés à Avignon par la troupe Scena Plastyczna, de l'Université catholique de Lublin, en Pologne, *la Porte* et *le Souffle*, ne relèvent pas à proprement parler du «spectacle». D'où, peut-être, la relative incompréhension des spectateurs que l'on installe sur des gradins placés face à une scèoe comme s'il allait s'agir d'une représentation théâtrale ordinaire. Or le travail de Leszek Madzik *tient plutôt* du rite, du cérémonial, voire de l'envoûtement.

Impossible de raeonter l'un ou l'autre de ces envoûtemeots. Ils sont coostitués d'apparitions d'êttes improbables dans des décors *purement* onirіques. La couleur dominante est le noir total, e'est de bon aloi dans le cadre de la manifestation Dark/Noir qui n'en finit pas de tordre nos regards depuis l'ouverture du Festival et le succès désormais fameux d'un *Parcours dans le noir* guidé par des aveugles. Dans un espace qui se dilate et se contracte par magie, on aperçoit un corps, un crâne, un torse, rarement un regard; on imagine qne des mains se saisissent d'objets plus ou moins repérables, les caressent et les torturent; quelques éléments fondamentaux du rêve – l'eau, le feu, la terre – se conjuguent, se fondent en une alchimie de la douleur de vivre, du martyre des corps, des cris de l'âme.

Pas un mot n'est prononcé ici. Le temps de ce voyage est très court, de l'ordre de la demi-heure. Il nous transporte pourtant dans des mondes archaïques, dans les catacombes obscures d'une mémoire atavique, universelle. Il n'y a peut-être que les Polonais qui sachent à ce point styliser la forme pour la rendre si riche; ils sont passés maîtres dans l'art de manier le paradoxe : donner au minimalisme un foisonnement, un raffinement qn'on jurerait baroque; dire, quand une eolombe s'échappe d'une carcasse d'homme, la oaissance et la mort, la douceur et la violence, tout et rien. Cela est très polonais, c'est-à-dire beau, beau et triste à la fois.

OLIVIER SCHMITT

▶ ***Le Souffle*. Jusqu'au 31 juillet à 19 h 30 et 23 h 30.**

Le Monde EDITIONS
LES PARADOXES DE LA PAUVRETÉ
REPORTAGES
préface de
René Dumont
EN VENTE EN LIBRAIRIE

CULTURE

MODE

Essoufflement en dentelles

« Très bien Claudia. Tu peux exagérer les positions. Pas trop fashion. Prends de la place. Oui, superbe ! Mais bouge un peu pour que le ruban vole ! » Par une belle journée à la campagne, Dominique Iseermenn réalise une tranche de photos pour un grand megezine de mode. Il feut faire vite. La semeine dee défilés de haute couture vient de s'achever. A Paris, dix-huit maisons ont préeenté leur collection. Le téléphone sonne dans le camion. Lee attachéee de presee s'impetientent, réclement lee robee. Les magezinee de mode n'ont que quelquee joure pour photogrephier les modèles de haute couture de l'hiver, qui appereîtront dans les numéroe de eeptembre. Livrée sous houeeee, lee robes da haute couture sont mises en scène sur Claudia Schiffer, le mannequin vedette de le meison Chenel, celle dont l'egence Metropolitan essure qu'elle prend 30 000 dollere par défilé. La veille, elle éteit en Allemegne pour le publicité Coce-Cole. Et, quelques jours plus tôt, à Istenbul pour une conférence de presse où on lui a demendé son avis sur les Turcs en Allemagne.

Claudia, peut-être le mannequin le plus photographié du eiècle, e « fait » 450 couvertures de magazines en moins de cinq ans. Il feut le « réserver » deux mois à l'evance. Le « ventilo » souffle donc sur la mousseline noire, effleurant les courbes les plue chères du monde. La heute couture, dont Christian Dior disait qu'elle éteh *« le refuge du merveilleux »*, vit aur une gloire qui n'en finit pes de lui échapper. Désormais, c'est aux top modele, comme Naomi Campbell, Christy Turlington, Yaemeen Gheuri, qu'on demende des eutographes à la eortie des défilés. A l'heure où les pages de beauté prennent le pee eur les rubriquee mode, l'actualité est moins liée à ce qu'elles portent qu'à le meniàre dont leur corpe se glisse dene ces robes qui eouvent ressemblent à des ombree de robes.

Style lingerie

Le grande tendence de l'hiver c'est, en effet, le style lingerie et eon cortège de nuieettee en chentilly, de peseementeries et de rubans, de combinaisone noires subtilement découpéee pour une eilhouette moins tracée que suggérée : *« Il apparaît indispensable de s'offrir le luxe d'un peu de brume »*, eoutient Erik Morteneen, qui a créé se deuxième collsction pour le saieon Jeen-Louis Scherrer. Les couleurs e'éteignent, vert passé, rouga brûlé, necre vieillie. Tout dégonfle même chez Ungaro, où les mannequine défilent jabot eux menches dans des longs gilets perlés et des pantalons-jupes en dentelle. Ce n'est plus la Venise de Casanova, meis celle d'une riche excentrique Angleise errant dene un pelezzo, flottent dena ses linceuls de rêve. Les robes de grand eoirs se font plus reres.

On déballe dee astucee de mercerie. La liste dee modèlee est écouriée. Certeins se eont même abstenus, comme Pierre Cardin, qui désormais ne présentere qu'une collection de heute couture per en ; peut-être une menière de redonner à celle-ci une identité, à l'heure où la surenchère d'imagee eemble evoir tué la mode.

L'influence du prêt-à-porter est là, avec une prédilection pour des lignes eouplee, « euependuee », dee cerrures toujoure plue étroites, des proportions empruntées aux années 70. Gianni Versace préeente dee « vêtemente de travail » et dee tenue « punk patchwork » pour ne pee reter eon rendez-vous d'affairee avec l'époque. Toujoure aussi pressé, Karl Lagerfeld fah défiler à toute ellure dee mini-tailleurs de tweed evec mitaines et grosses chausseuree de montagne qui ont feit dire à certeins : *« Mais c'eet du Kookel* dene dee *bellee matières ! »*

Son et lumière

A l'opposé, Christien Lacroix multiplie les savants effets, avec des tee-shirts de dentelles rebrodée, des fourreaux en mousseline changsente gris fumée incrustée de dentelle vieil or. Il y e là comme un charme, le volonté de rettraper un monde qui s'enfuit, même s'il sacrifie au passage un peu de fantaieie et de liberté d'interprétation. Car, à trop vouloir plonger dane le passé, il perd la mémoire du présent et de see geetee, evec des eilhouettes elourdiee per des chignone trop lourde et des bijoux de théâtre. Sereit-ce le tribut de le haute couture aujourd'hui ?

Gienfranco Ferré chez Dior ne renonce à eucune fantaisie costumée, très inepiré cette saison par les coutisanes de Véronèse et du Titien richement perée : voir cette peliese de brocart rouge et or à l'intérieur en vieon reeé ou ce manteau de cour exigeant dix-huit mètres de jacquerd de soie. Un mejeetueux eon et lumière ! Au milieu de toute cette profusion décoretive, Olivier Lapidus e epporté avec ses cabene et ees longs trenchs un brin de freîcheur. Une eimplicité qu'on retrouve d'eilleurs chez lee plus grands comme Hubert de Givenchy, avec cette étonnente fidélité à sa ligne tracée au sabre.

Yves Seint-Laurent, lui, a fait défiler ees cinquante-neuf modàles aur l'eir de *la Veuve joyeuse*. Beeucoup de nœuds, de velours, de fronces, beaucoup de jambes et de cuisses, des minijupee evec un trompe-l'œil de jupon qui dépesse. Et, soudain, le silence d'un drapé de mousseline noire, comme un souffle sur la peau, un voile d'emour par celui qui, le premier, e su hebiller les femmes de nu.

LAURENCE BENAÏM

CINÉMA

POSSE, LA REVANCHE DE JESSIE LEE

de Mario Van Peebles

Mario Van Peebles, figure de la nouvelle génération de réalisateurs noirs américains, délaisse le thriller urbain version rap qui l'avait fait connaître avec *New Jack City*, pour affronter le genre classique du western. Mais il se lance sur plusieurs pistes à la fois, au risque de se perdre en chemin.

La première piste coosiste à rétablir cette vérité : l'Ouest fut dans une grande mesure construit par des Noirs, qui ont fourni de forts contingents à la noble corporation des cow-boys, et n'en ont pas moins été systématiquement oubliés par les évocations hollywoodiennes. Van Peebles exhume même la passionnante histoire de cités entièrement bâties et dirigées par d'anciens esclaves, profitant de la « nouvelle frontière » pour tenter l'utopie d'une ségrégation pacifique et autogestionneire. Il a de surcroît l'intelligence de ne pas faire du seul racisme des Blancs la cause de l'échec de cette tentative.

Le deuxième axe de *Posse* est tout entier orienté par *Impitoyable*, de Clint Eastwood : une vision moderne et morale, austère et désenchantée des mythes de l'Ouest confrontés à la réalité (passée et présente) de l'Amérique, portée par un personnage habité de fantômes irrévocables. Ce personnage, c'est Jesse Lee, ex-soldat de la guerre hispano-américaine, qui, flanqué d'un groupe de fidèles compagnons (le *Posse* du titre, nom des brigades de volontaires enrôlés pour une mission et qui se transformaient à l'occasion en gangs) poursuit un projet de vengeance digne d'un héros de tragédie entique. Personnage qu'il se charge de fort bien interpréter lui-même.

Mais le réalisateur ne résisie pas à l'idée de s'offrir, de surcroît, une grande virée dans les erchétypes du genre : toutes les situations y passent, et tous les styles, du classicisme fordien eu beroque de John Huston, de l'hyperréalisme de Peckinpah aux ornementations de Sergio Léone, en un tourbillon de citations dopées à la surenchère de violence. *Posse* devient alors une sorte de jeu vidéo recyclent des formes préexistianes au simple profit d'une accélération ludique. Cette pyrotechnie, un moment distrayente, parasite bientôt les autres enjeux du film, fait finalement figure de facilité, voire d'inconscience.

Malmenée par ce séisme visuel (et sonore), l'histoire du groupe justicier, à la fois acherné à l'élimination des responsables du lynchage du père de Jesse Lee et traqué par une bande d'affreux, qui met en danger la survie de la ville noire bâtie selon les idéaux démocratiques, se décompose peu à peu. Comme si, médilant d'allumer un lumineux brasier, Mario Van Peebles n'avait pas résisté à la tentation de jouer evec les allumettes, flanquant le feu n'importe où, pour rien.

J.-M. F.

QUATRE NEW-YORKAISES

de Beeban Kidron

Oo a découvert au printemps cette réalisatrice anglaise avec sa comédie douce-amère *Antonia et Jane*. En passant aux Etats-Unis, elle a multiplié le oombre de ses béroïnes, sans changer de manière. Les personnages du titre consistent en une vénérable mamie juive, Freida (Jessica Tandy), sa fille Pearl (Shirley MacLaioe) et ses deux filles, Bibby, grosse infantile et dépressive (Kathy Bates) et Norma, pin-up, à moitié folle depuis la mort subite de son deuxième bébé (Marcia Gay Harden). L'histoire, qui se déroule à la fin des années 60, commence le jour de l'enterrement du mari de Pearl.

Ce jour-là fait irruption un parfait inconnu, un parfait étranger pour la tribu de juifs new-yorkais réunis en cette occasion : un Italo-Américain, Joe. Sans délai, il déclare à Pearl qu'il l'eime depuis des années, et qu'il compte mettre un terme aussi rapide que possible à son veuvage. S'ensuivront, autour de la comédie sentimentale de ce duo, les variations humoristiques alimentées par les comparses, avec cette bonne conscience affichée de la cinéaste persuadée qu'étant une bonne personne racontant l'histoire de braves gens, son film ne peut être que la bonté même. Ce qui est alternativement ettendrissent et parfaitement borripilant.

Totalement dépourvu de l'ecuité du Wondy Allen de *Radio Days*, qui flirtait avec un sujet voisin, plus théâtral que les pièces de Sam Neill qui fit à Broadway des triomphes sur des thèmes similaires, d'une désarmante bonne conscience servie per le savoir-faire, conesidérable mais un peu mécanique, de ses interprètes, *Quatre New-Yorkaises* enfilerait ees scènes sympathiques et enodines jusqu'à une douce somnolence, sans l'intervention d'un joker : Joe, c'est Marcello Mastroianni. Il joue dans un film mineur, et il le sait. Loin de bâcler, evec une générosité qui fait défaut à ses partenaires, il compose un numéro entre nuances et eutoparodie, succulent comme une cerise bien rouge sur un gâteau un peu fade.

J.- M. F.

BENNY AND JOON

de Jeremiah Chechik

Les « fous » au cinéma soot de dangereux assassins, des victimes plongées dans l'enfer de l'asile ou de gentils excentriques plus attendrissants que Bambi. *Benny and Joon* se situe délibérément dans cette dernière catégorie. Mécanicien dans un garage, le timide Benny (Aidan Quinn) s'occupe de sa sœur Joon (Mary Stuart Masterson), une jeune femme plutôt fêlée, qui fait de la peinture quand elle est calme et manque mettre le feu à la maison quand elle l'est moins. Ayant perdu au poker, Benny doit loger son consin Sam (Johnny Depp) qui vit dans uo moode façonné par Charles Chaplin, Buster Keaton et les grands clowns du cinéma muet. Se découvrant un même sens de l'absurde, Joon et Sam tombent amoureux.

Conte de fées que la réalité évite d'encombrer (le mot schizopbrène n'est jamais prooonoé), *Benny and Joon* est en partie sauvé par ses acteurs. Aidan Quinn, à qui on demande surtout de porter toute l'inquiétude et la tendresse du monde dans un regard bleu lagon, réussit à créer un personnage nuancé et solide. Mary Stuart Masterson donne une force (parfois excessive) à un rôle qui aurait pu être plus fouillé.

Johnny Depp, que sa tête de jeune premier aurait pu confiner aux feuilletons télévisés (*21 Jump Street*), continue d'intriguer par ses choix – d'*Eward Scissorhands*, de Tim Burton, à *Arizona Dream*, d'Emir Kusturica. Si le personnage de Sam n'a pas cinquante répliques de tout le film, il abonde en références visuelles ou pbysiques, empruntées à Buster Keaton (le visage imperturbable), à Chaplin (la « danse des petits pains »), ou à Jacques Tati (le ballon chantant). Et c'est avec une remarquable dextérité que Depp jouc à fond la citation.

H. B.

SWING KIDS

de Thomas Carter

La bande-son est no régal (Benny Goodman y côtoie Count Basie et Duke Elliogton) et le concept intrigant : dans l'Allemagne bitlérienne de 1939, juste avant la seconde guerre mondiale, des jeunes gens portant-cheveux longs dansent sur cette musique interdite par le régime. Une protestation, eo quelque sorte. Est-ce un pan mécoonu de l'Histoire ?

Peut-être, mais ce film-là reste à faire. Dans celui-ci, produit par Disney, une fois posées les prémices, on revient vite aux modèles sécurisants : l'adolescence et les rapports avec les parents, à travers l'amitié de Thomas (Christian Bale) et de Peter (Robert Sean Leonard), dont la mère (Barbara Hershey) se laisse courtiser par un officier nazi (Kenneth Branagh, non cité au générique).

Si la reconstitution est impeccable – situé à Hambourg, le film fut tourné à Prague – et les scènes de danse dynemiques, *Swing Kids*, à mi-chemin du *Cercle des poètes disparus* (par sa teneur mélodramatique) et de *l'Empire du Soleil* (par son côté décalé), minimise l'horreur de la férule nazie et reste, politiquement, tout à fait ambigu.

Quand les Swing Kids secourent un adolescent passé à tabac par les Jeunesses bitlériennes – c'est qu'ils le prennent pour un des leurs, et pas (simplement ?) pour un juif. Au détour d'une réplique – interpellé par la Gestapo, l'un des Swing Kids se donne fièrement pour nom « Djengo Reinberdt » – on se prend à rêver du film que *Swing Kids* aurait pu être.

H. B.

CARNET DU Monde

Naissances

Anne-Karoline, Charles-Henry et Charles-Xavier
font part de la naissance de leur petit frère,

Charles-Gauthier
BEKUS-SORET,

le 27 juin 1993.

Route du Golf,
50290 Bréville-sur-Mer.

Etienne RABATÉ
et
Alix du CHEYRON,
Benjamin, Adeline et Mahaut

sont heureux d'annoncer la naissance de

Roman,

le 16 juillet 1993, à Bordeaux.

Hervé ÉTIENNE
et
Susan GREENWOOD-ÉTIENNE
et Lucas

ont la joie d'annoncer la naissance de

Tobias, Jean, William,

le 26 juin 1993, à Paris.

Mariages

Catherine BÉDIN
et
Matthieu LÉVI-STRAUSS

sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu dans l'intimité, le 29 juin 1993.

12, quai de la Mégisserie,
75001 Paris.

Décès

– Mme Michel Hollard,
son épouse,
Ses enfants,
Mme Francine Hollard,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Florian Hollard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Vincent Hollard,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Hollard, Monod, Gounelle, Molines,
Parents et alliés,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel HOLLARD,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
Distinguished Service Order (DSO),

survenu dans sa quatre-vingt-seizième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, à Gornès (Hérault).

– Le réseau AGIR
a la tristesse de faire part du décès du

colonel Michel HOLLARD,

[Capitaine de réserve en 1941, Michel Hollard prend contact, à l'âge de quarante-quatre ans, avec les services de l'ambassade de Grande-Bretagne à Berne, pendant la seconde guerre mondiale, et il met sur pied le réseau AGIR qui ira jusqu'à compter une centaine d'agents. Il devait découvrir, en Normandie, les préparatifs des Allemands en vue d'installer, à partir de 1943, des rampes de lancement de fusées V1 pointées sur Londres. Il communique les renseignements aux Britanniques, qui, dès la fin de cette année-là, entreprirent des raids de bombardement sur ces emplacements. En février 1944, il est arrêté par la Gestapo (la police nazie) à Paris, en compagnie de deux de ses subordonnés. Torturé, emprisonné à Fresnes et condamné à mort. Il est déporté au camp de concentration de Neuengamme, puis libéré à la fin de la guerre. Les Anglais lui décerneront la Distinguished Service Order (DSO). Deux livres : *Agent Extraordinary*, chez Collins (Londres), et *l'Homme qui a sauvé Londres*, chez Julliard, ont retracé ses exploits.]

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– M. et Mme Michel Audras,
M. et Mme Jean Bonnin,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André NICOLLE,
commandeur de la Légion d'honneur,
président de l'Union des aveugles de la Résistance,
président d'honneur du comité national et de la fédération des aveugles de France,
membre d'honneur de l'Union européenne et de l'Union mondiale des aveugles,
président du comité du Musée Louis-Braille,
président d'honneur du CNPSA,

survenu le 22 juillet 1993, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 juillet, à 14 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16e.

163, rue de Charenton,
75012 Paris.
2, rue du Vésinet,
78290 Croissy-sur-Seine.

– L'Union des aveugles de la Résistance
a le regret de faire part du décès de son président

André NICOLLE,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 juillet, à 14 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16e.

– Sonia Serfaty
a l'immense tristesse de faire part du décès de

M. André LAN,

survenu le 16 juillet 1993.

Remerciements

– M. et Mme Abergel-David,
M. et Mme Gilbert Abergel
et leurs enfants,
M. et Mme Bitane
et leur fils,
M. et Mme Mir
et leurs enfants,
M. et Mme Billot
et leur fille,
M. Patrick Abergel,
remercient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, leurs fleurs, se sont associées à leur douleur.

Ils les prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

Espérons.

– Hélène Cinqualbre-Bon,
Olivier Cinqualbre,
Et toute leur famille,
vivement touchés par les nombreuses marques de sympathie reçues à l'occasion du décès du

docteur Claude CINQUALBRE,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné leur affection.

Condoléances

– Nos plus sincères condoléances pour la disparition de

HAZRATE-SHEIKH,
(Malek Jan Nemati Elahi).

Ses élèves souhaitent partager leur douleur avec la famille de cette irremplaçable personnalité spirituelle.

Anniversaires

Pierre Frédéric BOYÉ

nous a quittés le 27 juillet 1990, à l'âge de vingt-deux ans.

Que ceux qui l'ont connu, aimé, eient une pensée affectueuse pour lui.

– Charlotte HOLLENBERG
rappelle le souvenir de sa chère maman, disparue il y a tout juste un an.

– Il y a dix ans,

Hildebert ISNARD

nous quittait.

Que tous ceux qui l'eimaient aient une pensée pour lui et pour

Mireille ISNARD,
née Grevet,

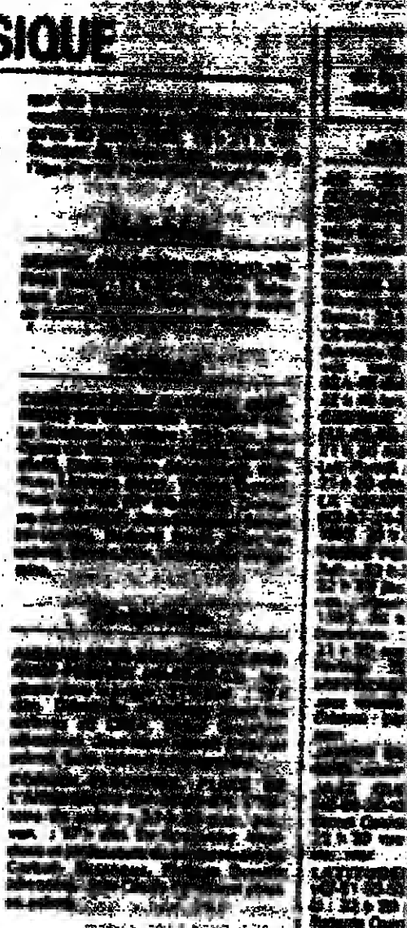
son épouse, disparue le 13 octobre 1992.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	100 F
Abonnés et actionnaires	90 F
Communicat. diverses	105 F
Thèses étudiants	60 F

MUSIQUE

CONCERTS



Le Monde
le journal
ouvre son Espace
à ses lecteurs
au Centre Saint-Louis
20, rue Portail-Boquier
Avignon
de 11 heures à 19 heures

LE NOUVEAU

NUMÉRO

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur : à condition de savoir le chercher... Le café ou l'atelier du torréfacteur, le stade ou la grande nature pour la marche à pied, le club de vacances que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi.

Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann ; un sociologue, Véronique Nahoum-Grappe ; un philosophe, Michel Tibon-Cornillet ; un historien, Roger Chartier, une ethnologue, Andrée Chaoul, racontent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

LA SUISSE OU L'INDIFFÉRENCE

Il y a un mystère dans la Suisse. Voici un pays très jaloux de sa particularité, de sa différence qui s'expriment surtout par une grande indifférence à l'égard du monde qui l'entoure. La fameuse neutralité suisse a-t-elle encore un sens au cœur d'une Europe qui s'efforce de se rassembler et de gommer ses dissemblances ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MAR

Le Monde
L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

1er arrdt
EGLISE ST-EUSTACHE
3 P., peintures à refaire
990 000 F - AIM 42-78-40-04

17e arrdt
Guy-Môquet, Studio standing, balc., 450 000 F
Rue de la Condamine
2 P. tout cft., 550 000 F
Immo. Marcadet 42-51-51-51

2e arrdt
OPÉRA-BOURSE
UNE AFFAIRE DE BON GOUT.
Luxueux 4/5 P. 100 m² env.
2 200 000 F. AIM 42-78-40-04.

4e arrdt
2 pas pl. Vosges A saisir. Réc., dern. ét., gd 3 P. en duplex. 93 m² Charme, park., urgt 43-35-18-36

14e arrdt
OENFERT, très gd stand., p.de.t., studio kitchen., sls d'eau, wc, idéal étudiant ou pied-à-terre s/square
450 000 F. 43-35-18-36

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-55-17-50

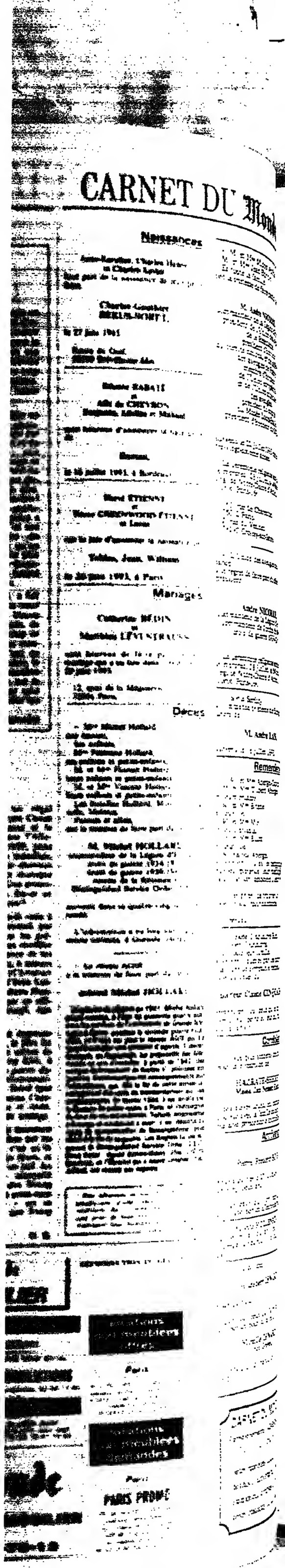
villas
Ile d'Elbe (Italie)
Soleil à pers. pour sept.
T. (19) 32 10-81-10-53

locations non meublées offres
Paris
4e – PL. DES VOSGES même luxueux duplex, 100 m² env., s/jard., calme, soleil, idéal couple ou célibataire
15 000 F cc 42-78-55-55

locations non meublées demandes
Paris
PARIS-PROMO
25, av. HOCHE, 75008-Paris
Locations-Ventes-Gestions pour clients de haut niveau
APPARTS GDE QUALITÉ en meublés et en vides
45-63-26-80 Fax 45-61-10-20

Le Monde
Renseignements IMMOBILIER
Tél. : 46-62-75-13

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE



AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Chœur et orchestre Sinfonietta de Paris : 20 h 30 mar. Dominique Fanel (direction). Requiem de Mozart.

ÉGLISE DES SILLETTES. Sylvie Ouasseau, *Alexandra Dmitriev* : 21 h mer. Violon, violoncelle, Serguei Milstein (piano). Dvorak, Haydn, Chostakovitch.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Camerata Koussevitsky : 18 h 30 21 h mer. Schubert, Mozart Ensemble instrumental A. Modigliani : 18 h 30 21 h jeu., ven., sam. Vivaldi, Stamitz, Mozart Ensemble vocal Saint-Péterebourg : 18 h 30 21 h lun., mar.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble instrumental Saint-Geneviève : 20 h 45 mer., sam. ; 17 h dim. Théo Caliesano (baryton), Isabelle Dupré (hautbois), Dominique Valgalier (violon). Bach Ensemble instrumental Sainte-Geneviève : 20 h 45 jeu., ven. Ryland Angel (haute-contre), Dominique Valgalier (violon). Vivaldi, Bach, *Corelli Sollistes* de l'Académie de l'Ile Saint-Louis : 20 h 46 mar. Laurent Oecker (hautbois). Bach, Albinoni, Scarlatti, Vivaldi.

ÉGLISE SAINT-PIERRE (42-62-46-22). Orchestre de chambre Bernard Thomas : 21 h mar., jeu., ven., Francis Ducay (violon). Vivaldi.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN. Le Concert classique : 21 h mar. Jean Nirouét (haute-contre), Dario Perez (violon), Charles Limouse (direction). Vivaldi.

MUSÉE NATIONAL OU MOYEN AGE-CLUNY (43-25-62-00). Ensemble Ultrels : jusqu'au 1er août 1993. 12 h 30 ven. ; 18 h sam., dim. Dans le cadre du festival Paris quartier d'été.

ORANGERIE DU PARC OE SAGATELLE. Ensemble Carl Stamitz : 21 h jeu. Berwald, Schubert.

SAINTE-CHAPELLE (48-81-55-41). Ensemble Ars antiqua de Paris : jusqu'au 28 juillet 1993, 19 h et 21 h mar. musique des troubadours et des trouvères, musique espagnole du XVIe siècle ; jusqu'au 30 juillet 1993. 19 h 21 h ven. Musique du Moyen Age, musique de l'âge d'or de la musique espagnole.

Périphérie

SCEAUX. ORANGERIE (46-60-07-79). Frank Braley : 17 h 30 dim. Piano. Schubert, Liszt, Brahms, Ravel. Dans le cadre du Festival de l'orangerie de Sceaux.

OPÉRAS

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE (40-40-46-46). Le Directeur de théâtre : 20 h mer., jeu. Opéra de Mozart. Rémi-Charles Caufman (Suff), Denis Ferron (Vogelsang), Matthieu Lécroart (Herz), Viviane Durand, Yeon Hee Park (Mlle Silberklang), Orchestre du CNSMDP, Jean-Sébastien Béreau (direction). Bernard Broce (mise en scène). Entrée libre, réservation obligatoire.

Périphérie

AULNAY-SOUS-BOIS. ESPACE JACQUES-PRÉVERT (48-68-00-22). Jongleurs dans la jungle ; 21 h sam. ; 18 h dim. O'Isabelle Aboulker. Avec les enfants du CREA, Didier Grojsman (direction), Jean-Marc Montal (mise en scène), Edith Liénard (chorégraphie).

CORBEIL-ESSONNES. PLACE OE L'ARQUEBUSE (84-96-63-67). L'Histoire du soldat : 21 h 30 mer., jeu., ven. ; 17 h dim. De Stravinsky. Musiciens et professeurs du conservatoire de Corbeil- Essonnes, Philippe Ourville (direction), Jean-Claude Penchenat (mise en scène).

Nous publions le lundi (daté *mardi*) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

JAZZ, POP, ROCK

AU OUC OES LOMBARDS (42-33-22-88). Avram Fefer Group : 22 h 30 mer. ; Gildas Scouarnec, Sylvain Beuf, Ronnie Peterson : 22 h 30 jeu. ; Selam Renne Quartet : 22 h 30 ven., sam.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Carlos Warneck Quartet : 22 h 30 jeu., ven. ; Il Spice : 22 h 30 sam.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Patrick Sauseoia Quartet : 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. ; Turk Mauro Quartet : 22 h 45 dim. ; Christèle Dobat Quartet : 22 h 45 lun., mar.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Andy Hamilton : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Luc Parodi : jusqu'au 10 août 1993. 21 h 30 dim., lun., mar.

LA CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). Kali : jusqu'au 5 août 1993. 20 h 30 mer., jeu., mar.

FRONT PAGE (42-36-98-69). Franck Ash : 22 h 30 mer. ; Acoustic Blues : 22 h 30 jeu. ; Shakin Blues : 22 h 30 ven. ; House Band : jusqu'au 29 août 1883. 22 h 30 dim. ; Layla and the Dominoes : 22 h 30 lun. ; Indogo : 22 h 30 mer. ; Alain Berquez & Blues Heritage : 22 h 30 sam.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio Jazz Middle : 21 h ven. ; Trio New Orleans : jusqu'au 31 juillet 1993. 21 h sam.

JARDIN DU LUXEMBOURG (KIDSQUE). Justin Vali : 18 h lun., mar.

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Laurent de Wilde et Eric Barret Quartet : jusqu'au 7 août 1993. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar.

LATITUOES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Amanda Fahey & Jazz 4 U : 22 h 30 jeu. ; Laura Littardi & Kau Roberts Quartet : 22 h 30 ven., sam.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jean-Pierre Gélineau Trio : 21 h jeu. ; Michel Mardignan Clarinette Connection : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar. ; Fabrice Eulry : 21 h lun.

LE MONTANA (45-48-93-08). Benoît Ducoin Trio : 22 h 30 mar. ; Quartet Stardust : 22 h 30 jeu., ven., sam.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Nivo Rehgerson : 22 h mer. ; Pierre Calligaris : 22 h jeu., ven., sam.

NEW MOON (49-95-92-33). Mano Solo : 23 h sam.

NEW MORNING (45-23-51-41). John McLaughlin, Dennis Chambers, Joey DeFrancesco : 21 h mar., jeu. ; Achnoam Nini, Gil Dor : 21 h sam.

LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Josiane Saint-Louis : jusqu'au 31 juillet 1993. 21 h mer., jeu., ven., sam.

OPUS CAFÉ (40-39-09-57). Bel Air Trio : 22 h 30 lun., mar.

PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). Rashied Ali Quintet, Archie Shepp : 22 h mer.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Barney Wilen : 21 h mar.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Iraki de Devrichewy : 21 h 30 mer. ; Laure Lirrardi Quartet : 21 h 30 jeu. ; Hot Papaz : 21 h 30 ven. ; Clovis et les Musicodingues : 21 h 30 sam.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Eric Le Lann, Alain Jean-Marie 22 h 45 mer Trompette, piano ; Eric Le Lann, Maurice Vander, Jean-Luc Arramy : 22 h 45 jeu., ven., sam. Trompette, piano, contrebasse.

SLOW CLUB (42-33-84-30). Maxim Saury Jazz Music : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Charlie Slide Orchestre : 22 h mar.

SUNSET (40-26-46-60). Steve Lacy Quartet : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.

Périphérie

CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB (60-45-75-18). Trio Carl Schlosser : 21 h mer. ; Marcel Zanini Quartet : 21 h jeu., ven., sam. ; Stéphane Belmondo, Henry Florens, Jean Bardy : 21 h lun., mar ; Césarius Alvim Piano Solo : jusqu'au 29 août 1993 21 h dim.

ÉLANCOURT. LE SILBO-CLUB (30-62-58-82). The Angel Fall : 21 h 30 ven

MUSIQUES DU MONDE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'Air de Paris : jusqu'au 11 septembre 1993 20 h 30 mer. Avec Lou Volt, Marie-Line, Bonbon (mise en scène).

LE BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Tiens Bon : jusqu'au 2 septembre 1993, 21 h mer., jeu., dim., mar. Spectacle musical de Samuel Légitimus.

CAVEAU OES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs

THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-08-72-34). Deux blondes et un piano : jusqu'au 31 août 1993, 19 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. : 15 h dim. Spectacle d'opérettes et de chansons. Avec Andréa Goust et Anne Bernonsse, Marc Sécin (mise en scène).

PARIS EN VISITES

MARDI 27 JUILLET

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés » (deuxième parcours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 10 h 30, métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra Garnier et son nouveau Musée », 11 heures, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de la Madeleine (M.-C. Lasnier).

« La temple bouddhique du bois de Vincennes », 14 h 30, métro Liberté, angle de la rue de Paris et de la rue de la Liberté (P.-Y. Jaslet).

« Collèges et jardins mystérieux de Mouffetard, de l'église Saint-Médard aux arènes de Lutèce », 14 h 30, place Monge, sortie sur le place (C. Merle).

« Promenade dans le Marais insolite », 15 heures, sortie métro Rambuteau (Paris et son histoire).

« Les passages couverte et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps » (premier parcours), 15 heures, 1, rue du Louvre (L.-A. Lavigne).

CONFÉRENCES

Palais des congrès (salon Bleu), 20 heures : « Les gnostiques », audiovisuel, suivi d'une conférence : « L'éveil de l'âme hylique chez les gnostiques de Nag-Hammadi », par V. Péreira (Institut gnostique d'anthropologie. Tél. : 43-57-29-81).

Pendant le Festival d'Avignon

le Monde ouvre son Espace à ses lecteurs

au Cloître Saint-Louis
20, rue Portail-Boquier
Avignon

de 11 heures à 18 heures

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet-août 1993
Numéro spécial

Les conflits du Proche-Orient

Israéliens et Palestiniens ont commencé de négocier fin octobre 1991 à Madrid. Ces pourparlers, qui ont le mérite d'exister après quarante-trois ans de froid glaciaire, traînent en longueur.
L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 suivie par la guerre du Golfe ont compliqué davantage encore la situation au Proche-Orient. Saddam Hussein, toujours au pouvoir à Bagdad, continue de défier l'ONU. Le Liban, où les armes se sont tues, traverse une grave crise économique. De nombreux problèmes demeurent sans solution : l'exode des populations ou la répartition des richesses du sous-sol.
Au sommaire des *clés de l'info* : la nouvelle vague de privatisations, dix années de pouvoir socialiste en Espagne, les élections au Cambodge, les interminables négociations du GATT, la crise au Japon, la révision de la Constitution française, la correction des variations saisonnières, le prix du bac, les supercoupes de football.

En vente chez votre marchand de journaux - 17 F

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

NUMÉRO SPÉCIAL ÉTÉ – 40 pages 30 F

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur ; à condition de savoir le chercher... Le café ou l'atelier du bricoleur, le stade ou la grande nature pour la marche à pied, le club de vacances que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi.
Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann ; un sociologue, Véronique Nahoum-Grappe ; un philosophe, Michel Tibon-Cornillot ; un historien, Roger Chartier, une enseignante, Andrée Chastel, racontent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

LA SUISSE OU L'INDIFFÉRENCE

Il y a un mystère dans la Suisse. Voici un pays très jaloux de sa particularité, de sa différence qui s'expriment surtout par une grande indifférence à l'égard du monde qui l'entoure. La fameuse neutralité suisse a-t-elle encore un sens au cœur d'une Europe qui s'efforce de se rassembler et de gommer ses dissemblances ?

QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien parler un langage commun. Forcément l'anglais ? Les jeux ne sont pas faits, mais presque, du moins pour la communication utilitaire. Comment alors sauver la culture européenne, qui ne peut s'exprimer qu'à travers une langue ou des langues européennes ?

FRANCE-ITALIE : LES JUGES ET LES AFFAIRES

Le Monde des débats *a organisé à Paris une rencontre entre magistrats français et magistrats italiens spécialisés dans le traitement des « affaires ». Ils ont manifesté leur inquiétude face à la criminalisation de la société.*

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

ÉCONOMIE

BILLET

Le désarroi de l'OPEP

Le président de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a repris son bâton de pèlerin. Après des entretiens, en fin de semaine dernière et durant le week-end, avec les ministres du pétrole du Koweït, d'Iran, d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis (EAU), Jean Ping, par ailleurs ministre gabonais du pétrole, retoume lundi 26 juillet en Arabie saoudite. M. Ping paut bien se déclarer *«optimiste»* sur les résultats de sa *tournée, rarement depuis des* années les dissensions au sein da l'Organisation ont été aussi flagrantes, les antagonismes aussi vifs en particulier entre les deux poids lourds de l'OPEP, l'Arabie saoudite et l'Iran. Et pourtant il y a urgence. Au début de la semaine dernière, les prémisses d'*un accord entre l'ONU et l'Irak* laissaient penser à un prochain retour de Bagdad sur le marché international. Un retour sous haute surveillance – avec das exportations pétrolières limitées – qui a pourtant suffi à faire plongar les cours du brut, il y a huit jours, révélant du même coup l'extrême fragilité du marché pétrolier international.

Cette faiblesse tient au manque de *«civisme»* de certains membres de l'OPEP, soit qu'ils ne respectent pas le quota de production auquel ils ont pourtant souscrit – l'Iran et le Nigéria sont dans ce cas – soit qu'ils refusent, comme le Koweït, de s'en voir imposer un. Résultat : l'OPEP produit plus de pétrole que les pays industrialisés en récession plus ou moins marquée ne peuvent en absorber, et les prix s'effritent.

Les Saoudiens ont redit à M. Ping que la situation ne justifiait pas cette conférence extraordinaire souhaitée par le président de l'OPEP. Pour eux, il suffit que les pays respectent scrupulausement leur quota pour que le marché retrouve son équilibre. Quant aux conséquances d'un retour da l'Irak, aux yeux de Ryad, il est prématuré d'en diacuter tant qu'un accord en bonne et due forma n'est pas conclu avec l'ONU. Les Iraniens ne l'entendant pas de cette oreille. Reprenant une analyse que l'on croyeit abandonnée, ils demandent désormais aux Seoudiens de réduira leur niveau de production. Bref, de prendre à leur charge le fardeau d'un rééquilibrage du marché pétrolier.

Au cours de sa touméa, le président de l'OPEP n'e pu que constater les divergences entre Téhéran et Ryad sans pouvoir rapprocher les points de vue. La presse saoudienne accusait samedi l'Iran d'avoir *«proclamé la guerre contre l'OPEP»*. Celle de Téhéren rend l'Arabie saoudite responsable *«des prix artificiellement bas»*. Qu'espérer dans ces conditions d'une réunion extraordinaire de l'OPEP sinon un accord en trompe-l'œil violé aussitôt que conclu? L'histoira de l'Organisation montre qu'elle finit par trouver des solutions à ses problèmes mais qu'elle ne le fait qu'en dernier rassort, sous la pression du marché. A l'évidence, les prix du brut n'ont pas encore suffisamment baissé pour que l'OPEP se resaisisse.

JEAN-PIERRE TUQUOI

□ **Israël : mesures de libéralisation de l'économie.** – Le ministre israélien des finances, Avraham Shohat, et le gouverneur de la banque d'Israël, Yaacov Frenkel, ont annoncé, samedi 24 juillet, diverses mesures destinées à réduire l'inflation ainsi qu'à relancer l'économie. Les deux responsables prévoient la suppression progressive des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation, l'unification des divers taux de change du shekel, la monnaie nationale, sa libre convertibilité ainsi qu'une baisse des taux d'intérêt. Les responsables israéliens attendent de ces mesures qu'elles dopent une croissance pourtant déjà forte (6 % actuellement) et qu'elles contribuent à réduire le chômage (10 %).

La mort de Francis Bouygues

L'homme qui aimait les images

L'anecdote était sûrement trop belle pour être vraie. Lorsque Francis Bouygues a rencontré Jeanne Moreau pour la première fois, il lui a demandé ce «qu'elle faisait dans la vie». Invention de mauvaises langues? Pas du tout. Eclat de rire de la star qui confirme. *«C'était très drôle et ça m'a touché. Ce monsieur un peu rugueux et d'une pièce m'a rappelé mon père. Il était comme lui».* Ignorer Jeanne Moreau et vouloir construire un empire dans le cinéma n'était pourtant contradictoire qu'en apparence. Dès qu'il s'agit d'un business, les mêmes règles simples s'appliquent : compter ce qu'on dépense, prévoir les recettes.

Francis Bouygues a donc, un beau jour de septembre 1989, lâché brutalement l'empire du BTP qu'il avait bâti pour se tourner vers le cinéma. Qu'allait-il donc faire chez les saltimbanques? Diversifier son groupe.

En 1987 déjà, un tournant majeur avait été pris : le groupe Bouygues avait remporté TF 1 dans la partie de poker des premières privatisations des chaînes de télévision. *«Quand le président Mitterrand avait commencé à promouvoir la télévision,* confia ensuite Francis Bouygues à *Minorange*, son journal interne, *j'avais observé les possibilités avec un grand intérêt et dit à mes collaborateurs : préparons-nous.»*

Emotion esthétique

Lorsque le gouvernement Chirac décide de privatiser TF1, en 1987, en fixant la mise à prix à 4,5 milliards, le groupe Bouygues se met aussitôt sur les rangs. Avec l'opiniâtreté du second couteau (le groupe Hachette part largement favori), et la férocité juridique qui a toujours fait son habileté, Francis Bouygues part en campagne. Les erreurs de son adversaire le servent grandement. L'alliance d'Hachette avec Havas ne résiste pas au tollé politique qu'elle soulève et le dossier de candidature bâclé par un Jean-Luc Lagardère trop confiant ne supporte pas la comparaison avec celui du groupe Bouygues. *«On a beaucoup travaillé avec Patrick Le Lay* [aujourd'hui PDG de TF1] *et fait tout ce qu'il fout, voire plus.»* C'est dans ce *«voire plus»* que réside sans doute l'un des secrets de la victoire de Bouygues. Quant aux dirigeants d'Hachette, ils ont également leur opinion sur ce que ces deux mots recouvrent. Ce fut en effet la victoire de tous les lobbies.

TF1 conquis de haute lutte, Francis Bouygues s'en détourne très vite. En octobre 1988, il cède la présidence de la chaîne à son bras droit, Patrick Le Lay. Après tout, TF1 est une filiale de Bouygues et le PDG n'a jamais eu pour habitude de s'installer à leur tête. Mais lorsque,un an plus tard, il quitte brutalement le holding du groupe, personne ne s'imagine que Francis Bouygues soit capable de cultiver les orchidées longtemps. En avril 1990, il réapparaît là où personne ne l'attend, du côté de la production cinéma. Ciby 2000, une sociéré filiale à 100 % du groupe Bouygues, est créée dans le but de produire des films de long-métrage. Pourquoi le cinéma? Outre la volonté de diversification, il y a une fascination réelle de l'homme du BTP pour l'émotion esthétique que peut susciter un film.

En outre, Francis Bouygues a fréquenté le Festival de Cannes pendant près de vingt ans, non pour y parader aux côtés des actrices mais pour aller voir des films. Enfin, *homo economicus* oblige, il a la conviction que cette industrie sera demain plus encore qu'aujourd'hui la *«mère de la télévision»*. Surtout le jour où la haute définition deviendra opérationnelle. Que connaît Francis Bouygues à l'industrie du cinéma? Rien. Et le milieu lui fera payer cher ses premiers tâtonnements. Qu'importe, l'homme a de l'argent et comprend vite qu'il lui faut s'entourer.

Après sa rencontre avec un certain nombre de producteurs, il *embauche* Jean-Claude Fleury, producteur qui a produit *Diabolo menthe*, de Diane Kurys, *le Coup de sirocco*, d'Alexandre Arcady, *Charlotte for ever*, de Gainsbourg. Tous ses films n'ont pas été des succès mais il a su parler la même langue que Francis Bouygues. *«A Ciby 2000, j'ai dû combattre les deux principaux défauts des producteurs indépendants : l'incapacité à rendre des comptes et le refus de déléguer des responsabilités»*, devait-il déclarer en janvier 1992 au magazine *Studio*. L'équipe que Jean-Claude Fleury anime choisit des projets, mais c'est Freneis Bouygues qui prend les décisions définitives. Progressivement, une stratégie est définie. Les films seront produits en fonction des marchés. Le marché national tout d'abord, où sont mises en chantier des comédies populaires mais aussi des premiers films de jeunes auteurs. A cet égard, un département premiers et seconds films, animé par Florence Quentin et Romain Bremond, lit et choisit des scénarios parmi les centaines qui leur sont envoyés. Ciby 2000 vise également le marché international en passant contrat avec des réalisateurs comme Pedro Almodovar ou Bernardo Bertolucci.

Enfin et surtout, Ciby 2000 a envie de prendre pied sur le marché américain lui-même. En 1991, des bureaux sont ouverts au cœur d'Hollywood et une équipe de cinq personnes passe tout de suite des accords de longue durée avec le réalisateur David Lynch. Parallèlement, des négociations sont entamées avec les frères Coen. Mais l'échec de *Twin Peaks*, réalisé par David Lynch, amène Ciby 2000 à freiner les dépenses. En août 1992, l'infrastructure permanente de Ciby Pictures est démantelée et rapatriée sur Paris. *«Ce qui ne signifie pas l'arrêt des opérations sur le territoire américain»*, précise aussitôt un communiqué. Quelques mois plus tard Ciby 2 000 connaît la consécration suprême avec la co-Palme d'or attribuée à *la Leçon de piano*, de Jane Campion. Aujourd'hui Jean-Claude Fleury est parti, les dépenses ont été freinées et c'est un banquier, Jean-François Fonlupt, qui tient les rênes de la filiale cinéma.

Maintenant que Francis Bouygues n'est plus là pour défendre sa vision de la communication, la question est de savoir quel avenir le groupe Bouygues réserve à cette filiale très particulière, qui a investi en deux ans près de 1 milliard de francs dans le cinéma.

L'avenir de TF1, en revanche, se présente sous les auspices les plus roses puisque la chaîne a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 5,8 milliards de francs en augmentant ses bénéfices de plus de 30 % en un an. L'empressement des responsables du gouvernement et de la majorité parlementaire à lui rendre hommage confirme d'ailleurs que, grâce à la réussite de sa chaîne, impériale dans le paysage audiovisuel, Francis Bouygues avait aussi étendu son influence personnelle jusqu'aux sphères supérieures du pouvoir politique.

YVES MAMOU

L'Imperator

Suite de la première page

Le Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, le complexe olympique de Téhéran en 1972, l'aérogare de Roissy II en 1980, un pont immense au Koweït, le Forum des Halles, les centrales nucléaires du Bugey, de Chooz et de Saint-Alban, et, par-dessus tout, l'énorme contrat (2 milliards de dollars) de l'université de Riyad, en association avec un groupe américain.

Fin 1985, c'est le formidable pari de la reprise du groupe SCREG, 20 milliards de francs de chiffre d'affaires, numéro deux français du BTP et numéro un des travaux routiers, avec sa filiale Colas et Sacer, qui a perdu 1,4 milliard de francs sur des chantiers à l'étranger. Les banquiers de la SCREG, extrêmement inquiets pour leur créance, ont accordé tous les crédits possibles au groupe Bouygues, en échange de l'achèvement des chantiers et surtout de la prise en charge de 2 milliards de francs de caution. *Voilà* Bouygues catapulté en tête de classement mondial du BTP avec 50 000 personnes et près de 50 milliards de francs de chiffre d'affaires, et surtout voilà son entreprise «recentrée» sur les travaux routiers en métropole, et avec de brillantes perspectives, au moment même où le marché des grands travaux à l'étranger donne d'inquiétants signes de faiblesse, surtout dans l'eldorado proche-oriental.

«Une merveilleuse horlogerie»

Une belle consécratioo aussi pour l'homme qui a bâti l'empire. Que n'a-t-on dit de ses méthodes! *«Autoritoire, mégalomane, patron de combat, paternaliste, briseur de grèves, omi des pouvoirs...»* Une pareille réussite n'est tout de même pas due principalement au «terrorisme» et à la brutalité dans un métier à hauts risques, où la mortalité est grande.

Vingt ans auparavant, on disait, dans la profession : *«Il y a trois entreprises, en France, qui en commençant un chantier savent à quel coût global elles le finiront»*, et parmi ces trois, il y avait déjà Bouygues. Dès le départ, un rigoureux contrôle de gestion permettait d'éviter les «dérapages» si fréquents et si dangereux dans le BTP. Dans le groupe, le bureau d'études et l'informatique règnent en maître, à tous les échelons : *«Bouygues est, dans son domaine, l'entreprise la plus informatisée de France»*, dit-on couramment. En octobre 1982, en lui remettant son diplôme de «meilleur manager de l'année», Jacques Delors, alors ministre des finances dans le gouvernement de Pierre Mauroy, n'hésitait pas à parler d'une *«extraordinaire cohésion entre la méthode et les travaux»* et d'*«une merveilleuse horlogerie»*.

Cette horlogerie, Francis Bouygues l'a fait fonctionner avec «ses» hommes, et notamment ses mille ingénieurs, issus en grande partie de l'Ecole centrale (on est fidèle) et de l'Ecole supérieure des travaux publics, pas des Ponts et Chaussées. Autoritaire, il l'a été, parfois avec démesure, mais aussi souvent avec des accès de tendresse désarmants. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que nombre de ses collaborateurs aient quitté son entreprise, à commencer par son fils aîné, Nicolas, qui, danphin présumé, a préféré voler de ses propres ailes : après tout, son père o'en avait-il pas fait autant trente ans auparavant? En septembre 1989, c'est son fils Martin qui, à quarante ans, est devenn PDG du groupe.

Pour Francis Bouygues, sa façon de diriger et de commander n'était pas du paternalisme, mais simplement *«le respect d'une hiérarchie de valeurs»*. A cet effet, il s'est efforcé d'inculquer à son personnel la religion *«maison»* avec ses douze commandements, dont le quatrième était : *«Nous sommes les chefs de file de la profession et nous devons nous efforcer de rester les meilleurs.»* Pas moins! Francis Bouygues, fort de son succès, n'a jamais brillé par la modestie.

Une seule grève en trente ans

En 1979, il affirmait que douze entreprises de BTP, c'était trop, et que, avant dix ans, il n'y en aurait plus que cinq : elles sont encore neuf et tous les espoirs lui sont permis. Espoirs et aussi quelques échecs : en 1981, l'acbat manqué de la compagnie d'assurances Drouot et surtout, au début de cette année, la tentative également manquée de prendre le contrôle de Spie-Batignolles, filiale du groupe Schneider, avec quelques *«irrégularités boursières»* sévérement relevées par le Commission des opérations de Bourse.

Sur le plan social, on a relevé, avec malignité, que le groupe Bouygues n'avait, en trente ans, connu qu'une seule grève, que le syndicat majoritaire était «FO-Bouygues». Beaucoup se moquent de son ordre des Compagnons do Minorange, nom qui évoque la couleur orange du matériel de chantier, avec ses mille membres, sélectionnés à partir de trois critères : qualification professionnelle, attachement à l'entreprise, camaraderie. De toutes ces critiques, Francis Bouygues n'avait cure. Les Compagnons du Minorange? C'est une élite. La quasi-absence de grèves : *«J'ai toujours su être à l'écoute de mon personnel et je le paie mieux que les autres»* (c'est souvent vrai) : c'est pourquoi *«il n'y a pas de syndicat maison, mais un syndicat qui défend les intérêts de notre personnel et celui de la société»* (*le Monde* daté 21-22 juillet 1985). Comme au Japon? Il y avait du Japonais dans Francis Bouygues : il avait presque un visage de samouraï, et chacun sait que les mœurs n'étaient pas tendres, autrefois, dans l'empire du Soleil-Levant, orange lui aussi.

FRANÇOIS RENARD

[Francis Bouygues est né le 5 décembre 1922 à Paris, dans le dix-septième arrondissement. Après des études au collège Stanislas à Paris, il est, en 1947, ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures et diplômé du centre de perfectionnement dans l'administration des affaires de Paris. Fondateur et président-directeur général de la société Bouygues (1952-1989), il été président-directeur général (1987-1988), administrateur et président du comité stratégique (depuis 1988) de TF1, vice-président de la Fondation pour entreprendre (depuis 1986) et président-directeur général de Ciby 2000 (depuis 1990). Il s'était marié, le 26 octobre 1946 avec Monique Tézé dont il a eu quatre enfants : Corinne, Nicolas, Olivier, Martin.]

Les réactions à TF 1 et France 2

«Comme un père...»

«Madame, monsieur, bonsoir! Francis Bouygues est mort ce matin à la suite d'un malaise cardiaque. Il avait soixante et onze ans. TF 1 est donc en deuil. Nos pensées vont d'abord vers las siens, son épouse Monique, sa fille, Corinne, et ses trois fils, Nicolas, Olivier et Martin, son successeur à la tête du groupe Bouygues. *Ce soir, nous sommes tous profondément tristes après la disparition de celui qui fut un magnifique patron...»*

C'est par cee mots, samedi 24 juiller, en ouvrant la Joumal télévisé de 20 heures, que le présenreteur Jaen-Clauda Narcy a informé les téléspectateurs de TF 1 de la mort de Francis Bouygues. La chaîne a ansuite consacré vingt-cinq minutes d'entenne au souvenir de *«ce bâtisseur infatigable»* et à sa cerrière *«sens précédent»*. *«Francis Bouygues a touché à tout avec un rare bonheur,* ajouta Jean-Claude Narcy. *Il e popularisé* un *mot anglais :* challenge. *Il evait su insuffler cet esprit à tous ceux qui ont travaillé avec lui. Saa compagnons de route ont perdu un grand patron mais ce que l'on sait moins, c'est que les amoureux des orchidées vont aussi le regretter. L'orchidée, c'était son jardin secret, il en cultivait las plus belles espèces dans sa propriété de Sologne.»*

Suivirent quelques documenta d'archives, des extreits d'entretiens, le récit en images d'une vie et d'une œuvre, la saga da *«Francis Bouygues, ou le destin d'un homme qui voulait tout gagner...»*, émaillés de témoignages et d'hommages.

L'hommaga du premier ministre, Edouard Belladur : *«C'éteit un homme remarquable par son intelligence, son dynamisme, son imagination aussi, et, grâce à toutes ses qualités, il a, par ses propres moyens, construit une très grande entreprise qui, en France ar dans le monde, joue un rôle important et contribue au rayonnement de notre pays et à celui de notre économie. Je forme des vœux pour que l'exemple qu'il a donné et le souvenir qu'il a leissé demeurent vivant.»*

L'hommage de l'encien ministre de la culture, Jack Lang : *«Je l'ei connu à travers les grands travaux présidentiels de François Mitterrand et j'ai découvert* un *personnaga haut en couleur, hors du commun, un fonceur, un bagarreur, mais surtout l'homme qui a créé une entreprise pretiquemant unique au monde perce qu'il evah réussi à être à la fois une très grande entreprisa at à conserver en mêma temps l'esprit artisanal, l'eeprit de compagnonnaga, catta capacité constante de la part des hommes qui l'entouraient, et qu'il choisissait avec beaucoup de soins, à inventer, à découvrir das solutions que parsonne ne trouvait.»*

«Profondément affectueux»

L'hommege, eusai das figures emblématiques de la chaîne. Anne Sinclair : *«Moi, je veis garder l'image d'un vieux monsieur attentif, attentionné, effectueux, très affectueux vis-à-vie des gens qu'il avait connus dès le départ et dont il savait bien et l'hietoire at les motivetiona. C'était quelqu'un da trèe chaleureux, sous un aspect bourru, et qui connaissait bien chacun at ce qu'il valait.»* Patrick Poivre d'Arvor : *«Je l'avais rencontré pour le première fois il y une dizaine d'années; il voulait echeter une station de radio locale, puis il s'est ravisé et quelques années plus tard il m'a téléphoné et m'a dit : ce qu'il me faut, c'est ce qu'il y a de plus beau, et ce qu'il y a de plus beau, c'est TF 1. (...) Il avait beaucoup de charisme, beaucoup d'aura. Il rendait les gens fiers de travailler avec lui. Il vous donnait l'impression que vous étiez la dernière merveille du monde. Il avait introduit avec moi et quelques autres des rapports quasi filiaux... Un papa qu'on respectait... Nous aussi on était très fiers de travailler avec lui.»*

Et aussi, neturellemant, l'hommage des dirigeants de la chaîne. Celui d'Etienne Mougeotta, vice-président : *«S'agissant de la télévision, c'était un visionnaire. Car cet homme qui était le plus grand antrepreneur mondial des travaux publics au milieu des années 80 a compris que la communication allait être la grande chose des années 90 et du troisième millénaire. C'est la raison pour laquelle il a'est lancé dans cette immense aventure de TF 1 et nous a donné une ambition qui paraissait un peu folle : devenir la première chaîne européenne. Il nous en a donné aussi les moyens cer c'étah un homme d'organisation. Et surtout, il a appliqué à TF 1 cette idée-force qui était en lui : l'idée que tout commence et tout finit par l'homme, rien de grand ne peut sa faire sans les hommes... A titre personnel, je garderai le souvenir de quelqu'un qui, un jour où j'avais une très grosse difficulté, m'a reçu non pas comme un patron mais comme un père...»*

Le témoignega, anfin, da son ancian bras droit, Petrick Leley, l'actuel PDG de TF1 : *«C'était un homme profondément affectueux. Il paraissait être un patron très autoritaira, très dur, ce qui n'était pas vrai. Il aimait las gens qui étaient autour de lui et il avait besoin qu'on l'aime. On ne pouvait travailler que dans cette ambiance de ralations assez fortes, assez affectives et, s'il voulait qu'on l'appelle par son prénom, ce n'étah pas pour céder à une mode américaine, c'est parce que cela introduiseh une relation très importante, très forte entre tous les hommes qui formaient son environnement. Mais ce qui l'intéressait le plus, c'était le lendemain. Pour lui, le passé n'avait aucuna importance, c'était un homme du futur...»*

Sur Frence 2, Bruno Masura, qui présentait le Journal de 20 heures, a inrroduit le *«aujet»*, beaucoup plus bref, en rapportant une phrase attribuéa à Francis Bouygues : *«Je n'ai pas de collègues,* aimait-il à dire, *rien que das concurrents.»* *«Avec une rare opiniâtreté,* ajouta le présentateur, *cet ingénieur étah devenu le numéro un mondial du BTP. En quarente ana, il evah construit un empire en béton. (...) Derrière un air bonhomme et cordial, cet Auvergnat madré était un redoutabla partenaire en affaires : autoritaire et paternaliete, mégalo et très combatif, bref un personnage hors du commun.»*

C'est par eilleurs, hors antenne, que le président de France Téléviaion, Hervé Bourges, qui présidait TF 1 avant sa privatisation, a dit ce qu'il pensait de Francis Bouygues : *«Ce magnat qui ne supportait pas le moindre concurrent était un redoutable partenaire. La compétition l'intéreseait avant tout; il y mettait toute son énergie pour être toujours le premier at, si possible, le meilleur. Il ne connaissait pas la télévision mais s'était parfaitement adepté à la gestion de ce grand média. Cet Auvergnat, pour qui un sou était un sou, et qui pratiquait cependent la magnificence, cet autocrate au pouvoir enveloppant qui vous traitait avec une cordialité désarmante, et souvent avec brutalité, était un grand chef d'entreprise mais aussi un chef de clan.»*

La mort de Francis Bouygues

Un groupe implanté dans 40

Les réactions

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET NEGOCIATION

Trois années d'études à l'ESGN, pour accéder aux carrières du Marketing et du Commerce

DOCUMENTATION SUR DEMANDE EN APPELANT LE

43 55 44 44

25, rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS

ÉCONOMIE

La mort de Francis Bouygues

Un groupe implanté dans 80 pays

Présidé depuis le 5 septembre 1989 par Martin Bouygues, quarante et un ans, fils cadet du fondateur, le groupe Bouygues a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires consolidé de 62,72 milliards de francs, en diminution de 2,5 % par rapport à 1991, en raison surtout de la récession du marché immobilier. Cependant ce chiffre ne comprend ni TF 1 ni le SAUR (filiale spécialisée dans le traitement et la distribution d'eau), dont le volume d'affaires a représenté l'an dernier 14,5 milliards, en progression de 9 %. En dépit de cette quasi-stagnation, le bénéfice net (part du groupe) a atteint 685 millions de francs, en hausse de 7,9 % par rapport à 1991.

Avec quelque 84 000 collaborateurs, Bouygues est implanté dans 80 pays. Ses métiers, centrés autour de l'immobilier et des travaux publics, se sont progressivement diversifiés (une quinzaine aujourd'hui), depuis l'équipement électrique, l'étanchéité, les travaux sous-marins, jusqu'à l'agroalimentaire (Granda Moulins de Paris rachetés en 1989), en passant par l'audiovisuel et le cinéma. Il y a quelques mois, Martin Bouygues avait clairement laissé entendre qu'il nourrissait des visées ambitieuses sur le secteur des radiocommunications. En revanche, la presse écrite qui, périodiquement, suscite curiosité, tentation, voire intérêt manifeste pour la jeune président, ne semble pas aujourd'hui faire partie de ses ambitions premières, *« non à cause des coûts d'acquisition d'un titre influent mais en raison du caractère onéreux du fonctionnement »* (*le Monde* du 4 juin).

La structure financière du groupe semble particulièrement solide en dépit de la conjoncture. Les capitaux propres atteignent, fin 1992, 8,8 milliards, tandis que les dettes financières ont baissé d'une année sur l'autre de 7,7 à 7,3 milliards. La trésorerie disponible est de 5,4 milliards. *« Nous resterons opportunistes dans les prochains mois en améliorant notre compétitivité pour être les premiers à tirer profit de la reprise lorsqu'elle se présentera »*, estime Martin Bouygues.

C'est en 1969 que la notoriété de l'entreprise commence à se forger avec la réalisation du centre hospitalier universitaire de Créteil. Quatre ans plus tard, l'édification du Parc des Princes sera sa première consécration. Par la suite, les grands chantiers, mesdits ou sélectifs, à l'étranger ou en France, fleurissent : université de Ryad (à l'origine de la fortune florissante du groupe), ponts au Koweït, copie des Cheveux de Marly à la Concorde, Musée d'Orsay, Grande Mosquée Hassan II à Casablanca, dont l'inauguration est prévue fin août, pont de l'Île de Ré, tunnel sous la Manche, Bibliothèque de France...

Parmi les principaux chantiers en cours dont le groupe est aujourd'hui attributaire, on citera la rénovation du stade Charléty à Paris, le pôle universitaire des Hauts-de-Seine, le boulevard périphérique nord de Lyon, un centre commercial à Bucarest, le barrage de la baie James dans le grand nord canadien, la construction d'une ville nouvelle en Thaïlande.

F. Gr.

Les réactions

○ **Alain Carignon, ministre de la communication :** *« Une personnalité attachante, atypique, qui a su anticiper les évolutions et a conquis une grande place dans l'audiovisuel. C'était aussi un chef de famille attentif et rigoureux qui a su communiquer aux siens sa passion d'entreprendre. »*

□ **Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur :** *« Il incarnait ou plus haut point les valeurs qui s'attachent à la création et à l'esprit d'entreprise. »*

□ **Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique :** *« Ses nombreuses réussites, dans le bâtiment et l'audiovisuel, auront valeur d'exemple. »*

□ **Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie :** *« Il était le symbole de la réussite par le travail, la rigueur et le goût du risque. »*

□ **Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme :** *« J'avais une immense admiration pour lui, pour ses qualités de bâtisseur, d'humaniste, de grand patron pour qui l'entreprise était d'abord au service des hommes. »*

□ **Hervé de Charette, ministre du logement :** *« Francis Bouygues était un grand capitaine d'industrie qui a hissé son entreprise au premier niveau mondial et a su en faire un grand groupe avec une compétence universellement reconnue. »*

□ **Jacques Chirac, maire de Paris :** *« Par son imagination créative et sa ténacité, il a su se hisser au premier rang des chefs d'entreprise français. A sa réussite comme constructeur estimé et reconnu dans le monde entier il a ajouté le remarquable succès audiovisuel qu'est TF 1. »*

□ **Charles Pasqua, ministre de l'intérieur :** *« M. Bouygues restera dans l'histoire économique de notre pays celui qui aura porté l'industrie du bâtiment et des travaux publics au tout premier rang mondial, mais aussi l'exemple même de l'industriel relevant les défis du futur ».*

□ **M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF :** *« Francis Bouygues a appartenu au petit nombre de ces grands patrons qui ont su rendre aux entreprises françaises, au cours des deux dernières décennies, le goût de la performance et de la recherche du succès mondial. Il était resté fidèle à sa province d'origine, l'Auvergne, dont il incarnait avec éclat les qualités traditionnelles : l'acharnement au travail, la ténacité dans ses projets, l'intelligence pratique et le sens de l'organisation. »*

□ **François Perigot, président du CNPF,** a salué *« un chef d'entreprise hors pair »* qui a joué *« un rôle essentiel »* dans l'économie française. Francis Bouygues a contribué *« au renom des entreprises françaises à travers le monde grâce à l'effort international qu'il a mené tout au long de sa vie ».*

Le respect des politiques

On ne dirige pas le premier groupe français (et mondial) de bâtiment et de travaux publics, plus une chaîne de télévision détenant 42 % des parts du marché, sans représenter, sinon une puissance politique, du moins une puissance qui peut tenir en respect les politiques et avec laquelle ils doivent compter. En témoigne l'empressement avec lequel les dirigeants de la majorité, mais, aussi Jack Lang, ancien ministre de la culture et député (PS) du Loir-et-Cher, ont rendu à Francis Bouygues, sur TF 1 notamment, un hommage appuyé.

L'ancien patron du groupe qui porta son nom avait fait lui-même un passage par la politique, au cabinet de Roger Duchat, l'un des dirigeants du Centre national des indépendants (le parti d'Antoine Pinay), ministre de la reconstruction et du logement dans le gouvernement d'Edgar Faure, en 1955. Il avait noué des liens durables, par la suite, avec des ministres gaullistes comme Albin Chalandon ou Jacques Chirac. Le secteur dans lequel il construisait son empire est trop dépendant des décisions des élus et des orientations adoptées par les gouvernements pour se passer de telles relations.

Propriétaire de TF 1, Francis Bouygues était souvent perçu, à gauche, comme un adversaire. Inversement, TF 1, lors de la mise en cause de Patrick Poivre d'Arvor, dans l'affaire Botton, se jugeait parfois la cible de l'hostilité du pouvoir. De ces rapports conflictuels, le public a pu prendre la mesure, le 14 juillet, lors de l'entretien télévisé au cours duquel le présentateur vedette de TF 1 a demandé au président de la République s'il avait été le *« sherpa de M. Balladur »* au sommet des pays industrialisés à Tokyo. *« Je vous reconnais bien là ! Il n'y a pas de doute, la marque de fabrique, cela ne change pas chez un homme »*, s'était énervé François Mitterrand.

La « marque de fabrique », pouvait-on l'entendre autrement que comme celle de la « maison » à laquelle appartient l'interlocuteur du chef de l'Etat : la maison Bouygues ?

P. J.

EPG ECOLES PARISIENNES DE GESTION

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET NEGOCIATION

Quatre années d'études à l'ESGN, pour accéder aux carrières du Marketing et du Commerce

- Programme d'études de caractère professionnel réservé aux Bacheliers toute série, sanctionné par des diplômes d'Etat et des diplômes européens.
- Corps pédagogique constitué d'universitaires et de professionnels du Marketing.
- Moyens matériels répondant aux exigences d'une Grande Ecole : Studio de Création, PAO, Réseaux informatiques, table de montage de films, multi-média.
- Vie associative : 30 Associations d'élèves (Sports, musique, théâtre, galas et Junior Studio).
- Forum de l'emploi : "Ecole-Entreprise" permettant aux étudiants de l'ESGN de devenir les partenaires privilégiés des entreprises.

L'ESGN fait partie du Groupe EPG, leader parisien de la formation au Management : 5 Grandes Ecoles, 6000 élèves, 6000 Anciens Elèves répartis sur les 5 continents.

INFORMATIONS ET DOCUMENTATION SUR DEMANDE EN APPELANT LE

ESGN 43 55 44 44

25, rue Saint - Ambroise - 75011 PARIS

GRAPHIKA IADE 07-93

Une décision prise contre l'avis du ministre des finances

Le retrait des anciens roubles risque d'accentuer la « dollarisation » de l'économie russe

Pagaille dans les rues, imbroglio à l'intérieur de toute la zone rouble : voilà les premières conséquences, constatées lundi 26 juillet, de la décision, annoncée dans la nuit de vendredi à samedi par la Banque centrale de Russie, de retirer de la circulation tous les roubles imprimés avant 1993.

Cette décision a été prise sans prévenir le ministre des finances, Boris Fiodorov, qui a exigé, lundi 26 juillet, *« l'annulation complète »* d'une mesure qui *n'est justifiée « ni économiquement ni politiquement », « Une fois de plus, nous nous ridiculisons aux yeux du monde »*, a-t-il conclu.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Devant les caisses d'épargne et les banques, des centaines de personnes faisaient la queue pour pouvoir échanger leurs anciens billets contre des nouveaux. Signe de la mauvaise préparation de celle-ci : les banques faisaient souvent savoir qu'elles n'avaient pas suffisamment de liquidités et ne pouvaient en conséquence procéder à l'échange. *« C'est fini, pour mon frigidaire. Maintenant, ils vont me prendre tout mon argent »*, se lamentait ainsi une vieille « babouchka » en montrant son sac rempli de billets de 100 roubles à l'effigie de Lénine.

La décision n'a pourtant pas fait que des malheureux : les milliers de petits, et de grands, trafiquants que compte la capitale se sont aussitôt mis en cheville avec des banques et des magasins, qui ont le droit de changer leurs anciens roubles contre des nouveaux sans aucune limite, (alors que les simples citoyens n'ont droit qu'à un quota de 35 000 roubles et les étrangers...15 000), et se sont livrés à une spéculation juteuse.

Avant même que Boris Eltsine, qui avait décidé d'interrompre ses vacances, soit arrivé à Moscou, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, avait donné une première explication de cette décision : celle-ci était, selon lui, destinée avant tout à stopper l'invasion de la Russie par des roubles venues d'autres Républiques de l'ex-Union soviétique. Il y avait, ces derniers temps, en Russie plus de roubles en provenance de l'extérieur que de roubles imprimés dans le pays, a souligné le premier ministre.

En ordre dispersé

Les pays de l'ex-URSS ont réagi en ordre dispersé et de manière totalement différente à la décision de Moscou. Favorables, les dirigeants du Kazakhstan ont confirmé qu'ils appliqueraient la mesure dans les mêmes conditions que la Russie, et ceux de la Biélorussie se sont même *« félicités »* d'une décision *« qui peut permettre de réguler la circulation monétaire »*. Furieux, le ministre arménien des finances a déclaré que cette décision *« viendrait les ouvrards »* existant entre les pays de la CEI.

Intéressé, le gouvernement d'Ouzbékistan a indiqué qu'il procédera à l'échange de billets... lorsque Moscou lui aura fourni les nouvelles coupures. Logiques, les responsables géorgiens ont décidé d'accélérer la mise en place de leur propre monnaie. Politiques, enfin, les indépendantistes abkhazes – cette région autonomiste en guerre avec la Géorgie, – ont annoncé qu'ils suivraient à la lettre la décision de Moscou, une manière de creuser encore le fossé qui les sépare de leur capitale.

En tout état de cause, cette mesure, mal préparée et annoncée à la va-vite, sans avoir fourni la moindre explication aux 300 millions de personnes concernées, risque bien d'avoir des effets contraires à son objectif initial, qui était, sans doute, de donner une nouvelle santé au rouble en « épongeant » la masse monétaire. La décision de la Banque centrale risque de laminer un peu plus la confiance, déjà bien faible, vis-à-vis de la monnaie russe et, en contrepartie, d'accélérer la *« dollarisation »* de l'économie de toute l'ex-URSS.

J.-A. F.

Face à la crise de l'armement

Bourges refuse les suppressions d'emplois

BOURGES

de notre correspondant

Bourges est au bord de l'asphyxie économique. Les suppressions d'emplois se comptent par centaines. Etayée sur les industries d'armement, depuis plus d'un siècle, en raison de sa situation loin des frontières, devenue centre de fabrications d'obus (avec 25 000 salariés à l'Arsenal) durant la première guerre mondiale, ensuite centre de construction d'avions, puis de missiles à partir des années 70, Bourges ressent durement la chute de ce secteur.

Dans cette ville où un salarié sur cinq travaille directement pour l'armement, et une famille sur trois en vit grâce à la sous-traitance, 800 emplois sur 5 000 ont disparu en deux ans dans l'industrie de la défense et 1 600 suppressions supplémentaires sont attendues d'ici à 1995. Les premiers *« plans d'adaptation d'effectifs »* ont ou vont alléger de 300 les emplois à GIAT-Industries (1 600 salariés début 1993) et d'autant à l'Aérospatiale (1 900 salariés environ début 1993), d'ici à la fin de l'année ... Et les seconds arrivent : on parle de 400 emplois supprimés à GIAT-Industries et l'on s'attend à l'annonce, en septembre, de la suppression d'une centaine d'emplois, voire 200, à l'Aérospatiale.

Début juillet, le nouveau maire de Bourges, Jean-Claude Sandrier (PCF), a appelé l'Etat à *« arrêter ce massacre de l'emploi à Bourges et dans le Cher »* et a demandé *« l'arrêt de toute suppression d'emploi dans les entreprises dépendant de lui »*. Lors des *« délocalisations »* décidées par Edith Cresson, lorsqu'elle était premier ministre, Bourges s'était portée candidate, sans succès, pour accueillir l'Office national des forêts. L'arrivée de l'ONF n'aurait pas amené de nouveaux emplois, mais était une manière de reconnaissance.

La ville comme le département se sentent oubliés aussi par la région Centre : ils craignent que celle-ci, trop préoccupée de renforcer son axe Orléans-Blois-Tours pour résister à la région parisienne, ne pense plus guère à l'Indre et au Cher, économiquement à la traîne. Effaçant les clivages politiques, les élus tentent de jouer la carte universitaire : après le premier cycle scientifique créé par le conseil général, que préside Jean-François Deniau (UDF), un DEUG de droit sera ouvert en septembre à l'initiative de la ville. Mais l'école d'ingénieurs qui devait s'installer à Bourges se fait attendre et l'école d'architecture convoitée a de grandes chances de s'implanter à Tours.

Pieds et poings liés à sa monoindustrie et à ses rendez-vous manqués – universitaires, routiers ou ferroviaires –, ayant toujours tenté de jouer sur la réputation et le potentiel technique de ses usines, la ville redoute le sort du Nord, victime des mines et de la sidérurgie, mais voudrait croire qu'il reste une chance.

PATRICK MARTINAT

► Lire aussi dans « Le Monde économie » notre enquête sur la crise des industries d'armement.

La Société Générale vous informe

PERCEVOIR DES REVENUS RÉGULIERS

CADENCE 1, 2, 3

TROIS SICAV OBLIGATAIRES À REVENUS TRIMESTRIELS

Composées principalement d'obligations françaises, Cadence 1, 2, 3 ont pour objectifs :
- *la préservation du capital investi à moyen et long terme,*
- *l'obtention d'un revenu régulier proche de celui du marché obligataire.*

La durée de placement conseillée est de deux ans ou plus.

Au 30 juin 1993	CADENCE 1	CADENCE 2	CADENCE 3
Performance sur 1 an*	*+ 15,79 %*	*+ 15,41 %*	*+ 15,63 %*
Valeur liquidative	*1 103,41 F*	*1088,86 F*	*1082,10 F*
Mois de distribution	*janvier, avril, juillet, octobre*	*février, mai, août, nov.*	*mars, juin, sept., déc.*

* *coupons bruts réinvestis, hors frais d'entrée*

Si vous souhaitez percevoir des revenus tous les mois, nous vous proposons de répartir vos souscriptions dans Cadence 1, Cadence 2 et Cadence 3.

Troisième trimestre 1993

Cadence 1 a mis en paiement, le 8 juillet 1993, un coupon de 20 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,06 F.

Cadence 2 et Cadence 3 détacheront également un coupon trimestriel net d'environ 20 F, respectivement les 10 août et 9 septembre prochains.

GENERALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

VIE DES ENTREPRISES

Les difficultés des constructeurs européens

Siemens entend maintenir son informatique « sans désemparer »

FRANCFORT

de notre correspondant

Le groupe Siemens, qui a repris Nixdorf il y a trois ans, juge sa présence dans l'informatique «indispensable» à ses autres activités. L'Allemagne reste-t-elle le seul pays de la Communauté à croire encore à une fabrication européenne d'ordinateurs ? *« Siemens Nixdorf Informationssysteme (SNI) ne sortira pas du rouge avant trois ou quatre ans. (...) Mais nous allons poursuivre sans désemparer notre politique de redressement. L'informatique est un secteur vital de notre entreprise »*. Présentant les résultats semestriels du groupe, le 5 juillet à Copenhague, Heinrich von Pierer, le patron de Siemens, a répété son credo : la reprise de Nixdorf en 1990 est plus difficile que prévu, les pertes à venir sont encore lourdes, mais la stratégie demeure.

Arrangé par la Deutsche Bank et encouragé par l'Etat, le rachat de Nixdorf en déconfiture (1 milliard de marks de pertes) en 1990 était une sorte de devoir national. Siemens a fusionné ce spécialiste des mini-ordinateurs avec ses propres activités – en équilibre – de ventes de gros ordinateurs, souvent d'origine Fujitsu. La base semblait solide : un ensemble de 52 000 personnes et un chiffre d'affaires de 12 milliards de DM (41 milliards de francs), tenant 25 % du marché allemand des minis et 20 % de celui des *mainframes*.

Les difficultés ont été *« sous-estimées »*, reconnaît l'état-major de Munich. Les pertes persistent (513 millions de marks en 1992). Le rapprochement frictionnel des deux « cultures » – entrepreneuriale chez Nixdorf et plus bureaucratique chez Siemens – en est la première cause. La direction a tardé à casser les baronnies. Ce n'est que cet hiver qu'elle a procédé à une fusion complète et à un redécoupage en neuf *« centres de profits »*, responsables de la recherche à la commercialisation.

Mais SNI a surtout été victime d'un écrémage de ses marges. Toute la profession est touchée. Le groupe allemand a comme handicaps supplémentaires le niveau des salaires et une productivité faible. IBM Deutschland, pour *grosso modo* le même chiffre d'affaires, n'emploie que 28 000 personnes. De surcroît, SNI n'a que 2 % du marché européen des grands systèmes, 2 % du marché des micros. Sa part de 13 % dans les minis est importante, mais désormais menacée par les stations de travail.

La direction a réduit les effectifs, qui ont été ramenés à 47 000 fin 1992 et qui devraient descendre à 40 000 en 1995. On évoque des cessions. La fabrication de micros, sous-dimensionnée (150 000 par an) pourrait être visée. Faudra-t-il aller au-delà et chercher un mariage ? La direction dément. M. von Pierer s'est vanté à Copenhague de *l'« équilibre »* de l'accord prolongé récemment avec Fujitsu : SNI achète des technologies et des grands systèmes mais livrera désormais des moyens systèmes au groupe nippon. Munich écarte néanmoins toute idée d'échange de capital. L'informatique ne représente plus que 10 % des emplois du total de Siemens, mais 20 % de ses dépenses de recherche-développement. C'est dire qu'il y croit. *« Sans désemparer »*.

ÉRIC LE BOUCHER

Pour se doter d'une offre dans les grands serveurs

Bull devrait annoncer un nouvel accord avec NEC

Bull resserre ses liens avec NEC. Partenaire de longue date du géant japonais qui est devenu, par ailleurs, son actionnaire à hauteur de 4,43 % depuis deux ans, le constructeur français cherche depuis plusieurs mois à exploiter toutes les possibilités de coopération. Un terrain d'entente vient, semble-t-il, d'être trouvé dans le domaine des grands systèmes (gros ordinateurs). Bull a, en effet, confirmé l'information donnée vendredi 23 juillet par *l'Agefi*, selon laquelle les deux partenaires réveilleraient un accord conclu en 1991 concernant le développement d'un très grand serveur d'entreprise. Les modalités de cette coopération devraient être peaufinées d'ici à la rentrée. NEC fournit déjà, sous licence, à Bull des unités centrales pour ses grands systèmes haut de gamme.

Cette coopération dans le domaine des grands ordinateurs de gestion n'était pas celle qu'on attendait. Elle conforte Bull sur l'un de ses points forts (les grands systèmes) mais ne résout pas un problème crucial, celui du redressement de son activité micro-informatique. Bull et NEC ont engagé des discussions sur ce sujet, l'idée étant que le français, via sa filiale Zenith Data Systems, fabrique des PC adaptés au marché européen pour le japonais. Ses pourparlers peuvent être simplement suspendus. Sur ce point, la direction de Bull s'est voulue catégorique, qualifiant *« d'allégation »* toute idée de discussion entre Bull et NEC dans la micro-informatique.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISES

□ **Restructuratinn à la Metro-Goldwyn-Mayer.** – Le Crédit lyonnais, qui contrôle la société cinématographique Metro-Goldwyn-Mayer (MGM) depuis mai 1992, a annoncé, dimanche 25 juillet, le remplacement du président de celle-ci, ainsi qu'un plan de restructuration financière. Frank Mancuso, ancien président de Paramount Pictures, a été nommé président-directeur général de MGM, où il remplace Alan Ladd Jr. Aux termes d'un plan de restructuration financière, MGM recevra notamment 400 millions de dollars destinés à financer ses productions, et sa dette bancaire sera réduite de 800 millions de dollars.

□ **Camino dépose son bilan.** – L'organisateur de voyages français Camino, spécialiste des voyages haut de gamme aux Etats-Unis, a déposé son bilan. Créé en 1962 par Gilbert Massé, puis repris par son fils Michel Massé, Camino avait dégagé en 1992 un bénéfice net de 1 million de francs pour un chiffre d'affaires de 125 millions de francs. Sans être un des très grands de la profession (25 000 clients), Camino avait une position très forte sur l'Amérique du Nord qui représentait 70 % de son activité. Des gros problèmes de trésorerie, et un début de saison médiocre seraient à l'origine de la faillite.

CONTRAT

□ **Le Sri-Lanka suspend les négociations avec Airbus.** – Les négociations entre la compagnie aérienne Air-Lanka et le consortium Airbus pour un contrat d'une valeur de 700 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs) ont été suspendues après que le président de la République sri-lankaise eut ordonné une enquête. Cette enquête survient après de nouvelles accusations selon lesquelles des irrégularités auraient été commises dans l'attribution du contrat à Airbus. Le contrat original prévoyait la livraison de cinq Airbus A-340 et deux Airbus A-320. Il avait été revu à la baisse, Air-Lanka ne souhaitant acheter que deux A-320 et en leasing trois A-340.

EMPLOI

□ **Elf Aquitaine embauche 500 « animateurs de piste ».** – Michel Giraud, ministre du travail, et Loïk Le Floch-Prigent, président d'Elf-Aquitaine, ont signé, jeudi 22 juillet, une convention portant sur l'embauche de 500 jeunes *« animateurs de piste »* destinés à accueillir les clients dans les stations-service de la société Elf-Antar France. Le recrutement de ces personnes, sous contrat d'orientation pendant six mois, devrait intervenir à partir du mois d'octobre et jusqu'en mars 1994. *« En fin de contrat, la société Elf-Antar France s'engage dans la mesure de ses possibilités à aider le jeune dans la recherche d'un emploi ou d'une formation complémentaire »*, affirme le communiqué. Le coût de l'opération, pris en charge par Elf, *« n'aura aucune répercussion sur le prix de l'essence pour l'automobiliste »*, est-il précisé. Une convention similaire portant sur l'embauche de 300 personnes avait déjà été signée le 3 février.

COOPÉRATIONS

□ **Accord préliminaire entre Telekom (Allemagne) et Intertelekom (Russie).** – Les dirigeants de l'entreprise publique allemande de télécommunications Deutsche Bundespost Telekom (DBT) et la compagnie russe Intertelekom ont signé, jeudi 22 juillet à Moscou, un accord préliminaire en vue d'améliorer les moyens de communications sur l'ensemble du territoire russe, y compris pour les relations avec l'étranger. Le projet prévoit, conjointement avec d'autres partenaires occidentaux, des investissements de l'ordre de 1 milliard de dollars (5,8 milliard de francs environ), précise Telekom. L'objectif est de créer 50 standards digitaux et 50 000 km de liaisons. Un groupe d'experts des deux entreprises a déjà entamé des *« travaux préparatifs concrets »*, a précisé Telekom.

□ **BASF et Gasprom vont construire une usine en Sibérie.** – Le groupe chimique allemand BASF et la firme russe Rag Gazprom vont coopérer pour construire une usine de production d'éthylène et de polyéthylène en Sibérie, à Nowy-Urengoj. L'usine, dont la construction débutera début 1995, aura une capacité de production annuelle de 340 000 tonnes pour l'éthylène et de 300 000 tonnes pour le polyéthylène. La coopération entre les deux firmes comprend également la construction et l'exploitation d'un réseau de transport pour le gaz naturel de la presqu'île de Jamal, en Sibérie, vers l'Europe de l'Ouest. Ce projet sera conduit par Wintershall Erdgas Handelshaus GmbH (WIEH), entreprise conjointe du groupe allemand et de la firme russe.

LANCEMENT

□ **Total met en production le gisement gazier de Bongkot en Thaïlande.** – Total a annoncé récemment la mise en production du gisement de gaz de Bongkot, situé en mer au large de la Thaïlande, avec un débit initial de 1,5 milliard de mètres cubes par an. La production de gaz naturel passera à 2 milliards m³/an en janvier 1994 puis 2,5 milliards m³/an en janvier 1995. Total est opérateur du gisement aux côtés de la compagnie nationale thaïlandaise, de Statoil et de British Gas.

Une première dans la Communauté

La COB signe un accord de coopération avec un Etat membre de la CEE

Jean Saint-Geours, président de la Commision des opérations de Bourse, et Jean-Louis Duplat, président de la Commission bancaire et financière de Belgique (CBF), ont signé, lundi 26 juillet, un accord de coopération et d'échange d'informations. Cet accord n'est pas le premier du genre puisque la COB a déjà engagé de telles coopérations avec ses homologues étrangères, notamment américaines ou canadiennes. En revanche, elle n'avait jamais signé un tel accord avec un pays de la Communauté européenne. D'autres accords de ce type – avec des Etats membres – devraient suivre dans les années qui viennent.

Cet accord d'échange d'informations, qui vise à la fois les marchés des valeurs mobilières et les marchés à terme, met en œuvre les directives européennes dans le domaine des valeurs mobilières qui renvoient à la nécessaire coopération entre les autorités compétentes des Etats membres.

L'accord ne se limitera pas à la recherche des violations aux lois et règlements en matière de valeurs mobilières et de produits à terme : il permettra également aux deux autorités de contrôle de coopérer dans d'autres domaines de compétence tels que la surveillance des OPCVM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ou l'instruction des visas d'opérations financières. Par ailleurs, il offre la possibilité de communication spontanée d'informations entre la COB et la CBF sans pour cela qu'une enquête soit nécessairement ouverte : telle autorité, par exemple, qui constatera des transactions importantes sur un titre ressortissant du pays de l'un des deux signataires pourra en aviser spontanément son homologue.

Par leur coopération, la COB et la CBF veulent contribuer au développement et au maiotien, dans la Communauté, de marchés *« transparents, équitables et sûrs »*. Selon la COB, la coopération internationale est une nécessité absolue : en 1992, le tiers des dossiers traités par la Commission a nécessité des coopérations bilatérales.

F. BN.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 26 juillet ⬆

Poursuite de la progression

La tendance haussière, nourrie des anticipations de maintien du processus de détente des taux, persistait lundi 26 juillet à la Bourse de Paris. En hausse de 0,30 % au début des transactions, les valeurs françaises progressaient de 0,68 % une heure plus tard. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,83 % à 2 011,52 points.

Dès l'ouverture, la barre symbolique des 2 000 points était franchie, en dépit des pressions sur le franc sur le marché des changes et des tensions sur les taux d'intérêt à très court terme.

Les achats des non-résidents, pariant sur une mise en flottement du franc et donc la possibilité de baisse unilatérale des taux français, s'allaient à ceux des résidents qui jouent plutôt une résistance du franc et du SME, et la poursuite de la baisse des taux, orchestrée à Francfort, où le conseil central de la Bundesbank se réunit jeudi.

Le mark se traitait à 3,4180 francs, contre près de 3,42 francs à la veille du week-end, mais l'inquiétude des opérateurs provenait surtout du marché monétaire où les taux ont continué de se tendre lundi. Le jour le jour s'inscrivait à 10,5 % contre 10,25 % en début de matinée et 10,0 % vendredi.

Du côté des valeurs, à la hausse, on notait Dassault Aviation (8,1 % pour 120 titres seulement), Pechiney (4,5 % pour 88 000 pièces) et plusieurs valeurs financières. En repli, l'Alsacienne de supermarchés cédait 12,7 %, Pinault-Printemps, 6 % pour 115 000 pièces. L'immobilière Phénix, qui participe à la reprise de la FNAC aux côtés d'Altus Finance, cédait 1,4 %.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1992

	16-7-93	23-7-93
Valeurs franç. à rev. variable	109,9	110,2
Valeurs industrielles	106,6	106,3
Valeurs étrangères	132,8	132,2
Pétrole-Energie	116	114,5
Chimie	97,1	96,8
Métallurgie, mécanique	110,8	112
Electricité, électronique	104,2	102,7
Bâtiment et matériaux	113,3	116
Ind. de consom. non alim.	105,2	103,3
Agroalimentaire	100,6	99,8
Distribution	118,5	118,2
Transports, loisirs, services	102	102,1
Assurances	130,4	130,1
Crédit banque	113	113,7
Sicomi	126,7	126,8
Immobilier et foncier	120,3	119,7
Investissement et portefeuille	117,3	123

Base 100 en 1949

Valeurs franç. à rev. variable	4 347,6	4 356,5
Valeurs étrangères	4 694,9	4 674,1

Base 100 en 1972

Valeurs franç. à rev. variable	627,4	629,1
Valeurs étrangères	821,2	818,4

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	16-7-93	23-7-93
Indice général	540,4	541,7
Produits de base	479,1	479,5
Construction	477,5	480,4
Biens d'équipement	279,7	280,8
Biens de consom. durables	534,9	541,3
Biens de consom. non durables	904,6	897,8
Biens de consom. alim.	848,5	853,3
Services	526,8	524,7
Sociétés financières	580,3	589,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	491	497,5
Valeurs industrielles	542,7	544

TOKYO, 26 juillet ⬇ Légère hausse

La Bourse de Tokyo a terminé en légère hausse, lundi 26 juillet, dans un marché resté prudent à l'approche de la session extraordinaire du Parlement, qui doit avoir lieu la semaine prochaine. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 67,51 points à 19 922,08 points, soit une progression de 0,4 %.

Des achats réalisés par des fonds d'investissement et des investisseurs étrangers ont fourni un soutien relatif au marché. Selon Wayne Rayner de Sanyo Securities, *« le marché ne peut pas vraiment bouger jusqu'à la nomination du nouveau premier ministre, même s'il prévoit déjà que le futur gouvernement prendra de nouvelles mesures de relance »*.

VALEURS	Cours du 23 juillet	Cours du 26 juillet
Ajinomoto	1 330	1 350
Bridgestone	1 240	1 240
Canon	1 340	1 340
Fuji Bank	2 460	2 470
Honda Motors	1 310	1 320
Matsushita Electric	1 320	1 310
Mitsubishi Heavy	848	847
Sony Corp.	4 570	4 430
Toyota Motors	1 840	1 810

Taïwan compte quadrupler le plafond des investissements étrangers

La Commission de sécurité et de change de Taïwan (SEC) souhaite relever le plafond des investissements étrangers de 2,5 milliards de dollars à 10 milliards de dollars, dans le but de réactiver son marché en sommeil.

La SEC avait jusqu'ici autorisé les investissements institutionnels étrangers pour un montant de 1,85 milliard de dollars, investissements qui pourraient bientôt dépasser le plafond actuel de 2,5 milliards. Selon des sources informées, la SEC avait demandé l'approbation de la Banque centrale et du ministère des finances à son projet de relèvement du plafond des investissements étrangers, mais le ministère l'avait renvoyé, estimant qu'il pourrait encourager la spéculation rampante sur le marché.

Néanmoins, la SEC a soumis à nouveau son projet au ministère, selon les mêmes sources, et cherche également le soutien de la Banque centrale. Cette dernière aurait accepté de relever le plafond à 5 milliards de dollars mais la SEC ne s'en satisfait pas. Taïwan a autorisé les investisseurs étrangers à entrer sur son marché en janvier 1991.

CHANGES

Dollar : 5,8925 F ⬆

Le dollar progressait lundi 26 juillet à Paris, à 5,8925 francs contre 5,8740 francs dans les échanges interbancaires de vendredi soir et 5,8720 francs au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	23 juillet	26 juillet
Dollar (en DM)	1,7153	1,768
TOKYO	**23 juillet**	**26 juillet**
Dollar (en yens)	105,55	106,68

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (26 juillet) : t0 1/8 - t0 1/2 %
New-York (23 juillet) : 3 %

BOURSES

	22 juillet	23 juillet
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	536,92	541,60
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 965,72	1 995,84

NEW-YORK (*indice Dow Jones*)

	22 juillet	23 juillet
Industrielles	3 525,22	3 546,74

LONDRES (*indice « Financial Times »*)

	22 juillet	23 juillet
100 valeurs	2 820,10	2 827,70
30 valeurs	2 226,30	2 234,60
Mines d'or	218,60	218,40
Fonds d'Etat	97,97	97,98

FRANCFORT

	22 juillet	23 juillet
Dax	1 823,52	1 830,83

TOKYO

	23 juillet	26 juillet
Nikkei Dow Jones	19 734,57	19 822,08
Indice général	1 609,33	1 615,55

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,9000	5,9020	5,9910	6,0000
Yen (100)	5,5191	5,5263	5,6053	5,6193
Ecu	6,6330	6,6349	6,6508	6,6625
Deutschemark	3,4150	3,4160	3,4371	3,4424
Franc suisse	3,8769	3,8817	3,9230	3,9332
Lire italienne (1000)	3,6540	3,6590	3,6506	3,6609
Livre sterling	8,8248	8,8368	8,9009	8,9181
Peseta (100)	4,2631	4,2677	4,2261	4,2445

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 3/16	3	3 1/8
Ecu	8 11/16	8 13/16	8 3/16	8 5/16	7 9/16	7 11/16
Deutschemark	6 15/16	7 1/16	6 13/16	6 15/16	6 5/8	6 3/4
Franc suisse	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Lire italienne (1000)	9 15/16	10 3/16	9 1/2	9 3/4	9 5/16	9 9/16
Livre sterling	6	6 1/8	6	6 1/8	5 15/16	6 1/16
Peseta (100)	13 1/2	15	11 7/8	13 1/4	10 7/8	12
FRANC FRANÇAIS	10 1/2	12	8 15/16	10	7 3/4	8 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSN GROUPE

CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER SEMESTRE 1993

Le chiffre d'affaires consolidé de BSN au premier semestre 1993 a progressé de 1,9 % à structure et taux de change comparables, cette croissance se décompose en :

- 1er trimestre 1993 : 0 %
- 2e trimestre 1993 : + 3,6 %

L'évolution du chiffre d'affaires à structure et taux de change comparables par Branche est la suivante :

Produits Frais	+ 4,8 %
Épicerie - Pâtes	+ 1,3 %
Biscuits	– 1,6 %
Bière	+ 4,8 %
Eaux Minérales	+ 7,1 %
Emballage	– 6,1 %
TOTAL GROUPE	+ 1,9 %

Les activités alimentaires, dans leur ensemble, sont en progression de 2,9 % par rapport au semestre correspondant de 1992.

Du fait de la dévaluation de plusieurs devises européennes, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 34,9 milliards de francs pour les six premiers mois de 1993 contre 36,3 milliards de francs pour la même période de 1992 (– 3,8 %).

Les données par Branche s'établissent comme suit :

(en millions de francs)	1992	1993
Produits Frais	13.359	12.684
Épicerie - Pâtes	6.660	6.552
Biscuits	6.615	6.205
Bière	3.526	3.696
Eaux Minérales	3.180	2.964
Emballage	3.738	3.620
	37.078	35.721
Cessions internes	(762)	(788)
TOTAL GROUPE	36.316	34.933

Les chiffres du 1er semestre 1993 n'ont pratiquement pas été influencés par des changements de structure : l'intégration, pour la première fois en 1993, du chiffre d'affaires de Verdôme (Emballage, France), compense la disparition du chiffre d'affaires lié aux marques Sangemini et Fabia (Eaux Minérales, Italia), cédées au milieu de l'année 1992.

Pour plus d'informations, composez sur votre minitel : 36.16-CLIFF.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 26 JUILLET

Liquidation : 24 août
Taux de report : 7,00

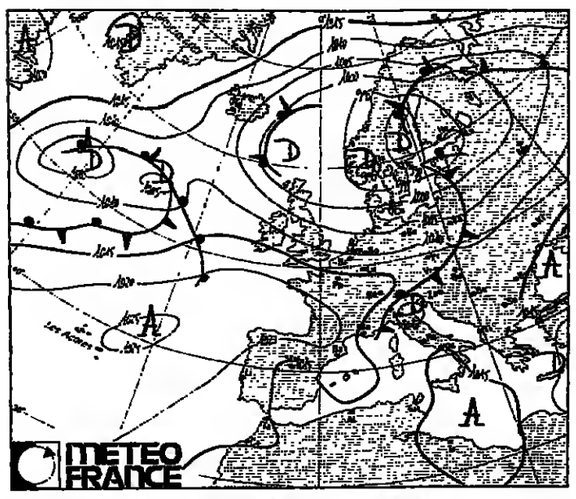
Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0.81 % (2011,21)

Règlement mensuel

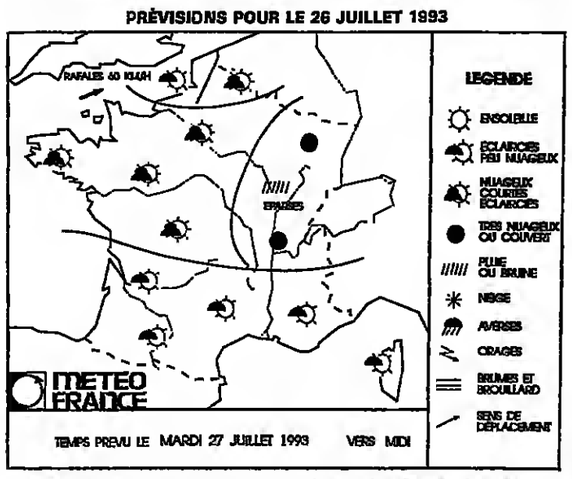
Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
+4,64	EDF-GDF 3%	5490	5410	-1,46
+30,78	B.N.P. (T.P.)	1105	1095	-0,91
+18,23	Cr.Lyonnais(T.P.)	1070	1065	-0,56
+23,49	Renault (T.P.)	2045	2020	-1,22
+30,30	Rhone Poulenc(T.P.)	2185	2158	-1,50
+5,83	Saint Gobain(T.P.)	1079	1067	-1,58
+18,64	Thomson S.A (T.P.)	982	980	-0,20
+6,17	Accor 1	844	853	+1,48
-3,25	Air Liquide 1	773	769	-0,52
-5,49	Alcatel Alsthom 1	649	654	+0,77
+88,73	Alsac.Super.Bvl 1	2678	2691	+12,66
+32,83	Atopi 1	342	352	+2,92
+18,82	AGF(Ass.gle.Fce) 1	532	540	+1,37
+34,59	Ato 1	1335	1354	+1,42
+4,67	Bail Equipement 1	58,90	58,20	-1,19
+59,76	Bail Investi. 1	1000	1005	+0,50
+30,23	Bancaire (Cie) 1	516	528	+2,33
+4,71	Banque Colbert Cl	140	144,50	+3,21
-3,12	Bazar Hot. Ville 1	629	629	—
-3,27	Berger (M) 1	1176	1180	+0,34
+19,10	Bertrand Faure 1	430	455	+5,81
+27,55	BIC 1	1200	1200	—
+6,91	BIS 1	128,50	137,50	+2,33
+28,18	B.N.P. Cl 1	540	537	-0,56
-6,51	Bollore Techn.1	410	410	+1,46
-25,53	Bongrain 1	2430	2420	-0,41
+17,91	Bon Marche (Ad) 1	564	553	-0,18
+29,14	Bouygues 1	677	680	+0,44
+26,69	BP France 1	112,10	110,10	-1,78
-8,80	BSN 1	870	870	—
+16,46	Canal + 1	1261	1260	-0,08
+10,80	Cap Gemini Sogeti 1	780	802,50	+1,28
+21,10	Carnaudmetalbox 1	319	319,30	+0,14
+23,01	Carrefour 1	2800	2800	+0,82
+0,73	Casino Guichard 1	148,90	151,20	+0,67
+9,23	Casino Guich.ADP 1	104	104,10	+0,10
+29,94	Castorama Dl (Li)1	635	640	+0,79
+9,02	C.E.F. 1	237	239,20	+0,93
+3,22	CCMC-Managed(Lyl 1	29	32	+10,34
+58,88	Cegid (Ly) 1	207	206	-0,48
-21,35	Cemotei (Nv) 1	31,95	32	+0,16
+28,08	CEP Communication 1	366	374	+1,63
+14,56	Ciments Franç.Rscn 1	88,90	88,10	-0,90
+48,51	Cimpiem 1	1110	1127	+1,53
+22,28	CISI 1	1160	1168	+0,78
-17,61	Clarigeurs 1	1600	1666	+3,50
+32,22	Christian Dior	384	389	+1,64
+1,66	CICA (Bl) 1	460	475	+3,26
+21,86	Cimenis Fr.Prix.B	310	313	+0,97
+7,84	Clarins 1	550	550	—
+3,18	Club Mediterranee1	380	394	+0,26
+8,77	Colas 1	955	967	+1,26
-22,22	CSP (Papiers)(Ly)1	594	560	-5,72
—	Comptoir Entrep. 1	319	—	—
+5	Comptoir Moder. 1	1300	1300	—
+63,24	CPR Paris.Rescc. 1	376	382	+1,60
+10,67	Credit F.France 1	1032	1089	+3,46
+21,61	Credit Local Fce 1	411	413,50	+0,61
+44,84	Credit Lyon.CIP 1	879	879	-0,58
+16,99	Credit National 1	1241	1246	+0,40
-14,70	CSEE 1	438	431,90	+0,44
+4,61	Dassault Aviation 1	3870	3850	-0,52
+20,65	Dassault-Aviation1	435	444	+2,07
+61,31	Dassault Electro 1	303	306,50	+1,16
+21,48	De Dietrich 1	1525	1545	+1,31
+9,97	Degremont 1	488	518	+2,20
+2,37	Dev.R.N-P De Cal 1	36,50	36,85	+0,41
—	Dev.R.Sud-Est(Ly1	81	—	-4,29
+0,10	DMC (Dollfus Mi)1	270	269,50	-0,19
+43	Docks France 1	550	552	+0,36
+17,87	Dynaction 1	111,50	102,50	-8,07
-0,12	Eaux (Nle Des) 1	2148	2167	+1,26
-5,86	EBF (Epede B.) 1	658	658	—
+21,59	Ecco 1	476	491,50	+3,15
+49,67	Ethnogalax Fcwg.)?	823	828	+0,67
+12,64	Elf Aquitaine 1	406	408	+0,49
-15,55	Elf Sanofi 1	947	956	+0,95
+47,29	Erap-Elf CPal 1	343	348	+1,46
+31,33	Eridania Beghin 1	770	787	+2,21
+17,95	Essilor Ind 1	473,90	473	-0,01
+51,75	Essilor Intl ADP 1	270,50	275,20	-0,05
-9,91	Esso 1	688	705	+2,54
+42,18	Eurafrance 1	1720	1820	+1,86
-7,52	Euro Disney 1	58,80	58	+0,68
+26,62	Euro RSCG W W	570	553	-4,03
+27,38	Europe 1- 1	1005	1080	+15,90
+33,26	Eurotunnel 1	36,10	36,70	+1,66
+66,66	Filpacchi Medias	702	700	-0,28
+12,80	Finextel 1	126	133	+2,21
+43,48	Fives-Lille 1	356	353	-0,84
+30,51	Fromageries Bel 1	4401	4410	+0,20
+3,46	Galeries Lafayet.1	1080	1780	+3,19
+43,37	GAN 1	471	473	+0,43
+7,66	Gascogne (B) 1	335	343	+2,38
+34,48	Gaz Easu(Fin.Ind)1	1720	1720	—
-2,14	Geophysique 1	586	571	-2,38
-5,66	Groupe André S.A.	699	660	+1,67
+38,08	Groupe De La Cité	619	601	-2,91
+32,26	GTM-Entreprise 1	447,50	454	+1,45
+2,70	Guyenne Gascogne 1	1525	1525	+1,33
-0,98	Havas 1	425,20	428,80	+0,85
-14,28	HSIA 1	203	204	+0,49
+28,42	Imetal 1	452	449,50	-0,55
-7,74	Immob.France 1	145	143	-1,38
+6,67	Ingenico 1	158	157,50	+0,71
+8,17	Ins.Mariaux Inc. 1	16700	16700	—
+23,08	Interbail 1	518	517	-0,29
+20,74	Intertechnique 1	452	464	+0,44
+31,01	Jean Lefebvre 1	1115	1125	+0,90
+28,42	Klepierre 1	615	610	-0,81
+13,33	Labinal 1	980	980	—
+19,08	Lafarge Coppee 1	404	404,50	+0,12
+38,36	Lagardere (MMB) Cl	114,90	114,50	-0,35
+58,25	Lapeyre Cl.	201	201	—
-0,19	Lebon 1	253	258,50	+2,57
+12,75	Legrand 1	4472	4510	+0,85
+15,87	Legrand ADP 1	2740	2700	-1,45
+25,01	Legris indust. 1	198	163,90	+2,44
+27,76	Locindus 1	928	925	-0,33
+8,45	L'Oreal 1	4045	4200	+3,83
-4,07	Lyon.Eaux-Dumez 1	475	471	-1,05
+18,85	Marine Wendel 1	348	347	-0,86
+66,82	Matra-Hachette 1	335,50	341	+1,64
-9,43	Metaleurop 1	61,10	61,50	+0,57
-7,79	Metrologie Int 1	43,75	44,80	+2,40
-4,29	Michelin 1	127	123,90	-2,52
+26,36	Moulinex 1	97,50	97,50	-0,21
+30,94	Navigation Mixte 1	853	865	+1,52
+8,74	Nord-Est 1	21,85	21,45	-1,83
+180,61	Nordon (Hyl) 1	420,50	421,50	+0,23
-14,58	Oleger 1	37,90	37,90	—
+32,58	Pernod-Ricard 1	388,70	387,50	-0,30
+6,38	Peugeot 1	628	628	—
-5,44	Pinault-Printemps1	472	473	+0,21
-16,11	Plastic-Omn.(Lyl 1	304	304	—
+30,25	Poliet	288	288	—
-8,78	Primagaz 1	725	725	—
+53,26	Promodes 1	1100	1100	—
+29,11	Radiotechnique 1	210	210	—
+15,90	Radiotec.(E.A.Lyl	2800	2800	—
+34,55	Remy Cointreau 1	157,50	157,50	—
+13,42	Renault(ex.CGME) 1	461,50	466,30	+1,04
—	Rhone Poulenc A 1	146,10	147	+0,61
-18,48	Rochette (La) 1	36,70	36,70	+0,82
+30,25	Rougier(Ly) 1	655	655	+0,92
+2,20	Roussel Uclaf 1	688	691	+0,43
+11,50	Rue Imperiale(Lyl1	3000	3000	—
+24,61	Sade (Nv) 1	131	131	-0,07
+39,56	Sagem 1	1610	1610	—
+6,82	Saint-Gobain 1	338	338	—
+8,13	Saint-Louis 1	1200	1200	—
+3,65	Salomon (Ly) 1	1700	1700	—
+25,19	Salvepar (Ny) 1	392,50	391,50	-0,25
+18,05	Sat 1	1740	1740	—
+8,85	Saupiquet (Nsl 1	640	645	+0,78
+10,35	Schneider 1	650	650	—
—	SCOA 1	12,95	12,95	—
+49,23	SCOR S.A 1	580	586	+1,03
+25,73	S.E.B 1	437	437	—
+12,29	Sefimeg 1	426	426	—
+24,61	Selectibanque 1	119,50	119,50	—
+43,07	Sentant Ariorique1	180,50	180,50	—
+66,80	SFIM 1	625	624	-0,16
+32,44	SGE 1	219	224	+2,28
+20,80	Sidelo 1	545	545	—
+38,05	S.I.T.A 1	670	670	—
+49,63	Sizo Rossignol 1	1230	1230	—
+31,32	Skigos 1	480,10	480	-0,02
+1,94	Societe Gale A 1	628	630	+0,32
+2	Sociecco (B) 1	44	46	+4,55
+3,14	Sodero (Ns) 1	64,50	72,50	+9,53
+1,75	Sodexho 1	980	983	+0,31
+42,48	Sogeaal (Ny) 1	109	109	—
+39,61	Sommer-Allibert 1	1560	1600	+2,56
+43	Sophia 1	699	699	+0,35
+27,53	Sovac 1	1319	1320	+0,15
+53,66	SPEP 1	440	445	+1,14
+25,13	Spie Batignolles 1	345	349	+2,05
-17,55	Strafor Facom 1	461,10	461,50	+2,31
+28,45	Suez 1	314	315,50	+0,48
-1,56	Synthelabo 1	224,90	229	+2,20
+15,36	Thomson-CSF 1	167,75	168,70	+0,66
+24,28	Total 1	235,50	238,20	+1,26
+22,18	UAP 1	597	604	+1,17
+24,05	UFB Locabail 1	340	340	—
+41,11	UIC(Ales Robin)Nl	248	248	—
+15,55	UIS 1	526	526	—
+25,72	Unibail 1	615	615	—
+4,86	UTA 1	253	840	-2,21
+22,50	Uniteal 1	415	416,50	+0,36
+42,85	Valeo 1	900	908	+0,33
+24,50	Vallourec 1	191,50	191	-0,26
+27,58	Via Banque 1	320	321	+0,31
+27,49	Worms & Cie 1	276	277	+0,36
+27,66	Zodiac 1	1685	1702	+1,01
+27,49	Elf Gabon	958	950	-0,84
+98,24	Accor 1	141	141	—
+27,66	American Barrick 1	143	144,80	+2,45
+38,84	American Express 1	188	193	+2,66
+27,52	A.T.I. 1	385	380,50	-0,11
+98,94	Anglo American 1	185,60	189,20	+1,94
+114,02	Aragaz 1	435	440	+1,15
+35,30	Banco Santander 1	254,70	262,60	+3,10
+22,75	B.A.S.F 1	864	880	+0,45
+12,88	Bayer 1	1010	1022	+1,18
+167,5	Befeldsomen 1	64,20	64,20	—
+30,75	Cours Montefiore 1	186	192	+3,22
+36,88	Daimler Benz 1	2333	2353	-0,85
+61,86	De Beers 1	105	105,50	+0,48
+14,76	Deutsche Bank 1	2510	2542	+1,27
+15,15	Dresdner Bank 1	1256	1250	-0,44
+110,45	Driefontein 1	72,20	72,65	+1,59
+1,89	Du Pont Nemours 1	289,80	287	-0,97
+35,70	Eastman Kodak 1	299,50	302,90	+1,14
+278,37	East Rand 1	30,25	31	+0,24
+177,87	Echo Bay Mines 1	72,50	72,75	+0,34
+6,42	Electrolux 1	175	179	+2,28
+12,18	Ericsson 1	257	260	+1,11
+18,09	Essex Corp. 1	375	389,50	+3,86
—	Ford Motor 1	397,50	—	—
+148,51	Freegold 1	67,20	65,40	-2,82
+34,23	General Electric 1	14,70	14,90	+1,36
+23,45	General Electric 1	572	582	+1,57
+55,30	General Motors 1	276,90	278	+0,43
-33,03	Generale Belgique1	608	607,10	-0,22
-8,34	Gst Mexicoplus 1	35,60	35,70	+0,28
+4,55	Hanson Plc 1	29,60	40,10	+1,26
+226,35	Harmony Gold 1	28,15	28,70	+1,95
+13,48	Hewlett-Packard 1	439	455	+3,64
+40,32	Hitachi 1	45,10	45,80	+1,55
—	Hoechst 1	562	—	—
-9,62	I.B.M 1	252	250,20	-0,48
+24,42	I.C.I 1	56,60	58	+2,11
+36,36	I.T.T 1	559	525	-2,14
+51,26	Ito Yokado 1	241,50	245	+1,86
+43,77	Matsushita 1	71,90	72,10	+0,28
+7,25	Mc Donald's 1	285	287,50	+0,92
-24,22	Merck and Co 1	192,50	192,50	—
—	Minnesota Mining 1	537	—	—
—	Mitsubishi Corp 1	56,50	—	—
+34,68	Mobil Corporat. 1	405,10	417,70	+3,11
+13,64	Morgan J.P. 1	409	410	+0,24
-3,24	Nestle SA Nom.	4095	4093	-0,62
+40,54	Nippon Meat Packer	84,75	84,55	-0,24
+24,17	Nomura Hydro 1	148	150	+2,74
+212,43	Oasis 1	170	172,70	+1,59
+36,51	Pennzoil 1	1599	1589	-2,31
+34,38	Philip Morris 1	275	269	-1,82
+53,16	Philips N.V 1	96,85	96,10	-0,77
+51,67	Pioneer Dome Ins 1	115	115,70	+0,61
-6,06	Premier Cambie 1	238,40	225,60	-0,91
+10,82	Quarries 1	206,10	210	+1,85
+21,49	Rembrandt 1	52,10	53,45	+2,59
+11,21	Rhone Poul Forer 1	261	264,70	+1,32
+21,79	Royal Dutch 1	532	547	+1,57
+22,31	Saint-S Seattle	12,20	12,4	+1,65
+11,54	Sega Enterprises	550	553	+0,55
+193,22	Saint Helens 1	44,80	45,85	+2,32
+12,66	Schlumberger 1	359,50	362,70	+1,52
+16,66	Shell Transport 1	53,40	54,50	+2,06
+3,10	Siemens 1	2320	2293	+2,40
+21,28	Sony Corporation 1	342,50	344,10	+0,62
+64,26	Southmark Bank 1	128	137,50	+9,29
+11,54	Tokyo 1	215	221,30	+2,93
+11,54	Toshiba 1	60,10	60	-0,11
+36,43	Toshiba 1	37,70	38,50	+1,55
+1,04	Unilever 1	570	582	+2,11
+18,52	Utd Technologies 1	205	243	+0,21
+12,96	Vest Reets 1	430	449	+2,23
+43,65	Volkswagen A.G 1	1190	1170	-0,25
—	Volvo (ex.B) 1	320	—	—
+250,50	Western Deep 1	139	192	+1,55
—	Xerox Corp. 1	424	—	—
—	Yamanouchi 1	120	—	—
+5,72	Zambia Copper 1	5,55	5,55	—
—	----------	—	—	—
—	----------	—	—	—
—	----------	—	—

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 JUILLET A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 JUILLET 1993



Mardi. – Le matin, au nord d'une ligne Nantes-Lyon le temps sera couvert et gris avec quelques faibles pluies. Des Charentes aux Alpes du Nord, le ciel sera nuageux avec quelques éclaircies. Plus au sud, du Sud-Ouest au Sud-Est et en Corse, le soleil sera au rendez-vous.

L'après-midi, au nord de la Seine, il y aura de belles éclaircies. De la Bretagne au Centre, le soleil fera de timides apparitions. Sur les régions Nord-Est, le temps sera gris avec quelques pluies et des éclaircies en soirée.

Au sud d'une ligne Bordeaux-Briançon, le soleil brillera largement.

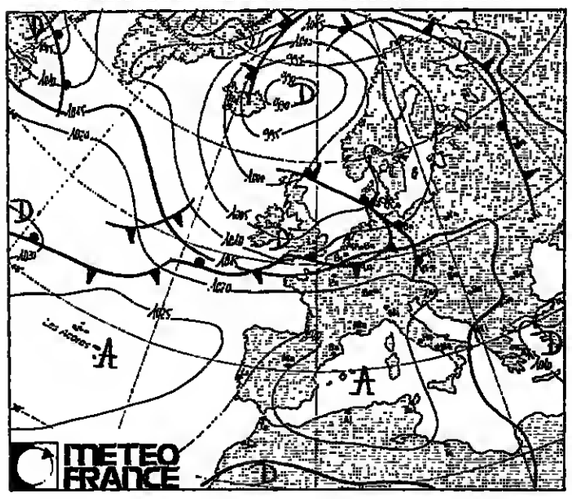
Le vent de sud-ouest soufflera par rafales à 70 km/h en Manche.

Sur les régions Nord, le vent de sud-ouest atteindra 60 km/h en rafales.

Les températures minimales varieront entre 12 et 14 degrés au nord et 14 à 16 degrés au sud.

Les températures maximales atteindront 20 à 23 degrés au nord et 27 à 29 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 27 JUILLET 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-7-1993 à 6 heures TUC et le 25-7-1993 à 6 heures TUC — le 26-7-1993

FRANCE				TOULOUSE	21	12	C	LUXEMBOURG	19	10	C
AJACCIO	26	15	D	TOURS	21	8	D	MADRID	37	18	D
BIARRITZ	20	12	N	POINTE-A-PITRE	32	24	N	MARRAKECH	42	27	D
BORDEAUX	22	11	D	ÉTRANGER				MEXICO	26	12	N
BOURGES	22	11	D					MILAN	25	14	N
BREST	18	12	D	ALGER	36	23	C	MONTRÉAL	26	15	D
CAEN	19	11	N	AMSTERDAM	19	13	N	MOSCOU	17	14	D
CHERBOURG	18	12	N	ATHÈNES	31	22	D	NAIROBI	23	7	D
CLERMONT-FER	24	10	D	BANGKOK	36	27	N	NEW-DELHI	35	26	D
DIJON	22	13	N	BARCELONE	27	24	C	NEW-YORK	31	21	N
GRENOBLE	22	12	N	BELGRADE	33	17	D	PALMA-DE-MAJ	30	21	D
LILLE	19	12	N	BERLIN	23	11	N	PÉKIN	25	21	C
LIMOGES	19	10	C	BRUXELLES	19	13	D	RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
LYON	25	12	N	LE CAIRE	31	22	D	ROME	27	17	D
MARSEILLE	27	18	N	COPENHAGUE	17	12	D	HONGKONG	32	28	N
NANCY	22	12	N	DAKAR	30	24	P	SÉVILLE	41	21	D
NANTES	20	9	D	DELHI	–	–	–	SINGAPOUR	31	25	C
NICE	26	18	C	DJERBA	–	–	–	STOCKHOLM	22	12	C
PARIS-MONTS	20	12	D	GENEVE	22	11	N	SYDNEY	17	9	D
PAU	20	13	N	ISTANBUL	28	19	D	TOKYO	25	22	C
PERPIGNAN	25	18	N	JÉRUSALEM	29	18	D	TUNIS	36	21	D
RENNES	20	10	D	LISBONNE	27	16	D	VARSOVIE	27	15	N
ST-ETIENNE	25	9	N	LONDRES	20	11	N	VENISE	28	21	N
STRASBOURG	22	13	D	LOS ANGELES	24	18	C	VIENNE	30	16	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

« Circenses »

LE procureteur Tepie est un grand sentimental.

Quand son empereur est mort, il ne s'est pas posé la question de savoir qui des patriciens ou des plébéiens avait raison. Peu lui importait que ce grand bâtisseur fût considéré comme un dieu par les uns et comme un tyran par les autres. Il a fait son devoir. Et comme il avait eu l'honneur d'être associé minoritaire à la gestion des affaires impériales, il a porté à l'organisation de ses funérailles un zèle à la mesure de ce privilège.

Le veille du jour funeste, pressentant le drame, alors qu'il séjournait à bord du *Phocea*, il avait eu le geste auguste du vétéran de marine : on l'avait vu jeter symboliquement à la mer, comme on le fait des couronnes de fleurs pour conjurer le sort, une caméra gauloise qui croisait dans les parages.

Le eort ayent été jeté, il s'acquitte d'abord de cette dette. Déployant sa munificence dans toute sa splendeur, il fit restituer une caméra neuve à son propriétaire. Lequel était sans doute un Barbare puisqu'il crut pouvoir mépriser ce don.

Le procurateur Tepie entreprit ensuite de célébrer le plus olympien des rites funèbres. Le *panem* étant démodé, il opta pour les *circenses* mais en adaptant la formule à sa façon. Le stade de Marseille, pourtant blasé en matière de jeux du cirque, n'oubliera jamais cette soirée à nulle autre pareille. En souvenir de cet empereur, qui adorait les images, on y sacrifia pour la première fois des caméras et, accessoirement, leurs porteurs furent livrés à la foule.

Puis, le procurateur Tepie offrit au public le plus belle des reconstitutions historiques qui pût honorer son défunt sponsor, que hantait tant les palmes de Venise : il confia au légendaire gardien en chef de ses gladiateurs, le redoutable Bernàe, encora chancelant de blessures reçues dans les arènes de Valenciennes, le soin de jouer Ben Hur dans un mémorable tour de cirque. Le spectacle fut digne d'Homère !

Pourquoi fallut-il que le gouverneur Bourges, cet éternel grincheux, vînt troubler cette noble galéjade, au nom de l'Empire d'Orient, sous prétexte que les caméras sacrifiées faisaient partie de ses *impedimenta* personnels ? Il eut des cris d'orfraie pour clamer qu'il y avait là une violation caractérisée des lois du cirque. On l'entendit aussi accuser le procurateur de *« méthodes mafieuses »*, autrement dit de mœurs de bas empire. Il osa même revendiquer le retour aux pratiques *« démocratiques »* qui prévoyaient jadis la libre circulation des caméras dans les stades impériaux ! La colère républicaine de ce Byzantin avait quelque chose de délicieusement archaïque...

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « la Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 26 juillet

TF 1

LE DÉGRIFFÉ ARTIREC
LA SOLUTION ANTI-CRISE
TISSU SUR MOUSSE
Film pare-poussière, nbx coll., pose facile, coffre tendue
59 F le m/l en 2,60 m
ARTIREC habille sols et murs à prix dégriffés. 5 dépots en rég. parisienne
PARIS 11e, 8, imp. St-Sébastien (43-55-66-50). Parking

20.40 **Série : Commissaire Moulin.** Les Buveurs d'eau, d'Yves Rénier. *La police reste désespérément impuissante contre un gang de banlieue.*
22.15 **Téléfilm : Piège pour femme seule.** De Gérard Marx. *Une jeune femme sosie d'une disparue.*
23.45 **Sport : F1 Magazine.** Grand Prix d'Allemagne, à Hockenheim.

FRANCE 2

20.50 **Feuilleton : Le Château des Oliviers.** De Nicolas Gessner (6e épisode). *Les manigances de Séverin rapprochent la plupart des membres de la famille.*
22.20 **Divertissement : Pierre Palmade au Palais des Glaces.**
23.20 **Journal et Météo.**
23.40 **Magazine : Le Cercle de minuit.** Au Festival d'Avignon.

FRANCE 3

20.45 **Cinéma : Mélodie en sous-sol.** ■ Film français d'Henri Verneuil (1962).
22.50 **Journal et Météo.**
23.20 **Megazine : Strip-tease.** Maison de poupées ; Martha ; Etonne-moi ; Les demoiselles de la Légion d'honneur.
0.15 **Continentales.** L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : Mercellino.** ■ Film italo-espagnol de Luigi Comencini (1991).
22.00 **Flash d'informations.**
22.10 **Cinéma : Le Chaud Lapin.** ■ Film français de Pascal Thomas (1974).
0.05 **Cinéma : La Montre, la Croix et la Manière.** ■ Film franco-britannique de Ben Lewin (1991) (v.o.).

ARTE

20.40 **Cinéma : L'Homme à la peau de serpent.** ■ Film américain de Sidney Lumet (1960) (v.o.).
22.35 **Cinéma : Les Grenouilles.** ■■ Film turc de Serif Gören (1985) (v.o.).
0.10 **Cinéma d'enimation : Snark.** La Création d'une vache, de Paul Driessen.

M 6

20.45 **Téléfilm : Panique en plein ciel.** De Dick Lowry. *Un Boeing-747 perd une partie de son fuselage au-dessus du Pacifique.*
22.30 ▶ **Cinéma : Les Aventures de Marco Polo.** ■ Film américain d'Archie Mayo (1938).
0.15 **Six minutes première heure.**
0.25 **Magazine : Culture pub.**
0.50 **Megazine : Jazz 6.** Michel Petrucciani.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Le Grand Débat.** Faut-il sauver le cinéma français ? (2). Avec Dominique Wallon, René Bonnell, Daniel Toscan du Plantier, Hubert Astier, Robert Enrico, Pascal Rogard (rediff.).
21.30 **Dramatique.** Rêveurs du Mogador, de Jean Clamour (rediff.).
22.40 **La Radio dans les yeux.** L'actualité du Festival d'Avignon.
0.05 **Du jour au lendemain.** Sur les chemins de Cézanne.
0.50 **Musique : Coda.** Jazz-Africa (jusqu'au 30 juillet).

FRANCE-MUSIQUE

19.30 **Concert.** Festival d'Aix-en-Provence.
21.15 **Opéra** (en direct d'Aix-en-Provence) : Euryanthe, de Weber, par le Chœur du festival, l'English Chamber Orchestra, dir. Jeffrey Tate.
0.35 **Bleu nuit.** Par Xavier Prévost. Festival de Montpellier : David Patrois, vibraphone, et son Quartette.

Mardi 27 juillet

TF 1

15.30 **Série : Hawaï, police d'Etat.**
16.25 **Jeu : Une famille en or.**
16.55 **Club Dorothée vacances.**
18.05 **Série : Chips.**
18.55 **Série : Premiers baisers.**
19.25 **Série : Hélène et les garçons.**
20.00 **Journal, Tiercé et Météo.**
20.45 **Cinéma : La Poursuite impitoyable.** ■■ Film américain d'Arthur Penn (1965).
23.00 **Série : Pair d'as.** Chacun sa voie.
23.50 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
0.45 **Journal et Météo.**

FRANCE 2

15.30 **Série : Les deux font la paire.**
16.20 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
16.45 **Série : L'Equipée du Poney Express.**
17.35 **Megazine : Giga.**
18.25 **Série : Riptide.**
19.20 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
20.00 **Journal, Journal des coursee et Météo.**
20.50 **Cinéma : Un été 42.** ■ Film américain de Robert Mulligan (1971).
22.35 **Magazine : De quoi j'ai l'air ?** Présenté par Bruno Masure. Docile ou rebelle ? Invités : Fabienne Thibeault, Karen Cheryl, Pascal Sevran.
23.50 **Journal et Météo.**
0.10 **Magazine : Le Cercle de minuit.** Au Festival d'Avignon.

FRANCE 3

15.35 **Série : La croisière s'emuse.**
16.30 **Veriétée : 40e à l'ombre.** En direct d'Arcachon. Avec Sébastien Roch, la Bande à Basile, Trio Esperança.
18.25 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 **Feuilleton : Une famille pas comme les autres** (16e épisode).
20.35 **Jeu : Hugodélire.**
20.45 **Série : Guerres privées.** Folies douces, de William M. Finkelstein.
21.40 **Pienète cheude.** L'Histoire oubliée. 1. Les tirailleurs sénégalais, documentaire d'Alain de Sédouy et Eric Deroo. *Témoignages et images d'archives. Rediffusion.*
22.40 **Journal et Météo.**
23.10 **Documentaire : Les Chemins des hommes.** Le professeur Jean Bernard : l'éthique médicale, entretien réalisé en 1988.
23.55 **Continentales.**

CANAL PLUS

15.25 **Cinéma : Les Anges de la nuit.** ■ Film américain de Phil Joanou (1990).
17.35 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.35

18.30 **Série enimée : Batman.**
18.55 **Le Top.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Megazine : Nulle part ailleurs.**
20.35 **Cinéma : Robin des Bois.** ■ Film américain de John Irvin (1990).
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 **Surprises.**
22.30 **Sport : Football.** France A'-Russie, match amical, en différé de Guingamp.
0.15 **Cinéma : Deux yeux maléfiques.** ■ Film italien de George A. Romero et Dario Argento (1989).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 **Documentaire : Montpellier, le saut de l'enge.** De Charles Picq (rediff.).
17.30 **Danse : So schnell** (rediff.).
19.00 **Megazine : Rencontre.** Edgar Reitz/Brigitte Sauzay.
19.30 **Documentaire : Des images qui ont fait l'Histoire.** Black Power. *1968, aux Jeux olympiques de Mexico. Deux sprinters noirs américains, Tommie Smith et John Carlos, lèvent le poing en recevant leur récompense.*
19.45 **Cinémémo : Pertir.**
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Soirée thématique : Dépaysement, des vacances et des hommes.**
20.41 **Documentaire : Pirates et orchidées, déclaration d'emour à Ibiza.**
21.10 **Documentaire : Un port de plaisance pour Trébeurden.**
21.30 **Documentaire : Vecances eu service des autres.**
22.00 **Documentaire : Quand l'ueine fermait... L'Album de vacances de papa.**
22.25 ▶ **Téléfilm : Men apricht « Deutsh ».** De Harins Christian Müller.

M 6

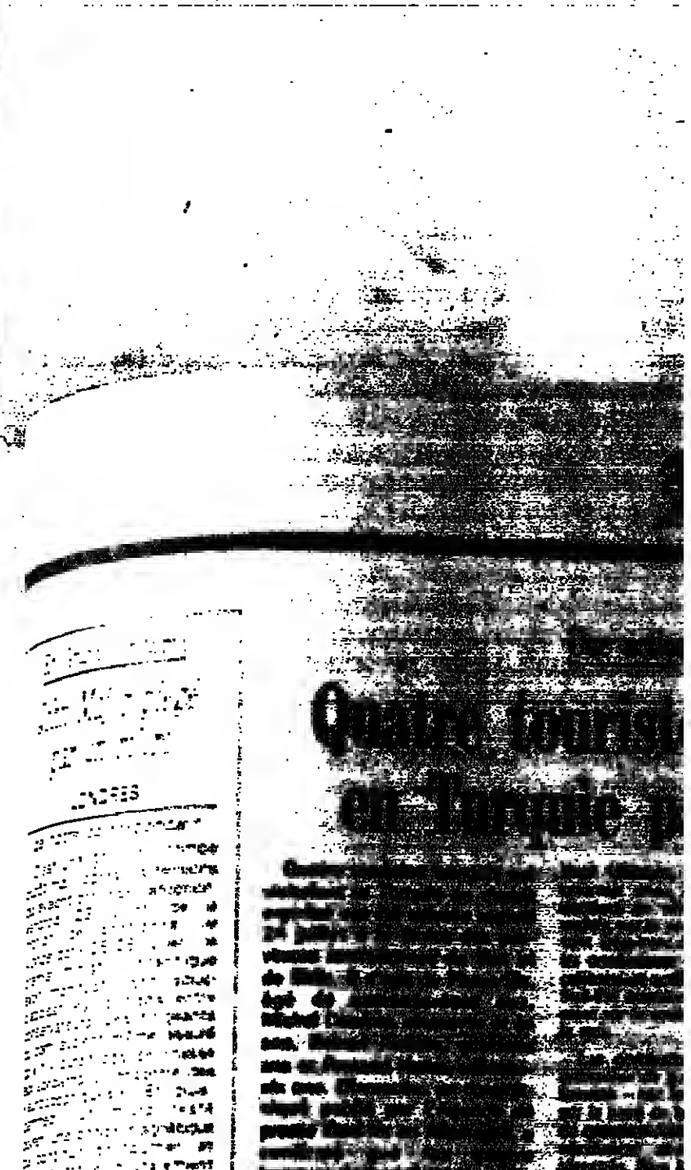
13.55 **Megazine : Destination vecances.**
17.05 **Veriétés : Multitop.**
17.35 **Série : Rintintin Junior.**
18.00 **Série : O'Hara.**
19.00 **Série : Deux flics à Miami.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Cosby Show.**
20.40 **Le Mardi, c'est permis.**
20.45 **Magazine : Grandeur nature.**
20.50 **Série : Les Aventures de Tintin.** Les Cigares du pharaon ; le Lotus bleu.
22.25 **Série : Mission impossible.**
23.25 **Les Stars en noir et blanc.** Avec la série : Destination danger.
0.15 **Informations : Six minutes première heure.**
0.25 **Musique : Flashback.**
1.45 **Magazine : Fréquenstar.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel science.** La cuisine sciemtifique.
21.30 **Rencontres d'Avignon.** L'Europe au pluriel : six pays sous le regard des autres.
22.40 **Les Nuits magnétiques.** Un secret mal gardé : le Journal intime. 1. Journal intime pour tous.
0.05 **Du jour eu lendemain.** Avec Louis-Paul Guigues (les Chemins des apocalypses).
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

19.30 **Opéra** (en direct de Bayreuth) : Le Vaisseau fantôme, de Wagner, par le chœur et l'orchestre du Festival de Bayreuth, dir. : Giuseppe Sinopoli ; soliste. : Hans Sotin, Sabine Hass, Reiner Goldberg, Hebe Dijkstra, Clement Bieber, Bernd Weild.
22.15 **Concert** (donné le 14 mai salle Pleyel) : Sonate pour cordes n° 4 en si bémol majeur, de Rossini ; Concerto pour quatre violons et cordes en si bémol majeur RV 583, de Vivaldi ; Concerto pour violon et cordes en la mineur D 113, de Tartini ; Concerto pour alto et cordes en mi bémol majeur, de Rolle ; Fantaisie sur la Favorite de Donizetti, de Pascuill ; Grand duo concertant pour contrebasse et cordes, de Bottesini, par l Solisti Veneti, dir. Claudio Scimone.
0.35 **Bleu nuit.** Festival de Montpellier. Philippe Petrucciani, guitare, et son Quartette, avec François Ouillet, piano, Louis Petrucciani, contrebasse, Daniel Solia, batterie.



Les États-Unis souhaitent et la Chine au maintien

Les États-Unis [illegible] à amener la Chine et le Vietnam à un effort commun pour [illegible] sur la stabilité en Asie. Pour leur part, les pays de l'ASEAN ont proposé que ces discussions aient lieu dans le cadre d'un Forum, où la région Asie (PRA) aurait à l'occasion de leur conférence annuelle. En outre, le projet américain du sommet informel de la région Asie-Pacifique a progressé à l'occasion de la réunion de Singapour. Le premier ministre de Malaisie, M. Dr Mahathir Mohamad, demeure en effet le seul dirigeant à avoir déclaré qu'il ne s'y rendrait pas.

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

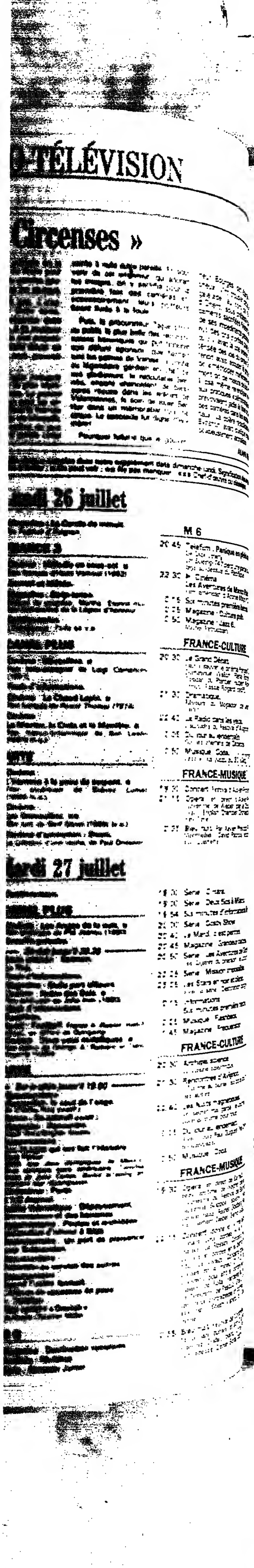
Tels sont les échanges qui ont eu lieu, depuis vendredi 23 juillet à Singapour, à l'occasion de la conférence ministérielle de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et d'entretiens, dans la foulée, notamment avec les interlocuteurs américains et chinois (*le Monde* du 23 juillet). Le Forum (PRA) réunissait les six de l'ASEAN, leurs sept «partenaires» (y compris la CEE), ainsi que la Chine, la Russie, le Vietnam, le Laos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et, pour-être, la Birmanie. Il s'agirait d'un embryon régional permettant de régler les problèmes menaçant ou ayant la stabilité du continent, telles les ambitions nucléaires de la Corée du Nord, la course aux armements et

Mort de Philippe Michel PDG de l'agence de publicité CLM-BBDO

Philippe Michel, fondateur et président de l'agence de publicité CLM-BBDO, est décédé, samedi 24 juillet, d'une crise cardiaque en Corse. Il était âgé de cinquante-trois ans. Né le 11 avril 1940 à Chartres (Eure-et-Loir), Philippe Michel était considéré comme l'un des publicitaires les plus créatifs de ces dernières années.

Avant de créer en 1969 à 1972 l'agence de publicité Dupuy Compagnon, dont il était devenu le PDG, il était fondé en 1972 sa propre agence, rachetée au groupe américain BBDO. L'agence a changé de nom en 1991, CLM-BBDO, et s'est illustrée dans de nombreuses campagnes qui sont encore dans toutes les mémoires (Myriam qui [illegible] le tac, Mamie Nova, etc.). En 1992, CLM-BBDO a fait son entrée dans le club des dix premières agences de publicité en France avec un chiffre d'affaires en progression de 5,5 % par rapport à l'année précédente. Philippe Michel était également président de l'Art Directors Club Europe depuis 1990 et chevalier des Arts et des Lettres. Pour l'Association des agences conseil en communication (AACC), *« Philippe Michel a marqué de son empreinte personnelle la publicité française des vingt dernières années »*.

□ **SRI-LANKA : 78 morts lors d'échanges tamouls.** – Des séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) ont attaqué, dimanche 25 juillet, un camp de l'armée dans le nord du Sri-Lanka, tuant dix-sept civils, quarante et un soldats et perdant dix de leurs hommes, selon des sources militaires. Samedi, des rebelles tamouls avaient tué dix policiers à proximité du parc national de Wilpattu (Nord), forcé aux touristes au milieu des années 80 après son utilisation par les Tigres, avait annoncé l'armée. Ce week-end coïncide avec le deuxième anniversaire des massacres émeutes anti-tamoules de 1983. – (AFP, Reuter.)


TÉLÉVISION
Circenses »
mardi 26 juillet
M 6
FRANCE-CULTURE
FRANCE-MUSIQUE
mardi 27 juillet
FRANCE-CULTURE
FRANCE-MUSIQUE

En Grande-Bretagne

John Major piégé par un micro

LONDRES

de notre correspondant

C'est une gaffe qui tomba plutôt mal : après les tensions qui avaient précédé l'adoption, vendredi 23 juillet, de la motion de confiance (la *Monde* daté 25-26 juillet), la premier ministre britannique avait manifesté son souci d'apaiser les relations entre conservateurs. Les dirigeants du parti avaient même assuré qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières à l'encontre des «eurosceptiques». Et puis, *damned!*, un micro resté ouvert, une bande magnétique qui continue de tourner, et voilà la trêve brutalement interrompue.

Vendredi donc, après la vote, John Major arrive au 10 Downing street, pour une série d'interviews. Entre deux prises, il discute à bâtons rompus avec Michael Brunson, chroniqueur politique de la chaîne de télévision ITN. *«Le réel problème*, explique-t-il en confiance à son interlocuteur, *est celui d'une majorité minuscule. J'aurais pu obtenir toutes ces choses intelligentes et décisives qu'on voudrait me voir faire, mais j'aurais brisé le Parti conservateur en mille morceaux.»* Michael Brunson interroge M. Major à propos de ces trois ministres «eurosceptiques» (Peter Lilley, Michael Portillo et John Redwood) qui auraient menacé de démissionner si le volet social du traité de Maastricht avait été adopté : pourquoi ne pas se séparer d'eux? *«Mettez-vous à ma place*, répond M. Major, *vous êtes le premier ministre, avec une majorité de dix-huit voix, un parti qui se réfère toujours à un âge d'or qui n'a jamais existé* [les années Thatcher]. *Vous avez trois représentants de la droite du cabinet qui démissionnent. Qu'est-ce qui se passe?»*

Michael Brunson répond qu'il devrait être facile de les remplacer. *«Je pourrais en trouver d'autres. Mais*, souligne M. Major, *d'où pensez-vous que ce poison provienne? De ceux qui n'ont plus rien et de ceux qui n'ont jamais rien eu* [il s'agit de portefeuilles ministériels]. *Pensez à ces ex-ministres qui vont ça et là, provoquent toutes sortes de difficultés. Nous ne voulons pas trois autres saluds («bastards») à l'extérieur... C'était quoi, déjà, la formule de Lyndon Johnson?* (1)» Le son est alors coupé.

Les services du premier ministre n'ont, bien sûr, pas confirmé ces propos, mais ceux-ci l'ont été par la BBC (chargée des enregistrements) et, indirectement, par Sir Norman Fowler, le président du Parti conservateur, qui a demandé une enquête urgente sur la BBC. Celle-ci est en cours.

LAURENT ZECCHINI

(1) Lyndon Johnson disait d'Edgar Hoover, directeur du FBI : *«Il est probablement mieux de l'avoir à l'intérieur de la tente pissant à l'extérieur qu'à l'extérieur pissant à l'intérieur.»*

Une action spectaculaire des séparatistes kurdes

Quatre touristes français ont été enlevés en Turquie par un commando du PKK

Quatre touristes français qui visitaient la Turquie en circuit organisé ont été enlevés samedi 24 juillet à la limite des provinces anatoliennes de Van et de Bitlis. Il s'agit de Pierre Six, âgé de quarante-deux ans, Michel Coudray, cinquante et un ans, Robert Audoin, quarante sns et Fernand Haron, soixante-six ans. Dimenche, un communiqué publié par l'Agence de presse Kurd-He en Allemagne, a confirmé que les quatre hommes étaient détenus par le PKK, ainsi qu'un jeune ingénieur britannique et son amie australienne, capturés il y a trois semaines.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le véhicule qui transportaient le groupe de 25 touristes français a été arrêté vers 18 h 30 samedi à un barrage routier érigé par le PKK sur la route entre Tatvan et Van. Selon Resit Gültekin, le guide turc qui se trouvait dans l'autocar, plusieurs dizaines de véhicules étaient déjà arrêtés sur la route. De tels barrages sont fréquents dans cette région où les combattants du PKK sont particulièrement actifs, et les habitants du Sud-Est anatolien s'aventurent rarement sur la route après la tombée de la nuit.

Les combattants kurdes – une quinzaine de jeunes gens dont sept femmes – ont fait attendre le groupe sur le bord de la route pendant près de quarante-cinq minutes alors qu'ils vérifiaient minutieusement leurs identités. Plus loin sur la route, un militant barbu haranguait en kurde les passagers de véhicules locaux. Avant de donner aux touristes le signe du départ, les militants, qui s'étaient annoncés comme étant du PKK, ont choisi quatre otages, *«apparemment au hasard»* a déclaré l'épouse de l'un d'entre eux, qui a refusé de donner son nom. *«Nous n'étions pas conscients du danger. Nous faisions entièrement confiance à l'agence de voyages Marmara,»* a-t-elle déclaré. Leurs compagnons de voyage ont poursuivi leur chemin et se trouvent actuellement à Van.

En juin dernier, Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, avait annoncé son intention de s'en prendre désormais à l'industrie turque du tourisme. Après les récentes séries d'attentats à la bombe dans la ville d'Antalya qui ont blessé plusieurs touristes étrangers et coûté la vie à l'employé d'un restaurant, le PKK, toujours par l'intermédiaire de l'agence Kurd-Ha, avait réitéré ses avertissements. *«Nous conseillons aux gens qui ont l'intention de se rendre en Turquie de ne pas aller dans un pays qui mène une sale guerre contre un peuple luttant pour ses droits fondamentaux. Nous soulignons une fois de plus que nous ne serons pas responsables pour toute perte de vie humaine dans le sud»* prévient-il

Explosion d'une bombe

Dimanche, une bombe déposée sous le guichet automatique d'une banque près du célèbre musée Sainte-Sophie a explosé, blessant quatre personnes, dont apparemment trois touristes. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

Ces incidents s'inscrivent dans le cadre d'une campagne lancée par le PKK pour tenter de sensibiliser l'opinion internationale à ce conflit qui dure depuis 1984 et a déjà causé la mort de plus de 6 500 personnes. Les manifestations spectaculaires en Europe, les attaques contre les intérêts touristiques – cruciaux pour la Turquie – puis ces enlèvements ont attiré l'attention des Occidentaux alors que la Turquie intensifie ses opérations militaires dans le Sud-Est anatolien, pour tenter d'anéantir le PKK. Bombardements aériens, tirs d'artillerie, évacuations forcées de village sont désormais fréquents.

Dimanche également, une explosion a causé le déraillement d'un train dans la province de Bingöl, au cours duquel deux soldats ont trouvé la mort. Douze autres personnes ont été tuées durant le week-end au cours de divers affrontements dans le Sud-Est anatolien.

Après l'enlèvement du jeune couple britannique, le commandement régional du PKK avait posé deux conditions pour leur libération. D'une part, le mouvement séparatiste demandait la médiation d'une organisation internationale telle que le CICR ou Medico International et la présence de la presse et de la télévision lors de la libération. Le PKK exigeait également l'arrêt des opérations terrestres et aériennes turques, *«afin que les touristes puissent être escortés hors de la région en toute sécurité.»* Le jour précédant la capture des quatre Français, le PKK s'était plaint de n'avoir été contacté par aucune organisation internationale, un signe, estimait-il, *«que le public occidental est trop faible face aux opérations militaires de la Turquie.»*

Un diplomate français était attendu à Van lundi matin pour obtenir un rapport détaillé sur les faits. Après avoir emmené les quatre Français, alors que leurs épouses étaient en pleurs, un combattant du PKK s'est tourné vers le guide Resit Gültekin. *«Ne t'inquiète pas,»* a-t-il déclaré. *«Dis à tes touristes que les hommes seront relâchés dans quatre ou cinq jours.»*

NICOLE POPE

Léger répit sur les marchés des changes

M. Chirac apporte son soutien au franc

Après les rudes attaques de la semaine dernière, et alors que le conseil de la Bundesbank doit se réunir jeudi 29 juillet, un répit semble se manifester pour le franc sur les marchés des changes lundi matin 26 juillet (le deutschemark s'échangeait à 3,4165 francs contre 3,4180 vendredi 23 juillet au soir).

En revanche, les taux à très court terme du marché monétaire se tendaient encore par rapport à vendredi. Le jour le jour s'inscrivait ainsi à 10,25 % contre 10 % à la veille du week-end, et l'échéance la plus chère, à une semaine, affichait une fourchette de cotation béante de 11 1/2-15 1/2, comme vendredi.

Pour soutenir le franc belge, soumis également à des attaques la semaine dernière, la Banque nationale belge a de son côté annoncé, lundi matin, un relèvement de 7,15 % à 8,50 % de son taux central.

Resté silencieux ces jours derniers alors que les attaques contre le franc redoublaient, Jacques Chirac, président du RPR, a fait savoir, samedi 24 juillet, que *«rien ne justifie les attaques contre le franc et contre le système monétaire européen»*. *«Le gouvernement est déterminé à défendre le franc et nous devons tous le soutenir dans cette action : c'est notre devoir»*, a ajouté l'ancien premier ministre, dans une déclaration à l'Agence France-Presse.

De son côté, le financier américain d'origine hongroise, Georges Soros, qui avait spéculé avec succès contre la livre en septembre 1992, affirme dans une tribune publiée par le *Figaro* du lundi 26 juillet qu'il ne *«spécule pas contre le franc»*. *«Je n'ai aucunement l'intention de le faire, car je ne veux pas être accusé de détruire le système monétaire européen. Je pense que l'Europe a désespérément besoin d'un système monétaire, sans lequel le marché commun pourrait s'effondrer»*, écrit-il.

La conférence de l'ASEAN à Singapour

Les Etats-Unis souhaitent associer la Russie et la Chine au maintien de la stabilité en Asie

Les Etats-Unis sont prêts à associer la Chine et la Russie à un effort commun pour préserver la stabilité en Asie. Pour leur part, les pays de l'ASEAN ont proposé que ces discussions aient lieu dans le cadre d'un Forum de la région Asie (FRA) réuni à l'occasion de leur conférence annuelle. En outre, le projet américain de sommet informel de la région Asie-Pacifique a progressé à l'occasion de la réunion de Singapour. Le premier ministre de Malaisie, le Dr Mahathir Mohamad, demeura en effet le seul dirigeant à avoir déclaré qu'il ne s'y rendrait pas.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Tels sont les échanges qui ont eu lieu, depuis vendredi 23 juillet à Singapour, à l'occasion de la conférence ministérielle de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et d'entretiens, dans la foulée, notamment avec ses interlocuteurs américains et chinois (*le Monde* du 23 juillet). Le Forum (FRA) réunirait les six de l'ASEAN, leurs sept «partenaires» (y compris la CEE), ainsi que le Chine, la Russie, le Vietnam, le Laos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et, peut-être, la Birmanie. Il s'agirait d'un cadre régional permettant de régler les problèmes mettant en cause la stabilité du continent, telles les ambitions nucléaires de la Corée du Nord, la course aux armements et les disputes territoriales (Kouriles du Sud, mer de Chine méridionale).

Qian Qichen, chef de la diplomatie chinoise, a indiqué que son pays souhaitait participer au sommet de Seattle proposé par les Etats-Unis pour novembre prochain. La Chine n'y sera représentée que si les Etats-Unis ne la menacent pas de nouvelles sanctions commerciales. La Thaïlande a fait savoir qu'elle n'avait rien à perdre à y assister. L'Indonésie devrait adopter une attitude identique. Il ne resterait donc, aux Américains, qu'à obtenir l'assentiment du Japon, dont la réponse pourrait être liée à l'attitude de Pékin.

Le 7 juillet, à Tokyo, le président Clinton avait suggéré qu'une *«conférence informelle»* entre les dirigeants d'Asie-Pacique se tienne dans la foulée de la réunion, à Seattle, de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), forum régional rassemblant quinze membres. L'APEC a un caractère strictement économique, ce qui explique la présence en son sein de la Chine aux côtés de Taïwan et de Hongkong. Pékin s'accommoderait de la présence des deux «petites Chines» à un sommet informel, pour peu que son intérêt prévale. En clair, les Chinois demandent aux Américains de cesser de leur faire systématiquement des procès, notamment sur les droits de l'homme et les ventes d'armes sophistiquées. Le projet américain de Seattle offre donc des munitions à la diplomatie de la Chine car l'absence de cette puissance économique régionale maintenant réduirait nettement l'intérêt du sommet.

Assurances pacifiques de Pékin

A ce propos, M. Qiao a de nouveau mis en avant que Pékin ait vendu au Pakistan des missiles M-11, d'une portée de 450 kilomètres et susceptibles d'être équipés d'ogives nucléaires (*le Monde* daté 25-26 juillet). Le ministre chinois s'est également efforcé de défendre les intentions pacifiques de son gouvernement dans la région. Il a notamment réitéré que celui-ci n'avait *«aucun plan d'expansion de sa force militaire»* en mer de Chine méridionale, contrairement à ce qu'avait avancé, en juin, une publication officielle chinoise en rapportant notamment la construction d'une base dans l'archipel des Paracels, au nord de celui des Spratleys.

Quelles que soient les intentions réelles des Chinois, l'ASEAN estime que le FRA, par le biais d'une *«diplomatie préventive»*, offrira un cadre opportun pour désamorcer tout conflit local et aborder les problèmes de sécurité régionale. Avant même de rencontrer formellement, lundi et mardi, ses partenaires (dont les Etats-Unis, le Japon et la CEE), l'Association a décidé de reprendre ce dossier début janvier à Bangkok. Les Américains sont favorables à de tels échanges, à condition qu'ils aient pour objectif de compléter – et non de remettre en cause – leur présence militaire et leurs accords bilatéraux en Asie-Pacifique.

Un autre différend a également perdu de son intensité à Singapour, celui qui oppose l'ASEAN aux Etats-Unis sur la conduite à suivre au Cambodge. Les Américains avaient déclaré, à plusieurs reprises, qu'aucune aide ne serait fournie à Phnom-Penh si les Khmers rouges y étaient associés, d'une façon ou d'une autre, au pouvoir. A telle enseigne que le prince Sihanouk avait renoncé à tout contact avec les émissaires de Pol Pot (*le Monde* du 22 juillet). Washington a assoupli son attitude en annonçant qu'aucune aide américaine ne pourrait *«directement»* bénéficier aux Khmers rouges. L'ASEAN a toujours souhaité que Norodom Sihanouk garde les mains libres dans ses tentatives pour prévenir la reprise d'un conflit armé.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Après avoir décollé de Séoul

Un avion sud-coréen s'écrase avec 106 passagers

Un Boeing 737 de la South Korean Asiana Airlines, avec 106 personnes à bord, s'est écrasé sur le flanc d'une colline dans le sud-ouest de la Corée du Sud, après avoir décollé de l'aéroport de Séoul à destination de la ville de Mokpo. Les habitants de la région auraient dénombré trente-trois survivants. Des autorités, citées par la télévision MBC et l'agence sud-coréenne Yonhap, ont indiqué que le Boeing n'avait pu atterrir à Mokpo, à environ 300 kilomètres au sud-ouest de Séoul en raison de pluies importantes. Il avait rebroussé chemin, se dirigeant vers la capitale lorsque le contact avec l'appareil a cessé vers 15 h 45 heure locale (9 h 35 à Paris).

Mort de Philippe Michel PDG de l'agence de publicité CLM-BBDO

Philippe Michel, fondateur et PDG de l'agence de publicité CLM-BBDO, est décédé, samedi 24 juillet, d'une crise cardiaque en Corse. Il était âgé de cinquante-trois ans. Né le 6 avril 1940 à Chartres (Eure-et-Loir), Philippe Michel était considéré comme l'un des publicitaires les plus imaginatifs de ces dernières années. Directeur de création de 1969 à 1972 à l'agence de publicité Dupuy Compton, *il avait fondé en 1972* sa propre agence, dont il était devenu le PDG.

Associée au groupe américain BBDO, l'agence a changé de nom (CLM-BBDO) et s'est illustrée dans des campagnes qui sont encore dans toutes les mémoires (Myriam qui *«enlève le bas»*, Mamie Nova, etc.). En 1992, CLM-BBDO a fait son entrée dans le club des dix premières agences de publicité en France avec une marge brute de 266 millions de francs, en progression de 5,5 % par rapport à l'année précédente. Philippe Michel était également président de l'Art Directors Club Europe depuis 1990 et chevalier des Arts et des Lettres. Pour l'Association des agences conseil en communication (AACC), *«Philippe Michel a marqué de son empreinte personnelle la publicité française des vingt dernières années»*.

□ **SRI-LANKA : 78 morts lors d'attaques tamoules.** – Des séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) ont attaqué, dimanche 25 juillet, un camp de l'armée dans le nord du Sri-Lanka, tuant dix-sept civils, quarante et un soldats et perdant dix de leurs hommes, selon des sources militaires. Samedi, des rebelles tamouls avaient tué dix policiers à proximité du parc naturel de Wilpattu (Nord), fermé aux touristes au milieu des années 80 après son utilisation par les Tigres, avait annoncé l'armée. Ce week-end coïncide avec le dixième anniversaire des sanglantes émeutes anti-tamoules de 1983. – (*AFP, Reuter.*)

□ **Première rencontre entre Warren Christopher et le chef de la diplomatie de Hanoï.** – Le secrétaire d'Etat américain, *Warren Christopher*, a rencontré pour la première fois, dimanche 25 juillet, à Singapour son homologue vietnamien, Nguyen Manh Cam. Selon des témoins, les deux hommes ont échangé des propos au cours d'un dîner de travail dans le cadre de la conférence de l'ASEAN. M. Christopher, qui avait été placé à table aux côtés de M. Cam, devait s'entretenir officiellement avec lui, mardi, sur la question des soldats américains portés disparus au Vietnam pendant la guerre. – (*Reuter.*)

SOMMAIRE

SUR LA ROUTE DES CROISADES

7. – Plovdiv, le fau dans les Balkans 2

ÉTRANGER

L'angranaga da la violenca eu Proche-Orient 3
La situation en Bosnie-Herzégovina 4
Saychellas : le président France-Albert René a été réélu 4
Russie : M. Eltsine interrompt ses vacances pour contrer une offensive au Parlement 6

POLITIQUE

Jean-Louis Borloo, l'inclassable.. 7
Débats : les intellectuels et l'extrême droite 8

SOCIÉTÉ

L'affaire du match Valenciennes-OM 9
Les suites de l'affaire Botton.... 10
Les *médicaments «anti-asthéniques»* ne seront pas remboursés par la sécurité sociale 11

SPORTS

Cyclisme : l'arrivée du Tour de France 12
Automobilisme : le Grand Prix de formule 1 d'Allemagne 12

CULTURE

Avignon : *le Désir traversé*, aux Pénitents blancs ; *Scena plastyczna*, au Gymnase Aubanel ... 13
Beaune : *Scipione*, de Haendel . 13
Nyon : le Paléo festival 13
La mode hiver 1994 14

ÉCONOMIE

Après le mort de Francis Bouygues ..... 16 et 17
La retrait des anciens roubles risque d'accentuer la «dollarisation» de l'économie russe 17
Bourgas refusa les suppressions d'emploi 17
Bull devrait annoncer un nouvel accord avec NEC 18
Siemens entend maintenir son informatique «sans désemparer» 18
Vie des entreprises 18

L'ÉCONOMIE

• Le défense désarmée • La Grèce mise sur les Balkans • Les entreprises et l'environnement • Un Afrikaner dans le luxe • *Opinions* : «La troisième voie : le capitalisme stratégique», par Christian Saint-Etienne ... 23 à 30

Services

Abonnements 29
Annonces classées 14
Carnet 14
Loto, Loto sportif 12
Météorologie 20
Mots croisés 12
Radio-télévision 20
Spectacles 15

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économie» folioté 23 à 30

Le numéro du « Monde » daté 25-26 juillet 1993 a été tiré à 506 488 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

«Sciences-Médecine» :
le pic du Midi en observation

Le célèbre observatoire astronomique va-t-il être fermé en 1998 comme le souhaite son autorité de tutelle? Le ministère de la recherche devrait bientôt trancher.

(Publicité)

Monsieur le Premier Ministre,

Aerospatiale est aux premiers rangs mondiaux dans ces secteurs d'activité : l'aéronautique, l'espace et la défense.
Elle porte aux quatre coins de la planète les couleurs de la haute technologie et de l'industrie françaises.

Son potentiel humain, technique et commercial, est la force vive de cette entreprise qui a créé Airbus et Ariane, qui a construit les meilleurs hélicoptères du monde et les armes qui permettent à la France d'être respectée et libre.

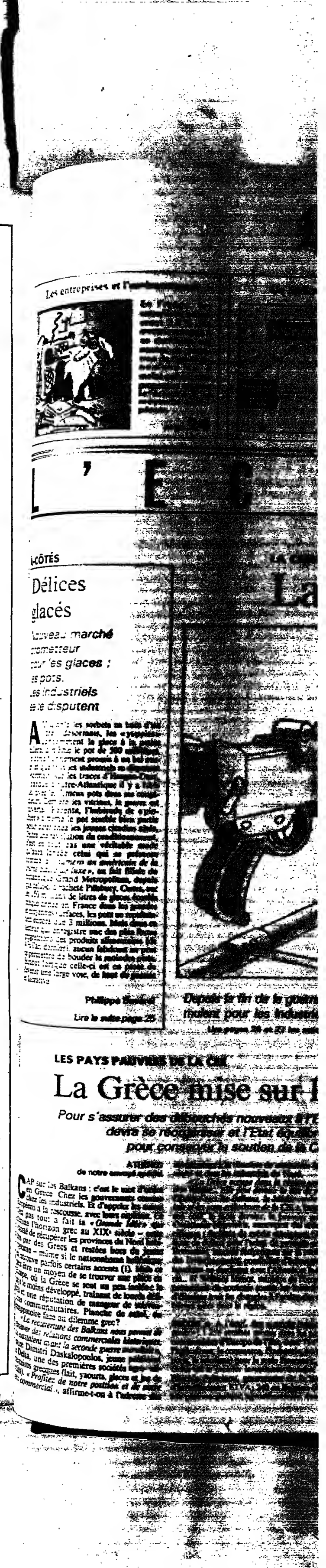
Aujourd'hui, Aerospatiale traverse de fortes turbulences : elle affronte à la fois la crise économique mondiale, celle, dramatique, des transports aériens et la réduction des budgets militaires.
Mais plus que jamais, les femmes et les hommes qui la composent sont prêts à se battre, à améliorer les performances de leur entreprise, à conquérir de nouveaux marchés.

Monsieur le Premier Ministre, nous avons besoin de votre soutien pour qu'Aerospatiale demeure un fer de lance de l'industrie française.
Aerospatiale a besoin de vous qui êtes son principal actionnaire pour poursuivre son aventure technologique, commerciale et humaine.

Vous pouvez pleinement compter sur notre compétence et notre détermination.

AEROSPATIALE

Comité Central d'Entreprise


Les entreprises et l'
L' E
LÔTÉS
Délices glacés
Nouveau marché prometteur pour les glaces ; les pots. Les industriels se disputent
Philippe
Lire la suite page 25
Depuis la fin de la guer
mutent pour les indust
LES PAYS PAUVRES DE LA CE
La Grèce mise sur l
Pour s'assurer des débouchés nouveaux à l'E
devra se réorganiser et l'Etat équilib
pour compenser le soutien de la C
A THÈNES
de notre envoyé spécial
CAP sur les Balkans : c'est le mot d'ordre en Grèce. Chez les gouvernants comme chez les industriels. Et d'appeler les nouveaux à la rescousse, avec leurs capitaux, et pas tout à fait la « Grande Idée » qui hantera l'horizon grec au XIXe siècle – celle de récupérer les provinces du Nord habitées par des Grecs et restées hors du jeune royaume – même si le nationalisme hellénique recouvre parfois certains accents (1). Mais ce peut être un moyen de se trouver une place en Europe, où la Grèce se sent un peu isolée. Le pays le moins développé, traînant de lourds déficits et une réputation de mauvais élève communautaires. Planche de salut, ou espoir illusoire face au dilemme grec ?
« La reconversion des Balkans nous permet de retrouver des relations commerciales historiques qui existaient avant la seconde guerre mondiale », juge Dimitri Daskalopoulos, jeune président de Delta, une des premières sociétés agro-alimentaires grecques (lait, yaourts, glaces et jus de fruits). « Profitez de notre position et de notre savoir-faire commercial », affirme-t-on à l'adresse des

هكذا من الأهرام

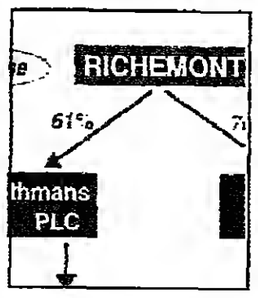
Le Monde

Les entreprises et l'environnement

En France, les entreprises consacrent 2,8 % des investissements à se conformer aux normes de protection de l'environnement ou à moins polluer. Une proportion un peu inférieure à la moyenne européenne.

page 24

Un Afrikaner dans le luxe



Un nouveau regroupement s'est opéré dans le secteur du luxe : les tabacs de Rothmans avec Cartier, Dunhill, Piaget, Mont Blanc... A la tête de cet empire, un Afrikaner discret, mais qui a le culte de l'efficacité.

page 25

Opinion : le capitalisme stratégique

Entre le capitalisme individualiste et le socialisme collectiviste, la troisième voie n'est pas la social-démocratie, estime Christian Saint-Etienne, mais un capitalisme stratégique, appuyé sur des firmes en réseaux.

page 29

MODE D'EMPLOI.....24
Humeur, par Josée Doyère : devoir de vacances. La cote des mots, par Jean-Pierre Colignon. Livres : L'Etat et ses fiefs. Notes de lecture.
PERSPECTIVES.....25 à 28
CONJONCTURE.....30
Les prix : la fin de l'inflation. L'Asie du Sud : marchés encore négligés. Le Pakistan : situation déconcertante. L'équipement automobile : bras de fer.

A nos lecteurs

«Le Monde-L'Economie» interrompt sa parution pendant le mois d'août. Prochain numéro le lundi 30 août (daté mardi 31 août).

L'ECONOMIE

À-CÔTÉS

Délices glacés

Nouveau marché prometteur pour les glaces : les pots. Les industriels se le disputent

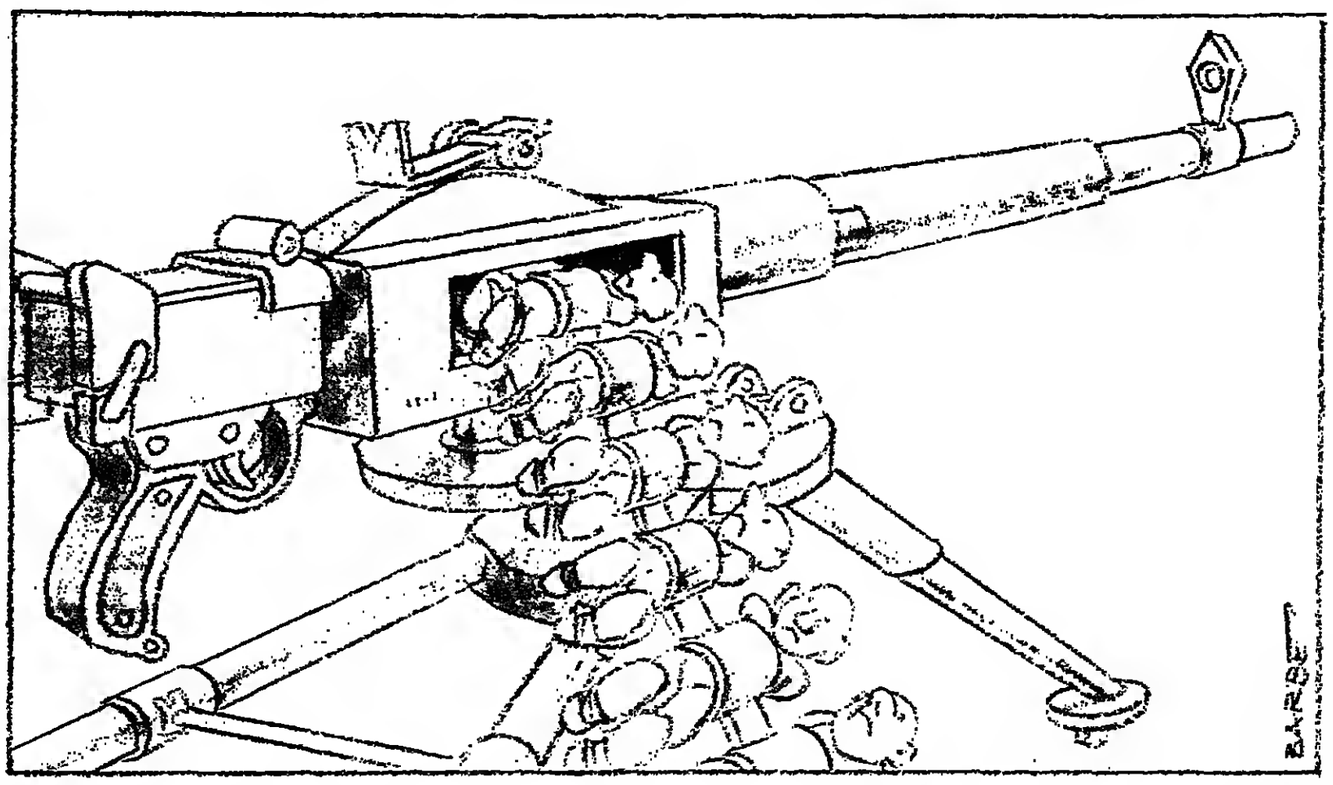
AU diable les sorbets en bacs d'un litre : désormais, les «yuppies» consomment la glace à la petite cuillère, à même le pot de 500 millilitres. Un conditionnement promis à un bel avenir, et que tous les industriels se disputent désormais, sur les traces d'Haagen-Dazs, débarqué d'outre-Atlantique il y a trois ans, avec les fameux pots dans ses congélateurs. Derrière les vitrines, la guerre est ouverte... Récente, l'habitude de «piocher» à même le pot semble bien partie pour durer chez les jeunes citadins aisés. Outre une révolution du conditionnement, c'est en tout cas une véritable mode qu'aura lancée celui qui se présente comme le *«numéro un américain de la crème glacée de luxe»*, en fait filiale du britannique Grand Metropolitan, depuis que celui-ci a racheté Pillsbury. Certes, sur les 150 millions de litres de glaces écoulés chaque année en France dans les grandes et moyennes surfaces, les pots ne représentent encore que 3 millions. Mais dans ce secteur qui enregistre une des plus fortes progressions des produits alimentaires (de 4 % l'an dernier), aucun fabricant ne peut se permettre de bouder la moindre piste. Surtout lorsque celle-ci est en passe de devenir une large voie, de haut de gamme et lucrative.

Philippe Baverel

Lire la suite page 25

LA CRISE DES INDUSTRIES D'ARMEMENT

La défense désarmée



Depuis la fin de la guerre froide, les difficultés s'accumulent pour les industriels de la défense. En Europe, près de 40 % des emplois ont disparu. En France, le secteur, longtemps protégé, est aujourd'hui frappé.

Lire pages 26 et 27 les articles de Jacques Isnard, Eric Le Boucher, Eric Plouvier, Laurent Zecchini et le point de vue de Christian Schmidt.

LES PAYS PAUVRES DE LA CEE

La Grèce mise sur les Balkans

Pour s'assurer des débouchés nouveaux à l'Est, l'industrie hellénique devra se réorganiser et l'Etat équilibrer ses comptes pour conserver le soutien de la Communauté

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

CAP sur les Balkans : c'est le mot d'ordre en Grèce. Chez les gouvernants comme chez les industriels. Et d'appeler les autres Européens à la rescousse, avec leurs capitaux. Ce n'est pas tout à fait la *«Grande Idée»* qui domina l'horizon grec en XIXe siècle – cette volonté de récupérer les provinces du Nord habitées par des Grecs et restées hors du jeune royaume – même si le nationalisme hellénique en retrouve parfois certains accents (1). Mais ce peut être un moyen de se trouver une place en Europe, où la Grèce se sent un peu isolée : le pays le moins développé, traînant de lourds déficits et une réputation de mangeur de subventions communautaires. Planche de salut, ou échappatoire face au dilemme grec?

«La réouverture des Balkans nous permet de retrouver des relations commerciales historiques, qui existaient avant la seconde guerre mondiale», assure Dimitri Daskalopoulos, jeune président de Delta, une des premières sociétés agro-alimentaires grecques (lait, yaourts, glaces et jus de fruits). *«Profitez de notre position et de notre sens commercial»*, affirme-t-on à l'adresse des investisseurs à la chambre de commerce de Salonique et chez les industriels du Nord.

«La Grèce occupe dans la région une position unique... Elle peut devenir la tête de pont de l'Europe vers les Balkans, la Méditerranée orientale et les pays orthodoxes de la CEI», lançait, de son côté, le mois dernier, le premier ministre Constantin Mitsotakis, annonçant des aides spécifiques : facilités de crédit atteignant 50 millions de dollars pour l'achat de produits grecs en Roumanie, accords réciproques sur la protection des investissements, possibilité d'échanges commerciaux en drachmes avec l'Albanie et la Bulgarie... Et Stefanos Manos, ministre de l'économie, promettait de soutenir toutes les initiatives et d'éliminer tous les obstacles à l'action des exportateurs grecs dans la région.

SUCCÈS • A l'actif, des *«succès impressionnants»* : 1 256 sociétés mixtes dans les pays ex-communistes d'Europe de l'Est, dont 714 (dans l'agriculture, le commerce, l'industrie, les transports, le tourisme) pour la seule Roumanie, où la Grèce est le premier investisseur étranger, selon Eftichia Pylarinou, gouverneur de la banque d'investissement ETVA; 240 en Bulgarie (industrie pharmaceutique, agroalimentaire, énergie), où elle arrive au deuxième rang, derrière l'Allemagne; 40 en Hongrie; 35 dans la petite et pauvre Albanie...

Mais combien sont aussi actives que les industries chimiques du Nord de la Grèce (où Rhône-Poulenc détient 27 %), ou 3E Hellenic Bottling (embouteillage, boissons), qui exportent largement? que Delta, qui produit et vend en Bulgarie? que le groupe Ilias Damos, qui a créé en Albanie une usine de confection de quatre cents salariés? que Forum Maritime, qui tente de prendre le contrôle de Petromin, la flotte pétrolière roumaine (une acquisition qui fait des vagues à Bucarest)? Les exportations vers les pays d'Europe de l'Est et les Balkans, qui ont augmenté de 42 % en 1992, approchent 10 % des ventes grecques. C'est peu et c'est beaucoup.

Guy Herzlich

Lire la suite et l'article d'Alice Ilicée sur le Portugal page 28

(1) Voir notamment *le Monde* des 4 avril 1992, 16 et 26 juin et 12 juillet 1993, ainsi que le supplément consacré à la Grèce dans *le Monde* daté du 19 novembre 1992.

IUA SAN FRANCISCO
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA *Master of Business Administration for International Management*
■ **Filière d'admission 3e cycle :** Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Magistères, Maîtrises.
■ **Programme américain de 12 mois à San Francisco,** unique dans son concept - une pedagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - **conduisant au MBA en Management International.**

DOCTORATE *of Business Administration for International Management*
■ **Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco,** au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.
■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en **management** : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40 70 11 71
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : AMA HONG KONG
IUA SAN FRANCISCO

ENVIRONNEMENT

Une protection encore peu coûteuse

Près de trois pour cent des investissements des entreprises en France sont consacrés à la protection de l'environnement. Un peu moins que la moyenne dans la CEE

DEPUIS que la protection de l'environnement est devenue iocontournable, c'est-à-dire seulemeot quatre ou cinq ans, les chefs d'entreprise ont multiplié les communiqués clairoonant leurs performances eo la matière. Qu'il s'agisse de Rhône-Poulenc, d'Elf-Aquitaine ou d'EDF, les grands groupes ne sont pas evares de données prouvant leur bonne volonté écologique. Mais les cbiffres ainsi publiés, entreprise par entreprise, ne recouvrent jamais les mêmes données. Et ils ont uoe fâcbeuse tendance à mélanger les dépenses générales et les investissements iodustriels, comptes d'exploitation et... affichage publicitaire.

En nutre, oo fait souvent la confusion avec les prouesses des industries de l'environnement, notamment celles qui s'occupent du traitement de l'esu et des décbets. « *Dans cette période de crise, seules les industries de l'environnement progressent* », constate en effet Didier Lombard, le directeur général des stratégies industrielles. Or il n'y a rien de commuo entre uo groupe qui offre des services « environnementaux » et uoe eotreprise qui cberche à se conformer aux normes ou à polluer moins.

QUESTIONNAIRE • Voulaot en avoir le cœur net, le ministère de l'industrie a décidé de lancer une enquête approfondie afin de connaître le mootaot exact des investissements effectués pour protéger l'enviroooement. L'enquête, menée en 1992 par le service des statistiques industrielles (SESSI) du mioistère (1), a porté sur les établissements employant en France plus de cent salariés, et sur les quelques entreprises très polluantes qui emploient plus de viogt personnes. Soit au total 7 700 établissements ioterrogés, dont 86 % ont répondu, ce qui représente uo pourcentage de réponses record daos sa catégorie. Le questionnaire portait sur les investissements réalisés en 1991.

Tous établissements confondus, les industriels ont dépensé 6 milliards de francs pour s'équiper en matériels de dépollution, prévenir les risques d'accident majeur et, le cas échéant, modifier leurs procédés de fabrication pour économiser les matières premières ou l'énergie. Le montant représente 2,8 % de l'ensemble des iovestissements, davantage qu'en Italie ou en Grande-Bretagne, mais moins qu'aux Pays-Bas (3,9 %) et surtout qu'en Allemagne (5,9 %), pays dont la poissance industrielle est douhle de celle de la France et la structure différente (beaucoup plus d'industries cbimiques et de centrales thermiques au charbon, potentiellemeot très polluantes). La France approcherait ainsi la moyenne européenne, évaluée à 3 %.

Le SESSI observe d'autre part que, en 1991, 40 % des iodustriels oot iovesti dans la protection de l'environnement – donc une minorité encore, même si elle est importante. Tout naturellement, c'est dans les secteurs de la sidérurgie (13 %), la chimie (9 %) et le papier-carton (8 %) – les activités traditionnellement les plus polluantes – que l'effort financier a été le plus important. En allant plus loio daos les statistiques, on découvre que plus de 57 % des iovestissements ont porté sur l'acbat de matériels ou de systèmes d'épuration des eaux, de traitement des fumées ou d'élimination des déchets. Le reste se partage entre les changements de procédés (30 %) et la prévention des risques (12 %).

Plus de la moitié des investissements (52 %) ont été consacrés au traiteoeot de l'eau, ce qui est très supérieur eu pourcentage allemand (28 %). Preuve chiffrée que l'industrie française, comme les collectivités locales, a du retard en matière de traitement des eaux usées. Mais la proposition devrait augmenter encore avec le programme quioquennal des agences de l'eau (ex-agences financières de hassin), qui prévoit l'injection de 80 milliards de francs pour l'épuration et l'assainissement en France.

Le tiers de l'investissement « environnemental » (33 %) a été dévolu aux rejets dans l'atmosphère, ce qui est beaucoup plus faible qu'aux Pays-Bas (50 %) et en Allemagne (57 %), où la production d'électricité au fioul et au cberbon oblige l'iodustrie à faire des efforts particuliers de dépollution de l'air. Pour le traitement ou l'élimination des déchets (11 % de l'investissement) et la lutte contre le bruit (4 %), les pourcentages sont identiques dans les pays voisins. Les statisticiens du ministère de l'industrie ont aussi cherché à localiser les investissements. Comme il fallait s'y attendre, le tiercé de tête est formé du Nord-Pas-de-Calais (13 %), de la Heute-Normandie (12 %) et de Rhône-Alpes (11 %), ce qui correspood à la conceotration des activités industrielles les plus polluantes : la sidérurgie du Nord et soo industrie agroalimentaire, la pétrochimie de la Basse-Seine et le « couloir de la chimie » du sillon rhodanien, au sud de Lyon.

Roger Cans

(1) Les résultats détaillés sont publiés dans le numéro de juillet de *SESSI*, note mensuelle du service des statistiques industrielles (85, bd du Montparnasse, 75270 Paris Cedex 06. Abonnement annuel : 100 F).

HUMEUR • par Josée Doyère

Devoir de vacances

MARRE ! Marre ! Marre ! J'en si res le casquette da la Sécu parisienna, soyons précis, da l'URSSAF 75-U. J'antre dans la « catégorie des employeurs de personnel da maison » (j'ai uns fsmme de ménega, huit hauraa par aemaina). J'ai trouvé dans ma boîte eux lattras, le 13 juillat eu soir, en rentrant du joumal, une circulaire de ledite URSSAF, datéa du 25 juin – mais postéa saulamant la 11 juillet... – m'enjoignant de dire ai, oui ou non, js voulais continuer à racevoir das bulletina de paia simplifiés. Et il fellait, scrogneugneu, que je renvoie ce pepelerd, « *dûment daté et signé, event le 10 août 1993* » ! Faute de quoi, on considèrera qua ja na aouhaite pas les recevoir.

A l'URSSAF, faut le leur dira que les Françeia pertent en vacancaa l'été, at qu'ils na sont pee forcément restés pour ranvoyer, dûment detéa st signés, las pepiara edministretifa que das irréelistas laur anvoient. Bon. Je reste au boulot jusqu'à fin août, il n'y e done pas de bobo. Mala ceux qui sont partis le 13 juillet pour ne ravenir que le 15 août (il y an a !), ils n'ont aucune chanca de pouvoir racavoir en octobre les fameux bulletins da salaira, an admettant qu'ils l'aient souhaité... Je ne sais pes qui à l'URSSAF Paris a eu la géniale idéa d'envoyar catte proposition à catta data-là, mais ca type-là (ou catte nana), il faut lui donner de l'avancamant. Ca sera mérité.

Ramarquez, ça n'a pas baaucoup d'importanca, en fait, parce que las fameux bulletins da aalaira, qu'on est cansé racavoir dapuis la aubiime réforma dont je voua si déjà perlé, on les reçoit très sporadiquamant : soit ils arrivant après la batailla, at on a dû recourir à l'ancian hloc classique qu'on utiliaeit svent pour que l'employée de meison eit, comme la loi le vaut, son bullatin da salaira en temps utila ; soit il en errive deux aur quetre, et le réaultet est le même ; soit brusquamant, sans qu'on soit prévanu... on na las raçoit plus. Personnellamant, je ne eouheite pes les recavoir, laurs fichus bulletins de salaira, qui aareiant pourtant bien commodas, s'ils arrivsient. Je suis rsvenue à mon hloe treditionnel. Au moine, lui, ja la trouva quand j'en ai basoin.

Ja sala, l'URSSAF Paris est un monetre ingérable, et ja n'an vaux pas du tout à ses malhauraux amployéa qui remant at sa font engusuler eu téléphone toue lee jours, aans rian pouvoir changar à laurs méthodea da travail. J'an vaux à l'Etat, aux pouvoirs publics, à je ne sais qui de soi-disant reaponsabla qui prend das décisions stupides et enquiquine soigneusament aes concitoyans en toute impunité.

Il paraît qu'en provinca on n'a pas tous cas annuis-là, tout simplament parce qua le nombra da dossiers à gérer est moins grand. Il est trop gros sur la région parisienne, cat organisma indispensable ? Mais on la découpa an morceaux, nom da nom ! Ça prand du tamps, c'ast vrai, meis eprès ça marche miaux. Ça, ja peux comprandre, accaptar. Mais ce qui sa passe an ca moment, ja na peux plus. ■

LA COTE DES MOTS

Gondole et perroquet

Pour visitar au mieux Venise at admirer sas magnifiques ensembles architecturaux, quoi de mieux qu'une gondole ?

Mais lorsque l'on considère l'élégante ambarcation vénitianne, aux extrémités très relevées at recourbées, on a qualque peina à comprandre pourquoi ca même mot de *gondole* est usité pour désignar, dans les grandes et moyennas surfacas (GMS) de vente, un meubla de présentation constitué d'élémenta divere : tablattas, étagères, crochets, etc. Sans doute a-t-on pris particulièrament en compte la forma allongéa du rayonnaga ainsi obtenu, car, sinon, il est malaisé da trouvar des points commune entre la barque vénitienna at la mobilier prosaïque des GMS !

Les deux extrémités da ce meuble da présantation sont – asaez logiquement – dénommées « tête de gondola ». Ellea sont installées de tella sorte qua les clients empruntant les principeux axes de circulation à l'intérieur du megesin ne peuvent « *passer sens les voir* » (air connu).

Il est amusant de relever les contradicitions entre dictionnaires : pour certaina, comma il y a des batelières sur les canaux vénitiens (...elles semblent bien rares, toutefois !) on peut done les appaler *Gondolières* ; an revanche, seules des personnes du beau eexe s'occupent dee rayona da marchandiaaa. Pour d'autres dictionnaires, c'est le contraire qui ast mentionné...

Au sein de nos gondoles peuvent s'insérer des ... parroquets. Non point da ces « porte-plumes » au langage éventuellement aussi coloré que leur plumage, ni des voilas ou das mâts, mais des présentoirs où sont suspendus différenta articles. Cela par analogia, certainement, avec la porte-mantaau à patères courbes portant ce nom.

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

L'Etat et ses fiefs

L'Etat, les collectivités locales et les institutions publiques ne cessent d'agrandir leur fortune qui devrait être moins cachée et mieux gérée

MILLE MILLIARDS DE MILLIARDS
de Jacqueline Beytout et Jean-Paul Pigasse
Tsuru, 394 pages, 145 F.

CEUX qui oe soot pas saisis par le vertige des profondeurs devraient commencer ce livre par les 170 dernières pages d'annexes. On trouve là « *l'inventaire sommaire de la fortune collective des Français* », c'est-à-dire ce qui constitue l'esseotiel du domaioe foocier, immobilier, du petrimoine artistique et culturel, du capital fioancier et de l'ectif industriel de l'Etat, des collectivités locales et des institutions publiques de la France.

Eocore, les auteurs de cette investigation, aidés par une équipe de documentalistes, disent-ils que ce qui est affiché là ne refléte qu'une partie de la réalité. Pourquoi ? Parce que de nombreuses portes d'admioistrations ou autres se soot fermées à leur curiosité. Même la Cour des comptes n'a pas voulu communiquer ses informations sur le domaioe immobilier de la Sécurité sociale. La volonté de dissimuler la réalité recouvrait au reste, daos de oombreux cas, uoe réelle ignorance.

Si Jacquelioe Beytout et Jean-Paul Pigasse ont empilé le plus de données possible sur le patrimoine public de la France, ce o'est pas seulement par goût du catalogage – qui s'appareote à l'inveotaire de Prévert, – mais pour ouvrir le débat sur les tenants et les aboutissants de cette fortune collective.

FEUDATAIRES • Les privatisations qui redémarrent oe doivent pas faire illusioo. Depuis des siécles, « *le capital national n'a jamais cessé de s'accroître, même dans des temps d'extrême pénurie* ». Tocqueville avait bien analysé le fait que la Révolution n'a pas su imposer une rupture avec certains comportements que lui léguait la mooarchie. Comme s'il y avait dans les « gèoes » de la oation des tendeoces, des pulsions contre lesquelles oo oe peut rien. L'une d'entre elles est ce réflexe paysan de l'Etat voulant prouver sa puissance par sa richesse patrimoniale.

La décentralisation ne change rien à l'affaire, car les régions vivent aujourd'hui comme de grands feudataires. Nombre de collectivités locales se suréquipent, s'eodettent, si bien que l'Etat, au-delà des concours financiers normaux, en constante augmentation, doit boucher les trous. « *A l'ancienne tutelle de l'Etat se substitue une sorte de curatelle* », écrivent nos auteurs.

L'eovolée des impôts locaux est bieo connue (+ 50 % de 1982 à 1991), et le flux d'investissements annuels des régions en milliards de francs a été multiplié par six de 1980 à 1989.

Si le domaine public augmente au fil des temps, farouchement défeodu par l'administration, son eotretien absorbe une part croissante du revenu national. Une évaluatioo de ce patrimoine est impossible. Le livre est pourtant bourré de chiffres lorsque les auteurs oot pu faire le dénombrement de certaines pièces et morceaux, aidés tout de même par des documeots publics comme le *Tableau général des propriétés de l'Etat*, tenu à jour par le ministère des finances. Pour donner une idée de l'énormité de la fortune collective des Français, inconoue au total, oos auteurs ont choisi le titre mythique de *Mille milliards de milliards*, un nombre où l'on perd pied.

Les questions fusent. Pourquoi les pouvoirs publics oe se livrent-ils pas à un sérieux cbiffrage de tout ce qu'ils possèdent ? Pourquoi la Sécurité sociale ne produit-elle pas la liste de ses logemeots de fooction et de ses immeubles de rapport ? Pourquoi le Mobilier national ne cesse-t-il d'augmeoter ses collections, s'iodignant à juste titre, au reste, de la manière doot les utilisateurs traitent les biens qui leur sont confiés... quand ils ne les volent pas ? etc. « *Tant et plus* », disait François de Closets à propos du gaspillage de ootre argent (1). Le livre de Jacqueline Beytout et Jean-Paul Pigasse prolonge cette réflexion.

La prose, malheureusement est beaucoup plus relâcbée. Surtout, nos auteurs, pour faire masse, n'ont pas suffisammeot séparé les biens nécessaires à la fooction régalienne de l'Etat, à sa mission de sauvegarde du patrimoine, de ceux qu'il s'est attribués pour des motifs moios nobles. Si bien que l'on donne au lecteur, sans doute à dessein, le seotimeot qu'il se trouve devant le véritable monstre des temps modernes, c'est-à-dire l'Etat. Trop, c'est trop.

JOYAUX • Cela dit, puisqu'il faut aujourd'hui faire feu financier de tout bois, pourquoi en effet ne pas exiger de toute institution chargée de gérer des biens appartenant à la collectivité :

1) qu'elle cède la partie de ses actifs qui n'est pas indispensable à l'exereice de sa mission. Après tout, les entreprises privées qui ont besoio de reconstituer des foods oe vendent-elles pas depuis longtemps des immeubles de prestige ? Ne serait-ce pas là une applicatioo très sage du principe de « subsidiarité » dont on fait des gorges chaudes en Europe ?

2) qu'elle rémuoère correctemeot les capiteux investis. Dans les recettes de l'Etat, cette part est ridiculemeot faible par rapport à l'immensité des actifs.

Autres idées constructives : confier au Conseil économique et social le soin de dresser un état de la fortuoe collective de la France et débattre au Parlemeot de la manière de mieux la faire fructifier pour aider le pays. Un vaste chantier ! Mais attention à n'y poiot brader les joyaux de famille...

Pierre Drouin

(1) Ed. Grasset, Fasquelle et Seuil, 1992.

NOTES DE LECTURE

STRATÉGIE FISCALE INTERNATIONALE
de Thierry Lamorlette et Patrick Rassat.
Maxima, Laurent du Mesnil, 256 pages, 285 F.

A la fois praticiens et théoriciens de la fiscalité internationale, Patrick Rassat et Thierry Lamorlette oous offrent un ouvrage inhabituel, à la fois manuel et roman policier. Partis à la treqne des paradis fiscaux et de l'évasion fiscale à l'échelle plaoéteire, ils déteilleot la stratégie des fraudeurs, et de ceux qui les combattent. Ils laissent filtrer, par bribes pour initiés, hélas, quelques pistes sur les métbodes trop légales de blancbiment de la drogue. Oo aurait aimé en savoir plus, mais est-ce possible ?

Dans leur longue litanie des paradis fiscaux (1), les auteurs détaillent ceux qui soot bien près de chez oous. Si toot le moode a entendu parler des îles Anglo-Normeodes, la zone finaociére des docks de Dublin, ou même la France sont moins connus comme « refuges fiscaux ». Et pourtant, les Etats les plus industrialisés, edaptent leur fiscalité pour séduire les iovestisseurs étraogers tout eo sanctionnant, il le faut bien, l'évasion fiscale.

A travers uoe lecture serrée, oo voit se faire jour un oouveau « *grand jeu* », comme l'écrivait au siécle dernier Kipling – mais c'est une autre bistoire – autour de l'« arme fiscale ». Car Rassat et Lamorlette parlent des rapports, souveot cooflictuels, eotre multioationales et Etats fiscalement souveraios avec un vocabulaire stratégique, de guerre même. Un tbéme qui a dépassé le droit, la gestioo, la fioance pour devenir l'un des grands eojeux d'aujourd'hui.

P. de B.

(1) Ils en oublient néanmoins certains, moios connus, comme les îles Cook, Vanuatu, ou Belize.

L'ERREUR HUMAINE
de James Reason
Traduit de l'anglais par Jean-Michel Hoc.
PUF, 366 pages, 298 F.

En France, Patrick Lagadec avait introduit une fécoode recberche sur les risques majeurs oés du développemeot des nouvelles tecboologies. C'est uo Anglais, James Reason, qui propose ici une réflexioo voisine, mais ciblée davantage sur les mécanismes de l'erreur bumaioe conduisant eux catastrophes. Du même coup, la part des théories psycbologiques est plus large, à l'usage parfois des seuls experts.

L'auteur identifie deux types d'erreurs de base : les ratés dans lesquels les actions ne se déroulent pas selon le plan, et les fautes, où le plan lui-même est ioadéquat vis-à-vis de ses objectifs. L'erreur peut être détectée par trois mécanismes foodamentaux : un processus d'autocootrôle (le plus efficace) ; des indices de l'eovironnemeot, les plus évidents coosistant eo des contraiotes qui empêcbent d'avancer plus loin ; la découverte par uo tiers, saos doute la seule manière de mettre en évideoce les mauvais diagnostics.

James Reasoo eberche, bieo sûr, à tirer les leçons des accidents passés, et les études de cas de la fio du volume (Three Mile Island, Bophal, Tchernobyl, etc.) sont très claires. Commeot réduire les défaillaoces bumaines ? Oo troovera dans ces pages uoe riche « boîte à outils » pour la prévention de multiples fautes. Cela dit, comme le souligne James Reason, dans les recberches à venir, il faudra couvrir aussi bieo les défaillances de l'organisation que celles de l'individu. Tâcbe d'autant plus difficile qu'elles interagissent forcément et obscurémeot dans les systémes complexes des technologies à haut risque.

P. D.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde EDITIONS

INDÉPENDANCE DES BANQUES CENTRALES

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

N° 22

248 pages, 160 F

En vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Editions 15, rue Falguière 75015 Paris

هكذا من الأصل

HUMEUR • par Josée Doyère

Devoir de vacances

EMPIRE

Les conquêtes d'un Afrikaner discret

Un héritier sud-africain sans ostentation gère aujourd'hui à Londres un puissant groupe européen de marques de luxe et de tabac haut de gamme

LONDRES
correspondance

DANS les grandes manœuvres internationales du luxe (en France le rachat d'Yves Saint-Laurent par Sanofi), l'une des plus spectaculaires est le regroupement, annoncé le 25 juin dernier, de deux sociétés « tabac et luxe » de la Compagnie financière de Richemont : un chiffre d'affaires total de 30 milliards de francs et 5,7 milliards de bénéfices.

D'un côté New Rothmans (tabac), de l'autre, Vendôme, centrée exclusivement sur le luxe avec des marques comme Cartier, Alfred Dunhill, Piaget (Baume et Mercier) et Mont Blanc. Si les marques sont célébrissimes, la société qui les coiffe n'est guère habituée aux feux de l'actualité. La Compagnie financière de Richemont est un conglomérat discret du monde des affaires sud-africain qui fait pâlir d'envie, par sa florissante santé, ses rivaux du monde entier.

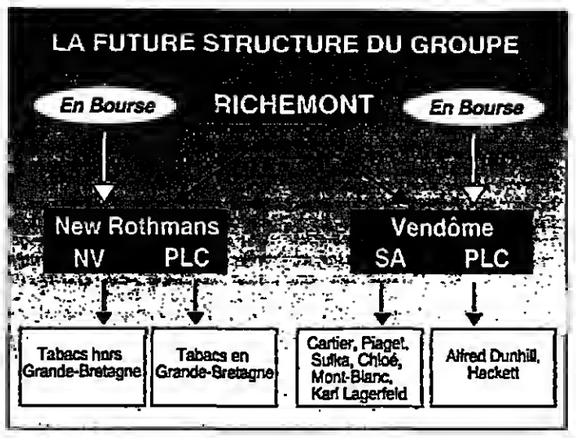
AUSTÈRE • Le nouveau chef de la maison, Johann Rupert, fils du fondateur, Afrikaner de quarante-trois-ans (1) à la silhouette massive et solidement charpentée, à l'accent rocailleux, à l'allure calme, à la mise austère, n'a vraiment rien d'un magnat des biens de luxe de la vieille Europe gardien de traditions séculaires. Adversaire de longue date de l'apartheid, Johann Rupert reste un Sud-Africain patriote et nationaliste, écartelé entre l'amour de son pays et sa soif de justice. C'est un ami personnel du président De Klerk, avec lequel il joue régulièrement au golf, sa passion.

Cet héritier sans ostentation fait encore de larges concessions à ses origines protestantes : une vie simple entre sa femme et ses trois enfants, une ascèse de l'effort qui le pousse à passer une grande partie de son existence professionnelle en décalages boraires, un titre officiel pour le moins modeste de directeur général de Richemont.

Hier, Johann Rupert était banquier d'affaires, d'abord chez Lazard frères, à New-York, puis à la tête de sa propre firme à Johannesburg, qui lui a procuré le goût du risque. Aujourd'hui, il pilote cette multinationale en praticien, tout simplement. Efficacité assurée : *« Le cash-flow* (liquidités) *est notre force de frappe qui permet de financer les créateurs. Quand j'achète une marque, je peux encourager le management et faciliter le développement graduel de la gamme d'articles. »* Long terme, tel est le maître mot dans la bouche de ce fils de famille qui aime se comporter comme un *self-made-man*.

Si le clan Rupert est aujourd'hui la deuxième fortune industrielle d'Afrique du Sud, après les Oppenheimer (Anglo-American, De Beers), il le doit au patriarche, Anton.

Grâce à sa fibre commerciale et à son savoir-faire en marketing, ce fondateur, l'un des entrepreneurs africains les plus géniaux de l'après-guerre, va transformer une petite exploitation de tabac du Transvaal en un véritable empire de participations (finance, mines, agro-alimentaire), baptisé Rembrandt Group. Anton Rupert joue sec et gagne gros pour prendre ensuite d'assaut les citadelles du luxe du Vieux Continent. Comme Rothmans, producteur de cigarettes pour l'*« upper class »*, acquis en 1972, et qui prendra à son tour le contrôle de Dunhill et de Cartier. Mais au début des années 80, des sanctions internationales dra-



coniennes viennent frapper le régime de l'apartheid. Washington menace de saisir les intérêts sud-africains aux Etats-Unis. Quant au gouvernement de Pretoria, il décourage ouvertement les investissements extérieurs en interdisant les sorties de capitaux. Anton Rupert charge alors son fils Johann, dont les compétences financières sont reconnues, de créer une société holding regroupant l'ensemble des actifs hors Afrique du Sud.

Richemont naît en 1988 – l'Anglo-American de Harry Oppenheimer fera de même *via* la Compagnie Minorco et De Beers par le truchement de Centenary AG, basé en Suisse.

Septuagénaire alerte, le patron, qui a cédé les commandes à son fils au début de l'année, n'est pas pour autant retiré des affaires. En atteste sa présence quotidienne au siège du groupe, dans la bourgade universitaire de Stellenbosch, considérée comme le fief intellectuel afrikaner par excellence. Quant au frère et à la sœur de Johann, ils préfèrent gérer les domaines vinicoles que possède la compagnie à Franschhoek (le coin des Français) près du Cap.

TANDEM • La City a accueilli les bras ouverts ce tandem père-fils, attiré par ce qui brille sans dédaigner les secteurs « authentiques ». D'aucuns rappellent toutefois qu'après ses succès de la décennie passée l'industrie du luxe connaît ces jours-ci un creux, conséquence de la récession et du climat général plus sobre. Quant au secteur du tabac, il est secoué par les effets de la lutte antifumeurs et par la guerre des prix sur le marché américain, potentiellement préjudiciable pour les marges bénéficiaires de Rothmans. Enfin, les analystes londoniens s'inquiètent des retombées de la crise politique en Afrique du Sud qui fournit toujours plus de la moitié des bénéfices du groupe.

> La structure financière complexe de Richemont le protège contre toute tentative d'OPA hostile.

Face à ces défis, de quoi sera fait l'avenir de Richemont ? Sa réussite tient à une alchimie subtile alliant audace, capacités de travail et sens des affaires ? Sa structure financière complexe, en pyramide, le protège contre toute tentative d'OPA « hostile ». Sa puissance financière, avec un trésor de guerre estimé à plus de un milliard de livres (environ 8,7 milliards de francs), entretient les rumeurs d'acquisition les plus folles.

Parmi les cibles potentielles les plus couramment citées à la Bourse, figurent les maisons Gucci et Chanel, ainsi que les compagnies nationales de tabac, française et espagnole, promises à la privatisation. *« Une vaste blague »*, dit sèchement Johann Rupert. De marbre face aux bonnes fées qui le comblent, il espère que sa soudaine notoriété lui laissera faire son métier en paix. *« Ce sont mes produits qui comptent, pas moi »* ...

Marc Roche

(1) Un Blanc sud-africain de langue afrikaans.

Dunhill sous la coupe de Cartier ?

LONDRES
correspondance

Joseph Kanoui, nouveau patron de Vendôme, ne se pousse pas du col. Mais cet homme d'affaires helvétique, qui a travaillé pendant plus de vingt ans chez le joaillier Cartier, a pour tâche de faire entrer la très aristocratique firme britannique Dunhill dans ce nouvel ensemble européen, que la société française dominera. Celle-ci, dirigée par le fondeur Alain Perrin, s'impose en effet comme le mécanicien en chef de ce géant du luxe, Vendôme, qui *« pèse »* 1 milliard de livres de chiffre d'affaires et 205 millions de livres de bénéfices (à titre de comparaison, New Rothmans représente un chiffre de 2,4 milliards de livres et des profits de 451 millions). Certains actionnaires minoritaires de Dunhill holding voient d'un mauvais œil le mise en pas de ce symbole, qui compte la famille royale dans sa clientèle, et de ses filiales (les maisons de couture Chloé et Karl Lagerfeld, les stylos Mont Blanc) par les pionniers des « musts », à portée de toutes les bourses, ou presque.

De plus, Dunhill perd sa division tabac (les fameux paquets rouge et or), englobée dans Rothmans. *« Dans les faits, il s'agit d'une prise de contrôle de Dunhill par Cartier, dont le style de management, plus agressif, convient à Johann Rupert. Dunhill, qui s'assoupit, ne peut que profiter du réseau Cartier de fabrication et de distribution, unique au monde et dont le côté sophistiqué fait l'admiration »*, nous dit Clive Richardson, expert auprès de la firme de courtage londonienne Henderson Crostwaite. *« Il existe des synergies... potentielles, en termes de ventes et de philosophie de management*, entre *Dunhill* et *Cartier, qui est une société superbe »*, insiste pour sa part Johann Rupert.

M. R.

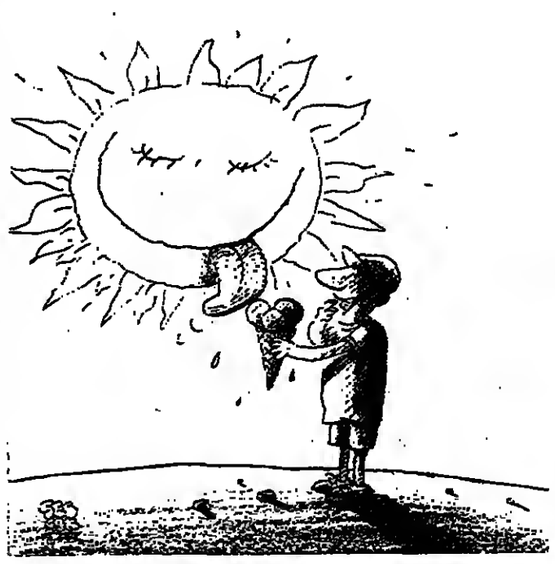
Délices glacés

Suite de la page 23

C'est en 1990 qu'Häagen-Dazs lance en France une crème glacée de grande qualité, sans colorant ni additif, dont le foisonnement (la proportion d'air incorporée dans la glace) n'est que de 15 % (contre 100 % habituellement), agrémentée de morceaux de fruits aux noms plus exotiques les uns que les autres (« noix de pécan » ou de « macadamia », amandes chocolatées...), voire de biscuits caramélisés, présentée en pots de 500 ml, vendus entre 30 et 35 francs l'unité... alors qu'outre-Atlantique, les mêmes sont vendus deux fois moins cher ! *« Pour un Américain, la valeur d'un litre de glace est moindre que pour un consommateur français »*, fait valoir Philipe Budria, directeur général d'Häagen-Dazs France, en guise d'explication. Trois ans plus tard, en tout cas, sur dix pots vendus en grande surface, neuf le sont sous l'étiquette Häagen-Dazs !

Un succès auquel les concurrents ne pouvaient rester indifférents, la progression du pot risquant de se faire au détriment du bac. Les plus grands, trois marques qui détiennent chacune entre 15 et 20 % du marché, ont donc réagi : Motta, filiale du groupe anglo-néerlandais Unilever, qui annonce un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs en France, Miko (Ortiz Miko, installé à Saint-Dizier : 1,3 milliard de francs) et Gervais, filiale de Nestlé (1 milliard de francs), ont donc lancé au printemps dernier, sans excès d'imagination, leur propre gamme de pots de 500 ml. Contenu (crème glacée de qualité avec morceaux de fruits venus des antipodes, de nougats, de biscuits...), contenant, prix de vente similaires : de vrais clones !

« On a copié le concept, c'est évident », reconnaît sans vergogne Olivier de Tastes, chef de produit chez Gervais. Le mimétisme est tel que Gervais, qui proposait dès 1984 une glace en pot de 750 ml (*« Mais ça ne marchait pas comme aujourd'hui »*), a complètement remis son conditionnement au standard du 500 ml. *« Häagen-Dazs a fait comprendre aux industriels qu'ils ont aussi leur rôle dans le haut de gamme. Le seul problème, c'est que les imitateurs ne seront jamais que les singes du maître ! »*, résume Daniel Ménand, président de la Confédération nationale des glaciers de France.



Au fond des congélateurs, la lutte pour les plus bas prix (le bac d'un litre de crème glacée coûte entre 20 et 25 francs, et l'on trouve des marques de distributeurs à partir de 7 francs) a donc cédé le pas à la guerre des pots... qui tire les prix vers le haut. Dans le sillage d'Häagen-Dazs, Motta et Miko vendent leurs pots, respectivement baptisés « Mirage » et « Maison Ortiz », entre 25 et 30 francs, Gervais (« l'Américaine ») affichant un tarif légèrement inférieur. Il est vrai qu'au litre, le pot vaut au moins *deux fois plus cher* que le bac. C'est l'effet du marketing Häagen-Dazs que tous les fabricants cherchent à « récupérer », jusqu'aux distributeurs qui lancent leur propre gamme : pour Intermarché par exemple, c'est « Byzance » (18 francs le pot).

Bon prince, Häagen-Dazs observe avec philosophie la multiplication des pots concurrents : *« C'est le revers du succès »*, constate Philippe Budria, qui espère bien qu'à terme la France suivra l'exemple des Etats-Unis où le *« super premium »* occupe 10 % du marché de la crème glacée. En attendent, Haagen-Dazs vient de lancer une nouvelle gamme de six pots (« Extraas »), avec des noms de parfums qui sont déjà tout un programme : « cone explosion » ou « cappuccino commotion » !

Philippe Baverel

Viser haut

Derrière la fulgurante réussite d'Häagen-Dazs en France (80 millions de francs de chiffre d'affaires en 1991, 220 millions en 1992 et 300 millions prévus en 1993), sa profile un marketing très offensif qui a pris les jeunes urbains aisés pour cible et le *« super premium »* pour créneau.

Avec un nom qui ne veut strictement rien dire, à la notoriété quasi nulle en 1990, la filiale de Grand Metropolitan a su se faire une place enviée sous le soleil de l'Hexagone, en jouant la carte de l'élitisme, sur deux tableaux à la fois : les boutiques, installées dans des lieux stratégiques (la trente et unième a ouvert en juin sur les Champs-Elysées, en face de Virgin Megastore) et les grandes surfaces – 70 % des 5 000 points de vente sont équipés de vitrines réfrigérantes maison, histoire de se distinguer du tout venant des crèmes glacées.

Point d'orgue de la stratégie : à la publicité classique qu'il boude systématiquement, Haagen-Dazs préfère les dégustations dans les grands magasins (5 000 journées par an) et, dans un registre plus snob, raffole des mondanités : c'est tellement plus chic d'aller vendre ses bâtonnets glacés à Roland-Garros ou au festival de Cannes. *« Vous comprenez, c'est exceptionnel comme clientèle ! »*, assène Christine Loisy, directrice de la communication.

Ph. Ba.

Le Monde EDITIONS

L'INDÉPENDANCE DES BANQUES CENTRALES

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

N° 22

248 pages, 160 F

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Editions 15, rue Falguière 75015 Paris

Le combat de l'artisan

« Häagen-Dazs, concurrent de Berthillon ? Autant comparer McDo et Robuchon ! ». Marie-Josée Chauvin, le fille de l'illustre glacier de l'Ile Saint-Louis, n'a pas de mots assez durs pour *dénoncer « la roublardise d'Haagen-Dazs qui vend ses produits au prix de l'artisan alors qu'il n'est qu'un industriel »*.

Côté prix, la multinationale et la PME (qui vend sa glace entre 88 et 92 francs le litre) se tiennent dans un mouchoir de poche. Mais comment comparer les 5 600 litres de crème glacée qui, chaque semaine, sortent de l'arrière-boutique parisienne aux 21 millions de litres que produira l'usine d'Arras en 1993 ?

Certes, le temps n'est plus où, avec son diable, Raymond Berthillon allait chercher ses ingrédients aux Halles. Mais, à soixante-neuf ans, l'artisan choisit toujours lui-même ses plateaux de fruits à Rungis. Le reste est affaire de famille : *« Nous avons engagé le premier serveur en 68 lorsque je passais mon bac et la première vendeuse quand j'attendais ma fille »*, se souvient Marie-Josée Chauvin. En coulisses, le gendre au père Berthillon.

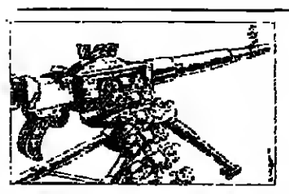
L'amour du travail bien fait, la suprématie de la qualité sur la quantité ont forgé une renommée mondiale à celui qu'Henri Gault appelait dans les années 60 *« le glacier que l'argent laisse froid »*. A en juger par les huit semaines de vacances qu'il s'accorde chaque été (au plus fort de la saison !) ou par la longue liste de restaurateurs qui attendent de rejoindre le club très fermé des 130 revendeurs des fameux sorbets, la formule n'a pas pris une ride. A moins que cette désinvolture apparente ne soit aussi une façon d'encourager le snobisme...

Ph. Ba.

NOTES DE LECTURE

STRATÉGIE FISCALE INTERNATIONALE

L'EXERCICE HUMAIN



PERSPECTIVES

LA CRISE DES INDUSTRIES D'ARMEMENT

Le temps des restrictions

La chute des commandes nationales et une sévère compétition à l'exportation frappent de plein fouet les industriels de la défense, désorientés par les nouvelles politiques, en quête d'alliances

DANS l'armement, un secteur qui s'est longtemps cru protégé, vnire dorloté par l'Etat, c'est l'été des mauvaises nouvelles et des grosses «cbarrettes».

Toutes les entreprises, nationalisées ou privées, ennoncent des trains de suppressinns d'emplois : 2 300 chez GIAT Industries, qui fabrique le cbar Leclerc; 2 250 cbez Aérospatiale, qui cnncnit des missiles, des satellites et des bélicoptéres; 1 600 à Thomson-CSF, l'électronicien de la défense; 638 à Sextant-Aviatinn, une filiale de Thomsnn et Aérospatiale, ou encore 379 à la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), pour ne citer que les exemples les plus patents. Les communes frappées par ce désarmement, situées snuvent dans des régions déjà économiquement éprnuvées nu touchées par les restructuratinns militaires, se réveillent avec *«la gueule de bois»*, selon l'expression d'un syndicaliste à Tonlouse.

Le mouvement, pourtant, est bien plus ancien. Dés 1986, le groupe Dassault, sentant le vent tnurner, a commencé le premier à réduire ses effectifs par un plan social supprimant quelque 6 000 postes. Mais l'opininn n'a pris conscience de la crise que sur le tard, lorsqu'est apparue la menace de ce qu'nn appelle uoa *«sidérurgie de la défense»* – par référence à la crise de la sidérurgie française des années 80.

REFLUX • Eo moins d'une décennie, entre 1984, année-record pour l'activité de ce secteur, et 1992, derniers résultats connus, l'industrie de l'armement s'est effondrée en Enrope. Le déclin n'a pas cnmmencé avec la cbute du mur de Berlin, en 1989, qui a vu les principales puissances militaires, sur le continent, s'interroger sur leur sécurité. A partir de 1984 le reflux a été continu : en Europe, l'industrie de l'armement a perdu 19 % de sa productinn et, les gains de prnductivité aidant, 37 % de ses emplnis, tnus secteurs confondus.

La France n'a pas échappé à la règle, même si la baisse de l'activité a été moindre que partout ailleurs. La commissinn Raynaud, chargée d'un bilan de l'économie française par Edouard Balladur à son arrivée à Metignnn, a établi que l'industrie de l'armemcnt, en 1992, représentait quelque 250 000 salariés – sans compter 100 000 emplois indirects – au lieu de 310 000 il y a dix ans. Soit une perte de 19,6 %, deux fnis moindre qne la baisse des effectifs dans l'ensemble de l'Europe. Mais, signe des temps, ces mêmes salariés français de l'armement n'étaient déjà plus que 230 000 au début de 1993, et il y a tout lieu de croire que le secteur perdra de 10 000 à 12 000 emplois par ao d'ici à 1995, anoée où les optimistes escomptent uo début de reprise.

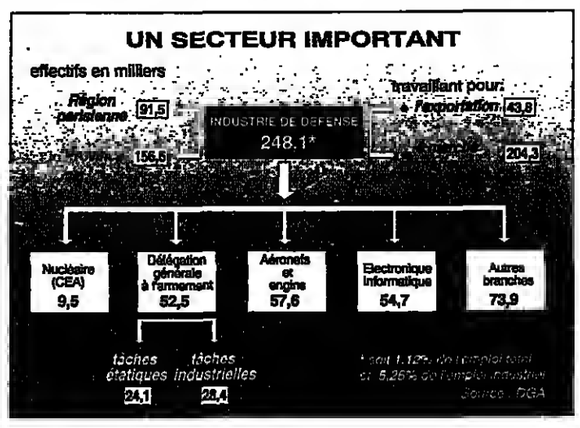
SOUS-TRAITANTS • Ce soot les cinq mille PMI qui snuffrent le plus, surtout les sous-traitaots : elles emploient 20 % des effectifs de l'armemeot et elles soot les premières à se séparer de leurs salariés le jour où leur maître d'œuvre rapatrie cbez lui ses charges de travail.

Pourquoi dooc cette pente décroissante? D'où vient la quasi-certitude des industriels qu'elle oe cbangera pas de sitôt, malgré de graves crises régionales, qui n'épargnent pas l'Enrope et qui devraient exacerber les besoins natinnaux de sécnrité, et malgré l'accroissemeot des budgets militaires dans d'eutres régions du monde, – notamment en Asie-Pacifique – qui devraient attirer les exportateurs?

C'est une mue pnfonde à laquelle oo assiste. D'abord, les Etats snnt plus regardents à le dépense que durant les années 80 et, en n'bésitent pas à remettre en cause leurs programmes d'armemeot, ils déstabilisent l'industriel, qui o'est plus assuré de rieo. Ensuite, sous l'effet des contraiotes budgétaires, ces mêmes Etats imposeot aux industriels uo autofioaocement qui peut désormais atteindre les 10 % de leur chiffre d'affaires – alors mêma que la plupart des entreprises concernées sont fréquemment sous-capitalisées et que l'exportatinn ne leur apporte plus de revenus suffisants. Enfin, le raccnurcissement des séries commandées, l'étalement des programmes lancés, l'accumulation – sur uoe plus courte période en raison de l'accélération du progrès tecbnologique – des développements et des recherches sur les nouveaux matériels contribuent à fragiliser les entreprises.

A cela il faut ajouter les effets *«pervers»*, selon le mot des industriels, d'une double volonté gouvernementale. C'est en premier lieu l'accent mis sur l'exportation, avec la conséquence majeure, pour les groupes français, de se beurter de plein fouet à la concurrence américaine (qui joue des cours du dnllar pour emporter le contrat) nu russe (qui casse ses prix de vente en oubliant de prévenir le client de l'inexistence du service après-vente). C'est en second lieu la priorité dnnnée à la diversification ou à la conversion vers une activité civile, au moment nù la faible cnissance éconnmique et les crises dans l'aéronautique, les composants électroniques ou l'ioformatique freinent tout espoir de s'en sortir autrement qu'en fournissant des armes.

Les résultats des entreprises s'eo resseotent. Les groupes s'estiment en surcapacité et en surnombre en Europe. Ils n'imaginent de salut, provisnire, que dans la déflation des effectifs. Une tendance qui, de l'aveu des responsables étatiques de l'armement en France, semble irréversible pour une bonne partie de l'actuelle décennie.



STRATÉGIE • A plns long terme encore, les industriels français et leur administration de tutelle – le ministére de la défense et la délégation générale pour l'armement – sont à la recberche d'une nouvelle stratégie. L'avenir, à les en croire, serait dans one Europe *«décloisonnée»*, selon le mot d'uo dirigeant de Thomsnn-CSF, et plus précisément dans une Europe à trois (Fraoce, Grande-Bretagne, Allemagne) qui sacbe préserver son marcbé intérieur de la puissance américaine.

L'industrie française, affirment-ils, trouvera son équilibre à l'intérieur de l'espace européen, en se rapprocbant davantage de ses partenaires britanniques, allemands, néerlandais, italiens, belges ou espagnols an cboix. Point de salut hors de cette coopération qui, au-delà de simples accords de collaboratinn au coup par coup, passe par des intégrations, voire des fusioos iodustrielles, avec partage des risques.

L'«équatinn européenne», comme la surnomment ses partisans, n'est pas dépourvue d'ambiguïtés. Ceux qui la pratiquent de lnngue date nnt appris d'expérience, et parfois à leurs dépens, qu'elle est lnin d'être la panacée.

«Face à un adversaire identifié, remarque Yves Micbot, directeur général délégué du groupe Aérospatiale, *une défense européenne était foclle à mettre en place. Aujourd'hui, nn s'operçoit que les projets en coopératinn deviennent plus fragiles que les programmes nationaux. On sait ce que lo coopération nécessite comme sacrifices de savoir-faire, abandons de souveraineté dans un certain nombre de domaines, s'il n'y o pas une pression vigoureuse ou niveau politique qui guide les états-majnrs et les services d'approvisionnement des armements.»*

Citant les tribulations de l'avion de combat enropéen, qui voient le Rafale français rivaliser avec un appareil de conception quadripartite (Allemagne, Royaume-Uni, Espagne et Italie) dont le sort o'est pas assuré faute d'un financement adéquat, Yves Michot ajoote : *«Je m'inquiète pour l'ovenir de lo coopération européenne dans l'armement.»*

En raison de la persistance de la crise, en effet, le temps n'est plus nù un armement développé à plusieurs était *«vache sacrée»*. La seule raison d'être de cette volooté européooe est la survie d'une industrie de défense dans sa course technologique avec les Etats-Unis. *«La dimension politique est essentielle*, nbserve Jean-Claude Gillybœuf, le chef du service central des affaires industrielles de l'armement. *C'est là que l'Union de l'Europe occidentale peut et doit jouer un rôle, et, dans ce cadre, lo créotion envisagée d'une agence européenne des armements ne peut que conforter lo concertation entre Etats.»*

HANDICAPS • Face à *«une agression industrielle caractérisée de nos alliés américains»*, selon l'analyse d'un dirigeant d'entreprise – qui dénnnce tout à la fois le financement (à bauteur de 90 %) de la recherche et du développemeot par le Pentagooe et l'attitude vnlontiers protectinnniste des Etats-Unis, – *«l'Europe souffre de handicaps multiples»*.

Elle dnit se restructurer autour de «pôles» d'excellence, eo multipliant les concentratioos là où elle occupe des «créneaux» reconnus. Durant les cinq dernières années, près de 18 % de l'industrie américaine de l'armemeot a changé de meins. Cette mobilité est aussi sa force. Reste que l'industrie de la défense n'est pas un *«business classique»*, cnmme le dit un dirigeant de Thomson-CSF après les propos de François Mitterrand déconseillant de privatiser l'Aérospatiale ou la SNECMA.

«Il faut bien se rendre compte, conclut de son côté Jean-Louis Gergorin, le directeur de la stratégie industrielle et internationale du groupe Matra, *qu'il y o des cas où jouer en natinnal demeurera indispensable, parce que celo dnnne lo flexibilité, lo rapidité, l'indépendance que toute structure multilatérale ne nous donnerait pas.»*

Jacques Isnard

La baisse des ventes à l'extérieur

(Chiffre d'affaires hors taxes de l'industrie française en milliards de francs 1991)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
France.....	63,5	71,6	74,4	73,3	74,5	76,3	82,5	85,5	88,1	88,6	86,5
Export.....	43,8	44,4	46,3	54,8	54,1	50,3	38.6	41,9	39,7	39,8	29,1
Total.....	107,2	116	120,7	128,5	128,5	126,6	121,2	127,4	127,8	128,4	115,6

Les résultats 1992 n'ont pas encore été tous collectés. (Source : Délégation générale pour l'armement.)

A l'étranger

Selon les estimations du earvice central des affeires induatrielles da l'armement, le Royaume-Uni totaliserait un chiffra d'affeiras da 16,6 milliards d'écus, dont 20 à 25 % à l'exportatinn at 315 000 personnes, l'Allemagna près de 11 milliards d'écua, dont 10 % à l'exportetion, pour 200 000 à 250 000 personnas, l'Italie 6 milliards, dont 25 % à l'axportetion, pour 105 000 eslariés, la Suède 3,3 milliards, dont 40 % à l'exportation, pour 45 000 parsnnnee, l'Espagna 1,9 milliard, dont 30 % à l'exportation, pour 25 000 travaillaura, enfin les Peys-Bas 1,5 milliard, dont 30 % à l'exportetion, pour quelque 20 000 salariés.

Salon la même source, les Etata-Unis représentent un chiffre d'affairas da 110 milliards d'écus, dant 10 % à l'exportation, pour 2 millions da travaillaurs, et le Japon 10 milliards pour 40 000 personnes.

J. I.

Jeux de masques chez les acheteurs

A qui étaient destinés les 50 missiles commandés par le Congo en 1988? A l'Afrique du Sud, selon le tribunal... mais la justice s'occupe rarement des ventes d'armes, et moins encore de leurs aspects politiques

EXPORTER des armes ne va pas de soi. D'ailleurs, en France – le troisième exportateur mondial d'armement, – c'est nfficiellement interdit. Des dérogations sont cependant accordées par le gouvernement pour des raisons éconnmiques, militaires, ou diplomatiques. Mais il y a parfois des failles dans le dispositif de contrôle. Ainsi, sous couvert d'une veote vers le Congo officiellement autorisée par la France, Matra aorait été sur le point de livrer eo 1989 des missiles Mistral en réalité destinés à l'Afrique du Sud sous embargo de l'ONU. L'affaire, après meints rebnodissemeots, e'est acbevée discrètement : le 21 mai dernier, la dnuzième chambre correctioonelle du tribunal de Paris a relaxé un courtier en armement poursuivi pour faux et usage de faux sur plaiote du mioistére de la défense.

De quoi s'agissait-il? Eo août 1988, deux officiels congolais – un diplomate en poste à Paris et un colonel venu de Brazzaville – se fnnt expliquer au siége de Matra les mérites du missile sol-air Mistral, si nnuveau qo'il n'équipe pas encore l'armée française. Le Congo demande en septembre une *«documentation»* et affirme que *«suite serait donnée»*.

Les pourparlers sont brefs. La Commission intermioistérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre (CIEEMG) doone à Matra les trois autorisations préalables à l'exportetion *(voir encodré ci-contre)*. Le 18 oovembre 1988, Matra s'engage par cootrat à fournir à la République populaire du Congo 50 missiles opérationnels Mistral pour une somme totele de 53 280 000 francs. Persoone ne semble s'étonner d'une telle commande de la part d'un pays pauvre. Matra reçnit un acompte de 15 millions de francs et paie, sur un compte eo Suisse, une commissioo d'un millino et demi de francs à uo Fraoçais, courtier eo armement. La chaîoe de fabrication est lancée.

Mais, au mois de janvier 1989, l'alerte est doooée à l'Elysée. Le réel destinataire des précieux missiles pourrait ne pas être le Congo, mais l'Afrique du Sud, officiellemeot sous embargo. Le présideot de la République demande au ministre de la défense noe *«enquête approfondie»*. L'autorisation d'exportatinn, dernier verrou avant la livraison, n'est pas donnée et une information judiciaire est nuverte.

FAUX TAMPON • L'intermédiaire français, arrêté et détenu pendant près de trois mnis, reconnaît devant le juge d'instruction avoir fait fabriquer à Paris, à la demande d'un militaire congolais, uo faux tampoo officiel. A Brazzaville, où le juge s'est rendu, le responsable de ls direction générale de le sécurité d'Etat oe reconnaît pas la signature apposée sous son nom dans le contrat du 18 novembre. Les foods versés à Matra viennent, constate le juge, d'uo cnmpte bancaire au Luxembourg déteou par uoe société CEDON, dont le siége est au Libéria (1) : ses dirigeants snnt des fonctionnaires de l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris.

Il faudra trois ans pour que l'intermédiaire soit renvoyé devant le tribunal correctionnel, pour faux et usage de faux. Le dossier, impliquant an moins deux Etats et une importante société d'armement, a été traité comme une affaire de droit commun. Le rapport commandé par Fraoçois Mitterrand au ministre de la défense aurait peut-être permis de cnmprendre pourquni la CIEEMG, avec les moyeos de renseignement dont elle dispose, a à trois reprises délivré des autorisations à Matra pour une vente manifestement suspecte, le Congo n'ayant ni les moyens ni le besoin réel de 50 missiles Mistral. Le juge n'a pas demandé communicatinn de ce rapport. Le «secret-défense» lui eurait été probablement opposé : il est admis en France que les ventes d'armes sont des affaires d'Etat.

L'enquête de l'Elysée était officiellement *«nrdonnée en relotion avec le gouvernement congolais»*. Mais celui-ci s'est apparemment joué do juge d'instruction car après avoir déclaré ne pas être le signetaire du cootrat, il a affirmé le cootraire! Aodré Milongo, alors premier ministre, a en effet écrit le 13 août 1992 à Matra pour lui réclamer les 15 millions de francs versés par la société dirigée par des Sud-Africains!

Avec ce coup de théâtre, les faux eo écriture prenoeot uoe coloratinn différente : si, comme l'a dit la prédideote de la douziéme chambre du tribunal correctionnel, *«censées avoir été vendues au Congo, les armes étaient apparemment destinées à l'Afrique du Sud»*, les faux étaient le moyen de se disculper à l'avance. Mieux vant passer pour naïf qu'être complice d'un trafic d'armes vers un pays sous embargo.

Eric Plouvier

(1) L'enquête réalisée par Stephen Smith et Antoine Glaser, dans *Ces messieurs Afrique*, Calmann-Lévy, 1992, précise, en se fondant sur un rapport de la DGSE, que *«le juge a également constaté que l'Office français d'exportation de matériel aéronautique (OFEMA) avait reçu une trentaine de versements à partir de ce compte...»*.

Exportation, mode d'emploi

La procédura d'exportation d'armas ast étroitemant contrôlée per la gouvernement à travers la commission interministérialle pour l'étuda des exportatione de matériels de guarra (CIEEMG) présidéa par le secrétaire général de la défanse nationale (SGDN) at comprenant notamment des représentents de la défense, das finences, dae affaires étrangères at de l'état-major du présidemt da la République.

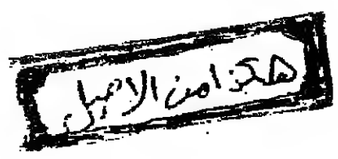
Chaque phase de la propoaition commerciale d'exporter eat subordonnée à un agrément préalable du premier ministre, délivré après avis de la CIEEMG. En France, un décret-loi de 1939 interdit en principe lee exportations d'armes. Lea «dérogations» accordéee snnt liées à des préoccupetione diplomatiques, militairas et économiquaa. Une décieion gouvarnamantala préalable est nécessaira pour prospactar, négocier et vendre.

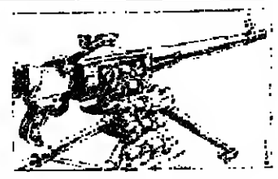
Ces trois verrous ne constituent qu'un pramier contrôle. Un deuxième est l'autoriaation d'exportetion de metériels de guerre, délivrée par laa douanes mais visée par le SGDN et par un représentant du Quai d'Orsey.

Le gouvernement exige aussi du paya acheteur un double engagement : ne pas réexporter le matériel vendu sana autorisation française et conserver le confidentialité des informations transférées. Laa liens entre le gouvemement at les exportateurs pourraient faire croire que laa industriels na font qu'exécuter un «acta de gouvernement» en paesant des marchés. La Cour da cassation a infirmé cette interprétation en 1992 dene une affeire npposant l'asaociation Droit contre raison d'Etet à Dsssault.

Ce qui peut placer les exportateurs vendent des armes à dee paya reconnua comme auteurs, par exemple, d'actes contraires eu droit de la guerre, en poaition de complices de crimes de guerre par foumiture de moyens...

Er. P.





LA CRISE DES INDUSTRIES D'ARMEMENT

L'ambition entravée de Deutsche Aerospace

En regroupant automobile, aéronautique, armes et espace, le groupe allemand Daimler-Benz espérait réaliser une synergie entre les missiles et les Mercedes. Le dispositif doit aujourd'hui être corrigé et les délais sont allongés

FRANCFORT
de notre correspondant

EDZARD REUTER a en commun avec son homologue Louis Gallois, de l'Aérospatiale, une allure d'oisillon. Ils partagent aussi, par ailleurs, un goût pour la politique et un engagement poor uoe gauche iodustrielle et visioooaire. La différence, ce soot les ailes impériales de l'Allemand et la taille de soo estomac. Le patroo de Daimler-Benz a racbeté successivemeot depuis 1985 les moteurs d'evions MTU, l'evionneur Dornier, l'électrotechnicieo AEG, le febricant aérooautique MBB, une part de 34 % dans les services informatiques de Cep Gemioi Sogeti et enfin la mejorité de l'eviooceur Fokker.

Persuadé d'un plafoooemeot futur de l'iodustrie eutomobile, activité originelle de Daimler-Benz, Edzard Reuter veut engager son groupe dans les secteurs de pointe. Coïncidence, cette volonté correspondait dans les années 80 à celle de l'Etet allemand, qui sonbaitait privatiser ses actifs aéronautiques et estimait qu'uoe restructuration de cette industrie était nécessaire eu niveau nattonal. La cessioo de Deutsche Airbus s'eccompagne d'une garantie de change sur le dollar (arrêtée en 1992) qui e apporté 3 milliards de marks d'aides pnbliques à Daimler-Benz rien que pour le civil.

PERTES • L'eérooeutique, l'espace et les armemeots ont été regroupés eo 1989 eu sein de Deutsche Aerospace AG (DASA) qui est devenu, depuis la reprise de Fokker eu printemps 1993, le premier groupe du secteur en Europe et le quatrième au monde. DASA déploie soo activité des avions de ligne (la firme contrôle Deotsche Airbus) aux avions régionaux (Fokker), en passant par l'espace, les bélicoptéres et nombre de matériels militaires, doot les missiles. Son chiffre d'affeires a atteiot 17,3 milliards de marks l'an dernier... et les pertes 341 millions de marks.

Car «la visioo» d'Edzard Reuter rencootre difficultés et critiques. La chute de l'URSS, la réunificatioo allemande et la récession moodiale cbaogeot considérablemeot la donne dans le secteur militaire. Ceux qui veulent réduire les dépenses d'armement afin de tirer «les dividendes de la paix» se raogeot au côté des mioistres des finaoces qui impo- seot des coupes dans les subveotions en tout genre. DASA verra ses ventes aux armées revenir d'un tiers de son chiffre d'affaires total en 1991 à un quart en 1995.

Ensuite, tout dépendra du sort fait à l'EFA, l'avioo de chasse appelé Jager 90 en Allemagne. Le gouvernement de Booo a rompu l'an passé les accords conclus avec Italiens, Espagnols et Britanniques pour la construction de cet appareil. Trop cher. Après des mois de négociations, uo nouvel accord a été trouvé autour d'un modèle plus simple. Mais les engagements allemands restent encore flous quant aux aides à son développement et au oombre d'appareils qu'achètera la Luftwaffe. Edzard Reuter *« s'inquiète de ce que les réductions de commandes puissent conduire l'OTAN à être moins capable de faire face aux nombreux points chauds du monde »*.

Dans le secteur civil, les difficultés ne sont pas moins nombreuses. Les abandons des programmes Hermes et Colombus frappent la division espace de plein fouet. Dornier, resté très indépendant par accord avec la famille lors de son achat, doit impérativement être rapproché de Fokker. Pour Airbus, le groupe allemand a certaioement marqué un poiot en réussissant à obtenir que l'A-321 soit monté à Hambourg. Mais les commandes ont chuté et il a fallu mettre 23 000 personnes en chômage technique au printemps.

Dans les moteurs d'avions de MTU, des alliances ont été passées avec Pratt-Whitney. Mais avec BMW allié à Rolls-Royce et SNECMA uni à General Electric, l'Europe peut-elle conserver trois fabricants de moteurs?

Le dispositif imaginé à l'origine doit être corrigé et les délais allongés. DASA ne retrouvera la reotabilité qu'en 1995. Le secteur militaire, quoi qu'il advienne de l'EFA, sera passablemeot réduit. La «synergie» qu'Edzard Reuter voulait tirer des missiles et des Mercedes sera plus faible. Dans la restructuration moodiale qui commence pour l'aéronautique, DASA veut jouer un premier rôle, a indiqué Jürgen Schrempp, son PDG. Ses recherches d'alliances oe sont pas limitées à l'Europe; elles sont ouvertes aux Russes, aux Japonais et aux Américains. Mais les moyens, ceux de Daimler et ceux de l'Etat allemand, soot désormais beaucoup plus comptés.

Eric Le Boucher

Grande-Bretagne : un projet d'association

LONDRES
de notre correspondant

La fin de la guerre froide e un prix, qu'il est convenu d'appeler en Grande-Bretegne le *«dividenda de la paix»*. Cele signifie que lee risques de conflit global s'amenuisant, le gouvernement s'efforce de réaliser dea économies dans le budget de la défense – surtout quand le déficit public atteint un niveau record. C'est a *priori* une menace immédiate pour l'industrie de défense, qui emploie directement 315 000 pereonnes et, indirectement, plus de 1 million ; toute réduction des crédits militaires a une incidence potentielle sur le chiffre d'affeires global des entreprises de ce secteur, qui réalisa de 20 % à 25 % des ventes à l'exportation.

A le différence de le France, l'industrie britannique est presque totalement privatisée, et le gouvemement encourage systémetiquement le principe de le concurrence internetionele. Les principeles entrepriees d'armement ont donc réagi avec inquiétude à l'annonce ds nouvelles économies dans le budget de la défense (*le Monde* du 8 juillet), qui atteindront 1,05 milliard de livres eur deux ans (1), ramenant ainsi le budget militeire de 4,1 % à 3,2 % du PNB. Les syndicats des entreprises concernées assurent que 130 000 emplois ont déjà été perdus depuis trois ans, et craignent que les nouvelles décisions entraînent la suppression de 200 000 emplois au cours des trois prochaines années.

Jusqu'à présent, le gouvernement était hostile eux regroupementa et aux fusions dans le secteur militaire, efin de maintenir un niveau de prix modéré, censé être obtenu par la concurrence entre firmes britanniquea.

Ces réserves sont en train de tomber. D'une part, perce que la restructuration industrielle à laquelle on assiste dans l'ermement en Europe paraît irrésistible. D'autre part, parce que le Grande-Bretagne, un des premiers producteurs mondiaux, a une chence à saisir. British Aerospace (BAe), premier groupe d'armement britannique et numéro cinq mondial, e récemment annoncé que ses négociations avec le groupe d'électronique GEC étaient interrompues. Cetta annonca était cependant due à une publicité intempestive, et non à l'abandon d'un projet industriel qui permettrait eu conglomérat BAe-GEC de supplanter lee américains McDonnell Douglas, General Electric, Lockheed et General Dynamics, et d'acquérir ainsi une puissance commerciale considérable.

FUSION • Si ces discussions aboutissent, le rapprochement des départements militaires des deux groupes pourreit se faire par une fusion ou par un joint-venture, comme entre GEC et Alsthom dans le domaine de l'énergie. Les économies dans le budget de la défense, tout autant que la volonté confirmée du gouvernement de poursuivre le programme de l'avion de combet européen (EFA), pleident en faveur d'une esociation des deux groupes, qui emploient ensemble 258 500 personnee.

Britlsh Aerospace a enregietré, en 1992, des pertes de 9,8 milliards de francs, mais sa division armement a ramporté plusieurs succès, notamment un contrat de 4 milliards de livres avec l'Arabie seoudite, pour la vente de quarante-huit avions Tornado. Ce marché bénéficie à d'autras entreprises brhanniques associées au progrsmme Tornedo, comme Rolls-Royce, GEC-Marconi, Smiths Industries, Lucas Industries et la groupe TI. BAe poursuit des négociations avec Matra sur la fusion des départements missiles, qui permettreit è un groupe européen de devenir un sérieux concurrent des constructeurs américains.

Laurent Zecchini

(1) Une livre vaut environ 8,7 francs.

Point de vue

Une nouvelle donne

par CHRISTIAN SCHMIDT (*)

LE secteur de l'ermement est en crise depuis plusieurs ennées. Mais il ne suffit pas d'invoquer la baisse des budgete militairee après le fin de la guerre froide et les difficultés de l'aéronautique et de l'informatique pour l'expliquer.

Quelques repéras historiques méritent d'être rappelés. Il faut remonter è l'année 1975 pour retrouver une récession économique comme celle que nous traveraons. A l'époque, le budget des équipements militaires avait diminué et il n'y evait pas eu de loi de programmation en 1976. Cette période coïncidait pourtant avec l'envol de noe ventes à l'étranger, puisque c'est à ce moment que la France est devenue le troisième exportateur mondial d'armement avec une part d'environ 10 % du marché (1).

Le «trend» ascendant de l'économie depuis 1950 jusqu'au début des années 70 s'est prolongé, pour l'armement, jusqu'au milieu des années 80. Ce aecteur n'a donc pas suivi l'évolution générale des biens d'équipement. Son retournement est apparu à partir de 1984 avec uns baisse sensible des commandes étrangères. Il a donc précédé la signature des grands accords de désarmement et la chuta du mur de Berlin. Pour comprendra la crise actuelle, on doit e'attacher à démontar les mécanismes particuliers qui régissent ce secteur.

L'industrie de l'armement pose dea problèmes d'identification statistique du fait de sa complexité. Les informatione fournies per la comptabilhé naónale doivent être extraites de branches aux définitions trop larges intitulées, par exemple «construction navele et aéroneutique, armement». Lee données dee entreprises sont difficiles à interpréter : les grande maîtres d'œuvre, eu moine dans l'aéronautique, l'espace et l'électronique, produisent è la fois des matériels civils et militaires, entre lesquels il n'est pae facile de préciaer la ligne de démarcation. Enfin, un eeeaim de petites et moyennes sociétés de sous-traitence dépendant à des degrés divers de le défense gravite eutour des grands groupes.

Une combinaison rompue

Per-delà des différences conaidérablea d'un type de production à l'autre, les acteura les plus dynamiques de ce système se sont efforcés depuis le début des années 70 de tirer parti de cette dualité entre les composantes militaires et civiles de leur ectivité. Les facilités budgétaires dont diepoaeit alors la recherche militaire permettaient de développer bon nombre de programmes civils et les profits dégagés sur les marchés extérieurs militaires contribuaient de manière substantielle à laur financement. Un bon exemple en est foumi par Airbus Industrie.

Tout cela était possible parce que les conjonctures des matériels militairee et civils se trouvaient en harmonie : soit ellea croisselent parallèlement, soit le rythme soutenu des achats militaires permettait de compenser les fluctuations erratiques des marchés civils. Or cette heureuse combinaison e été rompue. On assiete aujourd'hui è une chute des commandes à la fois militaires et civiles, et il semble hors de question que les programmes militaires puissent retrouver, dans un avenir prévisible, leur rôle de régulateur è le hausse.

Rétrospectivement, on peut expliquer «l'âge d'or» des industries d'armement par les particularités économiques de ce secteur. Les grands programmes militaires font l'objet de spécifications très sévères, génératrices de coûts et de délais, qui tendent è accroître la longueur des processus depuis la conception jusqu'à la fabrication et è augmenter la durée de vie potentielle du matériel produit. D'un *autre côté, les conditions stratégiques de sécurité* accélèrant l'obeolescence des matériels. Ces contradictions ont induit un type de management particulier, où il s'agissait d'optimiser le rendement technologique d'une enveloppe financière maximale.

Un système peu orthodoxe

Le succès de cette méthode était largement dû à la complémentarité entre les merchés intérieurs et extérieura : les premiers – peu rantables en raison des contrôles dont ils a'accompagnent – fournisseent un socle indispensable pour la conquête des seconds, sur lesquels les industriels réalisent l'essentiel de leura bénéfices. Lee commandes intérieures, en outra, ont longtemps été exemptea de risques industriels et financiers, ce qui compenseit lee aléas des ventes à l'étranger. Ce sont donc les exportations qui ont assuré pendant cette période le *bouclage économique* d'un *système peu orthodoxe*. Le pays en profitah autant que les industriels, puisqu'il récolteit les fruits de sa mise de fonds initiale : einsi, lore des deux chocs pétroliers, les ventes d'armement ont amorti le coût de la facture énergétique.

Ce système ne fonctionne plus aujourd'hui. Le croissance eccélérée dee coûts de développement du matériel militaire e conduit, tout à la fois, à la réduction des commandes et à l'augmentation des immobilisations financières, hors de proportion avec les structurea nadonalee. Avec les difficultés économiquas des echeteura étrangere (notamment eu Moysn-Orient), les marchés Internationaux ont diminué de moitié en moins de dix ens. Renchérissement des conditions de l'investissement d'un côté, chute dea exportations de l'autre, dene une conjoncture générale déprimée, las gouvemements des pays producteurs, comme le France, ont été *légitimement* emenés è reconsidérer leur contribution dens ce circuit.

Le cercle vertueux s'est alors transformé en un cercle vicieux. Tout désengagement de la puissance publique se répercute è terme sur lea ventes à l'étranger, riaquent en ratour d'effecter des pens entiers du tissu industriel de certaines régione, par l'intermédieire des entrepriees de aous-traitance locale travaillent pour l'armement.

Cette évolution est-elle irréversible ? Comment amortir ees effets et renverser le tendence ? Pour répondre è la première question, il faut d'sbord savoir si les particularités qui ont été décrites sont propres à l'armemant. Or le rôle d'entraînement des commandes publiques nationeles, l'impect das coûts du développement technologique et les relations entre le marché interne et les exportations se retrouvent dens nombre de grands programmes civils de haute technologie (télécommunications, espace, atc.), dont les difficultés sont jugées conjoncturelles. Mais l'utillsetion finale du matériel militaire fah toute la différence. Les mutations stratégiques en cours randent illusoire un retour à l'ancienne dynamique.

La réponse à la seconde question exige une *délimitation* plus claire des responsabilités. Aux polhiques et aux militaires de définir les engagements à une échéance suffisemment lointaine pour permettre aux industriels d'élaborar leurs plans stratégiques, eux entreprises de s'adaptar à ces transformations. Une révision de la loi de programmstion milhaire s'impose donc. Celle-ci devrait s'intégrar dans une réflexion prospective à beaucoup plus long terme (quinze à vingt ans), envisager un nombre plus élevé de scénarios et soumettre son exécution à un examen régulier, par exemple tous les deux ans (2). Une articulation avec les programmes des eutras pays européens est également néceseeire ; l'Union de l'Europe occidentala (UEO) pourrait y contribuer.

Un effort de regroupement

Le tâche principale incombe toutefois aux entreprises. La spécificité du segment militeire de leur ectivité qui a fah leur succès paesé est davenue un handicap. Il leur faut donc reconsidérer leur stratégie dans le sens d'une gestion plus industrielle de cette branche.

Trois tendances nouvelles se desainent au niveau mondial : la fin des marchés captifs conduisant à une généralisation de la concurrence, l'émergence de pôles d'impulsion nationaux et l'internationelisation de la production. Ces deux dernièra évolutions comportent une part da contradicdon. La construction aéroneutique se structure en Europe autour de grands groupes nationaux comme British Aerospace en Grande-Bretagne, OASA en Allemagne, Alenia en Italie et CASA en Espagne, et dans le même temps, on assiste è des formes d'alliances et de coopérations intemstionales de plus en plus étroites (3).

C'est dans cette problématique générale que doit s'enelyser le cas français. Si l'on excepte le problème particulier de la transformetion en sociétés commerciales d'anciens arsenaux comme on l'a fait avec GIAT Industries pour le matériel terrestre et comme cela reste à faira dans le cas de la OCN pour la construction navale, la France eborde ces *conditions nouvelles avec des evantages et des faiblesses* inverses de ceux de aes voisine. Ses groupes industriels sont depuis longtemps internationalisés. Aérospatiale est le constructeur aéronautique européen qui participe au plus grend nombre de projets en coopération et le groupe Matra a réussi à tisser le réseau le plue étendu de participadons croisées en capital.

La France, en revanche, reste pour des raisons historiques et polhiques le seul pays d'Europe à disposer encore de deux grands maîtres d'œuvre dans ce secteur avac Dassault et Aérospatiale. C'est donc un effort de ragroupement national qui conditionne, aujourd'hui, son succès sur les marchés internationeux, où eon principal et aouvent unique concurrent est désormaie eméricain.

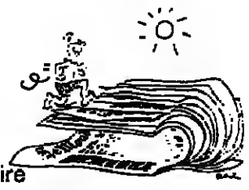
(1) Estimatinn du Stockholm Internatinnal Peace Research Institute (SIPRI).

(2) Christian Schmidt, «Programmatico militaire française, pour une révision», *Chroniques de la SEDEIS*, 15 avril 1993.

(3) Pierre Dussauge, «Les alliances stratégiques entre firmes concurrentes. L'exemple des industries aérospatiale et de l'armement», *Revue française de gestion*, n° 80, sept.-oct. 1990.

(*) Professeur à l'universitá Paris-IX-Dauphine, préaldent da l'Association française des économistes de défense.

Vous ne trouvez pas Le Monde *chez votre marchand de journaux ?*



Appelez gratuitement
le numéro vert
05.40.14.31
Nous ferons le nécessaire

Le Monde EDITIONS
Le bilan économique des années Mitterrand (1981-1993)
sous la direction d'Alain Gélédan
EN VENTE EN LIBRAIRIE

PERSPECTIVES

LES PAYS PAUVRES DE LA CEE

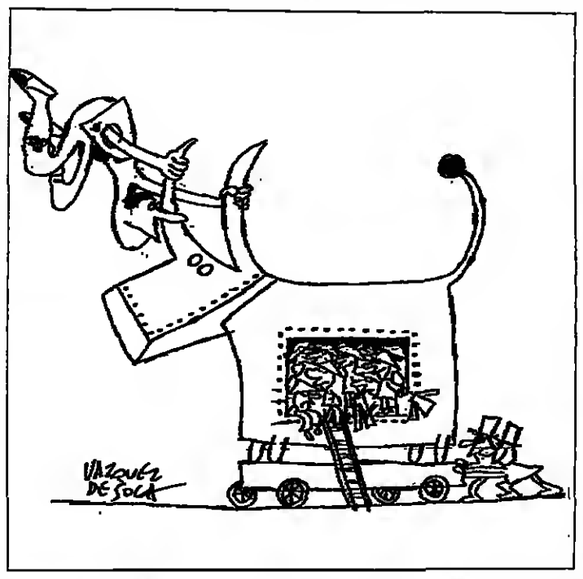
Le grand projet du Portugal

Le nouveau plan de développement portugais veut pallier les faiblesses de l'industrie. Mais il risque de rendre l'économie plus dépendante des fonds communautaires

LISBONNE
de notre correspondante

EN annonçant avec une certaine publicité un plan de développement régional (PDR), prévoyant 6 580 milliards d'escudos (soit 235 milliards de francs) d'investissements sur la période 1994-1999, dont près de la moitié devraient être d'origine communautaire (fonds structurels et futur Fonds de cohésion), le gouvernement portugais a cotendu frapper un grand coup.

En direction de son opinion publique, rendue morose par la dégradation de la situation économique et le montée du chômage, en direction de la Communauté européenne, en présentant un projet conciliant les efforts de relance et les impératifs de la convergence définis par Maastricht – et en préparant l'économie du pays à affronter les enjeux du XXIe siècle, selon le premier ministre, Anibal Cavaco Silva.



OASIS • Les années 1987-1990 resteront dans les souvenirs comme l'«âge d'or» de l'économie portugaise : le taux annuel de croissance s'est situé entre 4,5 % et 5 %, dépassant de 1,4 point la moyenne communsutaire ; l'écart entre le PIB par hahitant portugais et la moyenne de la CEE est revenu de 50 % en 1985 à 44 % en 1991 (1), tandis que le taux de chômage, l'un des plus faibles des Douze, demeurait enx alentours de 4 %. Pour l'inflation senle, les résultats n'ont pas répondu aux espéranees, mais l'évolution récente est encourageante : la hausse des prix est revenue à 7,9 % en rythme annuel en juin dernier.

Cependant, depuis 1991, le Portugal, que le ministre des finances, Jorge Braga de Mecedo, évoquait comme une *«oasis»*, a lentement glissé, lui aussi, vers la crise, et les faiblesses structurelles de l'économie spparaissent dans une lumière crue. Le déficit du commerce extérieur s'alourdit d'année en année (de 10,7 % en 1992). Conséqnence : la production industrielle a diminué de 2,2 % en moyenne sur 1992, et le senl cbiffre connu pour cette année, celui de janvier, marque une chute de 6,8 % par rapport à l'année précédente. Conscients de ces carences, les responsables portugais ont réservé la part du lion – quelque 62 milliards de francs, soit un quart des fonds communautaires espérés, sans parler des contributions nationales – à la modernisation de l'appareil industriel, et au «développement des ressources humaines», emploi et fnrmatinn des hommes.

La restructuration de l'industrie, notamment, apparaît comme le grand souci des dirigeants portugais, maigré les progrès accomplis – grâce aux fonds communautaires. Peu performantes, les industries traditionnelles, notamment le textile, la ehaussure, l'habillement, accumulent les handicaps. De petite taille, à structure familiale, dotées d'équipements souvent nbsolètes, les entreprises sont mal armées pour affronter la concurrence étrangère, notamment asiatique. En outre, les débouchés de naguère, en Europe de l'Est, se sont quasiment fermés aux exportateurs depuis la fin de l'économie socialiste.

Les entreprises publiques ne sont guère plus florissantes. Elles sppartiennent notamment à des secteurs partout sinistrés, comme la sidérurgie ou la réparation navale, ou gagnés aujourd'hui par la crise, comme le transport aérien. Les sureffectifs hérités des nationalisations consécutives à la révolution d'avril 1974, et un certain laxisme en matière salariale au cours des années d'expansion pèsent sur leur productivité.

L'emploi est aussi plus que préoccupant. Alors que le Portugal a bénéficié d'un des plus bas taux de chômage de la CEE, avec une moyenne de 4 %, à le fin des années 80, la situation s'est dégradée sur les derniers mois de 1992, et n'a cessé de s'aggraver depuis le début de 1993. La publication des statistiques a été interrompue de mars à juin, mais selon le ministre de l'emplni lui-même, José Alhino da Silva Peneda, le chômage pourrait atteindre 7 % ou 8 % à la fin de l'année : les grandes suppressions d'emplois dans les secteurs en difficulté,

> **De petite taille, à structure familiale, dotées d'équipements obsolètes, les entreprises sont mal armées pour affronter la concurrence étrangère, notamment asiatique.**

comme le transport aérien, la sidérurgie, la réparation navale, ou les télécommunications, ou dans le fonction publiqne sont encore à venir.

CATALOGUE • Aussi certains économistes se demandent si le plan de développement permettra de donner un second souffle à l'économie et lui reprochent d'être une sorte de catalogue de projets industriels ou de développement des infrastructures, dépourvu d'une vision d'ensemhle.

Ils s'interrogent sussi sur l'intervention des fonds communautaires dans l'économie nationale. Selon des données de l'OCDE, les apports nets de la CEE sont passés de 0,6 % du produit intérieur brut en 1985 à 3,3 % en 1992, et en 1993 on devrait atteindre 3,5 % (2), sans compter les premiers versements du Fonds de cohésion, dont la discussion vient de s'achever à Bruxelles.

Compte tenn des dernières prévisions de croissance pour les mois à venir – révisées plusieurs fois à la baisse, – le PDR risquerait de rendre l'économie portugaise encore plus dépendante de la manne communautaire. D'sutant qu'eux versements des fonds de la CEE s'ajouteraient quelque 46,5 milliards de francs d'aides et de prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Si, après les discussions de Bruxelles, le Portugal semhle en passe d'obtenir l'essentiel des 18 milliards escomptés pour la bonne exécution de son plan, il lui fendra en faire bon usage. Jusqu'ici il avait été considéré comme un «bon élève», utilisant correctement les fonds communautaires reçus. Il devra maintenant concentrer les moyens sur l'industrie et l'emploi alors que, dans le plan précédent, ils avaient surtout bénéficié aux infrastructures.

Alice Ilicée

(1) En termes de parité de ponvoir d'achat.

(2) De 26 milliards d'escudos à 431 milliards, soit de 928 millions de francs à 15 milliards.

La Grèce mise sur les Balkans

Suite de la page 23

L'enjeu de ce nouveau marché n'est pas mince. Il y a deux ans, la Grèce paraissait su bord de l'effondremcot, avec une dette de près de 100 milliards de dollars, dépassant le montant du produit intérieur brut, un déficit du secteur publie atteignant 20 % de ce PIB, une inflation avoisinant aussi 20 % ... Elle était redevenue le pays le plus pauvre de la CEE, ce qu'elle avait cessé d'être en 1986 lors de l'entrée du Portugal dans la Commnauté. L'an dernier encore, les conservateurs, au pouvoir depuis 1990, étaient mis en demeure par la CEE, le FMI et l'OCDE d'agir plus fermement, malgré un *«plon d'ojustement»* lancé co 1991.

Renforcées à l'été 1992, les mesures prises ont fini par arrêter la croissance du déficit public. Grâce à un contrôle strict des dépenses, notamment la baisse des recrutements et le gel des salaires dans le secteur public, le gouvernement a réussi à retrouver un excédent de 5 % du budget de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette. Ce qui permet de presque stabiliser celle-ci et d'envisager une baisse en 1994 – le gouvernement ne disposant plus l'an prochain de facilités d'emprunt. Le besoin de financement du secteur public a été divisé par deux entre 1990 et 1992.

IMPOTS • D'autre part, malgré la libération quasi totale des prix (2) et malgré des hausses de taxes et de tarifs publics (téléphone, transports, eau, etc.), l'inflation devrait revenir à moins de 13 % sur 1993, et peut-être 11 % en rythme annuel à la fin d'année. Des gains encore fragiles, voire insuffisants, qu'il s'agisse des prix ou de la réduction du déficit, liée à la fois au succès d'un programme de privatisations délicat *(voir encadré)* et à une amélioration des rentrées fiscales, dans un pays où beaucoup d'entreprises ne paient pas d'impôts. Le revenu des impôts directs n'est que de 5 % du PIB : *«Moins de la moitié de ce qu'il devrait être»*, dit Petros Doucas, le nouveau sous-secrétaire d'Etat à l'économie, un sixième selon d'autres sources. Et le programme d'austérité du gouvernement résistera-t-il à l'approche d'élections législatives, normalement prévues pour avril 1994 ?

Mais le déficit commercial, qui a atteint 16 milliards de dollars en 1992, reste le talon d'Achille de l'économie grecque : les exportations, qui ont aogmenté de 8 % en volume, représentent moins de la moitié des importations. Il faudrait une progression de 15 % pour le réduire. *«Nous avons un problème de compétitivité»*, reconnaît Stefsnos Manos.

Exemple de ces faiblesses structurelles : le textile, toujours une des premières industries du pays avec 16 % du produit industriel (*le Monde* daté 11-12 juillet). *«Cette industrie o grandi sous couvercle, bénéficiont de droits protecteurs et de subventions à l'exportation. On était même allé jusqu'à taxer le nylon comme un produit de luxe, pour réduire lo concurrence»*, raconte Georges Adractas, qui, après avoir longtemps traveillé dans ce secteur, dirige aujourd'hui la filiale des Mutuelles du Mans en Grèce.

Nombre de ces entreprises protégées ont perdu pied lorsque la Grèce, entrée dans le Marché commnn, a dû démanteler ces protections. Piraïki-Patraïki, première société de filature et de tissage, sauvée par la nationalisation en 1984, était arrivée, à la fin des années 80, à des pertes équivalant à la moitié de son chiffre d'affaires. Depuis, la société a été divisée et la moitié des usines cédées ou fermées, mais le gouvernement cherche encore des acquéreurs pour ces dernières.

COMMERCE • Certes, les entreprises dynamiques ne manquent pas en Grèce, locales ou filiales de groupes étrangers – comme Aluminium de Grèce, filiale de Pechiney, qui, installé en 1960 en raison de la présence de hauxite, a contribué à organiser toute la filière. *«Les difficultés actuelles* [notamment les taux d'intérêt élevés] *les ont mises à l'épreuve : seules survivent les plus solides»*, souligne Petros Doucas.

Mais, placés sur un marché intérieur restreint, entouré de pays longtemps fermés, les industriels grecs ont du mal à trouver leur place : *«Notre seule chance, c'est de trouver des niches où seuls des petits peuvent se glisser»*, dit Athanasios Lavidas, président de Lavipharm (prodnits pharmaceutiques et cosmétiques). Surtout, les bommes d'affaires préfèrent souvent le commerce et ses rentrées immédiates à l'investissement industriel à long terme, les jeux d'influence aux gains de productivité. *«Nous sommes toujours à la fois des industriels et des commerçonts»*, concède Fotini Legaki, vice-présidente de la Fédération des industries grecques. Les fortunes locales, comme les armateurs, n'investissent pas dans le pays, mais à Londres ou à New-York.

La Grèce a toujours équilibré la balance des paiements grâce aux recettes «invisibles» : la marine marchande, le tourisme, les apports des Grecs installés à l'étranger. Les armateurs grecs, qui travaillent en tramp dans le monde entier depuis leur hureau du Pirée, et dont les navires sont souvent placés sous pavillon de complaisance, ont réussi à surmonter la crise. Mais leur contribution à l'économie baisse. La libération des changes s accru les transferts de l'étranger, mais cette hausse ne peut se prolonger.

Pour le tourisme, la Grèce doit moderniser hôtels et installations. Le gonvernement nourrit des projets amhitieux pour attirer des touristes plus fortunés : *«Si chaque touriste français dépense le double du chiffre actuel, nous rééquilibrons la balance commerciale avec la France»*, sonpire nn homme d'affaires grec. Théodore Kassimis, sous-secrétaire d'Etat an tourisme, veut développer *«deux ou trois Port-Grimaud»* et une quinzaine de marinas en mer Egée ; il rêve aussi d'attirer *«des centaines de milliers de joueurs de golf»*, en profitant du elimat. Mais ces projets sont-ils réalistes, et surtout compatibles avec la préservation des sites grecs ? Feute de préserver un environnement déjà menacé, la Grèce risque de ne pas trouver les visiteurs attendus, voire d'en perdre, comme l'Italie ou l'Espagne.

D'ores et déjà, ce sont les contributions des fonds de la CEE qui ont pris le relais : leur apport a triplé au cours des cinq dernières années, et il représente aujourd'hui un quart des «invisibles». Ils ont aidé le développement de l'agriculture et permis d'y conserver nne part importante de la population active.

Sur les années 1994 - 1999, la Grèce va encore bénéficier de quelque 20 milliards de francs par an, notamment pour la modernisation des infrastructures (transports terrestres et aériens, télécommunications). Mais combien de temps les antres pays de la Communauté accepteront-ils de financer son développement ?

IMMERGÉE • La vitalité de l'économie grecque provient aussi de sa part «immergée», qui contribue à limiter le chômage. *«Cette économie grise fait partie de l'ethos grec. Nous essayons de la réduire, mais elle est trop mêlée au reste pour que l'on puisse la faire disparaître»*, dit Petros Doucas. Comment conciliер la prudence avec la nécessité de trouver de nouvelles recettes fiscales ?

La Grèce peut-elle continuer à jouer sur les deux tableaux – celui de la modernisation et celui de l'économie traditionnelle ? Les relations avec les Balkans et les pays de l'Est seront un test. Avec des infrastructures modernisées, de meilleures liaisons avec la région, la Grèce peut jouer le rôle de tête de pont «communautaire».

A condition que les Grecs ne se hrouillent pas avec leurs voisins, et ne se laissent pas rattraper par eux : *«Dans les Balkans, on voit déjà noitre une foison de petites entreprises, souvent créées par d'anciens cadres communistes, dépourvus d'expérience, mais plus motivés que les Grecs, et prêts à se battre sans aide. Ces pays risquent de se développer plus vite que la Grèce»*, pronostique le directeur d'une société de conseil. Pessimisme ?

Guy Herzlich

(2) Sauf les lignes maritimes, les taxis, les médicaments et certains loyers.

Privatisations délicates

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

Comma dans baaucoup da paya, la privatiaation d'antreprisas publiqaas figura ici eu programma du gouvamement. Par conviction, pour alléger la datta at le déficit publics, et pour trouvar le moyan d'investir et da modarnlear. Laa eocialistes du PASOK, au cours dee annéas 80, avalent heaucoup nationaliaé. Par conviction inverse, mais aussi pour maintanir è flot dae antreprisea défeillantes, perfois à la damanda da laurs propriétairas comme de leurs salariés. Soixante-dlx entreprises, de taille variable, doivent ainsi être privatisées, et autant, autrefois sous la tente à oxygène de l'Organisma pour le restructuration industrielle, vont être fermées.

Depuie leur arrivée au pouvoir en 1990, les conservateurs n'ont réuasi que peu d'opérations : la liquidation ou le ceesion de plusieure filialee du groupe textile Piraïki-Patraïki, la vente dee chantiars navals d'Eleusis et de Syros, celle des cimenteries Héraclès – cinquième antreprias du paye, acquise par Calcastruzzi, filiale du groupe italien Farruzzi, ce qui suscita aujourd'hui quelqua inquiétude – et Chalkis. En août 1992, ont été accordées deux conceaaions pour le téléphone mobila, la compagnia des autohue d'Athènes a été dissoute : 1 300 licancas d'exploitetion cédées – en général à des salariés da l'antreprisa – en dépit de longues grèves.

La programma a raçu un coup d'accélérateur depuis l'arrivée, en 1992, de Stéfanos Manos à le tête du ministère da l'économie. Meis il se heurte à de nombreuses résistances.

«Celles des syndicats, puissants dane le secteur public, qui redoutent daa suppraseiona d'emplois et une *perte de leur pouvoir, et des salariés, qui craignent d'être licanciés, meis eueei celiee des dirigeants qui* ne *sereient pae à le heuteur dans une entreprise privée, de fournisseurs qui* ont *daa contrets eventegaux, de consommeteurs qui bénéficient de prix artificiellamant bas, de concurrents qui profitant da la situation da faiblesse actuella,* et *da politiciens, de la majorité* ou *da l'opposition, qui pouvaient faira ambaucher des gans at ainsi accroître leur influence...»*, énumère Pétros Doucas, sous-secrétaire d'Etat à l'économie, chargé du dossier depuis huit moia, après quinze ans à la Citibank, et formé dana lea honnee *«business schools»* new-yorkaises.

DETTES • A cette lista, il faut ajoutar, dans cartains cas, les manœuvres d'anciens propriétaires das sociétés, qui espèrent, comme dans le cas de Piraïki-Patraïki, retrouver une partie da leurs affairee. Et le coût des opérations : l'Etat doit souvent prendre en charge les dettes dee privatisées ; il e dû, pour faire passer les privatisations, accepter d'accorder d'importentes indemnités de départ aux salariés touchés.

Après la vente en Bourse, fin juin, de 35 % de le Compagnie du sucre, figurant sur l'agenda gouvernemental la privatisation de deux reffineries et d'un réseau de stations-servica, dae hôtals Xénia – construits au coura dae années 50-60, dans des sitaa choiaie et bian aménagéa, maie qui doivent être modernisés, – des licences pour l'exploitation de marinas et da caainos).

Maie laa pièces lea plus importantes aont OTE, l'entreprise puhliqua da télécommunications, dont 35 % doivent être cédés è un exploitant et 14 % vendus en Bourse à l'automne – un anjeu considérable, compte tenu du programma de modernisation, – et, plus difficile encora, les chantiers navals de Skaramanges, les premiers de Grèce, ainsi qua la compagnie aérienne Olympic Airways, dont les dettes avoisinent 1 milliard de dollars. Le gouvernement espère tirer 1 milliard de dollars sur plusieure années de le venta partialle d'OTE, meis las deux autree opérations risquent de coûter cher, en raison des sureffectifs : eocialement, économiquement... et politiquement.

G. H.

La tr... voi...

par CHRISTIAN SAINT-ET...

Mâtiné de social

Le Monde

ABONNEMENTS

Le Monde
PUBLICITE

15, rue du Colonel-Pierre-Avia
75502 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

BULLETIN D'ABONNE...

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐

Nom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La troisième voie : le capitalisme stratégique

Entre le capitalisme individualiste fondé sur la propriété privée du capital et l'enrichissement personnel et le socialisme fondé sur la propriété collective du capital et l'allocation des ressources par un Etat dirigiste, n'existe-t-il pas une troisième voie ? Celle d'un capitalisme capable d'attirer les centres de conception et de production de firmes en réseaux, l'Etat participant activement à l'éducation et à la formation de la population active.

par CHRISTIAN SAINT-ETIENNE (*)

APRÈS l'effondrement du socialisme soviétique à la fin des années 80 et la défaite électorale du socialisme français en mars 1993, le capitalisme semble avoir vaincu ses adversaires d'un siècle. Mais quel est ce capitalisme vainqueur ?

Ce que l'on entend traditionnellement par capitalisme, c'est un système de production fondé sur la propriété privée du capital et l'enrichissement personnel, opérant dans un système politique libéral qui privilégie les droits naturels des individus sur l'action collective et qui limite le rôle de l'Etat au maintien de l'ordre public intérieur et de la sécurité extérieure.

Le socialisme est fondé sur la propriété collective du capital et l'allocation des ressources par un Etat dirigiste dominé par un parti unique censé représenter les désirs de l'ensemble de la population : dans ce système, les droits de l'individu sont ignorés car seuls comptent les droits du peuple qui sont garantis par «l'avant-garde» au pouvoir. Ce socialisme, symbolisé par le régime soviétique, a fait faillite car l'allocation des ressources par un Etat dirigiste est moins efficace que celle qui résulte des actions d'agents économiques responsabilisés par l'intérêt direct qu'ils ont dans la création des richesses.

Le socialisme français ne se confond évidemment pas avec ce socialisme totalitaire, mais une vieille fascination pour le modèle soviétique l'empêche toujours de penser le capitalisme moderne sans s'excuser en permanence de sa démarche.

CHAVANAT

Mâtiné de social

Ce capitalisme moderne, vainqueur par effondrement de l'adversaire, est-il vraiment un capitalisme individualiste opérant dans une économie de marché avec un Etat minimal ?

On oppose de plus en plus souvent à ce capitalisme individualiste, de type anglo-saxon, un capitalisme plus tourné vers le long terme et mâtiné de social. Mais ce dernier apparaît de plus en plus comme une version moderne de la pièce jetée aux pauvres par la main sortie du carrosse de l'Etat providence. Et l'on s'étonne que cette approche maintienne une fraction croissante de la population dans un état de dépendance à un coût désormais insupportable pour l'économie.

Il est temps de nous adresser à nous-mêmes ce bon conseil que l'on destine habituellement aux pays en voie de développement : il est plus important d'apprendre à pêcher que de distribuer du poisson. Et la voie du futur entre le capitalisme individualiste et le socialisme décomposé n'est pas la social-démocratie qui donne du poisson mais un certain capitalisme qui apprend à pêcher et que je nomme le capitalisme stratégique.

Les années 90 sont marquées par le passage de la production de masse indifférenciée par des firmes monolithiques à la production personnalisée standard par des firmes en réseaux. La production personnalisée standard s'adresse à des segments homogènes de clientèle, plutôt qu'à une masse indifférenciée d'acheteurs. Les firmes en réseaux ne sont pas une sous-partie d'un magma productif mondial, mais des unités autonomes construites autour d'un centre de pouvoir, même s'il ne se manifeste plus par une hiérarchie toujours bien identifiée, en ruche, installée dans un siège social bien précis.

Les économies qui se développeront à l'avenir seront celles qui attireront sur leur territoire le maximum d'unités de conception et de production des firmes en réseaux, par la qualité de leur capital humain et de leurs infrastructures, leur stabilité macroéconomique et notamment monétaire, et l'excellence du rapport «coût/qualité-efficacité-stabilité» de la réglementation et de la fiscalité.

Le contrôle du capital et la nationalité dominante des centres de pouvoir des firmes en réseaux contiendront d'avoir une importance cruciale à l'avenir pour : définir les goûts dominants des consommateurs ; choisir les inventions qui sont développées ou celles qui restent dans les laboratoires, et les systèmes juridiques, comptables et fiscaux de référence ; spécialiser les entreprises du réseau sur les créneaux les plus porteurs.

Ainsi, dans les années 90, comme dans les années 60 et 70, la nature du contrôle du capital et la nationalité des actionnaires dominants ont une influence déterminante sur la stratégie des firmes, leur localisation, leur développement et leur positionnement présent et futur dans l'activité économique mondiale.

Dans le contexte d'une économie ouverte avec liberté de mouvements de capitaux, en voie d'internationalisation rapide, la troisième voie entre la capitalisme individualiste et le socialisme est celle d'une économie attirant les unités de conception et de production des firmes en réseaux ; l'Etat doit favoriser l'activité productive et participer activement à l'éducation et à la formation de la population active et au développement d'un système de santé efficace au coût maîtrisé.

Le social de cette troisième voie n'est pas le complément visant à huiler les rouages pour éviter les explosions sociales ou l'étalage de la pauvreté. Dans ce capitalisme stratégique, le social, c'est-à-dire l'effort incessant d'amélioration de la qualité intellectuelle et de la santé physique de la population, s'inscrit dans l'action à long terme tournée vers la qualité des produits et le service à la clientèle qui exige une main-d'œuvre fidélisée, hautement qualifiée, avec un encadrement capable de percevoir les évolutions de la demande.

Le social, tel que défini ci-dessus, est au cœur du système capitaliste moderne. La main-d'œuvre qualifiée est, non le combustible, mais l'âme du processus de production. Une éducation professionnalisée et une formation permanente conduisant à la promotion sociale sont la canne à pêche qui libère plutôt que le poisson qui asservit.

Les dépenses de santé doivent être maîtrisées afin d'empêcher qu'une croissance débridée des charges sociales ne casse le mécanisme intégrateur de l'élévation de la productivité de la main-d'œuvre. Le développement du capitalisme stratégique suppose plus généralement une maîtrise totale des charges fixes de la nation qui se traduisent *in fine* par une augmentation du coût du travail.

Créer un environnement optimal

La vision d'un capitalisme stratégique reconnaît ainsi que le développement économique dépend de deux facteurs :

– la mise en place d'un environnement optimal de croissance (qualité du capital humain et des infrastructures, stabilité macroéconomique et notamment monétaire, excellence du rapport «coût/qualité-efficacité-stabilité» de la réglementation et de la fiscalité) ;

– la consolidation du capitalisme national par la multiplication des entreprises fortement capitalisées, têtes de réseaux mondiaux de production, dotées des moyens techniques et des visions stratégiques nécessaires pour atteindre des positions d'excellence sectorielle et pour renforcer les avantages comparatifs du pays dans l'univers concurrentiel global.

L'Etat moderne doit donc simultanément favoriser la mise en place d'un environnement optimal de croissance et favoriser l'émergence d'acteurs stratégiques dominants. L'Etat doit notamment prendre en compte, en réformant la fiscalité et le mode de financement de la protection sociale, le fait que le rendement social de certaines activités (accumulation de capital humain et physique, infrastructures de communications et télécommunications, etc.) est supérieur au rendement économique. L'Etat ne doit pas être directement acteur stratégique : il attire et favorise l'essor d'acteurs stratégiques dominants par une politique appropriée de recherche et développement et par la dissémination et coordination de l'information.

Le capitalisme stratégique, par son insistance sur le long terme et la formation des hommes, et son souci d'offrir des perspectives de promotion sociale autant que des emplois, répond aux défis de la globalisation de l'économie mondiale tout en s'inscrivant dans le modèle politique européen moderne.

(*) Professeur associé à l'université Paris-Dauphine.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	796 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS « pending) is published daily for $ 492 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry – 94852 Ivry-sur-Seine – France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to LMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 – 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3030 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451 – 7933 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité : Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde PUBLICITE SA
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros,
Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Isabelle Tsaldi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75502 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F
Télécopieur : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferenczi Philippe Herreman Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde EDITIONS

Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube

3èmes CYCLES
PROFESSIONNALISEZ VOTRE FORMATION

MANAGEMENT DE LA DISTRIBUTION
DIRECTEUR PÉDAGOGIQUE LÉON SALTO PDG DE FRANCE PRINTEMPS

GESTION ET FINANCE D'ENTREPRISE

MANAGEMENT COMMERCIAL ET MARKETING DIRECT

MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES

ADMISSION
• titulaires d'un diplôme BAC+4 ou équivalent médecins, pharmaciens
• professionnels justifiant d'au moins 5 ans d'expérience

EDC PARIS - LA DÉFENSE
L'EDC PARIS-LA DÉFENSE
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1 92400 COURBEVOIE
MÉTRO : ESPLANADE DE LA DÉFENSE
TÉL. : (1) 47 73 63 41

Hors série
les grands entretiens du Monde
Tome 1
38 francs
en vente chez votre marchand de journaux

CONJONCTURE

L'INFLATION continue de baisser dans les grands pays industrialisés de part et d'autre de l'Atlantique.

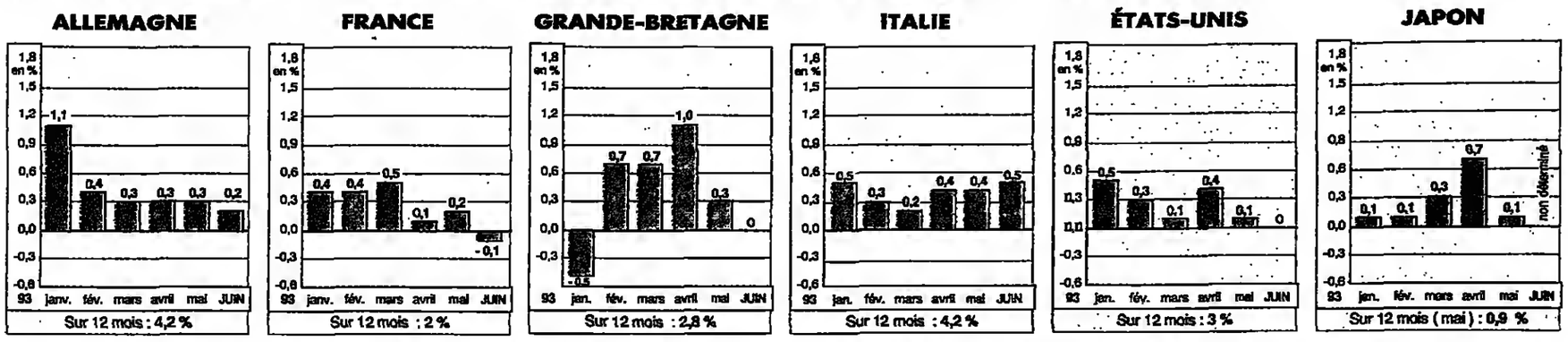
Aux Etats-Unis, nù les résultats des premiers mnis de l'année avaient suscité quelque inquiétude, les derniers cbiffres rassurent. Les prix à la consommation sont restés stables en juin, après avoir augmenté de 0,1 % seulement en mai : sur douze mois, la hausse est ainsi revenue à 3 %. La lenteur de la reprise et la faiblesse des augmentations de salaire qui l'accnmpagnent devraient éviter tnut risque de résurgence inflatinnniste avant longtemps.

En Grande-Bretagne, la reprise d'activité s'accompagne d'une baisse rapide de l'inflatinn. Les hausses réduites de rémunérations et le rétablissement des gains de productivité ont permis d'absorber, au moins temporairement, le renchérissement des importations occasionné par la dévaluatinn de la livre au second semestre 1992. Sur douze mnis, la hausse des prix n'est que de 2,8 % : son plus faible niveau depuis sept ans. Les autres pays européens sont encore en récessinn et accumulent, au fil des mnis, les facteurs de désinflation, voire de déflatinn dans certains secteurs. Ces tendances ne sont pas clairement perceptibles en Espagne, ni en Italie nn au Portugal, nù les fortes dévaluations alimentent de légères tensinns sur les prix, mais elles s'accentuent dans les autres pays de la CEE, nù l'appréciation des monnaies a l'effet inverse, et aggrave la récession en pesant sur la compétitivité extérieure.

Dans l'industrie, où la concurrence est la plus vive, le climat est assurément à la déflatinn. En France, les prix de vente industriels sont en nette diminution depuis plusieurs mnis. Cela devrait accentuer la tendance à la baisse des prix de détail des produits manufacturés, déjà visible dans les derniers mnis.

INDICATEUR • Les prix

La fin de l'inflation



Evnlutinn mensuelle des prix à la consommatinn tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données natinnales non corrigées des variatinns saisonnières, sauf Etats-Unis.

RÉGION • L'Asie du Sud

Marchés encore négligés

IL y a quatre ou cinq ans, quand, devant des industriels français, nnus insistinns sur l'intérêt des marchés d'Asie, au double point de vue des échanges et des investissements privés, ils répondaient en substance que le grand marché européen leur suffisait. Aujourd'hui, ce pronostic se trouve rudement déjoué. L'Asie du Sud-Est et depuis peu la Chine avancent à grandes enjambées, l'Asie du Sud commence à s'éveiller. Tous ces pays sont certes des concurrents mais, en même temps, ils constituent des marchés qui ne cessent de s'élargir, en particulier dans les biens d'équipement, les machines, les composants industriels, la hante technologie.

La présence française dans le sous-cantinent indien reste discrète. Mais il faut recoanaître que la France, contrairement à d'autres pays (le Royaume-Uni évidemment, les Etats-Unis, l'Allemagne, même la Suisse), partait de très bas en 1947, date de l'indépendance.

Péchiney et d'autres entreprises commencent à être actives dès la fin des années 50 dans des collaborations industrielles grâce à des cadres français qui acquièrent une solide expérience du marchd. A partir des années 70, les liens entre Paris et New-Delhi se resserrent eux deux niveaux politique et éconnmique par de nnmbreux échanges de visites à haut niveau : ministres, chef de l'Etat, fonctionnaires, bnmmes d'affaires. Plusieurs entreprises françaises décrochent de gros contrats soutenus par des crédits mixtes.

Exportations et importations se développent (les importations françaises atteignent 3,7 milliards de francs et les exportatinns 5,5 milliards en 1990). Les cnmmandes françaises de produits indiens connaissent une croissance soutenue (vêtements, textiles, cuir, bijnuterie notamment) de 1986 à 1990. Quant aux exportations (surtout produits industriels), après de bonnes performances, elles fléchissent depuis 1990, au point qu'en 1992, pour la première fnis, la France est en déficit. Ce phénomène est directement lié au recul des investissements français et des gros contrats soutenus par des crédits mixtes. Or, ces derniers ont beaucoup baissé depuis 1990.

Les réfnrmes introduites par New-Delhi depuis 1991, mettent, entre autres, l'accent sur les investissements étrangers. Or, les réactions des milieux économiques français sont, pour le mnment, réservées. Même si l'Inde n'a pas encore réussi à susciter des afflux de capitaux comparables à ceux qui gagnent la Chine, la Thaïlande, l'Indonésie... le climat est en train de se réchauffer. Les Etats-Unis vont de l'avant, les Allemands, de longue date très dynamiques, accentuent leur mnuvement, les Japonais, eu départ fort sceptiques, commencent à se préoccuper davantage de l'Inde. Les Suisses renforcent leurs positions, solides depuis des décennies.

La France, elle, progresse peu. En 1992, elle recule du huitième rang des investisseurs étrangers, au quatorzième, ce qui la place derrière la Belgique. Les intérêts français, comme ailenrs, se concentrent sur les très gros contrats. Il est plus facile à des multinatinnales qu'à des sociétés de taille modeste de s'implanter en Asie. Néanmoins, en Inde comme ailleurs, il existe une marge de manœuvre pour les petites et moyennes entreprises, comme le montrent les Allemands. Certains contentieux gênent aussi la progression de relations harmonieuses : litige à propos du gazoduc reliant les gisements off shore de Bombay à la plaine dn Gange, ou l'arrêt du chantier de la centrale hydroélectrique Dul Hasti, au Cachemire, pour des questions de sécurité.

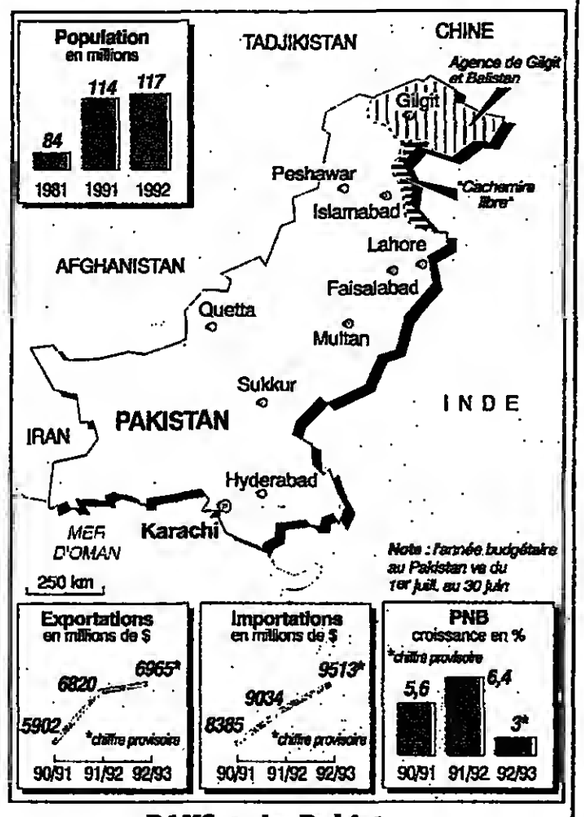
Qu'en est-il du Pakistan? Les anciennes et étroites relations en matière d'armement (sensiblement plus importantes qu'avec l'Inde) continuent : fourniture de trois chasseurs de mines, pourparlers sur la vente de sous-marins, livraison de dnuze hélicoptères. Les échanges commerciaux ont pris une tournure assez semblable à celle nbservée en Inde : farte progression des importations en provenance du Pakistan de 1990 à 1992, faible mouvement des exportations françaises. En 1992 (sur dix mois), les importations françaises nnt atteint 1 463 millions de francs, les exportations 1 363 millions. L'année 1991 avait été plus favorable grâce à la livraison de trois Airbus. Des pourparlers ont lieu aussi pour des livraisons d'avions de combat.

Le Pakistan va encore plus lnin que l'Inde dans sa libéralisation économique, ce dont profitent plusieurs entreprises françaises avec de gros projets de centrales hydro-électriques (Kot Addu, Hub River). Alcatel a décroché de larges commandes dans le secteur des télécommunicatinns. Un nouvel Airbus ve être livré. Ces diverses affaires devraient contribuer à la relance des exportations en 1993.

Avec le Bangladesh, le Sri-Lanka, le Népal, les relations commerciales sont à la mesure des économies de ces Etats, c'est-à-dire modestes (moins d'un milliard de francs d'exportations et d'importations). On retiendra une aide au Bangladesh de 100 à 150 millions de francs par an et l'annulation de 600 millions de francs de dette publique, ainsi que l'initiative française (1988) de lancer un programme international massif de prévention des inondations, projet qui a peine à dépasser, aujourd'hui, les discussions d'experts!

Le sous-continent, malgré les progrès notés ci-dessus, continue à tenir une place modeste dans le commerce de la France. Les échanges avec l'Inde représentent, en 1990, 0,34 % des importations et 0,58 % des exportations. Avec le Pakistan, les proportions sont encore plus faibles. Ce constat correspond-il aux intérêts de la France?

Gilbert Etienne
professeur aux Instituts des hautes études internationalas et du développement (Genève).



PAYS • Le Pakistan

Situation déconcertante

DÉJÀ Jinnah, le père de la natinn pakistanaise, se plaignait de son entourage en disant que *« ses poches étaient pleines de fausse monnaie »*. La crise que traverse le pays rappelle ce jugement désabusé. Le premier ministre Nawaz Sharif, renvoyé, le 18 avril, par le président Ghulam Ishaq, a été réinstallé en mai par un arrêt de la Cnur suprême...

Finalement, après des troubles dans les provinces, l'armée est intervenue, en sauvegardant les fnrmes démocratiques, et le chef de l'état-majnr a fini par « convaincre » président et premier ministre de démissinnner : un gnuvernement intérimaire a été constitué jusqu'aux électinns, prévues pour octnbre.

Ces désordres surviennent au mnment nù l'écnnnmie cnnnaît un tassement. Les réfnrmes, lancées avec beaucoup de mérite par Nawaz Sharif à la fin de 1990, nnt pourtant suscité un élan général. L'industrie se trouve déréglementée, les entreprises publiques sont privatisées sans délai, les échanges extérieurs se libéralisent et s'accroissent, les paysans rentrent en 1991 une récolte record de coton, plante d'importance cruciale qui soutient le première industrie du pays et tient une place très en vue dans les exportations, à l'état brut nu manufacturé.

L'année financière 1992-1993, achevée le 30 juin, se solde par un bilan moins satisfaisant. A l'été 1992, des innndations et des pluies tout à fait exceptinnnelles nnt causé d'énnrmes dégâts. De snn côté, l'industrie ralentit sa croissance, qui demeure bnnorable : + 5,5 % contre 8,3 % en 1991-1992, à la suite du manque de matières premières, d'électricité et d'autres faiblesses. Les exportatinns faiblissent.

La situatinn financière ne s'amélinre pas. Depuis des années le déficit budgétaire perdure autnur de 7 % du PNB, vnire davantage. Défense nationale et administratinn coûtent tnujnurs plus. La réforme des finances et de la fiscalité n'evance pas, suscitant l'impetience croissante du FMI, de la Banque mnndiale et des bailleurs bilatéraux de fonds. L'incertitude politique jnue aussi un rôle. Les investissements privés étrangers, qui sont à la hausse, pourraient en souffrir. Quant aux industriels pakistanais, chauds partisans de Nawaz Sharif, ils tendent à se tenir sur l'expectative. Les projets en discussion ou en cours, souvent dans le secteur privé, avec participation de capitaux étrangers, ne vont pas se matérialiser avant cinq à dix ans. Il en va de même pour les gros chantiers routiers.

Le Pakistan reste déconcertant par ses contrastes : une scène politique peu reluisante, une économie qui ne manque ni de souffle ni d'atouts, des industriels, des hauts fnnctinnnaires dont une partie, au mnins, n'est pas contaminée par le système.

G. Et.

SECTEUR • L'équipement automobile

Bras de fer

LA bonne tenue relative du marché autnmobile français et la croissance des exportations ont permis aux équipementiers autnmobiles de l'Hexagone de progresser en 1992. Selnn la Fédératinn des industries des équipements pour véhicules (FIEV), le chiffre d'affaires global de la profession, an sens étroit du terme, a augmenté de 6,2 % pour atteindre 79,2 milliards de francs (1), tandis que les effectifs augmentaient de 1,3 %. Cette performance est pour une large part due aux exportations, qui se sont accrues de 10 %. Les trois quarts nnt été réalisés avec les pays de la Communauté européenne : le premier client reste l'Allemagne, devançant de peu l'Espagne. Le solde de la balance commerciale s'est encore amélioré. Il atteint 27 milliards de francs.

En France, les ventes de pièces de rechange ont progressé de 5,5 %. Ce sont surtout les réseaux indépendants qui en ont bénéficié, au détriment des réseaux exclusifs des constructeurs. Selon la FIEV, *« l'instauration du contrôle technique obligatoire explique en partie* [ce phénomène]. *Les propriétaires de véhicules effectuent en général leur réparation chez les garagistes indépendants »*.

En revanche, les ventes en *« première monte »*, c'est-à-dire sur des véhicules neufs, ne se sont accrues que de 4 %, soit légèrement moins que la productinn sutomobile (+ 4,2 %). Selon Irène Cytrynowicz, responsable du service statistique de la FIEV, ce léger décalage pourrait être dû au *« tassement de l'effet fonction, qui a permis depuis plusieurs années à la profession de bénéficier de la vente de systèmes complets à base de produits plus sophistiqués »*, donc plus chers. Une autre raison pourrait être la pression exercée par les constructeurs autnmobiles sur leurs fournisseurs pour les contraindre à réduire leurs prix de vente.

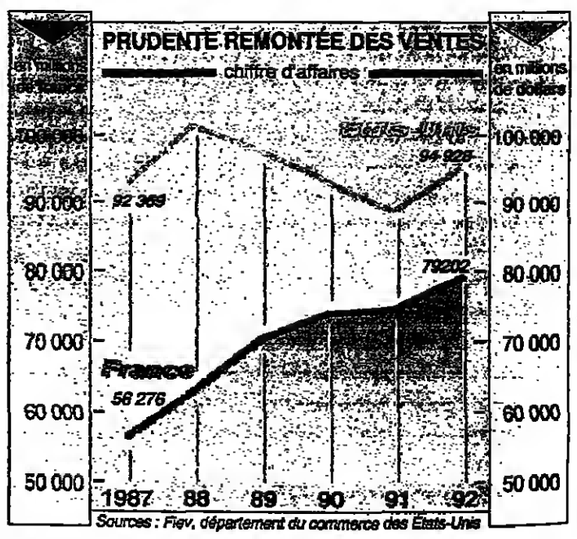
L'année 1992 a ainsi été marquée par un bras de fer eotre constructeurs et équipementiers : les seconds s'estiment bien souvent étranglés par leurs clients de plus en plus exigeants, les premiers préfèrent parler de *« partenariat »* pour la recherche d'une meilleur productivité face à une concurrence internationale de plus en plus vive.

Ce débat a été particulièrement aigu aux Etats-Unis où le plan PICOS (pour l'optimisation des achats) lancé par Ignacin Lopez chez General Motors aurait fait l'effet d'une bombe. Ce plan permettait aux acheteurs de GM d'accepter des offres de fournisseurs américains ou étrangers pour des contrats déjà négociés, sans donner d'avantage aux équipementiers dn groupe. Il exigeait aussi des fournisseurs une baisse des prix de 3 % en 1991, 2 % en 1992, et 2 % en 1993.

Un exemple qui semble avoir beaucoup impressionné les constructeurs européens. Au point qu'Ignacio Lopez a été débauché en 1993 par Volkswagen pour réduire les coûts du fabricant allemand ; son départ a provoqué la colère de GM, qui a porté plainte pour détournement de cadres (plusieurs collaborateurs d'Ignacio Lopez nnt quitté aussi l'entreprise) et espionnage. Malgré cela et malgré la stagnation du marché automobile américain en 1992, le chiffre d'affaires des équipementiers d'outre-Atlantique a augmenté de 7,1 % et atteint 100,7 milliards de dollars, selon les statistiques du ministère du commerce des Etats-Unis. Les exportations nnt fortement progressé (+ 23 %). Pour 1993, les Américains restent optimistes. La hausse devrait se poursuivre, à un rythme légèrement inférieur néanmoins (+ 6,1 %). En revanche, les fabricants européens sont extrêmement prudents et révisent sans cesse leurs prévisions à la baisse en raison de l'effondrement du marché automobile. Aucune statistique européenne n'est malheureusement disponible à l'heure actuelle.

Annie Kahn

(1) C'est-à-dire selon la nomenclature INSEE, excluant, notamment les fabricants de batteries, d'autoradios, de compresseurs, de pneumatiques, de vitrages, roulements, lampes, etc., comme pour toutes les données d'ensemble. En incluant ces secteurs, le chiffre d'affaires, en progression de 4 %, atteindrait 163 milliards de francs.



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du *Monde*.

هكذا من الأصل